



THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE LA COMMUNAUTÉ UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES

Spécialité : **SCIENCES ECONOMIQUES**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

Pablo DAVALOS AGUILAR

Thèse dirigée par **Michel ROCCA**
et codirigée par **Jean François PONSOT**

préparée au sein du **Centre de Recherche en Économie de Grenoble**
dans l'**École Doctorale de Sciences Économiques**

**La « révolution silencieuse »
de la Banque Mondiale et du FMI,
et le « Buen Vivir »
Essais critiques sur le développement**

Thèse soutenue publiquement le 31 de mai 2017
devant le jury composé de :

Monsieur Rédouane Taouil

Professeur d'économie, Université de Grenoble-Alpes
Président du jury

Monsieur Michel Rocca

Professeur d'économie, Université de Grenoble-Alpes (Directeur de thèse)

Monsieur Jean-François Ponsot

Maître de conférences, HDR en économie, Université de Grenoble-Alpes (co-directeur)

Monsieur Eric Berr

Maître de conférences, HDR en économie, Université de Bordeaux
(rapporteur)

Monsieur Franck Dominique-Vivien

Professeur d'économie et gestion, Université de Reims Champagne Ardenne
(rapporteur)

Madame Solène Morvant-Roux

Assistant Professor of Economics- Université de Genève



La Faculté d'Économie et l'Université Grenoble-Alpes n'entendent donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans les thèses.

Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

*La fonction de l'utopie politique :
éclaircir ce qu'on mérite être détruit.*

W. Benjamin
Thèses sur l'Histoire

Dédiée :

A Matilde Aguilar

In memoriam

A Micaela, « Luna de Caramelo »

REMERCIEMENTS

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude à Jean-François Ponsot, mon codirecteur de recherche qui, en plus de sa valeur, son expérience et sa connaissance de la théorie économique, a fait preuve de beaucoup de patience à mon égard. Les thèmes traités dans cette recherche s'inscrivent dans une démarche d'économie politique, et seul un chercheur disposant d'une pluralité de vue comme Jean-François aura pu pousser et soutenir cette recherche. Je tiens aussi à exprimer ma gratitude à Michel Rocca pour avoir accepté encadrer cette thèse.

Je tiens aussi à remercier toutes les personnes qui m'ont aidé à rédiger dans un français correct cette thèse, en particulier Blandine Liévois et Nicolas Bard, ainsi que Mila Ivanovic qui a assuré de manière responsable, sérieuse et rigoureuse la correction en français du présent manuscrit.

Cette recherche a été réalisée au sein du CREG et j'aimerais remercier ce laboratoire pour m'avoir accueilli durant ces années de recherche, tant son ancienne directrice, Catherine Figuière, que son nouveau directeur, Jean François Ponsot.

Un des défis les plus difficiles que j'ai rencontré au début de cette recherche a été de « désapprendre » une série de concepts et de théories qui font partie de l'économie et ont fait partie de ma formation initiale dans cette discipline. Comme l'a si bien formulé J. Keynes : j'ai été formé en géométrie euclidienne dans un monde non-euclidien. Pour comprendre la réalité « non-euclidienne », j'ai dû développer d'autres rapports de sens à la réalité. Je dois ce processus de « désapprentissage » à plusieurs leaders indigènes et théoriciens latino-américains qui m'ont ouvert à d'autres formes de compréhension. Dans ce sens, je remercie chaleureusement Luis Macas en Equateur, Raul Prada en Bolivie et Anibal Quijano au Pérou, pour ne nommer qu'eux. Je remercie aussi l'apprentissage reçu issu de l'expérience directe dans différentes

communautés indigènes de la région andine, qui m'ont accueilli avec générosité et compréhension.

Je remercie aussi mes collègues de la Faculté d'Economie de l'Université Catholique d'Equateur, spécialement son ancienne doyenne, Monica Mancheno, pour son soutien constant, ainsi que les professeurs René Báez, Natalia Sierra et Jaime Gallegos.

Enfin, je dois beaucoup à ma famille, qui par sa patience et son soutien a eu le courage de supporter mes absences au cours de ce processus de recherche.

SOMMAIRE

Remerciements.....	8
Sommaire.....	10
Liste des Acronymes et Abréviations	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	16
Chapitre 1 Néolibéralisme et ajustement économique en Amérique latine: Le développement impossible.....	34
<i>INTRODUCTION</i>	<i>34</i>
<i>Section I LA CRISE DE LA DETTE LATINO-AMÉRICAINNE ET L'AJUSTEMENT ÉCONOMIQUE.....</i>	<i>39</i>
I.1. La crise de la dette.....	40
I.2. Les programmes d'ajustement en Amérique latine.....	52
I.1.3. Ajustement, stabilité macroéconomique et équilibre général	55
I.1.4. Les enchaînements entre l'ajustement et la stabilisation	62
<i>Section II L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU MONÉTARISME.....</i>	<i>65</i>
II.1. Inflation et retour de l'approche monétariste.....	66
II.2. Le FMI et la portée stratégique de l'inflation.....	69
II.3. Le monétarisme : l'approche monétariste des échanges mondiaux.....	76
II.3.4. Le rapport entre le monétarisme et le néolibéralisme	87
II.4. Les hypothèses de base du discours néolibéral	87
<i>Section III LES ENJEUX DE LA RÉFORME STRUCTURELLE :</i>	<i>96</i>
<i>VERS LE NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT.....</i>	<i>96</i>
III.1. Le rôle de la Banque Mondiale dans la stratégie néolibérale du développement	97
<i>CONCLUSION DU CHAPITRE ET ARTICULATION AVEC LE CHAPITRE 2</i>	<i>115</i>
Chapitre 2 corporate governance,.....	124
institutions et capital humain : la banque mondiale	124
et la grande transformation.....	124
<i>INTRODUCTION</i>	<i>124</i>

<i>Section I</i>	<i>LA MISE EN CHANTIER DES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES DE LA MONDIALISATION</i>	133
I.1.	Le rôle stratégique de la Banque Mondiale	133
I.2.	Institutions et changement institutionnel	143
<i>Section II</i>	<i>Corporate governance, réforme structurelle et développement</i>	152
II.1.	Good Governance et microéconomie du changement institutionnel	152
II.2	Governance, good governance et corporate governance	154
II.3.	Gouvernance et développement	155
<i>Section III</i>	<i>Les stratégies d'intervention : le Country Engagement Model (CEM)</i>	160
III. 1.	Le modèle d'engagement avec les réformes structurelles	160
III.2.	Expériences spécifiques de Country Partnership Framework	166
<i>Section IV</i>	<i>Les projets sectoriels de réforme structurelle</i>	188
IV.1.	Le champ d'intervention des projets sectoriels	190
IV.2.	La méthodologie de la réforme sectorielle	192
IV.3.	Le cadre institutionnel des réformes de seconde génération	197
<i>Section V</i>	<i>Capital humain, aliénation et l'hypothèse de la « colonisation du monde vécu »</i>	210
V.1.	Capital humain et réforme structurelle : enjeux théoriques	212
V.2.	La « colonisation du monde vécu » et le capital humain	218
	<i>Conclusion du chapitre et articulation avec le chapitre 3</i>	223
	L'éthique du développement	225
	Le rôle stratégique de la Banque Mondiale : la grande transformation	226
Chapitre 3		230
L'autre Développement: Le Buen Vivir (Sumak Kawsay)		230
	<i>INTRODUCTION</i>	230
<i>Section I</i>	<i>L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT OU L'INGÉNIERIE DU SOCIAL</i>	236
I.1.	Les concepts de base et leur rapport au <i>mainstream</i> économique	237
<i>Section II</i>	<i>Les courants critiques : le post-développement et la décroissance</i>	256
II.1.	La critique du post-développement	257
II.2.	La décroissance : les limites de la raison quantitative	263
II.3.	Le post-développement : une évaluation critique	269
<i>Section III</i>	<i>Les alternatives :</i>	272
	<i>Le Buen Vivir (Sumak Kawsay)</i>	272
III.1.	La procédure épistémologique du <i>Buen Vivir</i> : altérité et complexité	273
III.2.	Les courants théoriques associés au concept du Sumak Kawsay	300

III.3. Les principes théoriques du <i>Buen Vivir</i>	309
<i>Conclusions du chapitre</i>	327
CONCLUSION GÉNÉRALE	331
<i>Bibliographie</i>	344
Liste des Tableaux et Figures	372

LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AAA	Analytical and Advisory Activities
AID	Association Internationale pour le Développement
ALENA	Accord de Libre Échange avec les États-Unis et le Canada
BIRD	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement
BNDES	Banque de Développement du Brésil
CAS	Country Assistance Strategy
CEPALC	Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CEM	Country Engagement Model
CIDOB	Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia
CIRDI	Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements
CONAMAQ	Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullasuyu
CPS	Country Partnership Strategy
CSUTCB	Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia
EFF	Extended Fund Facility,
ESAF	Enhanced Structural Adjustment Facility
FAO	Fond Mondial pour l'Alimentation
FCE	Facilité élargie de crédit
FED	Réserve Fédérale Américain
FMI	Fonds Monétaire International
GEF	Global Environment Facility
IED	Investissements étrangers directs
IFC	Société Financière Internationale
IFI's	Institutions Financières Internationales
IMF	International Monetary Fund
MIGA	Agence Multilatérale de Garantie des Investissements
NSAPR	National Strategy for Accelerated Poverty Reduction
NLTA	Non-Lending Technical Assistance
OMS	Organisation Mondiale de la Santé,
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
ORIGENES	Programme de développement intégral des communautés indigènes
PLR	Performance and Learning Review
PND	Plan National de Développement

PRODEPINE	Projet de développement des peuples indigènes et afro-équatoriens
PRONASOL	Programme Nationale de Solidarité
PTMC	Programme de Transferts Monétaires Conditionnées
REDD	Réduction des Émissions par Dégradation et Déforestation
SAF	Structural Adjustment Financement
SAPRI	Structural Adjustment Participatory Review Initiative ; (en français : Initiative d'Examen Participatif de l'Ajustement Structurel)
SWOT	Strengths, Weaknesses, Opportunities, Threats (DAFO en français)
TIPNIS	Territorio Indígena del Parque Nacional Isiboro Sécure
WBI	Institut de la Banque Mondiale

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La mondialisation de l'économie et les problèmes liés au développement économique constituent le cadre général de cette thèse, ainsi que le point de départ pour comprendre le rôle du discours économique moderne et la praxis du développement dans les pays émergents, ainsi que les alternatives qui sont en train de voir le jour.

La mondialisation de l'économie a eu bien des conséquences, mais nous souhaitons en souligner deux : l'écart entre la théorie économique et le contexte de crise de l'économie ; et l'émergence des discours alternatifs à l'économie et au développement. Ces discours alternatifs sont associés aux gouvernements apparus, en particulier en Amérique latine, dans la première décennie du 21^{ème} siècle, et qui ont cherché à se légitimer à partir d'une critique radicale de l'économie néolibérale (Gaudichaud, 2011).

La plupart de ces gouvernements ont marqué leurs distances avec les discours de l'austérité budgétaire, les équilibres fiscaux, l'autonomie de la banque centrale, entre autres, et ont mis en avant de nouveaux concepts et théories pour le développement économique, comme celui du *Buen Vivir*.

Nous pouvons constater que le discours de l'austérité budgétaire est hégémonique dans certains pays d'Europe, alors que plusieurs pays latino-américain cherchent à sortir des contraintes de l'austérité budgétaire et de l'emprise des

institutions financières internationales, notamment du FMI. Nous avons donc deux dimensions tout à fait opposées au sein du processus historique de la mondialisation. Néanmoins, le cadre théorique pour saisir les enjeux de la mondialisation reste lui attaché à une seule vision du monde, celle de la pensée néolibérale.

Ainsi, il convient de reconnaître qu'il existe bel et bien un débat très important en économie du développement. Il s'agit d'un débat multidimensionnel : d'une part, la critique à l'encontre de l'économie de ne pas avoir prévu la crise financière et économique qui a éclaté en 2008, d'autre part, la critique menée à l'encontre du dérèglement climatique et du réchauffement global.

La théorie économique et la « *dissonance cognitive* »

Pour Aglietta, Ponsot et Ould Ahmed, la théorie économique moderne est bâtie sur trois contre-vérités : une finance libéralisée, globalisée et déréglementée évitant que les effets de la crise économique se répandent ; des marchés financiers dérégulés qui trouvent toujours leur équilibre ; et, des marchés financiers transparents et donc moraux (Aglietta, Ponsot, & Ould Ahmed, 2016). Ces contre-vérités ont été efficaces car elles ont donné une liberté d'action aux banques et ont permis finalement la propagation de la crise financière partout dans le monde.

Pour Kessler, les économistes qui n'ont pas vu arriver la crise sont des « *believers in laissez faire* ». Il cherche alors à comprendre pourquoi ces *believers in laissez faire* sont tellement attachés à des cadres théoriques qui n'ont rien à voir avec la réalité économique. Pour tenter une interprétation, Kessler utilise la psychologie et la notion de *dissonance cognitive* afin d'étudier des groupes d'économistes représentatifs de la pensée standard. La théorie de la *dissonance cognitive* établit que lorsque les individus sont cramponnés à des idées préétablies sur le monde, ils sont confrontés à une réalité qui dépasse leurs conceptions, ils répondent à partir d'une distorsion de la réalité ou d'une négation des faits. Pour Kessler, la pensée de l'économie dominante a tout de la *dissonance cognitive* (Kessler, 2010).

Par ailleurs, la pensée économique standard va se réfugier dans sa propre méthodologie, et surtout une certaine structure mathématique. Pour la pensée économique standard, la réalité économique peut s'exprimer dans des modèles

mathématiques qui rendent légitime son approche. Pour Kakarot-Handtke, la méthode scientifique de l'économie n'est pas en rapport avec les méthodes mathématiques mais avec la manière par laquelle elle peut saisir la réalité. Ainsi, se réfugier dans les mathématiques pour se dérober à la réalité ne relève pas de la science mais de l'idéologie. C'est pour cela que Kakarot-Handtke reprend l'idée de Keynes et sa critique de l'économie classique, qu'il interprète comme de la géométrie euclidienne dans un monde non-euclidien qui reproche à la réalité de ne pas se comporter conformément à ses prescriptions théoriques. Pour Kakarot-Handtke, l'enjeu est de trouver les outils théoriques pour un monde non-euclidien (Kakarot-Handtke , 2013). Dans le même ordre d'idée, Barzilai démontre que la théorie de la demande agrégée est construite sur d'importantes erreurs méthodologiques. En effet, il écrit :

“The applicability of the operations of algebra and calculus is a foundations-of-science problem. These operations have been applied incorrectly and where they are not applicable in microeconomic theory, the theory of games, decision theory and throughout the social sciences because the conditions for applicability of mathematical operations have not been identified in the literature.” (Barzilai , 2014, p. 62)

Pour Söderbun, il y a une position dominante de l'économie néoclassique dans les universités et centres de recherche économique, qui a joué un rôle déterminant pour influencer les modalités d'interprétation de la réalité. Cette idéologie a servi à légitimer le discours du néolibéralisme. Cependant, le cadre néoclassique de l'économie dans le cas du dérèglement climatique peut se révéler une menace plus qu'une opportunité. Il faudrait alors pouvoir développer un cadre alternatif qu'il appelle *Sustainability economics perspective* (Söderbaum , 2009). Dans une vision de critique écologique au capitalisme, Smith récupère la proposition d'Herman Daly d'une économie statique (*Steady-State Economy*), comme la possibilité d'endiguer les dégâts provoqués par le capitalisme sur la nature (Smith , 2010).

Les données de la crise économique, écologique, migratoire et sociale sont alarmantes. Par exemple, Piketty a démontré que malgré la croissance économique, les revenus se sont concentrés dans les derniers siècles dans les couches sociales les plus riches (Piketty, 2013). Stiglitz critique le FMI pour son attachement aveugle à ses prescriptions normatives (Stiglitz, 2002). Latouche souligne qu'il ne s'agit pas de

substituer l'économie de la mondialisation par une autre plus aimable, mais de « sortir de l'économie » tout court (Latouche, 2010).

De ce fait, nous pouvons constater que les démarches critiques à l'égard de la pensée économique dominante sont importantes et que le centre des critiques repose sur la séparation entre l'économie comme science, et les phénomènes de la réalité économique de la mondialisation qui ne peuvent pas être saisis par la science économique.

Perspectives théoriques de la thèse

Notre démarche théorique va se situer justement dans cet écart entre théorie et réalité économique. Nous partons de la constatation que la mondialisation est un phénomène complexe. Dans la mondialisation coexistent plusieurs phénomènes parfois contradictoires mais qui font partie d'un seul processus historique. Pour réduire l'écart entre la théorie et la réalité nous allons proposer un autre cadre théorique de compréhension des phénomènes économiques.

Cependant, il faut nuancer le but de notre recherche. Bien que nous irons nous situer dans l'écart qui existe entre une théorie qui ne peut pas rendre compte de sa propre réalité, nous allons aussi travailler sur les problèmes du développement dans les « pays émergents ». Ainsi, le champ analytique et théorique de notre recherche sera l'économie du développement et ses alternatives.

Les concepts utilisés

Pour parcourir ce champ analytique, nous avons besoins de quelques outils théoriques. Tout d'abord, la mondialisation doit être spécifiée pour atteindre une compréhension plus juste et précise de ce processus. Il y a beaucoup de descriptions de la mondialisation de l'économie, cependant, dans le cadre de cette recherche, nous allons problématiser ce processus et l'intégrer dans une perspective plus vaste.

Pour comprendre la mondialisation de l'économie, nous partons de l'hypothèse d'Hannah Arendt (1962) qui établit une contradiction dans le capitalisme entre une sphère finie, celle de l'État-nation, et une infinie, celle de la croissance économique. Cette contradiction exprime un paradoxe qui est que la « bourgeoisie » a été la première classe

dans l'histoire à avoir assuré son emprise sur l'économie plutôt que sur la politique (Arendt, 1962, p. 123). Pour surmonter cette contradiction, l'émancipation politique de la « bourgeoisie » a signifié l'expansion politique par la voie de l'impérialisme, l'accroissement de la production et l'expansion des marchés.

Cependant, « l'impérialisme est né lorsque la classe dirigeante de la production capitaliste s'est heurtée aux limites nationales de son expansion économique. La bourgeoisie se tourna vers la politique par nécessité économique, car si elle ne voulait pas abandonner le système capitaliste dont la loi inhérente est une croissance économique constante, elle devait imposer cette loi à ses gouvernements d'origine et proclamer l'expansion comme un but politique ultime de la politique étrangère. » (Arendt, 1962, p. 126).

Mais il faut souligner que l'impérialisme n'est pas la construction d'un empire dans le sens classique du terme et que l'expansion n'est pas la conquête (Arendt, 1962, p. 131). L'impérialisme représente l'expansion d'un pouvoir politique qui assure son emprise économique sur le monde, sans corps politique spécifique. En effet, « l'expansion impérialiste avait été entamée par une sorte de crise économique curieuse, la surproduction du capital et l'émergence d'une monnaie « superflue », résultat d'un sursaut, qui ne pouvait plus trouver d'investissements productifs à l'intérieur des frontières nationales » (Arendt, 1962, p. 135).

Les conséquences de cette expansion ont été l'autonomisation des institutions exerçant le monopole de la violence, comme l'armée et la police, des institutions de contrôle présentes dans les États-nation, et leur conversion en instruments de civilisation dans un « monde barbare ». Ainsi, cette violence a permis de donner un élan aux lois du capitalisme : « le secret de la nouvelle satisfaction heureuse était précisément que les lois économiques ne s'opposent plus à la cupidité des classes possédantes ». (Arendt, 1962, p.137).

Les investissements étrangers et les exportations de capitaux prise comme des situations exceptionnelles sont devenus une caractéristique permanente dans la mesure où ils étaient protégés par l'« exportation du pouvoir ». Ce cadre historique est la base de la compréhension du développement du capitalisme et de ses institutions. L'expansion de l'économie assurée par une structure politique qui a dépassé son

caractère impérialiste initial pour devenir un marché mondial capable de transformer les États-nations en garants de leur propre pouvoir exprime la réussite du projet originel de la « bourgeoisie ».

Ainsi, la contradiction entre une sphère politique délimitée par sa propre structure et une sphère infinie dans la production va déclencher un processus supposé permanent qui n'a d'autre fin ni but que lui-même : la mondialisation de l'économie. Ici, la mondialisation de l'économie représente un processus économique et politique enraciné dans les origines du capitalisme. L'évolution du processus de mondialisation des dernières décennies fait référence aux changements géopolitiques provoqués par la disparition des anciens pays socialistes, et la montée en puissance des marchés financiers dérégulés.

Néanmoins, pour mettre en place les institutions du capitalisme (Williamson, 1985), il fallait une architecture institutionnelle capable d'assurer la stabilité du système. Cette architecture institutionnelle a été mise en chantier à partir des accords de Bretton Woods de 1944, et la création d'un système monétaire international, sous la domination du dollar. À la suite des accords de Bretton Woods, le FMI et la Banque Mondiale furent créés. Le premier se donnait la tâche de maintenir la stabilité du système des taux de changes, et la seconde de promouvoir le développement. Dans le cadre de notre recherche, ces deux institutions sont élémentaires pour comprendre les transformations et les enjeux du développement dans les pays les plus pauvres.

Pour nous, le développement a toujours une dimension géopolitique. Le rôle du FMI et de la Banque Mondiale sera un des points de référence fondamentaux dans notre recherche. Mais nous proposons un écart théorique entre le discours du FMI et la Banque Mondiale et leur pratique concrète dans le développement des pays émergents, car leurs discours sont utilisés d'une façon stratégique pour légitimer une intervention spécifique dans le cadre de la mondialisation de l'économie. Ainsi, le FMI propose de stabiliser les économies à partir de la conditionnalité des emprunts aux pays surendettés, mais ces conditions impliquent privatisations, dérégulations, etc. De même pour la Banque Mondiale, lorsqu'elle se propose de lutter contre la pauvreté et impose des programmes de privatisation des écoles, des hôpitaux publics, la réduction des dépenses publiques pour le secteur social, etc.

Nous sommes donc face à un discours qui cherche à légitimer les changements nécessaires pour la mondialisation tout en se présentant comme des solutions au bien-être social. Il y a là un écart entre la signification réelle des discours et leur utilisation stratégique. Nous allons ainsi proposer le concept d'« agir stratégique », propre à la perspective communicationnelle du philosophe J. Habermas (1987), pour mieux comprendre cet écart entre les discours et la praxis des institutions de la mondialisation de l'économie.

L'agir stratégique des discours fait référence à l'utilisation des contenus symboliques dont relèvent tous les discours, pour les détourner de leur signification originelle et leur prêter des significations en rapport avec d'autres fins. La notion d'agir stratégique des discours nous permet de créer une distance entre la signification réelle des discours et leur utilisation stratégique, ce qui va nous aider à saisir la façon par laquelle vont être imposées un ensemble de réformes structurelles dans les pays le plus pauvres. Ainsi, nous pourrions comprendre l'intervention faite au nom de la lutte contre la pauvreté ou de la bonne gouvernance des institutions, comme des stratégies dont le but réel n'a rien à voir avec la pauvreté ou la bonne gouvernance.

En outre, nous allons recourir à la notion de géopolitique de la mondialisation pour caractériser d'une autre manière l'écart entre les pays riches et les régions pauvres. En général, les concepts utilisés sont ceux de pays non-développés ou en voie de développement, ou d'économies émergentes. Cependant, pour maintenir la cohérence avec notre recherche, surtout en ce qui concerne les réflexions développées par l'école du post-développement, nous utiliserons le terme de « Nord » pour les pays ou les régions les plus riches, et de « Sud » pour les pays ou régions pauvres. La justification théorique de ce choix sera développée dans le chapitre 3, lorsque l'on analysera les courants critiques à l'égard des théories conventionnelles du développement économique.

Un autre concept qui sera utilisé dans notre thèse est celui de société non-moderne, ou comportements non-modernes. Il faut souligner que sociétés non-modernes ne signifie pas sociétés postmodernes ou trans-modernes (Hidalgo-Capitán, 2016). Le débat sur la modernité et la postmodernité est un débat complexe mais il n'entre pas dans les limites de notre recherche. Les sociétés et comportements non-

modernes partagent une vision du monde fondée sur un principe ontologique par lequel tout est en relation avec tout, et l'action des individus se répercute sur l'ensemble du groupe. Nous allons rendre compte des principes épistémologiques, théoriques et philosophiques qui façonnent les sociétés non-modernes et sont structurés autour du principe ontologique de relation dans le chapitre 3 de la thèse.

Notre recherche traite des cadres théoriques économiques alternatifs et, notamment, du concept de *Buen Vivir*. Nous allons voir que ce concept peut se révéler un puissant outil théorique pour la critique épistémologique à la pensée économique dominante et pour dégager des alternatives au développement.

En effet, il est nécessaire de rechercher d'autres cadres théoriques pour comprendre les phénomènes provoqués par la mondialisation de l'économie. C'est le cas, par exemple, de Fistetti qui cherche dans la notion de « don » le socle théorique pour comprendre l'économie et la société d'une autre manière : « Je tenterai de défendre la thèse selon laquelle, dans l'horizon historique contemporain marqué par l'avènement d'une société-monde et d'une civilisation planétaire, seul le paradigme du don peut permettre d'élaborer de nouveaux instruments analytiques à la hauteur de la complexité des questions qui sont en jeu. Le paradigme du don constitue la réponse à l'hégémonie du discours économiste qui [...] s'est imposé dans les sciences sociales et dans la culture occidentale. » (Fistetti, 2007, p. 183). De cette manière, nous allons proposer des alternatives au développement économique à travers le concept de *Buen vivir* afin de diversifier et élargir la proposition de l'économie du don de Fistetti.

La question centrale de cette recherche est donc la suivante : est-il possible de dégager une autre perspective du développement à partir des principes du *Buen Vivir* ? Si cela est possible, alors quelles en seront la portée et la teneur ? Comment ces principes se distinguent-ils des approches traditionnelles du développement ? Quel est leur rapport avec les théories économiques ?

Le champ analytique de la thèse

La recherche s'insère dans les études sur le développement et l'économie du développement, dans un contexte social et historique dans lequel l'économie et le développement ont été fortement contestés et critiqués. Le contexte en question est la

crise économique et financière, la crise environnementale, la crise migratoire et la montée de la pauvreté et de l'inégalité dans le monde, et finalement, l'incapacité du discours de l'économie et du développement à apporter des réponses à ces crises.

L'intention de la recherche est d'exposer les principes généraux d'un cadre alternatif au développement et à la croissance économique. Ce cadre alternatif est celui qui découle des principes du *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*). Ce concept alternatif a été proposé dans le contexte des changements politiques, juridiques et économiques qu'ont connus certains pays latino-américains en ce début de siècle, notamment la Bolivie et l'Équateur. C'est la première fois que deux pays intègrent dans leurs Constitutions un concept nouveau et en contradiction avec les principes du développement et de la croissance économique sans fin.

Les objectifs de la thèse

D'habitude, le but des politiques publiques et économiques consiste à stimuler la croissance économique et à mettre en place des politiques de développement économique pour résoudre les problèmes sociaux liés à la pauvreté et à la redistribution. La décision de la Bolivie et de l'Équateur de s'écarter des politiques économiques plus traditionnelles et se fixer d'autres objectifs pour atteindre le bien-être social, mérite un effort d'analyse à partir de la réflexion économique.

Néanmoins, le but de la recherche n'est pas de réaliser une étude des politiques publiques liées aux principes du *Buen Vivir*¹, mais plutôt de comprendre la structure théorique de ces principes, ces courants théoriques principaux et la possibilité d'une nouvelle interprétation des concepts économiques à partir des principes du *Buen Vivir*. Cependant, il faut bien prendre en considération que ce cadre alternatif au développement est encore en voie de construction. La recherche tentera d'en esquisser les traits fondamentaux.

De toutes les dimensions théoriques propres au *Buen Vivir*, nous considérerons celles qui sont en relation directe avec le discours économique et le développement. Cependant, le sujet de la recherche nous contraint à une amplitude théorique et à un

¹ Pour une étude sur la manière par laquelle l'Équateur a incorporé les principes du *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*) dans les Plans Nationaux de Développement, voir : García Álvarez, 2013.

cadre méthodologique plus général. L'économie comme discipline s'intéresse assez peu aux thèmes proposés dans cette recherche qui sont généralement renvoyés vers l'anthropologie économique ou la sociologie économique. Ici, on essaiera de situer ces problématiques au cœur de la réflexion économique sur le développement et ses alternatives.

L'incorporation des principes du *Buen Vivir* dans les textes constitutionnels boliviens et équatoriens est le fruit d'une très forte mobilisation sociale. Il y a une différence importante entre les concepts et techniques du développement économique et les principes du *Buen Vivir* : la théorie du développement économique a été créée à partir d'institutions spécifiques, principalement les universités et centres de recherche, tandis que les principes associés au *Buen Vivir* sont en relation avec les discours des mouvements sociaux de la région. C'est pour cela que le discours sur le développement économique est plus élaboré et ses techniques sont plus sophistiquées. Les principes du *Buen Vivir*, en revanche, sont plus attachés aux modes de vie des sociétés, surtout des populations indigènes. Cependant, le discours et la praxis du développement économique et les principes du *Buen Vivir* sont en rapport conflictuel et contradictoire.

Dans le processus de la mondialisation de l'économie, le discours et la praxis du développement économique relèvent dorénavant de l'approche des marchés et du néolibéralisme. Dans le cadre de cette recherche, on définira cette approche comme théorie économique néoclassique.

Les hypothèses de la thèse

L'hypothèse centrale de ce travail est que les transformations opérées par l'intervention des Institutions Financières Internationales pour le développement, et la coopération internationale au développement, à la suite de la crise économique de 1982 en Amérique latine, ont bouleversé la structure sociale des peuples et sociétés soumis aux stratégies de développement et de lutte contre la pauvreté.

Suivant Karl Polanyi (Polanyi, 1983), on définit ce bouleversement comme la *grande transformation* et l'intervention du FMI et la Banque Mondiale, comme une *révolution silencieuse* reprenant les déclarations de Michel Camdessus, ancien directeur du FMI (Kennen, 2003). Cependant, cette *grande transformation* a provoqué des

résistances, oppositions et rejets des populations, et les sociétés ont trouvé dans leurs institutions et modes de vie le moyen de se défendre face à cette *révolution silencieuse*. Le retour à ces modes de vie va provoquer la naissance d'alternatives au développement, dont celle du *Buen Vivir*. Dans les principes du *Buen Vivir*, il y a des points clés pour une transformation démocratique et soutenable du développement.

Les courants théoriques associés à la démarche de la thèse

Cependant, les critiques émises à l'encontre du développement et de l'économie ne sont pas nouvelles. Il y a une histoire de contestation et de critique très forte à leur égard. Dans cette recherche, nous allons rapprocher les critiques formulées par le post-développement et la décroissance, parce qu'elles s'attaquent au noyau dur du *mainstream* : les concepts de *développement* et de *croissance*. Le post-développement considère que le développement est un discours propre à une société déterminée et qui répond aux besoins géopolitiques de cette société (Escobar, 2006). Le développement n'est pas universel et il n'est pas téléologique. Il s'agit, pour la critique du post-développement, d'une production culturelle occidentale et d'un ensemble de textes et techniques qui vont se convertir en discours de pouvoir (Sachs, 2010). Pour la décroissance, le développement ne prend pas en compte les capacités limitées des ressources et propose une croissance sans fin. C'est le signe d'un discours idéologique qui n'a pas de rapport avec la réalité des sociétés humaines (Latouche, 2010). En plus de ces critiques, les principes du *Buen Vivir* impriment la dimension de l'altérité dans le champ de l'économie et le développement.

Le lien que la recherche opère entre les principes du *Buen Vivir* et les courants de la décroissance et un post-développement vise à insérer la discussion sur le *Buen Vivir* dans le corpus des critiques faites à l'économie et au développement. De ce fait, le discours critique suscité à partir des principes du *Buen Vivir* offre la possibilité de dialoguer avec l'ensemble du discours théorique dominant, en l'occurrence celui de l'économie néoclassique.

Pour ce faire, nous nous sommes efforcés d'identifier les points fondamentaux de la théorie économique néoclassique avec le processus de modernisation et les politiques de développement mises en place dans la région. Dans ce sens, la recherche propose un

retour historique sur ces politiques à partir de l'intervention sur la région par le FMI, la Banque Mondiale et la coopération internationale au développement.

Les points de repère historiques du concept du *Buen Vivir* : ajustement économique et réforme structurelle

Dès le départ, la recherche identifie les événements qui vont déclencher les changements radicaux dans les sociétés latino-américaines prises comme un cadre heuristique des politiques d'ajustement et réforme structurelle. Le premier événement est la crise de la dette extérieure en Amérique latine. La recherche va démontrer que la crise de la dette des années 1980 n'est pas associée aux processus d'investissement et de financement de l'industrialisation de la région. La crise de la dette extérieure est associée aux processus de dérégulation et de décloisonnement des marchés internationaux des capitaux suite à la crise du système des changes fixes dans les accords de Bretton-Woods en 1944 et l'essor des marchés des capitaux dérégulés nommés les « euromarchés des capitaux » (Chesnais, 1996). La recherche va établir que ces phénomènes, associés aux dynamiques des marchés mondiaux et à la géopolitique, sont extérieurs aux processus d'industrialisation, et la cause de la crise du modèle d'industrialisation et l'origine des changements provoqués dans le modèle de développement.

La crise de la dette extérieure en Amérique latine a été utilisée pour changer de façon intégrale le modèle de développement de la région. La recherche propose de regarder les politiques d'ajustement économique et de stabilisation macroéconomique prônées par le FMI et la Banque Mondiale comme des événements déclencheurs d'une transformation sociale, institutionnelle et politique de vaste ampleur. Ces transformations vont être conçues comme nouvelles politiques de développement sous les auspices du *market friendly approach* (World Bank, 1991).

Les politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique ont provoqué des dégâts tellement importants que la littérature économique se réfère aux années 1980 comme la « décennie perdue » (CEPAL, 2002). Tous les indicateurs traditionnels de développement montrent une diminution de la croissance et une montée de la pauvreté et du chômage dans la plupart des pays de la région. Cependant, la décennie

perdue de l'Amérique latine correspond à ce que Stiglitz a nommé « *The Roaring Nineties* » (Stiglitz, 2004) pour les États Unis et les pays développés.

À la suite des politiques économiques d'ajustement, il y a eu une chute des niveaux de vie des populations, et la pauvreté et le conflit social se sont répandus dans presque tous les pays latino-américains (CEPAL, 2002). Le changement de cap dans le développement a été un processus douloureux pour les sociétés latino-américaines, en particulier pour les secteurs les plus pauvres (Remmer, 1990). Ces politiques d'ajustement sont l'amorce d'une transformation radicale de la société et de leurs institutions.

Nous allons ensuite revenir sur la transition des politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique en politiques de développement à partir de l'intervention de la Banque Mondiale, qui va, en effet, transformer les politiques à court terme et toujours associées aux politiques fiscales et monétaires mises en place à la suite des programmes de stabilisation macroéconomique, en politiques à long terme et toujours associées aux changements institutionnels, juridiques et politiques.

Ces politiques de transformation institutionnelle sont nommées par la Banque Mondiale « réformes structurelles », et sa stratégie de mise en œuvre, « modernisation » (World Bank, 1991). L'étude va suivre le fil d'Ariane des réformes structurelles de la Banque Mondiale pour comprendre la portée et la profondeur des transformations engagées par la Banque Mondiale dans la région.

L'analyse des politiques de réforme structurelle amène à la découverte d'un ensemble de concepts et de pratiques institutionnelles qui sont indispensables pour comprendre les nouvelles logiques du développement et du *market friendly approach* de la Banque Mondiale. D'abord, il faut distinguer entre des réformes portant sur les cadres de la stabilisation macroéconomique du FMI, et qui ont été nommées réformes structurelles de première génération (aussi appelées *Washington Consensus*, Williamson J. , 2003b), et des réformes mises en place par la Banque Mondiale qui visaient la structure sociale et institutionnelle des pays et des sociétés, et nommées réformes de seconde génération (Naím, 1994). De plus, les réformes structurelles vont élargir le cadre d'intervention vers les dimensions politiques, institutionnelles et juridiques du

développement. Les réformes de seconde génération vont devenir le cadre théorique de la mise en place des changements à tous les niveaux.

L'analyse de la Banque Mondiale

L'économie du développement, dans le cadre du *market friendly approach* devient plus complexe et interdisciplinaire. Le volet institutionnel prend le relais des dimensions fiscales et monétaires des réformes de première génération. Le cadre néoclassique du court terme est dépassé par les besoins de la conjoncture et la grande transformation qui est en train de se mettre en œuvre. La Banque Mondiale va se révéler l'institution la plus importante pour développer de nouveaux outils et de nouvelles pratiques pour mettre en place les réformes structurelles. C'est la montée des concepts comme le capital humain, l'action collective, les asymétries de l'information, les problèmes de principal-agent, et le gouvernement corporatif ; bref, un ensemble de concepts et théories qui vont rendre compte des profondes transformations sociales, économiques, juridiques et institutionnelles entreprises. Avec ces outils théoriques, les réformes de seconde génération vont mettre en chantier dans la plupart des pays de la région les privatisations, les dérégulations, la flexibilisation des marchés du travail, la décentralisation de l'État et l'austérité budgétaire.

En ce qui concerne les pratiques institutionnelles des réformes de seconde génération, la recherche revient sur la manière par laquelle la Banque Mondiale engage des transformations importantes dans plusieurs pays du monde à partir de projets spécifiques nommés projets sectoriels de réforme structurelle.

Il s'agit, à n'en pas douter, de l'entreprise de transformation sociale la plus vaste de ces dernières décennies. Pour mieux comprendre la logique de ces projets sectoriels, nous nous arrêterons sur les Country Engagement Models (CEM) de la Banque Mondiale (World Bank, 2016) dans quatre pays éloignés entre eux, mais qui illustrent bien les techniques d'intervention et les procédures développées par la Banque Mondiale. La description des techniques d'intervention permet de mieux saisir la portée des réformes structurelles. La recherche va identifier une intégration cohérente et stratégique entre la Banque Mondiale, le FMI et la Coopération Internationale au Développement à plusieurs niveaux. Cette intégration coordonnée et structurée à partir de la Banque Mondiale apporte une nouvelle vision sur la coopération au développement pour les pays pauvres,

comme une stratégie d'intervention directe sur les structures politiques et institutionnelles de ces pays et ces sociétés.

Les politiques de développement et de lutte contre la pauvreté de la Banque Mondiale et de la coopération internationale au développement marquent l'intervention exercée directement sur les sociétés et sur les comportements des individus. Il s'agit d'une nouvelle étape des politiques de développement. Le concept fondamental de cette intervention est celui de capital humain (Becker, 1995).

Pour essayer de comprendre cette intervention directe sur les personnes, notre travail en appelle à la philosophie politique et au concept de colonisation du monde vécu développé par le philosophe J. Habermas (Habermas, 1987). Ce détour par la philosophie de l'agir communicationnel est important pour comprendre un phénomène complexe comme celui de l'encadrement de la subjectivité des individus au nom du développement et de la lutte contre la pauvreté.

Théorie économique et réformes structurelles

Tous ces changements s'insèrent dans un cadre épistémologique propre à la théorie économique néoclassique. On va identifier les concepts économiques les plus courants de la réforme structurelle et ceux qui sont en rapport avec la critique découlant du *Buen Vivir*.

Les conceptions de l'économie néoclassique qui seront mises en avant sont : i) l'économie comme un ordre spontané et détaché de la société ; ii) l'individu qui peut prendre des décisions économiques sans conséquences sociales et politiques ; et, iii) la convergence supposée entre liberté et rationalité des individus dans l'économie, mais non dans la politique. On a choisi ces idées parce qu'elles servent de cadres théoriques aux réformes structurelles.

La recherche propose alors une critique à partir des courants associés aux principes du *Buen Vivir*. Tout d'abord, on présentera les points et les traits fondamentaux de la pensée du *Buen Vivir*, puis ses origines et son cadre institutionnel pour ensuite s'intéresser aux principes de réciprocité, de complémentarité et de solidarité.

De même, on va présenter les courants associés aux principes du *Buen Vivir* : l'indigénisme, le socialisme, et le post-développement. Nous décrirons les principes du *Buen Vivir* et considérerons ces principes à l'aune des concepts fondamentaux de la théorie économique et du développement.

Structure de la thèse :

Chapitre 1

La recherche, par conséquent, se structure en trois grands chapitres. Dans le premier chapitre, nous allons exposer les réformes structurelles de première génération, notamment les politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique du FMI. Nous réaliserons une analyse de l'approche monétaire de la balance des paiements pour comprendre la façon par laquelle les transformations économiques entreprises par le FMI sont liées à l'offre monétaire des marchés mondiaux des capitaux. Cette description nous servira à comprendre la transition du modèle d'industrialisation par substitution des importations à la *market friendly approach* de la Banque Mondiale. Dans le nouveau modèle de croissance, la privatisation, la dérégulation, la libéralisation et la flexibilisation des marchés seront les points les plus étudiés.

Chapitre 2

Dans le second chapitre, la recherche va se concentrer sur les réformes structurelles de seconde génération et sur le rôle de la Banque Mondiale. Ce chapitre est structuré autour des concepts de réforme structurelle et d'agir stratégique de la Banque Mondiale. Ce chapitre va se pencher sur les procédures et le processus inhérents aux changements institutionnels. On décrira aussi le cadre institutionnel de la mise en place des projets de réforme structurelle dans des cas spécifiques, et aussi les différents niveaux d'intervention des projets sectoriels de réforme structurelle.

Chapitre 3

Le troisième chapitre comporte trois volets. Le premier est l'identification des bases de la théorie économique néoclassique qui servent de légitimité aux réformes structurelles, notamment les concepts de régulation sociale par les marchés, la séparation entre économie et politique et la séparation des individus de leur contexte

historique et social. Le second volet renvoie à la description des points soulevés par les courants critiques au développement, principalement la critique du post-développement et la décroissance. Enfin, le troisième volet expose les principes du *Buen Vivir*, les courants associés et le volet critique du *Buen Vivir* à l'égard de la théorie économique de la croissance et du développement.

Le cadre institutionnel de la thèse

On espère que cette recherche puisse contribuer à élargir le champ analytique de l'économie du développement. Cette recherche aura été rendue possible grâce à la pluralité épistémologique et l'appui de la Communauté Université Grenoble-Alpes, et son laboratoire de recherche, le CREG. Bien que les principes du *Buen Vivir* soient encore méconnus ou ignorés par la théorie économique, la recherche vise à ouvrir le débat sur le développement. Les concepts et principes relatifs au *Buen Vivir* sont liés aux modes de vie des sociétés qui sont restées dans le silence et à l'écart de leur propre histoire.

En définitive, il nous semble donc fondamental de démocratiser la connaissance et de récupérer la voix de ceux qui ont beaucoup à dire mais qui ne peuvent être entendus. Les peuples indigènes d'Amérique latine sont porteurs de connaissances ancestrales qui méritent d'être analysées. Cette thèse montre que les principes associés au *Buen Vivir* sont un préalable pertinent pour un véritable dialogue entre les sciences, et en particulier avec l'économie, afin de s'orienter dans les propositions pour un autre développement et un autre monde possible.

Chapitre 1

NEOLIBERALISME ET AJUSTEMENT ECONOMIQUE EN AMERIQUE LATINE: LE DEVELOPPEMENT IMPOSSIBLE

« ... Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens »

Jean-Claude Juncker, Président de la Commission Européenne, 29 janvier 2014, le Figaro.

INTRODUCTION

Les politiques d'ajustement économique et les programmes de stabilisation macroéconomique ont débuté en Amérique latine à partir de la crise de la dette extérieure de 1982 au Mexique. Le défaut de la dette extérieure du Mexique a déclenché une crise des paiements des dettes extérieures dans la plupart des pays de l'Amérique latine dont l'Argentine, le Brésil, le Venezuela et la Bolivie (Miller, 2001 ; Ffrench-Davis & Devlin, 1993).

Ces politiques d'ajustement économique ont provoqué une transformation très importante des discours et des politiques de développement dans la région, qui sont passés d'une vision centrée sur l'industrialisation et le développement endogène à la croissance économique stimulée par les marchés et les équilibres fiscaux et monétaires (CEPAL, 1986).

Les transformations économiques, institutionnelles, sociales et juridiques provoquées par les politiques d'ajustement ont été de grande ampleur. De plus, l'intervention du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) sur la politique économique de la plupart des pays d'Amérique latine a réduit les marges de liberté et la souveraineté macroéconomique des gouvernements et des autorités économiques (Edwards, 1989).

En quelques années un changement socio-économique s'est produit de fond en comble au niveau macroéconomique et microéconomique (Stallings & Peres, 2000). Les institutions et politiques du développement créées pour gérer l'industrialisation sont devenues obsolètes et les mesures économiques pour administrer la crise de la dette ont provoqué une asymétrie entre croissance économique et distribution du revenu, un processus que F. Fajnzylber, appelle la « case vide » du développement latino-américain, parce que la croissance économique n'a pas été synonyme d'égalité sociale (Fajnzylber, 1990).

En effet, après les réformes économiques mises en œuvre à partir de la crise de la dette extérieure de 1982, le discours du développement économique devient celui de la croissance stimulée par l'équilibre des marchés. Pour maintenir les marchés en équilibre, il était nécessaire de contrôler le taux d'inflation. Ainsi, maintenir la stabilité macroéconomique devient l'enjeu le plus important de la politique économique (Ramos, 1997).

Pour aboutir à la stabilité macroéconomique, l'austérité fiscale et l'autonomie de la banque centrale étaient des stratégies prioritaires. Le discours de l'austérité allait dorénavant encadrer toute stratégie du développement économique et la politique monétaire se détacher de tout rapport avec la production et le développement d'industrialisation par substitution des importations.

Ce processus historique soulève quelques interrogations : comment s'est produit cette transformation dans le discours et les politiques du développement et quelles en ont été les conséquences pour l'avenir ? Quelles ont été les dimensions politiques des réformes structurelles adoptées en Amérique latine et comment ont-elles été imposées ? Pourquoi ces transformations économiques ont-elles été réalisées sans aucun débat démocratique préalable ? Comme se le demande K. Remmer (Remmer K. , 1986), la démocratie libérale sous la contrainte de l'austérité est-elle possible ? Dans cette transformation historique, quel rôle jouent les institutions financières internationales ? Quels enjeux géopolitiques se trouvent derrière cette transformation néolibérale ? Et, de plus, quel rapport existe-t-il avec les principes du *Sumak Kawsay* (le Buen Vivir) comme nouvelle stratégie du développement ?

Ce chapitre va essayer de répondre à ces questions, et pour ce faire il va se structurer autour de trois dimensions :

(1) Une dimension historique qui cherche à comprendre comment le processus d'endettement extérieure dans la plupart des pays d'Amérique latine, en particulier pendant la période 1976-1983, n'est pas lié aux processus économiques de développement et d'industrialisation de la région et n'est pas non plus un processus attaché à l'Amérique Latine ; il s'agit d'un processus historique et avec des conséquences pour tout le capitalisme. Nous proposerons l'hypothèse selon laquelle ce processus d'endettement tient aux enjeux géopolitiques des marchés financiers internationaux plutôt qu'aux besoins de financement pour le développement. La crise de la dette de 1982 exprime la rupture des cycles internes de financement-investissement, car la dette née des transformations des marchés internationaux des capitaux, suite à la crise de Bretton Woods, brise en réalité le rapport entre développement endogène et industrialisation. La crise de la dette de l'Amérique Latine c'est un événement de portée mondiale car elle va confirmer l'emprise des marchés financiers mondiaux sur les politiques économiques et politiques du développement dans presque tous les pays du Sud. Celle-ci va pousser à la déréglementation et au décloisonnement des marchés financiers nationaux et à leur intégration dans les marchés financiers mondiaux.

(2) Une dimension théorique qui tente de comprendre le rapport entre la monnaie et les besoins des marchés financiers internationaux, et par lequel il est

fondamental de supprimer les contrôles étatiques sur la politique monétaire afin de l'insérer dans les jeux spéculatifs internationaux. La théorie monétariste néoclassique intègre la financiarisation des économies dans les politiques économiques d'ajustement et de stabilisation créées pour gérer la crise de la dette extérieure. Les politiques de stabilisation macro-économique insistent sur l'inflation car un faible taux d'inflation gonfle le taux d'intérêt réel et cela pousse l'épargne vers la spéculation financière². Dans cette partie de la recherche, nous proposerons l'hypothèse selon laquelle le monétarisme représente le cadre théorique de la financiarisation de l'économie mondiale et ses prescriptions normatives permettent de transformer les mesures d'ajustement et de stabilisation macro-économique en modèle de développement.

(3) Une approche qui cherche à saisir la façon selon laquelle les politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique vont se convertir en une véritable stratégie du développement. Cela signifie que la transformation des politiques économiques créées pour gérer la crise de la dette extérieure était convertis en stratégies et politiques institutionnelles du développement à long terme. Pour ce faire, il faudra analyser d'une autre manière les institutions financières internationales, notamment la Banque Mondiale. L'hypothèse est que ces institutions seront la clé de la transition du monétarisme comme idéologie des marchés financiers internationaux vers le néolibéralisme comme nouvelle idéologie du développement social et humain.

L'étude de ces dimensions mène à la compréhension du discours du développement comme un discours à « géométrie variable », c'est-à-dire, comme un discours qui peut s'adapter à n'importe quel rapport de pouvoir. Pendant les premières années de la crise de la dette, les mesures adoptées, baptisées « *mesures de choc économique* » (Klein, 2010), ont évacué toute discussion sur le développement et son volet humain et social, et ont privilégié les équilibres des balances des paiements.

C'est après le premier choc des années 1982-1985, et suite au Plan Baker, que la politique économique de choc économique commence à se transformer en un ensemble plus cohérent et plus intégré dans une stratégie axée sur le développement³. Le concept

² Dans la période 1973-1980, le taux d'intérêt réel était de -8,92% pour l'Amérique latine et de 0,79% aux États-Unis (Pastor, 1989, p. 89).

³ Pour une approche d'économie politique sur la renégociation de la dette extérieure latino-américaine et le rôle du Plan Baker de 1985 comme un enjeu plus vaste, voir Bustillo & Velloso (2014).

clé pour transformer les mesures de choc économique en politiques du développement a été celui de la croissance économique, c'est pour cela que les institutions financières internationales vont proposer l'ajustement économique et la stabilisation macro-économique comme conditions nécessaires pour amorcer le développement, parce qu'il ne peut pas y avoir de développement humain sans croissance économique (Haq & Massad, 1984). En effet, c'est grâce à la croissance économique que les mesures économiques de choc prises pour administrer la crise de la dette ont acquis une légitimité sociale.

D'ailleurs, les réformes introduites en Europe pour gérer la crise de la dette des années 2010-2015, notamment en Grèce, en Irlande, au Portugal, en Espagne, et dans d'autres pays de l'Union Européenne, ont déjà été appliquées en Amérique latine dans les années 1980. Le discours sur l'austérité, les règles budgétaires, la flexibilisation du marché du travail, l'équilibre budgétaire, le contrôle monétaire de l'inflation, la libéralisation financière, la déréglementation, le rétrécissement de l'État, les programmes de sauvetage des banques en faillite, les privatisations, l'efficacité des marchés, etc., reprennent le cadre d'intervention des économies latino-américaines dans les années 1980. C'est justement pour cela qu'il faut changer les repères théoriques et normatifs du discours du développement en une forme plus éthique, plus démocratique et plus responsable vis-à-vis des sociétés. Le recours aux principes du Bien-Être Social contenus dans le *Sumak Kawsay* (ou Buen Vivir) peut nous aider à orienter le discours du développement vers l'éthique social.

La conclusion du chapitre établira les principes contenus dans le *Sumak Kawsay*, comme une actualisation d'un autre modèle de développement. Si les politiques d'ajustement, de stabilisation macroéconomique et de réforme structurelle vont se convertir en repères d'un développement économique stimulé par des marchés totalement libérés, alors la critique théorique réalisée dans cet chapitre montrera qu'il est possible de proposer d'autres cadres analytiques au développement.

SECTION I LA CRISE DE LA DETTE LATINO-AMÉRICAINES ET L'AJUSTEMENT ÉCONOMIQUE

Dans la littérature économique rattachée à la pensée néoclassique, il existe un accord sur l'importance des déséquilibres macro-économiques provoqués par le modèle de croissance endogène et qui se trouve à l'origine de la crise de la dette extérieure latino-américaine (Sachs, Tornell, & Velasco, 1996). Cet accord désigne en réalité le modèle du développement structuré autour de l'industrialisation par substitution des importations, inspiré par la pensée dite structuraliste⁴, comme étant le responsable des déséquilibres macro-économiques.

En effet, pour le FMI, l'endettement est le corollaire du modèle d'industrialisation, du déficit budgétaire et de la surévaluation de la monnaie⁵. À partir de cette grille d'analyse, les événements associés à la crise de la dette extérieure latino-américaine ont eu des conséquences macro-économiques sur les balances des paiements de chaque pays.

Ainsi la conception de la dette comme un phénomène strictement financier s'extraie de toute la complexité et des changements de l'économie mondiale. Malgré ce consensus, dans ses analyses, la Commission Économique Pour l'Amérique Latine (CEPAL) essaye de démontrer le rapport entre la dette extérieure et la géopolitique mondiale, mesuré en terme d'échanges inégaux et de rapports centre-périphérie.

⁴ La pensée structuraliste liée à la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, CEPAL, et sous l'inspiration de R. Prebisch, est très complexe. Pour un compte rendu devenu classique voir Rodríguez, (2006) et Prebisch, (2012).

⁵ "...the IMF view that payments problems ... have been caused by "expansionary financial policies mainly associated with large budgetary deficits and/or from a complex of cost-push factors and expectations" (Pastor, 1987, p. 250).

I.1. La crise de la dette

Pour Ocampo, la crise de la dette de 1982-1990 a été moins dure que la crise de la dette de 1930-1936, mais les conséquences de la première ont été plus importantes : cette dernière a été considérée comme une crise de liquidité et non de solvabilité, et le transfert des coûts financiers de faillite des banques vers les États latino-américains, à partir d'une action coordonnée des banques privées, a empêché les pays de la région de partager les coûts de la crise avec les banques privées (Ocampo, 2014).

Pour B. Stallings, la crise de la dette renvoie à l'asymétrie politique entre les banques privées et les gouvernements de la région. Le rôle des institutions financières internationales a consisté à bloquer la capacité de négociation des gouvernements et à réduire leurs marges de liberté face aux mesures imposées (Stallings, 2014).

Pour R. Frenkel la crise de la dette des années 1980 a interrompu l'intégration de l'Amérique latine aux processus de mondialisation financière provoquant des distorsions dans le financement au développement : « *La participation de l'Amérique latine à la mondialisation financière a été interrompue par la crise de l'endettement des années 1980. La crise a provoqué une interruption du financement volontaire pendant environ huit ans* » (Frenkel, 2005, p. 112), et cela a provoqué des changements dans la production et l'investissement de la région.

R. Frenkel et R. Ffrench-Davis établissent une relation entre la crise de la dette et l'essor d'un marché financier dérégulé issu du recyclage des pétrodollars et des privatisations des fonds d'assurance qui ont gonflé l'offre mondiale du crédit (Devlin & Ffrench-Davis, 1995). Pour eux, l'origine de la dette extérieure latino-américaine est due à l'ébranlement du système de taux de change fixes de Bretton Woods et à l'essor de l'euromarché des devises et d'un secteur financier dérégulé, avec une grande capacité d'innovation. La dette extérieure vient alors se greffer sur la structure productive de la région sans approfondir la stratégie de développement endogène.

R. Devlin et R. Ffrench-Davis soulignent la croissance de l'endettement des pays d'Amérique latine avec des créanciers privés pendant la période 1973-1982. Cette croissance de la dette passe de 42,8 milliards de dollars en 1973 pour les pays d'Amérique latine à 289,4 milliards de dollars en 1982 soit en dix ans, un chiffre de la dette multipliée par sept.

Tableau 1: Dette extérieure des pays d'Amérique Latine et de tous les LDCs-1973-1982

	1973	1977	1980	1981	1982
			Total		
Latin America	42.8	104.2	204.3	241.5	289,4
LDCs	108.2	238.8	444.6	520.6	574.4
			Banking		
Latin America	25.7	72.9	160.1	194.1	213.4
LDCs	42.5	114.8	257.1	304.2	337.6

Note: Calculs basés sur les données de la Banque Mondiale et du BIS.

L'Amérique latine exclut Cuba et Panama; les LDCs (Loan Development Countries) exclut les pays exportateurs de pétrole possédant un excédent de la balance des transactions courantes (Arabie Saoudite, Koweït, etc.).

Source: Devlin&Ffrench-Davis, (1995)

Les données pour chaque pays d'Amérique latine confirment ce processus de surendettement. Entre 1975 et 1980, la dette publique des pays de la région est passée de 43,4 milliards de dollars à 128,2 milliards de dollars, et la dette privée est passée de 23,8 milliards de dollars en 1975 à 80,4 milliards de dollars en 1980.

La dette extérieure totale de toute la région est passée de 67,3 milliards de dollars en 1975 à 208,7 milliards de dollars en 1980 et à plus de 400 milliards de dollars en 1990 (Devlin & Ffrench-Davis, 1995). Certains pays d'Amérique latine ont connu une variation de croissance de leur dette entre 300% et 500% en cinq ans, comme l'Argentine et le Venezuela. Le cas le plus frappant est celui de la dette de l'Équateur qui a augmenté de plus de 700% en dix ans. Bien que le plus grand emprunteur soit l'État, les données montrent que dans certains pays la dette du secteur privé est aussi importante que celle du gouvernement.

1.1.1. Crise de la dette et géopolitique

On peut ainsi constater que c'est toute la région qui est surendettée. Cela signifie que le problème de la dette extérieure est régional et aussi international en raison des liens avec les marchés financiers internationaux. Ffrench-Davis, Devlin, Frenkel et Ocampo, parmi d'autres structuralistes, ont donc raison d'affirmer que la crise de la dette extérieure de l'Amérique latine est régionale et liée aux transformations du marché financier mondial. Si la dette extérieure reflète un processus mondial et géopolitique, sa compréhension doit donc être également mondiale et géopolitique.

Cela signifie que la théorie économique néoclassique qui fait la liaison entre le surendettement de la région et le modèle du développement par industrialisation ne tient pas, dans la mesure où le surendettement se greffe sur le modèle de développement par industrialisation et en intensifie ses problèmes. Bien que le modèle d'industrialisation par substitution des importations prôné par la CEPAL ait connu des revers, cela ne veut pas dire qu'il soit le responsable direct du surendettement des années 1970 et de la crise de 1982⁶.

Tableau 2 : Amérique Latine : Dette extérieure 1975-1980 (en millions de dollars américains)

	Dette extérieure publique		Dette extérieure privée		Dette extérieure totale		Variation en % de la dette extérieure 1975-1980	Contribution en % à l'augmentation de la dette 1975-1980	
	1975	1980	1975	1980	1975	1980		Privée	Publique
Argentine	3023	14460	3003	13000	6026	27460	355,7	46,6	53,4
Bolivie (Etat Plurinational)	797	2100	75	415	872	2515	188,4	20,7	79,3
Brésil	13618	38770	7167	18517	20785	57287	175,6	31,1	68,9
Colombie	2348	3980	1224	3438	3572	7418	107,7	57,6	42,4
Costa Rica	421	1580	242	697	663	2277	243,4	28,2	71,8
Chili	3731	4720	728	4950	4459	9670	116,9	81	19
Équateur	457	2910	126	1941	583	4851	732,1	42,5	57,5
El Salvador	196	470	195	330	391	800	104,6	33	67
Guatemala	164	620	150	524	314	1144	234,1	45,1	54,9
Haiti	57	230	22	46	79	276	249,4	12,2	87,8
Honduras	264	1110	167	330	431	1440	234,1	16,2	83,8
Mexique	11533	32730	5732	17323	17265	50053	189,9	35,4	64,6
Nicaragua	595	1290	140	370	735	1660	125,9	24,9	75,1
Panama	774	2320	413	355	1187	2675	125,4	-3,9	103,9
Paraguay	188	540	50	328	238	868	264,7	44,1	55,9
Pérou	2980	6730	1086	1768	4066	8498	100,9	15,4	84,6
République Dominicaine	410	910	96	511	506	1421	180,8	45,4	54,6
République Bolivarienne du Venezuela	1262	11570	3066	15412	4328	26982	523,4	54,5	45,5
Amérique Latine	43435	128210	23876	80496	67311	208706	210,1	40	60

Source : CEPAL (1981)

⁶ Esser établit au moins cinq critiques au modèle d'industrialisation dont aucune n'est le surendettement. Ces critiques sont : (1) il n'y a pas eu d'intégration horizontale entre le secteur industriel, le secteur agricole et le secteur des services ; (2) il n'y a pas de rapport entre la productivité du travail, la politique des salaires et les politiques de demande agrégée ; (3) il n'y a pas de relation entre des économies d'échelle et la taille du marché intérieur ; (4) les économies d'échelle sont les mêmes pour tous les secteurs productifs et il n'y a pas de gains de productivité dans les secteurs censés être les plus productifs ; et (5) il y a croissance des importations surtout de biens de capital et de technologie, parce qu'il n'y a pas eu d'intégration à la production des secteurs technologiques ; Esser (1993).

Les données indiquent également une croissance de la dette extérieure qui passe de 155,4 milliards de dollars en 1978 à 440,08 milliards de dollars en 1990 ; cela est aussi vrai pour les pays pétroliers de la région censés posséder la liquidité nécessaire pour financer leur développement. En effet, les pays pétroliers représentent en moyenne 44,5% du pourcentage de la dette totale pendant la période 1978-1990.

Quatre pays de la région (Mexique, Argentine, Brésil et Venezuela), concentraient à eux seuls en 1980 77,4% du total de la dette extérieure, et 70,7% de la dette extérieure en 1990. Cela démontre les disparités et les asymétries dans le phénomène de la dette extérieure en Amérique latine et, également, que les politiques de choc qui ont été imposées à la région n'ont pas pris en compte le poids spécifique de chaque pays dans la crise de la dette. Autrement dit, la crise de la dette extérieure de l'Amérique latine aurait pu être réglée d'une autre manière.

La vision structuraliste de la dette extérieure va à l'encontre de la vision du FMI qui considère que les problèmes de surendettement sont spécifiques à chaque pays, et qu'ils doivent être abordés et résolus de façon individuelle. Le FMI est opposé à toute stratégie de coordination entre pays pour résoudre le problème de la dette extérieure (Pastor, 1989, Rodríguez E. , 1991).

1.1.2. Dette et ajustement

En fait, les politiques d'ajustement et les accords signés avec le FMI, appelés crédits Stand-By n'ont pas pris en considération la situation particulière de chaque pays et son poids spécifique sur la dette extérieure de la région. Les mêmes mesures d'austérité et de stabilisation macro-économique ont été imposées à tous les pays malgré les disparités macro-économiques existantes entre eux. Stiglitz formulera par la suite une très forte critique à l'égard du FMI dont les pratiques vont à l'encontre de toute rationalité et bon sens économique. Pour Stiglitz, les politiques d'ajustement économique du FMI sont les responsables de la « décennie perdue » en Amérique latine, et loin de faire partie de la solution, le FMI représente plutôt le problème (Stiglitz, 2002). Ainsi, le but réel des politiques d'ajustement et de stabilisation macro-économique n'était pas le développement ou la croissance économique, mais le remboursement des dettes auprès des banques privées. E. Rodríguez, un ancien ministre d'économie du Costa Rica, l'explique de cette manière :

« La logique de l'approche « cas par cas » était de préserver la valeur comptable des prêts consentis par les banques en difficulté aux emprunteurs criblés de dettes. Selon les règlements en vigueur aux États-Unis, la valeur comptable pouvait être maintenue si les arrérages sur les intérêts n'excédaient pas quatre-vingt-dix jours. Cela imposait aux pays débiteurs du tiers-monde un ajustement visant à engendrer un surplus commercial afin de payer les intérêts. Ceci nécessitait un ajustement chez les divers pays débiteurs du tiers-monde pour générer assez de surplus commerciaux permettant d'effectuer ces paiements sur l'intérêt. Un des principaux objectifs de l'ajustement devint l'optimisation du remboursement des intérêts par les pays débiteurs pour garantir aux banques commerciales un profit sur les prêts. » (Rodríguez E. , 1991, p. 25)

Au-delà de la crise de la dette de 1982 et en dépit des mesures de choc économique, dix ans plus tard les chiffres sont toujours alarmants, passant de 332,4 milliards de dollars l'année de la crise à 439,8 milliards de dollars en 1992 (Ffrench-Davis & Devlin, 1993, p. 6). La crise de la dette de 1982 n'a pas stoppé le surendettement, elle l'a plutôt stimulé, d'après les données ci-dessous :

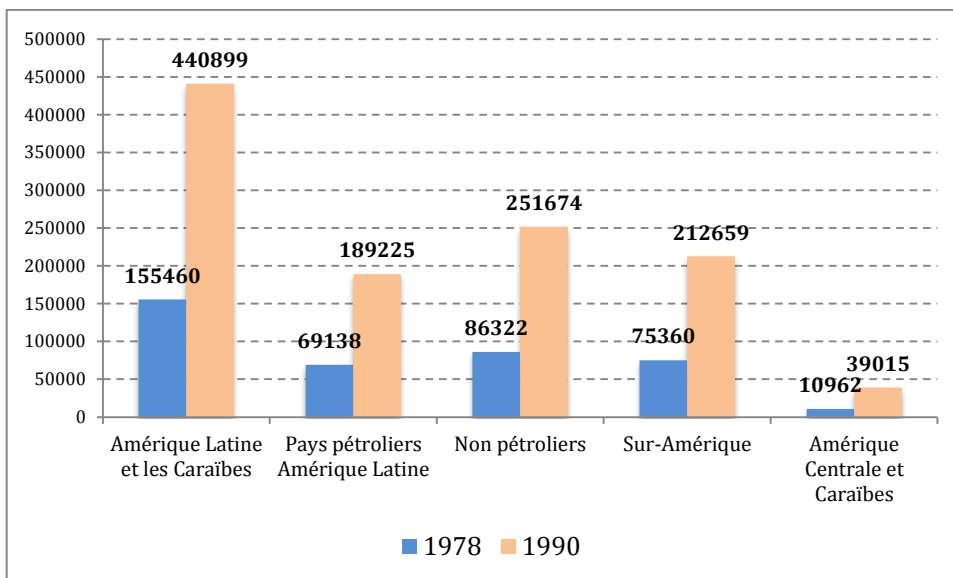
Tableau 3 : Amérique Latine : dette extérieure totale, valeurs en milliers d'USD

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Amérique Latine et Caraïbes	155460	188227	231722	288823	332476	357475	373974	385102	401011	428066	420906	425379	440899
Pays pétroliers d'Amérique Latine	69138	84456	104126	134101	150772	164395	168593	173053	178407	184940	185174	180899	189225
Pays non pétroliers	86322	103771	127596	154722	181704	193080	205381	212049	222604	243126	235732	244480	251674
Amérique du Sud	75360	90912	112774	136389	159853	163379	178543	182835	191818	209825	201012	206752	212659
Amérique Centrale et Caraïbes	10962	12859	14822	18333	21851	24701	26838	29214	30786	33301	34720	37728	39015

Source : Ffrench Davis & Devlin (1993)

Le schéma ci-dessous compare la dette extérieure des pays d'Amérique latine entre l'année 1978, en plein essor de l'endettement auprès des marchés financiers internationaux, et l'année 1990 qui marque la fin de la décennie perdue. Il est alors possible d'établir une relation entre cette période et le processus de surendettement de la région.

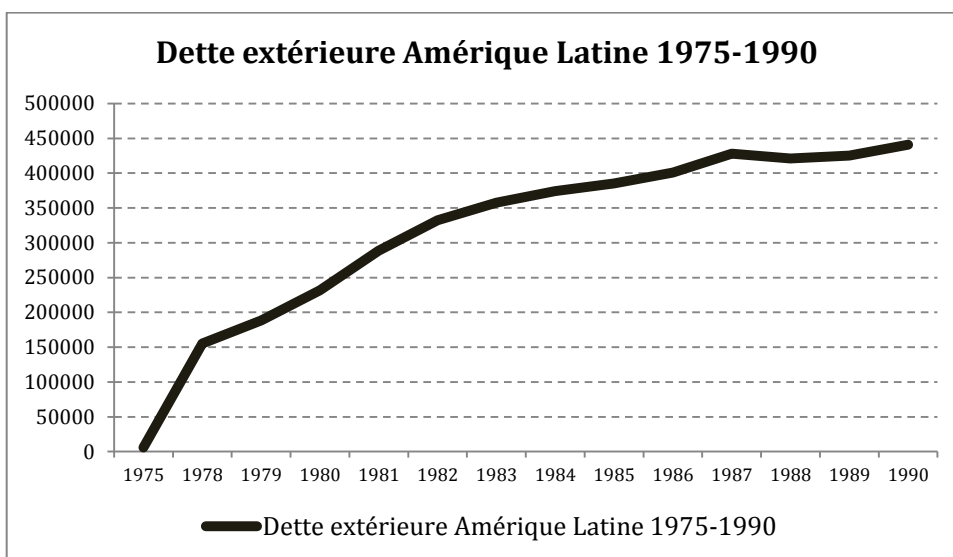
Figure 1 : Dette extérieure de l'Amérique Latine 1978-1990
En millions de dollars américains



Source : Ffrench-Davis & Devlin (1993)

Le graphique suivant nous offre un aperçu de l'évolution de la dette extérieure de l'Amérique latine dès le début des années soixante-dix jusqu'au début des années quatre-vingt-dix.

Figure 2 : Croissance de la dette extérieure de l'Amérique Latine 1975-1990



Source: CEPAL (1993)

On y observe que la croissance de la dette n'a pas de rapport avec l'évolution de la production nationale (PIB) de la région. En effet, la croissance des années soixante-dix associée au modèle d'industrialisation par substitution des importations a été stoppée par le surendettement. Dans ce sens, la croissance de la dette ne stimule pas la croissance économique de la région.

En effet, le taux de croissance de la dette pour la période 1972-1983 a été de 16,9% en moyenne par an, tandis que le taux de croissance du PIB de 3,9% en moyenne par an pour la même période (CEPAL, 1985). La relation dette/PIB est montée de 16,1% en 1972 jusqu'à 92,4% en 1983. Au fur et à mesure que la dette extérieure augmentait, le taux de croissance du PIB, lui, s'affaiblissait. Le rapport entre dette extérieure, PIB et croissance peut être mis en évidence dans le tableau suivant :

Tableau 4 : PIB, dette et taux de croissance du PIB, Amérique latine

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
PIB (en milliards de dollars et à prix de 1970)	219	237	254	264	278	292	307	327	346	351	347	335
Dette extérieure totale (en milliards de dollars)	35,4	42,3	57,5	69,1	89,5	104,6	133,4	167,3	205,3	257,9	289,4	309,8
Dette/PIB (en %)	16,1	17,8	22,6	26,1	32,1	35,8	43,4	51,1	59,3	73,4	83,4	92,4
Taux de croissance du PIB (en %)	7	8,3	7	3,8	5,4	4,8	5,1	6,5	5,9	1,5	-1,1	-3,3

Source : CEPAL (1985)

La croissance économique possède une logique qui va à l'encontre de celle de l'endettement. En d'autres termes, les processus d'endettement ne sont pas liés aux processus d'investissement et de production. La croissance de la dette est associée aux types de dettes que la région avait contractées. En effet, la plupart des dettes étaient à court terme et associées aux « euromarchés de capitaux » (Chesnais, 1996).

1.1.3. Euromarchés et dette extérieure

L'endettement auprès des marchés financiers privés n'a pas le même statut que la dette multilatérale. Il s'agit d'emprunts à court terme, avec des taux d'intérêt flottants (Chesnais, 1996). Ce type de crédits ne peut pas être placé dans l'investissement parce que les projets d'investissement sont de longue durée, tandis que le remboursement des crédits auprès des « euromarchés de capitaux » est immédiat. Dans le tableau suivant, il est possible de voir le rapport entre les dettes à court terme et la dette multilatérale :

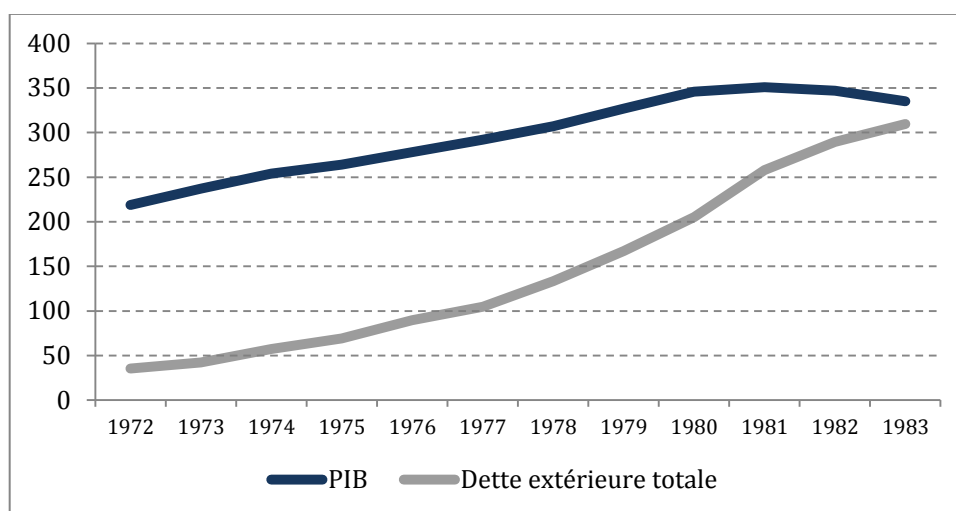
Tableau 5 : Dette extérieure totale : privée et multilatérale

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Dette extérieure totale	78405	97782	129195	159762	194070	238921	290635	327556
% dette à court terme	13,7	14,2	20,7	19,9	21,5	26,6	27,2	25,8
% dette multilatérale	7,8	7,2	6,4	6,1	5,6	5,5	5,3	5,5

Source : CEPAL (1985)

Dans le schéma suivant, nous observons la croissance du PIB de l'Amérique latine pour la période 1972-1983 et de la dette extérieure des pays de la région. La tendance à la convergence de la dette et du PIB rappelle que la crise était inévitable et que cela allait avoir des conséquences sur l'économie de la région.

Figure 3 : PIB et dette extérieure totale. Amérique Latine 1973-1983.
En milliards de dollars américains

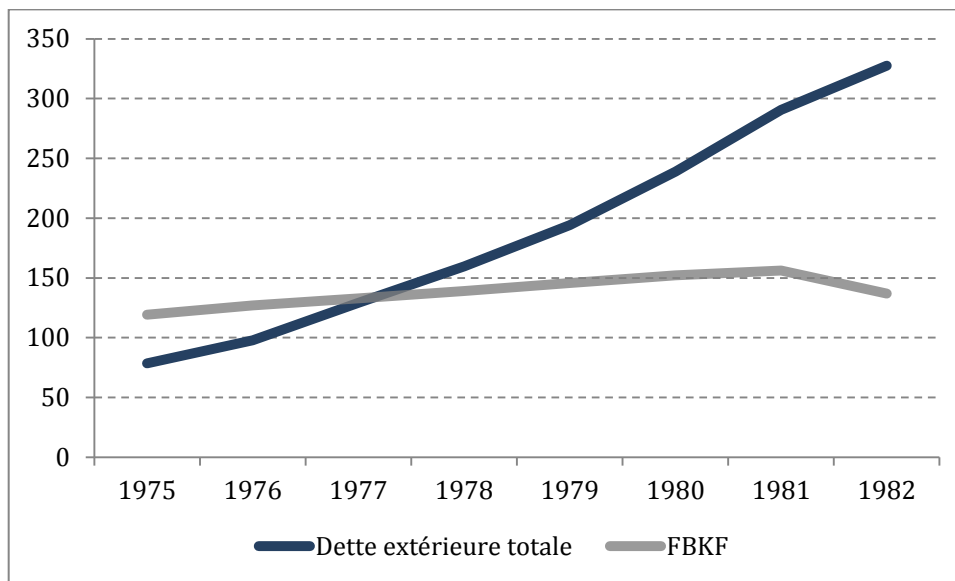


Source : CEPAL (1980-1985)

La dette extérieure des années soixante-dix et quatre-vingt n'est pas liée à la croissance économique de l'Amérique Latine. Il s'agit d'un processus qui va à l'encontre des besoins de l'industrialisation de la région. La dette extérieure n'a pas stimulé l'industrialisation, ni la consommation.

Nous pouvons affirmer que le processus de surendettement a provoqué des asymétries entre l'industrialisation et la financiarisation de l'économie. La dette extérieure ne représentait pas une dette pour le financement de l'investissement, elle a plutôt stimulé la spéculation et la fuite des capitaux. Dans le schéma ci-dessous, il apparaît que le surendettement a une logique différente de celle de l'investissement mesuré par la formation de capital :

**Figure 4 : Rapport entre dette extérieure et Formation Brute de Capital Fixe (FBCF),
en Amérique Latine**



Source : CEPAL (1985)
FBCF : Formation Brute de Capital Fixe

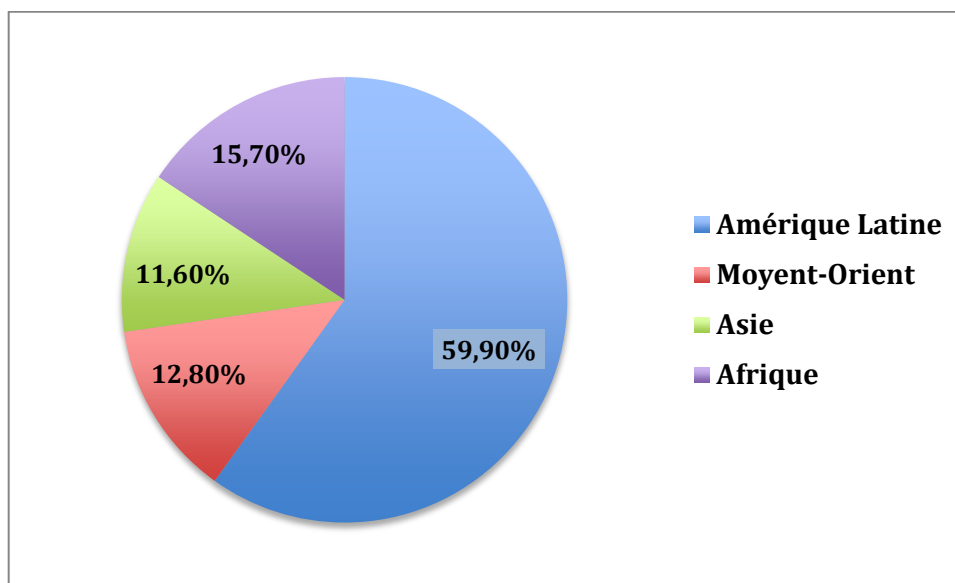
En effet, l'investissement mesuré par la formation de capital fixe passe de 22,4% du PIB durant la période 1970-1974, à 21,8% du PIB entre 1981 et 1984 (Ocampo, Stelling, Bustillo, Veloso & Frenkel, 2014, p. 11). En revanche, les remboursements auprès des créanciers financiers internationaux passent de 105,2 milliards de dollars en 1977 à 270,3 milliards de dollars en 1982. Le Mexique, premier pays connaissant une crise de la dette, possédait une dette extérieure de 25,5 milliards de dollars en 1977, qui atteint les 75 milliards de dollars en 1982, l'année de la crise (Devlin, 1983, p. 3).

Ce gonflement de la dette n'a pourtant rien à voir avec le financement du modèle d'industrialisation par substitution des importations. Cette croissance de la dette extérieure a un rapport avec une forme spécifique d'endettement auprès des « euromarchés des capitaux ». C'est une dette détachée de toute relation avec le processus investissement-développement du modèle d'industrialisation, qui est générée par les changements mondiaux provoqués par l'éclatement du système monétaire international après la fin du système des taux de change fixes adoptés par le système de Bretton Woods en 1944.

La décision prise par le gouvernement américain en 1973 de mettre un terme au système de Bretton Woods a provoqué l'essor d'un système financier international

dérégulé et avec une grande capacité d'innovation (Chesnais, 1996). C'est auprès de ces marchés financiers que l'Amérique latine s'est surendettée. En effet, elle possède le ratio d'endettement auprès des euromarchés le plus élevé au monde, comme nous pouvons le constater dans le schéma ci-dessous :

Figure 5 : Ratio d'endettement auprès des euromarchés par régions



Source : Devlin (1983)

Le surendettement de ces années prépare le terrain à la crise de la dette. Cependant, l'endettement auprès des euromarchés a signifié un transfert de ressources très important pour la région. Ce transfert de ressources allait finalement briser le rapport entre financement et investissement et, par conséquent, affaiblir le modèle d'industrialisation par substitution des importations.

Au cours de la période 1977-1982, la région a remboursé au titre du service de la dette extérieure environ 250,9 milliards de dollars. Le service de la dette a connu une augmentation et est passé de 18,7 milliards de dollars en 1977 à 69,2 milliards de dollars en 1982. Le transfert total pour le remboursement de la dette extérieure, y compris les intérêts, pour la période 1977-1982 a été de 371,2 milliards de dollars (Devlin, 1983)⁷. De plus, la région destinait 34% de ses exportations en 1977 et 66% de ses exportations en 1982 au remboursement de la dette (Devlin, 1983). Le déficit des

⁷ Nelson J. estime que le transfert net des ressources des pays pauvres vers les banques internationales pendant la période 1984-1988, et comme produit des politiques d'ajustement économique, a été de 143 milliards de dollars américains (Nelson, 1990)

balances des paiements est passé de 2,3 milliards de dollars en 1970 à 6,5 milliards de dollars en 1981 (CEPAL, 1985).

Ces données montrent que la crise de la dette extérieure en Amérique latine a fait éclater le modèle de développement régional à ce moment-là. Le rapport financement-investissement, qui est un élément-clé pour la stratégie d'industrialisation, change de nature et s'oriente vers la relation financement-remboursement des créances.

De telle sorte que les pays de la région ne disposaient plus de ressources suffisantes pour financer leur développement car le cycle d'endettement auprès des euromarchés financiers les obligeaient à détourner des ressources de l'investissement vers le remboursement des dettes.

De plus, les flux de capitaux des euromarchés engagés dans des emprunts avec des délais de remboursement à court terme ont provoqué de fortes distorsions économiques n'ayant pas été consacrés à la production.

En outre, le nombre de ces créances à court terme ont augmenté car les États-Unis avaient décidé à la fin des années 1970 d'augmenter les taux d'intérêts pour contrer leur inflation. Il est ainsi possible de considérer que la crise de la dette extérieure de l'Amérique latine fait partie d'enjeux géopolitiques internationaux (Voir Frenkel, R. 2005).

À partir de la crise de la dette extérieure, pour combler leurs déficits en compte courant des balances des paiements et affronter leurs besoins de financement pour couvrir leurs importations et les remboursements de leurs créances, les pays de la région définissent des programmes de financement avec le Fonds Monétaire International (FMI) sous la forme de services de financement compensatoire et de crédits sous conditions.

Le tableau suivant rend compte des dates et des accords que les pays de la région ont signé avec le FMI pendant la crise de la dette de 1982 :

Tableau 6 : Pays de l'Amérique latine avec crédits auprès du FMI 1982-1983

En millions de dollars américains.

	Service de financement compensatoire		Crédits sous conditions				
			Stand by		Extended Fund Facility		Total
	Mois	Quantité	Mois	Quantité	Mois	Quantité	
Argentine	jan-83	572	jan-83	1650			2222
Bolivie	jan-83	20					20
Brésil	déc-82	1063			fév-83	4937	6000
Costa Rica			déc-82	102			102
Chili	jan-83	325	jan-83	550			875
Équateur			mai-83	170			170
El Salvador	juil-82	36	juil-82	47			83
Guatemala			nov-81	21			21
Haïti	déc-82	19	août-82	30			57
Honduras	nov-82	26	nov-82	34			110
Mexique					déc-82	3972	3972
Panama			avr-82	33			33
Pérou	juin 82	220			juin-82	715	935
Rep. Domin.	jan-83	47			jan-83	408	455
Uruguay	août-82	61	avr-83	400			461

Source : Devlin (1983)

La Bolivie et le Venezuela vont solliciter des crédits auprès du FMI au cours des années 1983-1986 : la Bolivie pour 300 millions de dollars américains et le Venezuela pour 2 milliards de dollars américains. C'est alors toute la région qui est engagée vis-à-vis du FMI avec des conditionnalités macro-économiques associées à leurs prêts.

L'entrée en scène du FMI modifie radicalement toute pensée sur le développement, l'industrialisation, la croissance, le financement, le rôle du marché intérieur dans la région, etc. Le remaniement des taux d'intérêt et du rapport financement-investissement, et qui avait été soigneusement établi par le modèle d'industrialisation, vole finalement en éclats et oblige à adopter des politiques de réforme structurelle (Haggard, 1985). L'idée de planification de l'économie va alors disparaître. De plus, c'est tout le modèle de croissance fondé sur l'industrialisation et le marché intérieur qui va être remis en question. La crise de la dette marque la fin de l'industrialisation et l'arrivée du néolibéralisme.

I.2. Les programmes d'ajustement en Amérique latine

La crise de la dette extérieure et les accords avec le FMI ont transformé la structure économique et politique de la région. Les mesures économiques prônées et adoptées pour résoudre les problèmes de déficits des balances des paiements sont devenues des mesures à long terme et ont adopté une forme structurelle. Le FMI a provoqué ces changements du fait des engagements des *policy-makers* de la région à l'égard des programmes d'ajustement structurel, ayant un volet à court terme dénommé « programme de stabilisation macro-économique », et un autre à plus long terme qualifié de « changement structurel » (Nelson, 1990).

Les programmes d'ajustement et de stabilisation après la crise de la dette de 1982 se sont poursuivis durant deux décennies. Il allait falloir attendre l'arrivée au pouvoir de gouvernements « progressistes » dans la région pour en finir avec les accords avec le FMI et la Banque Mondiale.

Le premier programme d'ajustement structurel imposé en Amérique latine est introduit au Chili en septembre 1973, pendant la dictature militaire du Général Pinochet (Klein, 2010). Cependant, le programme économique d'ajustement, et les problèmes qu'il a provoqué dans l'économie, ont obligé à une nouvelle révision et radicalisation en février 1978 passant par plus de privatisations et de déréglementations (Galvez & Tybout, 1985).

Malgré cela, en 1981 l'économie chilienne fait faillite, ce qui déclenche la crise du « peso » chilien et de nombreuses faillites bancaires. C'est pour cette raison qu'un nouveau programme d'ajustement est lancé en juin 1982 où, pour contrer les effets de la crise, le taux d'intérêt est relevé pour atteindre 100% (Scheetz, 1987). Durant les années 1990, le FMI surveille l'économie chilienne, cependant une nouvelle crise éclate en 2014.

Le Mexique, qui se déclare en défaut de paiement de sa dette extérieure et déclenche ainsi la crise de la dette en Amérique latine et ailleurs, avait déjà signé en 1977 un accord de facilité élargie (*Extended Fund Facility, EFF*) avec le FMI. Après le programme adopté en 1982 pour un crédit EFF de 3,9 milliards de dollars, le pays signe de nouveau en 1986 un accord *Stand-By* avec le FMI (*Structural Adjustment Financement, SAF*) et en décembre 1987, le Mexique radicalise le programme

d'ajustement nommé Pacte pour la Solidarité Économique (*Pact for Economic Solidarity*). Lustig souligne que les effets des politiques d'ajustement sur les revenus de la population et la croissance de la pauvreté dans le pays sont le résultat de la gestion de la crise de la dette de 1982 (Lustig, 1990).

En 1989, le pays signe encore un autre accord EFF avec le FMI. La libéralisation de la balance des capitaux mène le pays à une faillite généralisée du système financier privé en décembre 1994, une crise que l'on a nommé « l'effet Tequila ». La banque centrale du Mexique se met alors à agir comme prêteur en dernier ressort et nationalise les banques privées ayant fait faillite (Sachs, Tornell, & Velasco, 1996). Au cours de la même année, le pays signe un accord de libre-échange avec les États-Unis et le Canada, nommé ALENA (Accord de Libre Échange Nord-Américain) (Manrique Campos, 2001).

Le Brésil, quant à lui, entame un programme d'ajustement en 1983-1984 et signe un accord EFF avec le FMI. Le programme échoue et est relancé en 1987 sous le nom de *Plan Cruzado*. L'échec de ce programme oblige à approfondir l'ajustement, et entre 1992 et 1994, le « *Plan Real* » est mis en place avec un changement de monnaie et une libéralisation des marchés et de la balance des paiements. Néanmoins en 1998-1999, le système financier du pays entre en faillite suite aux décisions de libéralisation de la balance des paiements et des capitaux ; on parle alors de « l'effet Samba » (Goldstein, 2003). Le Brésil avait, jusqu'en 2015, les taux d'intérêt les plus élevés de la région (Arruda, 2000).

L'Argentine adopte son programme d'ajustement suite à la crise économique de 1978 durant la dictature militaire. En 1983, le pays signe un accord *Stand-By* (SAF) avec le FMI, accord qui fut repris avec un autre accord *Stand-By* l'année suivante (Fernández, 1985). En 1986, l'Argentine signe le Plan Austral, et l'année suivante, en 1987, le pays signe un nouvel accord *Stand-By* avec le FMI qui est à nouveau ratifié en 1989.

En 1991, le gouvernement de Carlos Menem, suite à un autre accord *Stand-By* avec le FMI, met en place un système de taux de change fixe basé sur la convertibilité de la monnaie face à un panier des devises. Les privatisations et la libération de l'économie, y compris de la balance des capitaux, représentent les conditions de cet accord. Suite à la fuite de capitaux et à la désindustrialisation du pays, le gouvernement argentin procède en décembre 2001 au gel de tous les avoirs de la population, une décision baptisée « *El*

Corralito bancario » (« corral » signifiant enclos). Cette situation provoque des émeutes et, finalement, le renversement du gouvernement du Président De La Rúa en 2001 (Damill, Frenkel, & Juvenal, 2003).

En Bolivie, le gouvernement met en place un programme d'ajustement suite à l'accord *Stand-By* avec le FMI en 1980. Le gouvernement de Victor Paz Estenssoro émet en 1985 le Décret 21060 qui allait encadrer toutes les réformes néolibérales y compris celles de l'ajustement économique, avant même que l'accord *Stand-By* -SAF avec le FMI ne soit signé en 1986. Ce décret est finalement abrogé en 2005 par le gouvernement d'Evo Morales. En 1988, le programme d'ajustement provoque des crises économiques et sociales dans tout le pays et le gouvernement doit demander au FMI un programme SAF. Plus d'une décennie plus tard, le programme de stabilisation en Bolivie provoque dans la ville de Cochabamba une véritable guerre civile déclenchée par le rejet populaire du processus de privatisation de l'eau (Frenkel & Avenburg, 2009).

L'Équateur a signé plusieurs *Lettres d'Intention*, condition requise pour des accords *Stand-By* avec le FMI, de 1983 jusqu'aux soulèvements populaires de 2003 et la destitution du dernier gouvernement qui s'était engagé avec le FMI, celui de Lucio Gutiérrez. En 1983, le pays a en effet signé un accord *Stand-By*, qui a été repris en 1985, 1986, 1988, 1989, 1991, 1994, 2000, 2001 et 2003 (Goldstein, 2003). Les programmes d'ajustement du FMI étaient tellement rigides que le FMI a demandé en 1994 la libéralisation financière, ce qui a provoqué la plus forte crise économique de toute l'histoire du pays.

Suite à la crise économique de 1999-2000, l'Équateur renonce à sa monnaie et son économie est alors dollarisée. En 2005, le gouvernement d'Alfredo Palacio rompt avec le FMI et la Banque Mondiale pour créer ensuite une Commission Gouvernementale d'Audit sur la Dette Extérieure. Dans la même direction, le nouveau Président Rafael Correa expulse en 2007 le représentant de la Banque Mondiale en Équateur et poursuit le travail de la Commission d'Audit de la Dette Extérieure. De plus, pour légitimer son gouvernement, le Président équatorien reprend un slogan du Forum Social Mondial de Porto Alegre au Brésil : il faut sortir de « *la longue nuit néolibérale* ».

En 1988, Carlos Andrés Pérez qui vient de remporter les élections au Venezuela, signe une *Lettre d'Intention* avec le FMI et prend des mesures économiques

d'ajustement. Le gouvernement les qualifie de « *Paquetazo Económico* ». L'ajustement est tellement virulent que les mesures provoquent un soulèvement populaire, le Caracazo, qui se solde par des centaines de morts (López Maya & Lander, 2001).

D'autres pays d'Amérique latine ont signé des accords avec le FMI, comme c'est le cas du Pérou en 1977 avec un accord *Stand-By*, repris en 1978 et en 1979, qui sera un accord-cadre pour les années suivantes. En 1982, le Pérou souscrit un accord EFF, repris en 1984 sous la forme d'un accord *Stand-By*. Le pays signe sa dernière *Lettre d'Intention* avec le FMI en 2007-2009 (Jiménez, 2001). Le Costa Rica conclue des accords *Stand-By* et EFF avec le FMI en 1980, 1981, 1982, 1985, 1987, 1989 et 1991⁸. On peut ainsi constater que l'intervention du FMI dans la région s'accroît considérablement durant ces deux décennies.

I.1.3. Ajustement, stabilité macroéconomique et équilibre général

La crise de la dette extérieure latino-américaine de 1982 est utilisée pour modifier le modèle de développement économique de la région, repenser le rôle de la croissance économique en fonction des besoins des marchés financiers et afin de garantir le remboursement des créances. La crise et les solutions apportées pour garantir l'acquittement de la dette imposent une modification de la structure productive des pays surendettés en privilégiant l'exportation, tout en les contraignant à maintenir une balance des paiements excédentaire. Avec un changement si brusque, l'économie s'effondre et provoque des distorsions dans les prix relatifs. L. Taylor explique que les distorsions économiques provoquées par les dévaluations monétaires suite aux programmes de stabilisation du FMI (Taylor, 1998) sont la cause principale de l'inflation. Pour contraindre les sociétés à gérer la crise et à administrer ces distorsions sans modifier l'orientation vers l'exportation et le surplus, il est alors nécessaire de mettre en œuvre des politiques de stabilisation macro-économique (Nelson, 1990). Il s'agit de reconsidérer toute la stratégie d'industrialisation et de provoquer la reprimarisation des économies de tous les pays d'Amérique latine.

⁸ Pour les programmes d'ajustement dans les pays de la région on peut visiter la page internet du FMI : <http://www.imf.org/external/index.htm>, et cliquer sur chaque pays pour accéder à l'information requise. Pour une évaluation des politiques d'ajustement en Amérique latine, voir Sader (2001).

Les politiques de stabilisation macro-économique ciblent d'une façon directe le modèle de développement et de croissance jusqu'alors mis en place. Or, tout modèle de développement a besoin de cadres institutionnels pour être appliqué. Les politiques d'ajustement et de stabilisation adoptées vont également modifier ces cadres institutionnels. Mais pour ce faire, il faut que les nouvelles politiques économiques mises en chantier soient légitimes, c'est-à-dire qu'elles bénéficient du consensus de la population. Pour y aboutir, le discours économique déplace l'attention portée sur les effets négatifs provoqués par les mesures adoptées et accuse directement le modèle de développement d'industrialisation comme étant le responsable de ces perturbations (IMF, 1997).

Ce modèle d'industrialisation, d'après le FMI et les institutions financières internationales, a épuisé les ressources budgétaires et obligé l'État à s'endetter auprès des marchés internationaux des capitaux. De plus, selon cette vision, ce modèle n'est pas efficace car il a créé une grande dépendance des entreprises et des consommateurs à l'égard des dépenses du gouvernement. En somme, donc, ni les entreprises ni les consommateurs n'ont la possibilité d'agir de manière efficace sur les marchés. Le gaspillage des ressources, l'impossibilité pour les consommateurs et les entreprises d'agir dans le cadre de l'utilité marginale, le déficit budgétaire de l'État, la politique monétaire effrénée qui provoque l'inflation, la corruption dans l'allocation des ressources, entre autres phénomènes, ont, d'après le FMI, provoqué la crise de la dette de 1982 (Nelson, 1990).

L'approche des Institutions Financières Internationales ne fait nulle part mention des euromarchés, du choc pétrolier ou de l'ébranlement des taux de changes et de la fin du système de Bretton-Woods, et ne prend jamais en compte l'augmentation des taux d'intérêt décidée par le gouvernement américain comme étant les causes de la crise de la dette. Pour le FMI, il n'y a guère de rapports entre la crise de la dette extérieure de 1982 et la crise du système à taux fixes de Bretton Woods. De surcroît, la crise de la dette extérieure relève selon l'institution d'un problème spécifique à chaque pays et doit donc pour cette raison être réglé indépendamment par chacun d'eux, sans établir aucune relation entre eux. Il ne peut y avoir d'interrelations et donc de géopolitique. Selon cette vision, il fallait que ces pays s'inscrivent dans les nouvelles conditions de

l'économie mondiale, en d'autres termes en ajustant leurs économies à leurs possibilités financières. De là provient la dénomination « politiques d'ajustement » (IMF, 1997).

Mais, revenons en premier lieu à la question du rôle du FMI. Pourquoi cette institution a-t-elle joué un rôle si fort dans cette conjoncture ? Pourquoi les élites des pays concernés ont-elles laissé le FMI jouer le rôle de porte-parole ? Pourquoi la marge de manœuvre a-t-elle été si grande pour le FMI en Amérique latine ?

Le FMI a joué le rôle de charnière entre les marchés financiers internationaux et les besoins géopolitiques du gouvernement américain pour résoudre sa propre crise de stagnation. C'est le FMI qui a pris en charge la gestion de la crise de la dette extérieure en Amérique latine et qui a créé de nouveaux emprunts (dits *Enhanced Structural Adjustment Facility* ESAF⁹) destinés à gérer la crise de la dette. C'est aussi le FMI qui a développé les discours qui allaient rendre légitime ce qu'il allait lui-même imposer aux États. Par ailleurs, il a créé le cadre théorique de la nouvelle stratégie de développement qui allait dorénavant s'appeler *la stabilisation macroéconomique et l'ajustement économique*.

Or, il faut reconnaître que le FMI est une institution qui représente les intérêts géopolitiques et stratégiques des États-Unis. Il a été créé pour défendre le système des taux de changes fixes sous l'étalon or-dollar en 1944 à Bretton Woods. À de telles fins, les États-Unis ont conservé un droit de veto et la majorité des voix au sein du FMI. Cela signifie qu'il est impossible de prendre des décisions contraires aux intérêts stratégiques des États-Unis. Après l'abandon par les États-Unis des accords de Bretton-Woods et la fin du système des changes fixes, le rôle du FMI est devenu insignifiant. Cependant, la crise de la dette de 1982 en Amérique latine a représenté le retour du FMI. Durant la crise de la dette, les États-Unis ont redonné un rôle au FMI pour des raisons politiques et géostratégiques¹⁰.

9 Les ESAF ont été mis en place en 1987, et ont été révisés en 1994. Les conditions pour leur octroi sont les suivantes : (i) augmenter les taux d'épargne, (ii) assurer la stabilité macroéconomique, (iii) libéraliser les économies, (iv) réduire l'État et promouvoir le libre marché, (v) réorienter les dépenses du gouvernement et restructurer ses revenus (IMF, 1997).

¹⁰ Cela peut être observé dans le discours de Ronald Reagan, Président des États-Unis, lors de la Rencontre Annuelle du FMI de 1986 : « *The IMF, of course, plays a central role in the drama of growth in debtor nations... We welcome the increased emphasis in the IMF on growth-oriented reform packages even while continuing the focus on financial stability. For the same reason, we welcome the recent establishment of the Structural Adjustment Facility. And, we urge the IMF to put even more emphasis on market-oriented structural reforms.* » (Reagan, 1986 p. 5)

Lorsque le gouvernement du Mexique a finalement signé un accord avec le FMI durant l'été 1982 pour la restructuration de sa dette extérieure, et a annoncé un programme d'ajustement économique qui avait pour but de soulager sa balance des paiements avec l'aide du FMI, le pari politique des États-Unis, mais aussi des marchés financiers internationaux, était gagné. Il faut donc voir dans cet événement une stratégie géopolitique dont l'objectif était fondamentalement de façonner d'une autre manière l'ensemble des rapports économiques du système-monde capitaliste et l'émergence d'un nouveau paradigme du développement, ce qui allait convertir les marchés financiers internationaux en puissants acteurs de la mondialisation (Chesnais, 1996) et le néolibéralisme en discours fort (Bourdieu, 1998).

À partir du programme d'ajustement mexicain, les marchés financiers internationaux ont modifié leur cadre institutionnel pour devenir les acteurs les plus puissants de la mondialisation, car ce sont eux qui ont pris le dessus dans les négociations sur la crise de la dette extérieure. Au lieu de stopper la fuite en avant des marchés financiers internationaux et la course vers la spéculation, la conjoncture politique de la crise de la dette de 1982 a contribué à faire rentrer ces marchés financiers internationaux dans le cadre officiel de la finance internationale. Le FMI devint le prêteur en dernier ressort et le meilleur garant de la spéculation financière de ces marchés financiers. Ainsi, pour Phillips, *"the role of the IMF as a global planner is similar to the role of the national central bank in the Keynesian era."* (Phillips, 1983).

En fin de compte, le programme économique mis en place par le Mexique a transformé les rapports de pouvoir dans la société mexicaine au profit des banques et du secteur financier (Lustig, 1990). En fait, le programme économique ne visait pas seulement à la reprogrammation des échéances mais aussi à la modification de toute la structure économique, politique et institutionnelle du pays (Manrique Campos, 2001). Si les marchés financiers internationaux ont engagé des créances à l'égard de ces pays, ils ont exigé en retour d'avoir accès à toutes les richesses du pays comme garanties de leurs prêts (Chossudovsky, 1998).

Le but des politiques d'ajustement et de stabilisation peut donc être compris à partir de différentes perspectives : d'un point de vue juridique, parce qu'il s'agit de transformer les dettes contractées auprès des marchés financiers internationaux en

dettes souveraines avec la pleine reconnaissance de l'État et du droit international ; d'un point de vue géopolitique, parce que c'est une nouvelle intégration économique de la région dans un système-monde caractérisé par une subordination accrue envers les pays les plus développés et leurs systèmes financiers ; et d'un point de vue économique, parce qu'elles provoquent une transformation structurelle de l'économie et des économies primaires et désindustrialisées.

Pour aboutir à ces objectifs, le FMI a utilisé un cadre théorique dont le concept charnière est celui de *stabilité macroéconomique*. Le concept de *stabilité macroéconomique* est alors devenu une espèce de cadre théorique élémentaire pour remettre en cause la stratégie de développement par industrialisation mise en place dans la région. Avec le discours de la *stabilité macroéconomique*, toute la complexité des théories du développement disparaît, y compris le débat sur les politiques publiques et le rôle de l'économie dans les politiques d'industrialisation. Le discours du FMI sur la *stabilité macroéconomique* annule cette complexité et la remplace par l'idée du financement du développement en situation de crise financière.

Bien que la macroéconomie soit un outil servant le développement économique, avec les politiques d'ajustement du FMI et le cadre théorique de la stabilisation, c'est au contraire le développement en lui-même qui est devenu un outil pour la macroéconomie. Les termes de l'équation du développement économique ont été inversés. Le moyen devient le but. L'instrument prend la place de l'objectif. Avec ce renversement stratégique, on change complètement le discours du développement.

Dorénavant, la priorité est la stabilité de l'économie : mais qu'est-ce donc que la stabilité macroéconomique ? Et comment y parvenir ? Comment la promouvoir ? D'après Ratna et Végh, la stabilité s'incarne dans le contrôle de l'inflation : « *reducing inflation thus appears to be a precondition for growth* » (Ratna & Végh, 1996). Il ne peut alors pas y avoir de développement sans stabilité, c'est-à-dire qu'il ne peut pas y avoir de croissance avec de l'inflation.

Néanmoins, pour les critiques de la pensée classique et orthodoxe, l'ajustement et la stabilisation n'ont pas de cadre théorique général. En effet, pour Nelson, par exemple : « *There is no general theory of the politics of adjustment. A number of different theories and bodies of research are relevant to one aspect or another of our topic, but fall*

well short of a overarching conceptual scheme or theory » (Nelson, 1990 p. 17). En revanche, nous pensons qu'il existe bel et bien un cadre théorique général pour l'ajustement et la stabilité macroéconomique du FMI et de la Banque Mondiale. Ce cadre théorique est l'équilibre général de l'économie standard¹¹.

En effet, l'ajustement et la stabilité macroéconomique sont le volet pratique de l'équilibre général de l'économie standard ; c'est l'introduction dans l'histoire du concept d'équilibre général et sa révélation dans la société et ses rapports marchands. Il s'agit de reconnaître que les acteurs du jeu économique agissent de manière optimale, donc avec rationalité et efficacité. Sortir de la *stabilité économique* signifierait sortir de l'équilibre général nuisant ainsi à l'économie. Pour la théorie économique néoclassique, le concept d'équilibre général est si important qu'on lui donne une dimension *téléologique* (parce qu'on suppose qu'il existe en réalité et qu'il faut y parvenir) et même *axiologique* (car le principe de son existence n'admet aucune discussion).

Si la notion d'équilibre général a une portée si vaste pour la pensée économique standard, nous pouvons imaginer l'attachement des tenants de cette théorie au concept de *marché*, comme condition nécessaire et espace réel et historique de l'équilibre général (Hayek, 1960). Le *marché* est le lieu où s'exprime, au quotidien, l'optimum de l'économie et de ses agents, par le biais des mécanismes des prix. Ainsi, le libre-marché équivaut à l'équilibre général. On ne peut volontairement altérer les prix, parce qu'on altérerait alors l'équilibre général et, par là même, l'efficacité du système dans l'allocation des ressources rares (Friedman, 1968). Or, le modèle du développement par industrialisation que l'Amérique latine privilégiait a provoqué une distorsion des prix parce que l'État remplaçait le marché (Sachs, Tornell, & Velasco, 1996). L'inflation des années 1970 et 1980 était justement l'expression de ces dérèglements économiques provoqués par le modèle de croissance endogène et l'intervention de l'État dans l'économie (IMF, 1997).

Cette distorsion des prix due à la participation de l'État dans l'allocation des ressources et dans la planification de l'économie basée sur des régulations et une

¹¹ Par « économie standard », et dans le cadre de notre recherche, il faut entendre toute la théorie issue du noyau des marginalistes du 19^{ème} siècle, et qui est reliée aux principes de l'économie de David Ricardo, et connue comme « économie néoclassique ». La première définition a été donnée par Keynes en 1936, bien que le terme « économie néoclassique » ait été utilisé par Th. Veblen, voir Keynes (2008), Blaug, (1990). Pour une critique de l'économie standard, on se reportera à Pålsson Syl (2010).

politique économique interventionniste à l'égard des marchés, faisait partie du modèle de développement d'industrialisation par substitution des importations (Sachs, Tornell, & Velasco, 1996). L'État adopte des mesures de régulation qui touchent directement aux mécanismes d'ajustement des prix du marché. Pour le FMI, toute dépense publique provoque un déséquilibre économique qui devient une charge pour la société (IMF, 1997).

L'utilisation du discours sur la stabilité macroéconomique a balayé d'un coup toute la réflexion sur le développement comme un phénomène vaste et complexe, et a ouvert la voie à une intervention technique sur la société. Le débat sur les enjeux institutionnels du développement est écarté. Le concept de stabilité établit alors une liaison avec l'inflation comme condition préalable pour relancer la croissance (Ratna & Végh, 1996).

Par cette démarche, on écarte l'ensemble de la population de toute possibilité de débat sur le modèle de développement (Remmer K. , 1986). La stabilité macroéconomique, en fin de compte, ne se discute pas : l'économie n'est pas une affaire démocratique (Remmer K. , 1991). La stabilité macroéconomique est une condition nécessaire et indispensable pour stimuler la croissance économique. Sans stabilité macroéconomique, il n'y a pas de croissance, et sans croissance, pas d'emploi, de revenus et de bien-être. Pour Latouche, « *la croissance est ce qui rend le capitalisme supportable* » (Latouche, 2010, p. 186). De plus, la stabilité des prix est considérée essentielle pour garantir la stabilité financière (Schwartz, 1995).

Pour mettre en place cette politique économique de stabilisation, il a fallu reconnaître que le modèle du développement endogène devait être mis à l'écart. Cela voulait dire annuler toute la stratégie de développement et revenir en arrière.

Pour le FMI et la Banque Mondiale, la dette extérieure est la conséquence d'une économie hors équilibre. Il faut donc rééquilibrer les finances. Pour cela, l'État doit changer et avec lui, toute la politique économique. Changer l'État signifie entamer un processus de réduction. L'État minimal devient le projet politique du FMI dans les tous premiers temps de l'ajustement économique.

Nous voyons donc que l'ajustement économique qui découlait de la stabilisation macroéconomique, allait plus loin que la seule reprogrammation des échéances de la dette extérieure. En réalité, derrière l'argumentation macroéconomique et les concepts économiques, il y avait un projet politique. Les politiques d'ajustement structurel du FMI relevaient des nouveaux rapports de pouvoir qui se dessinaient dans le système-monde du capitalisme. Dans ces nouveaux rapports de pouvoir émergeait le concept de marché comme enjeu théorique de cette grande transformation qui était en train de se produire.

L'idéologie de marché est celle du néolibéralisme. Lorsque le FMI gère la crise de la dette extérieure latino-américaine, sous la bannière de la stabilité et de l'équilibre économique, il amorce un processus historique dont le cadre et le projet politique sont justement définis par le néolibéralisme.

I.1.4. Les enchaînements entre l'ajustement et la stabilisation

Bien que les programmes d'ajustement structurel et de stabilisation aient été dotés de particularités très techniques, il est possible à partir d'une vision d'économie politique de les résumer sous la forme de plusieurs axes qui ont servi de pivot à toute la programmation macroéconomique :

- (1) la politique fiscale est structurée sous la contrainte de l'austérité ;
- (2) le taux d'intérêt est défini par l'exigence de la libéralisation des marchés financiers censés être optimaux ;
- (3) le taux de change est fixé en fonction d'une compétitivité définie comme nécessaire ;
- (4) la flexibilisation des marchés du travail est imposée sous couvert d'arguments vantant l'efficacité et la compétitivité; et,
- (5) la dérégulation des marchés est orientée à l'efficacité dans l'allocation des ressources.

De ces cinq pivots, le taux d'intérêt agit comme point d'ancrage pour le taux de change ; et ce dernier, comme ancrage pour la politique monétaire ; la politique

monétaire agit, en même temps, sur la politique fiscale. Ces politiques agissent ensemble sur la demande agrégée pour la réduire.

En fait, le but est de réduire la capacité de la demande agrégée à faire pression sur les prix relatifs. D'un autre côté, on stimule l'offre agrégée à travers la dérégulation des marchés du travail et la dérégulation des prix. Ce programme était censé aboutir à l'utilisation efficace du travail et du capital et parvenir à un équilibre général¹².

Ainsi, la programmation financière de l'ajustement devait rassembler les pivots de l'offre et de la demande agrégée dans une seule direction : celle de l'équilibre des agrégats macroéconomiques. Les politiques d'austérité étaient accompagnées d'augmentations des prix relatifs des services publics, de relèvements du taux d'intérêt et de la libéralisation des marchés financiers et des capitaux, en même temps que des dévaluations monétaires étaient pratiquées.

Il y avait là une certaine logique qui découlait encore une fois de l'approche monétariste de l'inflation et, dans un sens plus large et épistémologique, du néolibéralisme.

Il y avait aussi un discours idéologique qui les rendait légitimes : celui de la stabilisation macroéconomique, de la responsabilité fiscale, de la libéralisation économique, de l'efficacité et de la compétitivité. Taylor et Von Arnim ont élaboré une puissante critique du modèle d'équilibre général utilisé par la Banque Mondiale et le FMI (Taylor & von Arnim, 2006), pour démontrer leur contenu idéologique.

De même, le programme d'ajustement du FMI développe plusieurs modèles d'administration des taux de change qui dépendent de la vitesse de l'ajustement : des macro-dévaluations jusqu'aux dévaluations contrôlées dans le temps, un flottement administré par la banque centrale ou un flottement des taux de change administré par les marchés, etc.

¹² Taylor a réalisé une étude des politiques de stabilisation dans 18 pays du monde. Il offre un résumé des contenus théoriques de l'approche de la stabilisation macroéconomique et, en même temps, il fait la critique de l'approche « néoclassique » ou l'approche « monétariste » de la Banque Mondiale et du FMI. Il va proposer une approche « structuraliste » de stabilisation comme alternative à l'approche classique, et il démontre que les programmes de stabilisation macroéconomique du FMI et de la Banque Mondiale possède des volets récessifs pour l'ensemble de l'économie. Les politiques fiscales et monétaires de la programmation financière de l'ajustement ont amené le chômage, la reprimarisation et la distribution inégale des revenus, Taylor (1988).

La croissance économique est alors souvent considérée comme étant une affaire de règlements mécaniques et automatiques qui découlent des mesures adoptées (Sachs, Tornell, & Velasco, 1996).

Le programme macroéconomique d'ajustement du FMI n'est pas un modèle de développement ni de croissance économique. Il s'ancre dans le court terme mais ses interventions provoquent des changements dans la structure économique des pays. Pour comprendre le rapport entre le court terme et les réformes structurelles, il faut une approche d'économie politique sur les programmes d'ajustement du FMI et de la Banque Mondiale. L'approche d'économie politique permet d'intégrer d'autres dimensions utiles à l'analyse économique, en particulier les rapports de pouvoir et la relation entre les discours et ces rapports de pouvoir.

Dans le programme d'ajustement du FMI, un des enjeux les plus complexes est celui de la monnaie et de la politique monétaire. Alors que la politique fiscale du programme d'ajustement avait été élaborée dans une perspective d'austérité, la politique monétaire a, finalement, servi de pivot aux changements du système-monde et de la crise mondiale.

Ainsi, dans cette partie, nous proposons l'hypothèse selon laquelle c'est l'intervention sur la monnaie qui constitue l'enjeu le plus stratégique des programmes d'ajustement du FMI et de la Banque Mondiale, car elle permet d'établir des liens directs entre les économies nationales et le système capitaliste. Il faut alors regarder l'intervention sur la politique monétaire comme la jointure entre les programmes d'ajustement et de stabilisation macroéconomique et les réformes structurelles qui vont transformer le néolibéralisme en modèle de développement humain et social.

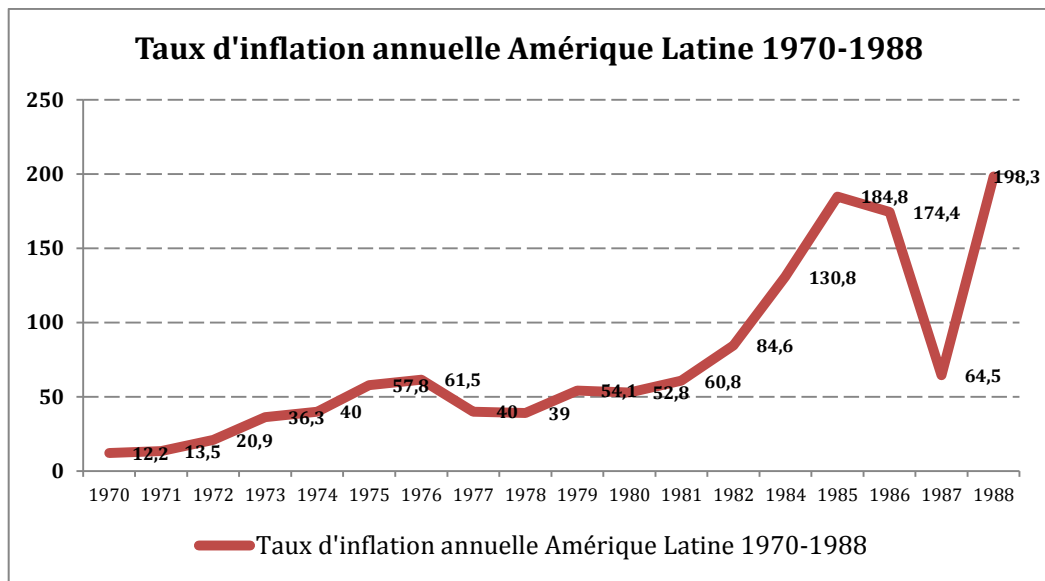
Le programme d'ajustement va faire de la politique monétaire de chaque pays le moyen nécessaire à l'articulation entre les pays et les marchés financiers internationaux. Si nous souhaitons comprendre la transition des politiques d'ajustement et de stabilisation en modèle de développement, il faut comprendre la façon dont les économies en voie de développement, parmi lesquelles celles d'Amérique latine, ont été intégrées et subordonnées aux contraintes du marché mondial et de la finance spéculative internationale à partir des interventions sur leur politique monétaire.

II.1. Inflation et retour de l'approche monétariste

Avec les processus inflationnistes qui touchaient plusieurs pays d'Amérique latine, l'enjeu monétaire apparaît central dans la conjoncture de la crise de la dette de 1982. L'inflation a d'ailleurs partout augmenté après le choc pétrolier (Cardoso & Fishlow, 1992). Les pays d'Amérique latine importateurs de pétrole ont également dû faire face aux fuites de capitaux et au relèvement des taux d'intérêt internationaux, créant ainsi les conditions pour une nouvelle hausse de l'inflation chez eux.

Pourtant, dans la période 1970-1988, deux événements clairs témoignent d'une relance de l'inflation : le tout premier est associé aux chocs sur l'offre à partir du relèvement des prix du pétrole et des taux internationaux d'intérêts (1973-1982) ; et ensuite, l'inflation provoquée par la renégociation des dettes et les accords avec le FMI (1982-1988). Cet accroissement de l'inflation est dû aux dévaluations monétaires, à la hausse des prix des services publics et des carburants, à l'augmentation des taux d'intérêts domestiques et aux nouveaux impôts (Taylor, 1988). Ce processus peut s'apprécier dans la courbe ci-dessous :

Figure 6 : Évolution de l'inflation en Amérique Latine : 1970-1988



Source : CEPAL (1990)

Il est donc clair que les causes des dérèglements des prix sont liées aux variations brusques de l'offre mondiale, c'est-à-dire aux variations de la production et du commerce et aux nouvelles conditions macroéconomiques provoquées par les politiques d'ajustement et de stabilisation du FMI et de la Banque Mondiale (Devlin & Ffrench-Davis, 1995). Cela montre bien que l'inflation a été provoquée par les chocs sur l'offre, autrement dit par les variations de prix qu'avaient dû supporter les entreprises et l'ensemble du commerce mondial suite au choc pétrolier et à la montée des taux d'intérêt au cours de la période 1973-1982, par les ajustements de l'économie dans la période suivante, mais aussi suite aux programmes d'ajustement du FMI et de la Banque Mondiale.

En fait, les programmes d'ajustement ont modifié la structure des prix relatifs et ont provoqué de façon directe l'inflation monétaire de cette période. Cela signifie également que les mouvements de l'offre monétaire ne sont pas la cause directe de l'inflation pendant toute la période 1970-1988 (Prebisch, 2012).

Mais pour le FMI et la Banque Mondiale, ce n'était absolument pas le cas. Pour eux, l'inflation relevait exclusivement de la monnaie et n'était donc rien d'autre qu'un enjeu monétaire (Friedman, 1968). Tous les mécanismes complexes en rapport avec les prix, tels que l'élasticité de la demande, la structure du commerce mondial, les

structures des salaires, les régimes de consommation, les systèmes culturels liés à la consommation, l'administration des marchés par les entreprises transnationales, les conditions de production, les taux d'intérêt, le prix du pétrole, la fiscalité, la technologie et la productivité, les politiques de commerce extérieur, les externalités, etc. , n'entraient pas en ligne de compte pour le FMI et la Banque Mondiale. Pour eux, l'inflation n'était qu'un phénomène monétaire (Hanson, 1980, voir aussi Friedman, 1968 et FMI, 1986).

La contradiction de cette approche monétariste de l'inflation avec les théories économiques classiques et néoclassiques de la valeur n'en est que plus frappante car, pour ces dernières, ce qui explique la valeur et, par conséquent les prix, ce sont les coûts de production (l'économie classique) ou l'utilité marginale (l'économie néoclassique), mais jamais en définitive la masse monétaire¹³.

Si le cadre théorique du FMI et de la Banque Mondiale a un sens très précis, c'est justement dans son approche de la monnaie et son rapport à l'inflation. Toute la complexité du débat sur la monnaie disparaît dans le cadre d'analyse du FMI. On croit dur comme fer que l'inflation est toujours une affaire monétaire.

En effet, le débat fructueux lancé par Keynes, surtout après la publication en 1936 de la « Théorie Générale sur l'Emploi, le Taux d'Intérêt et la Monnaie » (Keynes, 2008), sur le concept de la « monnaie endogène » (Lavoie, 1986) – peut-être le plus complexe et le plus important pour l'économie – disparaît avec les programmes d'ajustement structurel du FMI.

La complexité des enjeux sur la monnaie cède la place à la simplicité de la théorie quantitative de la monnaie qui établit un rapport direct entre la quantité de monnaie et l'inflation (Desai, 1989). En effet, pour Desai le rapport entre inflation et monnaie est

¹³ Keynes lui-même s'étonnait que la théorie classique de l'inflation ne prenne pas en compte la théorie de la valeur pour comprendre la logique des prix, et faisait référence aux processus qui n'avaient rien à voir avec les prix comme la quantité de monnaie et la vitesse de circulation : « *So long as economists are concerned with what is called the theory of value, they have been accustomed to teach that prices are governed by the conditions of supply and demand; and, in particular, changes in marginal cost and the elasticity of short-period supply have played a prominent part. But when they pass in volume II, or more often in a separate treatise, to the theory of money and prices, we hear no more of these homely but intelligible concepts and move into a world where prices are governed by the quantity of money, by its income-velocity, by the velocity of circulation relatively to the volume of transactions, by hoarding, by forced saving, by inflation and deflation et hoc genus omne; and little or no attempt is made to relate these vaguer phrases to our former notions of the elasticities of supply and demand. If we reflect on what we are being taught and try to rationalise it, in the simpler discussions it seems that the elasticity of supply must have become zero and demand proportional to the quantity of money; whilst in the more sophisticated we are lost in a haze where nothing is clear and everything is possible. ... One of the objects of the foregoing chapters has been to escape from this double life and to bring the theory of prices as a whole back to close contact with the theory of value.* » (Keynes, 2008, p. 185)

une tautologie qui n'explique en rien l'inflation et les prix (Desai, 1989). Cependant, cette tautologie s'intègre de façon stratégique aux visées du FMI et aux programmes d'ajustement et de stabilisation (FMI, 1986).

Cela nous permet donc d'émettre une remarque sur le cadre théorique du FMI et de la Banque Mondiale quant à l'inflation, et d'indiquer que ce cadre théorique ne possède aucun volet académique ni scientifique. L'attachement du FMI et de la Banque Mondiale à la théorie quantitative de la monnaie n'est pas une affaire académique, mais bien stratégique. En effet, le FMI et la Banque Mondiale utilisent cette approche théorique car elle répond aux besoins financiers du FMI comme prêteur en dernier ressort. La théorie quantitative de la monnaie permet en plus d'établir une relation directe entre déficit budgétaire, croissance de l'offre de la monnaie et inflation. Bien que cette relation soit plus difficile et soumise à des médiations plus complexes, pour le FMI et la Banque Mondiale, la théorie quantitative permet cependant d'articuler un programme d'intervention économique qui peut agir sur les dépenses fiscales (le déficit budgétaire) et en même temps sur l'offre de la monnaie (l'inflation provoquée par le déficit budgétaire).

II.2. Le FMI et la portée stratégique de l'inflation

L'application des programmes d'ajustement du FMI va suspendre tout débat sur la complexité de la monnaie. Il n'est alors plus question de discuter de la « monnaie endogène », ou de débattre de l'inflation par le biais de l'offre et de la production. La monnaie est complètement déconnectée de la production (Desai, 1989). Pour le FMI et la Banque Mondiale, l'inflation est le symptôme des excès commis par un mauvais modèle de croissance économique, en l'occurrence celui du développement endogène mis en place sous l'influence de la CEPAL et du structuralisme latino-américain. Le FMI et la Banque Mondiale ont profité des épisodes inflationnistes pour imposer leur approche théorique sur l'inflation comme un phénomène strictement monétaire et, à partir de là, imposer leurs prescriptions normatives.

En effet, le contrôle de l'inflation a permis au FMI et à la Banque Mondiale d'intervenir directement sur les sociétés latino-américaines et leur politique économique. Les troubles monétaires qui suivirent les événements de la crise

internationale ont été utilisés par le FMI comme un alibi contre l'État et contre les politiques keynésiennes d'industrialisation et de développement endogène mises en place par le modèle de substitution des importations.

La stabilisation macroéconomique n'était en réalité rien d'autre qu'une stratégie pour contrer l'inflation à partir d'une intervention directe sur la politique monétaire. En effet, l'inflation comme processus global était le meilleur atout pour le FMI parce qu'elle démontrait les difficultés engendrées par le modèle de développement mis en place. Les théories du FMI évitaient de faire une relation entre l'inflation et la crise du système-monde. Pour contrer l'inflation, la réponse du FMI était de contrer le modèle de développement par industrialisation. L'inflation, d'après le FMI et la Banque Mondiale, n'avait donc rien à voir avec l'offre ou avec la production mais, au contraire, était provoquée par l'irresponsabilité de l'État qui avait financé ses déficits budgétaires par l'émission monétaire et le crédit (IMF, 1997).

De ce fait, la stratégie d'ajustement économique devenait valable comme méthode pour juguler l'inflation et stabiliser l'économie. Dans cette perspective, l'ensemble du débat sur la monnaie et la production est détourné vers l'inflation, l'offre de la monnaie et l'État, coupable de l'inflation. L'État émet de la monnaie pour couvrir son déficit budgétaire, produit des dépenses générées dans le cadre d'un modèle de croissance inefficace (FMI, 1986). Par ailleurs, il s'agit d'émission monétaire sans aucun rapport avec la production et la croissance mais en relation directe avec la consommation. Il s'agit donc d'une émission de monnaie inflationniste (Sachs, Tornell, & Velasco, 1996).

Pour relancer la croissance, il fallait donc freiner l'inflation ; et pour cela, il était nécessaire de changer de modèle de croissance. Il fallait revenir au marché et à la libre concurrence pour rétablir l'équilibre monétaire perdu. Dans cette logique, l'État ne devait absolument pas administrer ni même contrôler la monnaie, car c'est un domaine où les politiciens peuvent dire à la fois tout et son contraire dans le seul but de remporter une élection, et ainsi provoquer des perturbations sur les fragiles équilibres des marchés, surtout celui de la monnaie (Sachs, Tornell, & Velasco, 1996). La monnaie devait dorénavant être administrée par le marché des capitaux qui allait ainsi lui aussi se rééquilibrer rapidement et contrer les pressions inflationnistes. Afin d'éliminer les

pressions politiques sur la monnaie, il fallait séparer la monnaie de la politique et donc de l'État. Cela pouvait se faire grâce à l'autonomie de la Banque Centrale mais avant cela, il fallait d'abord que l'État tienne ses engagements de discipline et d'austérité fiscale.

II.2.1. La privatisation de la monnaie ?

Il fallait cependant relancer le marché des capitaux qui avait été refoulé par l'activité grandissante de l'État. Il fallait lui transférer toutes les capacités d'arbitrage sur l'investissement qui étaient jusqu'alors régulées par l'État, car celui-ci ne devait plus gérer les politiques d'investissement. Celles-ci devaient être transférées vers les mécanismes de marché et s'ancrer dans l'épargne. S'il y avait de l'épargne, il y aurait des investissements (FMI, 1986). Un rapport direct est alors établi entre l'épargne et l'investissement mais toujours avec un encadrement par les marchés des capitaux. Les flux épargne-investissement étaient fixés par les taux d'intérêt en fonction des mécanismes du marché des capitaux. Donc, pour améliorer l'épargne, et par la suite l'investissement, il fallait augmenter les taux d'intérêt (FMI, 1986).

Avec cette démarche, c'est toute la stratégie de la croissance qui est transférée aux mécanismes de marché. En effet, ce sont les marchés de capitaux qui vont régler et arbitrer les décisions sur l'investissement et donc sur les taux d'intérêt ; et ce sont les mêmes mécanismes de marché qui sont censés résoudre les équilibres du marché du travail et donc de l'emploi. Le relèvement des taux d'intérêt imposé par le FMI dans les programmes d'ajustement structurel va bouleverser l'ensemble de l'économie (Taylor, 1988) mais pour le FMI, il s'agit des mouvements naturels du marché en quête d'équilibre. Si le marché parvient à cet équilibre, on sera dans une situation optimale entre l'épargne et l'investissement. L'histoire économique de l'Amérique latine va démontrer que le marché n'atteindra jamais ce point d'équilibre.

La tendance du néolibéralisme à transférer les décisions sur l'investissement, l'emploi et les taux d'intérêt au marché du capital signifie purement et simplement la privatisation de la monnaie. Bien que l'épargne soit importante pour une économie, son rapport avec l'investissement est plus complexe et pas aussi direct que le prétendent les économies classiques et néoclassiques. L'investissement, surtout dans l'approche des keynésiens et des théories critiques des doctrines néolibérales, est en lien avec la

consommation, les attentes, la productivité, la technologie, les politiques commerciales et douanières, les conditions concrètes de production telles que les infrastructures routières, énergétiques, etc. (Rodríguez O. , 2006). Dans la stratégie du développement endogène qui avait été mise en place précédemment en Amérique latine, on s'accordait sur le fait qu'un taux d'intérêt faible représentait de moindres coûts financiers pour les entrepreneurs, et donc de meilleures conditions pour la production et l'emploi.

II.2.2. La libération des taux d'intérêts

La vision de ce modèle de développement portait sur la production interne (Rodríguez O. , 2006). C'est pour cela que la stratégie du développement endogène a tenté de stabiliser les taux d'intérêt à des plafonds plus bas, afin de stimuler la croissance par le biais de la substitution des importations. De plus, des institutions de crédit public ont été créées afin d'ouvrir l'accès au crédit aux petites et moyennes entreprises, et les faibles taux d'intérêt stimulaient aussi la consommation (Rodríguez O. , 2006). Dans tous les cas, le taux d'intérêt était administré par l'État à partir de la politique monétaire et des banques centrales (Rodríguez O. , 2006).

Le FMI allait démembrer toutes ces politiques et le cadre institutionnel qui en découlait. Transférer les politiques d'investissement vers les mécanismes de marché signifie donner un poids politique plus grand aux banques privées et aux secteurs financiers car ce sont eux qui, en définitive, feront l'arbitrage sur l'investissement, la production et l'emploi.

Le programme d'ajustement structurel renforce donc la puissance et l'emprise des secteurs financiers sur l'ensemble de la société. En effet, ce sont ces secteurs qui sont les plus farouches défenseurs des programmes d'ajustement. Dans la mesure où l'État n'avait pas les moyens de financer une quelconque politique d'investissement parce qu'il n'avait pas accès au contrôle de la liquidité, et que celle-ci avait été transférée aux marchés des capitaux, il était normal que les secteurs financiers exigent la dérégulation des marchés des capitaux.

La libération des taux d'intérêt, l'arbitrage des banques privées sur l'investissement et l'autonomie de la Banque Centrale se renforçait avec la libération des politiques des taux de changes et du commerce. En effet, le FMI intégrait le taux

d'intérêt, les taux de change et l'offre de la monnaie (FMI, 1986), en une seule démarche théorique, déréglementant ainsi toute la structure économique, ce qui bouscula fortement l'ensemble de la société, avec pour résultats de très importants dégâts sociaux.

II.2.3. Les enjeux des taux de change

Les taux de change représentent un enjeu clé pour le FMI. Avec un discours axé sur la compétitivité, les taux de change vont devenir le point de jonction de la transformation de l'économie (Mussa, Masson, Swoboda, Jadresic, Mauro, & Berg, 2000). Alors que la stratégie du développement endogène envisageait le maintien d'un certain niveau de stabilité des taux de change pour créer de la confiance chez les importateurs de biens, de capitaux et d'intrants, et par ce biais garantir le processus de substitution des importations et l'industrialisation, pour le FMI, il fallait renverser cette stratégie et transférer le plus vite possible les taux de change aux marchés des capitaux (FMI, 1986).

La libération des taux de change signifiait en fait le transfert du commerce extérieur vers les marchés de capitaux. De même que les taux d'intérêt, les taux de change devaient être fixés par les mécanismes de marché (FMI, 1986). Les taux de change sont censés donner aux économies ce que le modèle du développement endogène avait cherché à développer par le biais de l'industrialisation : la compétitivité.

On a cependant toujours su que la compétitivité était un enjeu essentiel, et que pour y arriver il fallait mettre en chantier de nombreux aspects institutionnels, en particulier dans les systèmes éducatifs, la recherche scientifique et la protection commerciale, comme mesures primordiales (Rodríguez O. , 2006). Le FMI allait renverser ce débat et proposer que la compétitivité devienne uniquement un enjeu du marché mondial auquel on parvenait par la dévaluation de la monnaie qui permettrait de diminuer le coût des exportations (FMI, 1986).

L'appauvrissement d'un débat aussi complexe que celui portant sur la compétitivité d'une économie, était une démarche plus politique qu'économique et l'enjeu n'avait rien à voir avec la compétitivité ; il s'agissait plutôt de créer les conditions politiques pour pouvoir intervenir sur les taux de change et les transformer en un mécanisme de transmission de la crise (Taylor, 1988). Avec la dévaluation de la monnaie,

on altérerait les rapports internes de l'économie et les rapports de pouvoir qui en découlent, tandis qu'on créait simultanément un surplus de liquidité qui servait au remboursement de la dette extérieure. En effet, la dévaluation de la monnaie allait pousser les groupes détenteurs du pouvoir économique à réorienter leurs activités vers l'exportation de biens primaires, car en plus des bénéfices directs de ce commerce, ils en tiraient une rente issue directement de la dévaluation de la monnaie.

II.2.4. L'économie politique des taux de change

Cependant, il était nécessaire d'attirer les liquidités des exportations vers le système financier domestique et, en même temps, de gonfler artificiellement la balance des paiements. Pour atteindre cet objectif, le FMI a intégré les taux de change aux taux d'intérêt. Pour attirer les flux financiers des exportations, les taux d'intérêt sont augmentés et cette technique sert d'ancrage aux dévaluations de la monnaie (FMI, 1986).

En effet, la dévaluation de la monnaie allait créer un surplus pour les exportateurs, qui allait se transformer en rente. Ils pouvaient cependant décider de placer ce surplus en dehors de l'économie nationale et donc, pour s'assurer que les exportateurs placent bien leur excédent dans le système financier domestique, les taux d'intérêt étaient relevés de manière à être supérieurs à la moyenne mondiale.

Cette rente ainsi placée à fort taux d'intérêt contribuait à créer un nouveau surplus qui s'ajoutait à celui de la dévaluation de la monnaie. Celle-là générerait donc une nouvelle rente. De cette façon, les secteurs exportateurs de biens primaires pouvaient générer une plus-value qui n'avait rien à voir avec les taux de profits de l'industrialisation. Cette plus-value était plus importante que celle des secteurs consacrés à la production industrielle.

Par conséquent, les entrepreneurs ont rapidement compris que leur intérêt véritable résidait dans l'exportation et la spéculation, et non dans la production. Les entreprises exportatrices, avec les secteurs financiers, allaient devenir les défenseurs les plus férus des programmes d'ajustement du FMI. En effet, c'est de leurs rangs qu'allaient sortir les principaux cadres politiques de la région qui assureraient la gestion de la crise de la dette et des programmes d'ajustement. Grâce à cette relation entre taux de change

et taux d'intérêt, les groupes économiques qui en profitaient devenaient d'importants relais politiques du FMI dans la région (Filgueiras & Rodrigues Pinheiro, 2009). L'enjeu de la dévaluation de la monnaie liée à la compétitivité n'avait donc rien à voir avec l'économie, il s'agissait encore une fois d'un enjeu politique.

D'une manière générale, grâce à la liquidité qui provient des exportations, et qui peut s'ancrer dans le système financier domestique, un gouvernement peut en prélever une partie et l'utiliser pour rembourser sa dette extérieure en changeant ses avoirs en monnaie nationale pour de la liquidité en devises. La dévaluation peut donc gonfler de manière artificielle les avoirs de l'État. La dévaluation est ainsi censée jouer deux rôles : d'une part, elle peut créer une rente sur les exportations et, d'autre part, elle peut procurer à l'État la quantité de devises dont il a besoin pour payer la dette extérieure. Entre ces deux mécanismes, le taux d'intérêt agit comme un point d'ancrage.

II.2.5. Taux de change et offre monétaire : une liaison géostratégique

Cependant, pour le FMI et les programmes d'ajustement, le taux de change pouvait aussi jouer un rôle plus important car il permettait d'encadrer l'offre de la monnaie. De même que le taux d'intérêt pouvait servir d'ancrage au taux de change, ce dernier pouvait servir de point d'ancrage à l'offre de la monnaie. Il permettait de rattacher l'offre domestique de monnaie, non pas aux indicateurs de la production nationale, mais plutôt aux devises, notamment au dollar américain. Ce rapprochement et ce rattachement aux réserves nettes internationales pouvait se révéler stratégique pour contrôler les masses monétaires des pays et les subordonner aux enjeux géopolitiques qui se dessinaient dans l'essor de la mondialisation (Arceo, 2009).

Il s'agissait, à n'en pas douter, d'une démarche très risquée dans un contexte de crise internationale et de récession mondiale. Mais, pour le FMI, rattacher l'offre de la monnaie aux quantités des devises que possède un pays, permettait de limiter les pressions inflationnistes et de renforcer la discipline fiscale (FMI, 1986). Dorénavant, l'offre de monnaie domestique serait faite en fonction de la disponibilité de devises dans les réserves internationales de chaque pays et, pour en disposer, il serait nécessaire d'augmenter les exportations, en utilisant pour cela la dévaluation de la monnaie (FMI, 1986).

Une démarche comme celle-ci a besoin d'un cadre théorique élargi. Le FMI va la qualifier d'« approche monétaire des balances des paiements ». Donc, pour comprendre la relation monétaire entre les économies d'Amérique latine et la mondialisation qui émerge, il faut aussi comprendre cette approche monétariste des balances des paiements.

II.3. Le monétarisme : l'approche monétariste des échanges mondiaux

Il existe plusieurs modèles d'économie internationale avec différents degrés de complexité et qui relèvent d'approches épistémologiques diverses, mais l'approche du cadre théorique élargi du FMI développée par Jackson et Polak (1957) et Alexander (1976), a au moins le mérite d'avoir été mise en œuvre (Boughthon, 2011)¹⁴. Le FMI a bel et bien utilisé ces cadres théoriques pour lancer les programmes d'ajustement structurel dans les pays d'Amérique latine et ailleurs (Khan, Montiel, & Haque, 1990).

L'enjeu central pour le FMI est, bien sûr, de s'assurer que les pays surendettés puissent rembourser les obligations contractées envers les marchés financiers internationaux. Le cadre théorique qui permet de réaliser cette tâche est cependant plus compliqué et plein de détours et de leurres idéologiques.

Dans un contexte de taux de changes flottants, suite à l'ébranlement du système de Bretton-Woods en 1973, et la conversion des devises en marchandises gérées par les marchés financiers internationaux, la monnaie est, en effet, l'enjeu le plus important car c'est grâce aux mécanismes monétaires que peuvent se transmettre, de façon asymétrique bien entendu, les coûts et les avantages de la mondialisation.

De même, dans cette conjoncture de crise de la dette extérieure latino-américaine émerge un puissant secteur financier internationalisé qui deviendra l'acteur clé dans les processus de mondialisation de l'économie. La capacité d'innovation du secteur financier international pousse toujours à la dérèglementation et au décloisonnement des

¹⁴ «The design of Fund programs is based on an analytical framework know as Financial Programming (FP). This framework was developed in the late 1950s an early 1960s by a group of economists in the Fund Research Department led by J.J. Polak; its theoretical underpinning were first fully exposed in an article by Polak published in the Staff Papers in 1957. Financial Programming consists of a set of simple equations that relate, for case of a small open economy with a fixed exchange rate, the behavior of the monetary sector to the balance of payments. This framework had its direct intellectual origins in the work of Robert Triffin and in the models used by the Netherland's Central Bank » (Edwards, 1989, p.3)

balances de capitaux dans le monde entier et fabrique de ce fait les conditions de vulnérabilité de l'économie mondiale.

II.3.1. La libéralisation des balances des capitaux

Bien entendu, la libéralisation des balances des capitaux est un risque que la plupart des pays préfèrent éviter ; il faudra donc les y contraindre. Depuis la crise de la dette de 1982, on a la certitude que la plupart des crises financières ont justement un rapport avec la libéralisation des balances des capitaux (Aglietta & Rebérioux, 2004). D'ailleurs, pour J. Stiglitz la libéralisation des balances des capitaux est à l'origine des crises financières mondiales (Stiglitz, 2002).

Pour le FMI, la crise de la dette de 1982 représentait donc un enjeu dont la portée était beaucoup plus vaste : elle devait être l'événement qui permettrait de promouvoir la libéralisation des marchés des capitaux, comme une condition nécessaire pour que les pays surendettés puissent financer leur développement auprès de ces marchés. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre la démarche monétaire du FMI.

Par ailleurs, l'approche monétariste des balances de paiement répand la vision monétariste de l'inflation, mais dans un sens très spécifique. Il s'agit, avec cette démarche, d'intégrer l'offre monétaire de n'importe quel pays dans les flux des marchés internationaux des capitaux. Donc, pour y aboutir, il faut préalablement détacher la politique monétaire de son rapport à la production et au gouvernement, et chercher d'autres critères pour la programmation monétaire, en l'occurrence, ceux des marchés financiers.

Il s'agit d'ailleurs aussi de relier cette offre de monnaie à toute la programmation financière des politiques d'ajustement structurel ; c'est-à-dire, rendre possible, dans une même action, l'austérité fiscale et la libération des capitaux. En effet, si l'offre de monnaie va dorénavant dépendre des quantités de devises dont un pays dispose, il aura besoin, par conséquent, de libérer sa balance des capitaux.

De surcroît, si l'inflation est un phénomène monétaire (Friedman, 1987), l'offre de la monnaie ne peut pas appartenir au gouvernement car on présuppose que celui-ci ne fera preuve d'aucune responsabilité dans la gestion de la monnaie et aura recours au déficit budgétaire qui génèrera de l'inflation (Friedman & Schwartz, 1982). Pour le FMI

et la Banque Mondiale, il faut donc retirer à l'État cette capacité de gestion de la monnaie.

II.3.2. Le modèle monétariste du FMI

Il convient pourtant d'analyser de plus près l'approche monétariste du FMI, cadre général de la mise en œuvre de la politique monétaire et de la politique fiscale des programmes d'ajustement structurel. Il y a eu, bien sûr, des versions et des changements dans la vision de l'approche monétariste des flux internationaux (Edwards, 1989), mais il est important de comprendre d'abord le cadre général développé par Jackson, Pollock et Alexander (FMI, 1986; Khan, Montiel, & Haque, 1990), puisque toute l'intervention des programmes d'ajustement est issue de ce cadre théorique.

La première démarche de l'approche monétariste des balances des paiements représente un changement méthodologique dans la manière de comprendre les agrégés macroéconomiques (FMI, 1986). En effet, selon les théories du développement, la consommation sociale détient une fonction économique en rapport constant avec les revenus de la population et avec les niveaux d'emploi (Esser, 1993). Entre tous ces éléments se tissent des relations économiques complexes, sur la base du concept économique du multiplicateur (Esser, 1993). La situation est similaire pour l'investissement qui a toujours été considéré dans une relation inverse aux niveaux des taux d'intérêt (Rodríguez O., 2006).

Par contre, pour l'approche monétariste des balances des paiements (FMI, 1986), les relations macroéconomiques complexes disparaissent et deviennent des agrégés comptables. La consommation (C), l'investissement (I) et les dépenses du gouvernement (G) sont agrégés et qualifiés d'« absorption » (A) (FMI, 1986). Cette « absorption » est la description comptable de la production économique intérieure du pays sans sa balance des paiements. La méthode qui en découle sera appelée la *méthode de l'absorption*, selon laquelle : $A = C + I + G$ (FMI, 1986).

Il est possible de penser qu'il s'agit d'un processus théorique légitime, mais il faut aussi comprendre les enjeux politiques qui en dérivent. L'approche monétariste des balances des paiements comprend la production nationale de deux manières : celle en rapport avec la production du marché intérieur, l'« absorption », et celle en rapport avec

le marché mondial, en l'occurrence la balance des paiements (FMI, 1986). Cela s'exprime de la façon suivante :

$$Y = A + CA \quad (1)$$

Où **Y** est le revenu national (le PIB), **A** est l'absorption et **CA** est le compte courant de la balance des paiements. Une transformation comptable permet d'établir une relation directe entre les agrégés extérieurs, c'est-à-dire la balance des paiements, le revenu national et l'absorption de la façon suivante :

$$CA = Y - A \quad (2)$$

Cela veut dire que la balance des paiements est en rapport direct avec la production intérieure (FMI, 1986). Si le secteur interne de l'économie augmente, cela entraîne directement une diminution des avoirs de la balance des paiements. Par conséquent, selon cette approche (FMI, 1986), les avoirs en devises n'ont aucun rapport avec les marchés financiers mondiaux et encore moins avec leurs crises. Tous les phénomènes des marchés financiers mondiaux y sont neutralisés et en plus n'ont aucune importance dans l'équilibre des balances des paiements.

D'après cette approche théorique, nous pourrions comprendre que la crise de la dette extérieure latino-américaine des années 1980 n'avait aucune relation avec les euromarchés, la crise du système de Bretton-Woods, le choc pétrolier, etc. L'identité comptable des balances des paiements se présente de la manière suivante :

$$R = CA + FI \quad (3)$$

Où **R** sont les réserves nettes en devises, et **FI** le financement international (dette extérieure). L'approche monétariste utilise le cadre comptable pour faire des corrélations arithmétiques qui ont peu de rapport avec les démarches théoriques de l'économie politique du développement (FMI, 1986). En utilisant ce « bricolage comptable », il est possible d'établir un rapport entre les réserves nettes en devises (R) et l'absorption, de la façon suivante :

$$R = Y - A + FI \quad (4)$$

L'identité (4) veut dire que les réserves nettes en devises (R) sont le résultat de la production intérieure nette (A) et de son besoin de financement par le biais de la dette (FI). La production nationale intérieure (A) va donc exercer une pression sur la dette extérieure pour se financer et en même temps sur la disponibilité des capitaux dans les réserves nettes (R).

Alors si « l'absorption » croît et si en plus il existe une contrainte sur le crédit extérieur, comme cela était le cas durant la crise de la dette de 1982, les réserves nettes en devises vont tout de suite diminuer et le pays ne pourra pas financer ses importations et son service de la dette (FMI, 1986). Nous nous trouvons alors dans le cas d'une crise de la balance des paiements (Haggard, 1985). Une crise qui, selon cette approche, n'a aucun rapport avec la géopolitique du capitalisme et ses troubles. La crise est liée aux conditions internes de la croissance (IMF, 1997). C'est la qualité de la croissance économique qui, dans ce modèle, a un lien avec l'équilibre de la balance des paiements.

Pourtant, l'approche monétariste sur les échanges internationaux mène à une impasse car toute stratégie de croissance économique va entraîner les réserves nettes de devises vers un déficit (Desai, 1989). Il faut par conséquent trouver la manière de sortir de l'impasse du modèle, c'est-à-dire enclencher la croissance sans nuire à la balance des paiements. Le modèle du FMI différencie la croissance des biens pour le marché mondial de celle des biens produits pour le marché intérieur. Les premiers vont être appelés biens échangeables (*tradeable goods*), et les autres, biens non échangeables (*nontradeable goods*) (FMI, 1986).

Le modèle vise les biens destinés au marché mondial, les biens échangeables (*tradeable goods*). Le FMI considère que la production des biens échangeables (*tradeable goods*) amènera la croissance et permettra en plus de renforcer les avoirs en devises des réserves nettes internationales (FMI, 1986). La démarche théorique et sa mise en œuvre modifient de fond en comble toute la stratégie de croissance qui avait été ébauchée en Amérique latine depuis trois décennies.

Les économies latino-américaines doivent dorénavant s'orienter vers le marché mondial et oublier leur marché intérieur (French-Davis & Devlin, 1993). En plus, les biens non-échangeables (*nontradeable goods*) doivent être soumis aux logiques du

marché de libre concurrence. Ainsi, la politique économique, au-delà des priorités de l'austérité fiscale, doit aussi contribuer à ce changement de cap concernant la croissance. Le FMI propose un ensemble de mesures économiques issues du modèle de l'approche monétariste des balances des paiements, qui sont appelées mesures économiques de « déplacement des dépenses » (FMI, 1986), et dont la plus importante est la dévaluation de la monnaie.

L'ajustement économique, pour autant, s'exerce sur l'absorption pour empêcher son accroissement, en utilisant des politiques budgétaires d'austérité et des politiques monétaires de *déplacement des dépenses*, tandis qu'on laisse aux secteurs liés au marché mondial la responsabilité de la croissance (FMI, 1986). En définitive, ce que le FMI vient articuler avec son modèle économique, c'est la désindustrialisation et la mise en échec de toutes les stratégies de création de valeur ajoutée (Ocampo, 2014) ; de surcroît, le FMI conduit toute la région vers la « primarisation » de l'économie, c'est-à-dire qu'il oblige les économies latino-américaines à se délester de toutes leurs politiques d'industrialisation pour ne plus produire que des biens sans valeur ajoutée (Ocampo, 2014).

Le modèle propose d'ailleurs une démarche monétaire qui fait une différence entre la monnaie qui est censée ne pas exercer de pression inflationniste et qui est en lien avec les flux de capitaux des marchés internationaux de capitaux, et celle qui, par contre, serait censée être inflationniste : l'émission monétaire et le crédit interne (FMI, 1986). Cela peut être observé dans l'identité suivante :

$$M^s = R + D \quad (5)$$

Où M^s est l'offre domestique de la monnaie et D le crédit interne, c'est-à-dire, l'émission monétaire et les crédits bancaires domestiques. À cette identité comptable, le modèle ajoute sa vision de l'inflation comme un phénomène monétaire (FMI, 1986) (Friedman, 1987) :

$$M^d = f(Y, P, r \dots u) \quad (6)$$

Où M^d est la demande domestique de monnaie, Y le revenu national (le PIB), P le niveau des prix, c'est-à-dire, le taux d'inflation, r le taux d'intérêt, et u une variable stochastique. Cette équation est connue comme étant la *théorie quantitative de la*

monnaie élargie, et fut proposée par Milton Friedman en 1956, comme réponse de la théorie classique de l'économie aux critiques de Keynes et à sa théorie de la demande de la monnaie (Friedman, 1987).

Il faut dire que le débat sur la monnaie est l'une des discussions les plus polémiques de l'économie. L'approche de Milton Friedman inaugure ce qu'on appelle la contre-révolution monétariste, née en opposition aux théories monétaires de Keynes et de ses tenants (Desai, 1989). Cette théorie relève de la théorie quantitative de la monnaie de l'économie classique, dont la forme standard est :

$$M^d = k Y P \quad (7)$$

Où k est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie. Cette dernière équation est aussi appelé « équation de Cambridge » et exprime l'orthodoxie de la relation entre l'inflation et la monnaie (Desai, 1989). Pour les keynésiens et les postkeynésiens, cela relève de la tautologie parce qu'elle n'explique rien du tout, ni la monnaie, ni l'inflation, et encore moins leur relation (Desai, 1989). En tout cas, le FMI récupère la théorie quantitative de la monnaie pour la mettre en rapport avec l'offre de la monnaie :

$$M^d = M^s \quad (8)$$

Dans la dernière identité, l'offre de monnaie (M^s) est toujours égale à la demande de monnaie (M^d), et elle constitue une fonction des revenus, du taux d'intérêt mais aussi du taux d'inflation (la théorie quantitative de la monnaie). L'offre et la demande de monnaie sont mises en relation et pour cela, on fait entrer en jeu l'inflation comme un élément de la demande (FMI, 1986). S'il y a de l'inflation, il faut en chercher les raisons dans la demande de l'économie, c'est-à-dire, dans « l'absorption » (FMI, 1986).

II.3.3. Le détour idéologique du modèle monétariste

En conséquence, le modèle fait un détour méthodologique d'une grande importance politique, voire épistémologique, dans la mesure où il modifie les repères de la réalité. En effet, l'ensemble des événements qui ont déclenché la crise (le choc pétrolier, la montée des taux d'intérêt, la fin du système de Bretton-Woods, etc.), et qui

sont des faits bruts de la réalité pour comprendre l'inflation et la récession, disparaissent avec l'identité (8).

Bien que ces données appartiennent à la réalité et expliquent l'envolée des prix, cela n'a aucune importance dans le cadre analytique du FMI. Pour comprendre la réalité, il faut alors la détourner. L'inflation n'a aucun rapport avec les chocs de la production, elle est en relation directe avec la demande, c'est-à-dire, avec la société (Sachs, Tornell, & Velasco, 1996).

Le modèle propose encore un autre « bricolage » et met en relation d'égalité, dans l'identité (8), l'offre de la monnaie avec R (les avoirs nets en devises des réserves internationales) et D (le crédit interne). Nous avons alors :

$$M^s = R + D \quad (9)$$

Il faut cependant remarquer que l'offre de la monnaie, dans la programmation monétaire du modèle de développement d'industrialisation par substitution des importations, n'avait rien à voir avec les réserves nettes en devises (Ocampo, 2014). On pensait que ces réserves nettes en devises appartenaient aux comptes de la balance des paiements et leur rapport avec l'offre de la monnaie était plutôt faible. L'offre de la monnaie était en rapport avec la production et avec la programmation monétaire (CEPAL, 1986). Avec le FMI et le programme d'ajustement structurel, c'est un changement stratégique qui a lieu lorsque les réserves nettes sont ajoutées à l'offre de la monnaie. Il s'agit de mettre en place les mécanismes de transmission des effets monétaires de la crise internationale.

Nous continuons donc dans l'approche monétariste de la balance des paiements ; pour rappel, l'identité de R est :

$$R = Y - A + FI \quad (4)$$

Le modèle propose alors de retranscrire l'offre de la monnaie d'une autre façon, de manière à faire ressortir son rapport à l'absorption, et à la théorie quantitative de la monnaie :

$$M^d = M^s = (Y - A + FI) + D = f(Y, P, r \dots) \quad (10)$$

Qui équivaut à :

$$Y - A + FI = M^s - D \quad (11)$$

Dans ce jeu de miroirs, la quantité de monnaie dans une économie va dépendre du crédit interne (D), mais aussi du crédit externe (FI), et l'absorption va dépendre de ceux-ci. Donc, toute augmentation du crédit interne (D) qui se situerait au-dessus des niveaux de l'offre de la monnaie serait compensée de façon directe par la diminution des avoirs nets des réserves internationales (R). Le financement international (FI) va permettre l'équilibre. Il faut souligner que la variable qui fait le pivot entre les réserves nettes internationales et le revenu national est l'absorption (FMI, 1986).

Dans l'étape suivante, le FMI va écarter de l'absorption (A) les secteurs privés de l'économie pour faire ressortir l'importance des déséquilibres du déficit budgétaire :

$$FI = FI_p + FI_g \quad (12)$$

Où **FI_p** est le financement international du secteur privé, et **FI_g** du secteur public. De cette façon, la balance des paiements peut se réécrire :

$$R = (Y + A) + (FI_p + FI_g) \quad (13)$$

Le modèle du FMI (FMI, 1986) établit aussi la différence entre le crédit interne du secteur privé et celui du secteur public de la manière suivante :

$$D = D_p + D_g \quad (14)$$

Où **D_p** est le crédit interne du secteur privé et **D_g** celui du secteur public. Avec **D_g** le modèle du FMI souligne qu'il s'agit du crédit net, c'est-à-dire, de la différence entre le crédit interne et les avoirs du gouvernement dans le système bancaire. Nous pouvons donc faire le rapport entre le crédit du secteur public (interne et externe) et le déficit budgétaire, comme le souligne cette identité comptable du modèle (FMI, 1986) :

$$G - T = D_g + FI_g \quad (15)$$

Où **G** représente les dépenses du gouvernement, et **T** les taxes (les revenus du gouvernement). Donc, si nous nous souvenons, d'après l'identité (10) :

$$M^d = M^s = (Y - A + FI) + D = f(Y, P, r \dots) \quad (10)$$

Comme le crédit interne et externe a un rapport avec la quantité de monnaie, et que celle-ci a un lien avec les niveaux d'inflation, il est alors possible de percevoir l'intention politique de l'identité comptable (15) de faire du déficit budgétaire le véritable coupable de l'inflation.

La conséquence qui en découle est évidente : pour combattre l'inflation, il faut faire la guerre au déficit budgétaire. Le coupable de l'inflation c'est l'État et le mauvais modèle de croissance dans lequel les États se sont engagés. Mais il faut aller plus loin, il faut s'attaquer au noyau central : la banque centrale et l'émission monétaire (Friedman, 1968). Le modèle propose une intervention directe sur l'émission de la monnaie, à partir de l'identité suivante :

$$H = R + DC_{bc} \quad (16)$$

Où **H** est la quantité de monnaie (base monétaire) et **DC_{bc}** les avoirs nets de la banque centrale. La base monétaire est liée à l'offre de la monnaie à partir de l'identité suivante :

$$M^s = mH \quad (17)$$

Où *m* est le multiplicateur de la monnaie. Cela veut dire que la quantité de monnaie dont dispose l'économie est en rapport direct avec les avoirs nets des réserves internationales et le crédit net de la banque centrale. Le modèle de l'approche monétariste de la balance des paiements aboutit à mettre en rapport l'offre de la monnaie avec les avoirs nets des réserves internationales (FMI, 1986). Néanmoins, pour avoir des réserves nettes internationales, il faut augmenter les exportations et diminuer les importations. Pour accroître les exportations, il faut en réduire les coûts sur les marchés internationaux, et pour cela il faut diminuer la valeur de la monnaie nationale avec la dévaluation. Cette dévaluation change les prix relatifs de l'économie et réduit le pouvoir d'achat des travailleurs, en plus de générer de l'inflation et une récession.

Le multiplicateur monétaire est stable, et peut servir pour établir un cadre général :

$$M = m (R + DC_{bc}) \quad (18)$$

Cela veut dire que la politique d'ajustement peut utiliser les variations dans les réserves internationales nettes pour soutenir l'offre de la monnaie, qu'elle peut réduire la pression exercée par le crédit interne par le biais du contrôle de l'absorption (FMI, 1986). L'ajustement peut alors se faire soit sur le crédit interne, soit sur l'offre monétaire. Pour ce faire, le modèle du FMI a besoin de fixer des limites à l'expansion de la monnaie et du crédit interne. Si le taux de change est fixe, il est alors plus facile de limiter le crédit interne que les agrégés monétaires. D'habitude, l'ajustement est fait sur le crédit interne car ce dernier est associé aux besoins du gouvernement de financement de son déficit fiscal.

Le modèle de l'approche monétariste de la balance des paiements a permis de tester plusieurs interventions sur les taux de change en déployant diverses techniques économiques qui relèvent pratiquement de la colonisation économique. C'est le FMI qui a changé les avis sur le rapport entre les avoirs nets des réserves internationales et la quantité de monnaie en les articulant au sein d'une seule théorie (FMI, 1986). Avec cela, le FMI a modifié les rapports de pouvoir et l'architecture monétaire internationale. Le FMI a inséré dans les économies la vulnérabilité des marchés financiers internationaux. Le FMI a empêché l'État de gérer sa monnaie et a provoqué le transfert de ces décisions aux marchés financiers.

En fin de compte, l'approche monétaire des balances des paiements est l'illustration de manipulations comptables pour faire de la monnaie un outil déconnecté des besoins de la société. Or, nous pouvons dire que la monnaie est toujours endogène parce qu'elle naît à l'intérieur de la société dans un rapport institutionnel complexe. La monnaie appartient à la société qui lui a donné naissance. La monnaie a toujours un contenu institutionnel qui la rend endogène à sa société (Lavoie, 1986). Cependant, les nouveaux rapports de pouvoir vont la soumettre aux aléas des jeux spéculatifs sans rapport avec la production.

Dans le cas du FMI, c'est une démarche très faible au niveau théorique et même épistémologique qui a été utilisée pour retirer aux États leur capacité de gérer leur monnaie et transférer cette compétence aux banques privées et aux marchés

internationaux des capitaux. Il faut néanmoins comprendre l'enjeu de l'ajustement d'une manière plus intégrale.

II.3.4. Le rapport entre le monétarisme et le néolibéralisme

Le concept de *stabilité macroéconomique* a été utilisé comme un dispositif idéologique pour amorcer des changements radicaux dans les politiques publiques et dans les politiques économiques. Alors que pendant trois décennies un ensemble d'institutions avaient été construites pour faciliter le développement et stimuler la croissance économique, on va tout à coup assister à un retour en arrière : démarche qui s'appuiera sur un cadre théorique plus vaste, dans le but de la légitimer. La stabilité macroéconomique est un concept qui provient d'un cadre épistémologique plus large et plus complexe : le néolibéralisme. C'est ainsi qu'avec la gestion de la crise de la dette extérieure latino-américaine, le néolibéralisme est monté en puissance et va devenir l'idéologie de la mondialisation¹⁵.

Il faut comprendre le néolibéralisme comme un discours qui prétend expliquer toute la réalité sociale et historique à partir d'un cadre épistémologique élémentaire et autoréférentiel (Bourdieu, 1998). Le développement économique va donc s'inscrire à l'intérieur des points de repère établis par le cadre néolibéral. Avec les transformations monétaires du programme financier du FMI et de la Banque Mondiale, le modèle de développement évolue vers le néolibéralisme.

II.4. Les hypothèses de base du discours néolibéral

Il faut donc comprendre les points de repère de ce cadre épistémologique néolibéral qui peuvent être répertoriés de la manière suivante :

(1) L'hypothèse d'un individu qui agit dans le monde sans avoir le moindre rapport avec les autres individus en dehors des rapports de concurrence. Pour cela, il faut préalablement couper tous les liens qui unissent cet individu avec son histoire, sa société, sa mémoire, sa culture (Kaletsky, 2009) ;

¹⁵ « ... cette révolution dans la pensée des sciences sociales et de la philosophie morale et politique, cette révolution conservatrice (car il s'agit en effet à de nombreux égards d'un retour en arrière), était en fait le prélude à une mutation radicale du monde réel. Là contrairement à ce que diraient les marxismes divers, l'évolution des idées à sérieusement précédé l'évolution du monde matériel. En fait, ce qui survenait ainsi dans le domaine des sciences sociales et de la philosophie politique, c'était une vague de légitimation du nouveau monde qui allait se construire vingt ans plus tard, à savoir la planète mondialisée sous la forme d'un néolibéralisme généralisé ... » (Caillé, 2005, p. 28)

(2) L'hypothèse que cette façon d'agir purement stratégique et égoïste relève toujours de la rationalité humaine (Wolfe , 2008);

(3) L'hypothèse que cette rationalité instrumentale et stratégique peut représenter la liberté humaine et que le libre choix ne peut s'exprimer que dans le marché (Latouche, 2010);

(4) L'hypothèse que le marché libre est autorégulé et qu'il n'a pas besoin d'encadrement social (Guerrien & Gun , 2011);

(5) L'hypothèse que le mécanisme d'autorégulation des marchés est lié aux prix des marchandises et que sa meilleure expression en est l'équilibre général des prix (Latouche, 2010);

(6) L'hypothèse que l'équilibre général des prix exprime toujours une situation d'allocation optimale des ressources rares face aux besoins de maximisation des consommateurs et des entreprises (Latouche, 2010) ;

(7) L'hypothèse que les mécanismes d'autorégulation des marchés sont naturels et relèvent d'une physique sociale (Dorman , 2008) ;

(8) L'hypothèse que le rôle de l'État doit se limiter à faire respecter les droits de propriété et à garantir la liberté (Hayek, 1960);

(9) L'hypothèse que le développement économique s'exprime toujours par la croissance économique mesurée par les données du PIB, et que ces données sont toujours réelles, donc que la monnaie ne compte pas (Caillé, 2005);

(10) L'hypothèse que seul le marché peut provoquer la croissance économique et que l'État doit seulement faire respecter les contrats et ne pas intervenir (Hayek, 1960);

(11) L'hypothèse que tout dans la réalité humaine-sociale peut avoir un prix, et donc tout peut se transformer en marchandise et que toute marchandise a pour autant un prix, y compris les êtres humains (Becker , 1995; Latouche, 2010)

Ces repères théoriques ont poussé le néolibéralisme vers une approche plus vaste qui s'insère dans une vision téléologique de l'histoire et de la société, car le

néolibéralisme est censé être l'expression de la liberté humaine et celle-ci est un but en soi qui n'admet pas de justification préalable (Hayek, 1960). Comme toute téléologie, le penchant vers l'axiomatique et la déontologie va de soi.

II.4.1. Le néolibéralisme comme discours fort

Le néolibéralisme cherche à devenir une nécessité historique et un impératif moral. L'interprétation de l'histoire et de la société que fait le néolibéralisme, a transformé les outils épistémologiques du discours classique et néoclassique de l'économie en dispositifs théoriques qui confirment leurs préceptes et deviennent *doxa*, c'est-à-dire, un ensemble de concepts dont la pertinence épistémologique ne relève pas de la science mais plutôt de l'idéologie (Pålsson Syl, 2010).

Dans ce sens, le néolibéralisme a dépassé son propre cadre théorique pour se convertir en une explication de toute la réalité sociale. Pour y parvenir, le néolibéralisme est obligé de découper la réalité sociale et d'en reconnaître uniquement les éléments qui s'ajustent à cette démarche. Les éléments qui ne s'y adaptent pas sont purement et simplement chassés de l'horizon des possibilités. Dans ce sens, le néolibéralisme représente l'appauvrissement le plus accompli de la pensée humaine (Bourdieu, 1998).

La montée en puissance du néolibéralisme et sa transformation en discours sur le développement humain a un rapport direct avec la crise de la dette latino-américaine. Bien que le néolibéralisme ait été le cadre de référence des dictatures militaires au Chili, en Argentine, en Uruguay, au Brésil et en Indonésie pendant les années 1970, et aussi pour les gouvernements de M. Thatcher au Royaume-Uni et R. Reagan aux États-Unis dans la conjoncture des années 1978-1986 (Klein, 2010), la transformation de ce discours nettement économique en un discours possédant une portée civilisatrice, s'est faite avec les politiques d'ajustement et de réforme structurelle mises en place dans l'Amérique latine des années 1980-2000.

En effet, la gestion de la crise de la dette extérieure latino-américaine a permis de l'utiliser comme recours méthodologique et a donné un envol au néolibéralisme en tant que cadre théorique de cette transformation. Le FMI et la Banque Mondiale ont alors pu tester leurs prescriptions dans cette conjoncture. En fait, le FMI a compris que la logique de la *tabula rasa* des politiques de choc, dans le cadre des programmes d'ajustement

structurel, était la meilleure stratégie pour briser toutes les résistances et oppositions aux mesures qu'il souhaitait imposer (Klein, 2010).

Le FMI a très vite compris que pour légitimer ces transformations, il fallait éloigner la société du projet qu'elle prétendait établir. La crise économique de 1982 a permis cette mise à l'écart de la société. Le recours à la crise est ainsi fondamental pour le FMI et pour la Banque Mondiale, et donc pour le néolibéralisme qui apparaît comme la nouvelle idéologie économique.

II.4.2. « La société n'existe pas »

La montée en puissance du néolibéralisme comme idéologie de la transformation du monde, qui s'exprime dans la mondialisation de l'économie, sera toujours liée à la crise économique. Le scénario de la crise économique est la condition qui rend possible le néolibéralisme. Il ne s'agit pas d'envisager la crise comme le résultat des contradictions du capitalisme et donc comme la démonstration que le système-monde agit dans un cadre de volatilité et d'incertitude qui peut amener à son épuisement ; mais plutôt d'utiliser la crise comme un recours heuristique et, par-là, provoquer la transformation sociale voulue. Le néolibéralisme fait passer la crise de menace à opportunité. Plus la crise est forte, plus les possibilités de transformation sociale sont permises. Le néolibéralisme, c'est l'idéologie de la crise permanente. C'est aussi l'idéologie d'un capitalisme débridé dans une fuite en avant permanente (Bourdieu, 1998).

En effet, la crise de la dette extérieure latino-américaine, avec les épisodes d'hyperinflation dans certains pays vers la fin des années 1970, avait créé les conditions rendant possibles la mise en œuvre de transformations si importantes et radicales que la société ne pouvait les contrer, les contester ou les critiquer (Remmer K. , 1986). La capacité de réponse sociale avait en effet été affaiblie par la crise, et pour le néolibéralisme il était nécessaire de faire disparaître la société. C'est dans ce contexte que nous pouvons comprendre l'expression de M. Thatcher en 1987 : « la société, disait-elle, ça n'existe pas »¹⁶.

¹⁶ "There is no such thing as society." Thatcher (1987)

Pour le néolibéralisme, en effet, il s'agit d'écarter la société de la gestion de l'économie et, ensuite, de l'écarter de la politique même (Remmer K. , 1986). La gestion de l'économie devient une affaire technique, pas sociale ; il n'y aurait pas de rapport entre l'économie et la politique. La démocratie ne peut pas toucher à l'économie et encore moins au marché (Remmer K. , 1990).

II.4.3. Le discours de la guérison

La gestion de l'économie, d'après le néolibéralisme, doit établir des mécanismes d'ajustements des prix dans un marché en libre concurrence ; mais pour cela, il faut remplacer la société par le marché. Pour agir dans une logique de gestion comptable sans rapport avec la société, celle-ci doit comprendre qu'on l'écarte de l'économie pour son bien.

Ainsi, la crise économique est la démonstration que l'économie est malade et qu'elle a besoin de guérir. Les remèdes ont certes parfois mauvais goût mais il s'agit de rétablir la santé d'un corps social épuisé par ses excès. Le programme mis en œuvre pour gérer la crise, baptisé « programme d'ajustement structurel » par le FMI et basé sur cette logique de guérison du corps social, a aussi été appelé « thérapie du choc » (Klein, 2010).

Dorénavant, tout le discours sur le développement glisse vers les techniques qui permettront de « guérir ce corps social malade » (Dávalos, 2011). Les experts du FMI vont agir en pensant à la santé de l'économie, et cela demande des expertises très concrètes, très spécifiques qui rendent incompréhensibles, pour la société en général, les explications des experts sur les politiques mises en œuvre.

Le langage est tellement technique que même le système politique qui doit approuver les lois nécessaires pour « guérir » l'économie, reste à l'écart du débat et se limite à approuver les mesures sans les discuter : pas de démocratie donc pour les politiques d'ajustement structurel (Remmer K. , 1990) et pas non plus de consensus ni de dialogue social. Les politiques d'ajustement structurel ont fait plier la société avec un discours politique déguisé en discours technique et économique. Dans ce langage très technique du FMI et des experts, il y a cependant des concepts fortement idéologiques qui accompagnent la mise en place des politiques d'ajustement économique. Il s'agit de

concepts qui peuvent être compris par quiconque et qui servent d'encadrement idéologique au programme d'ajustement structurel mis en place par le FMI et la Banque Mondiale.

II.4.4. Le discours de l'excès et la responsabilité sociale de la crise

Le premier argument de la responsabilité sociale de la crise est celui de l'excès. La société aurait vécu au-dessus de ses moyens. Ce qui était auparavant un exploit et une réussite est maintenant, pour le FMI et les experts néolibéraux, une menace et la cause de la crise. Toute la stratégie du développement qui avait été mise en place par l'industrialisation et la création de la valeur ajoutée devient pour le FMI et la Banque Mondiale synonyme d'excès. Toutes les institutions qui avaient été conçues pour gérer le développement et la croissance par industrialisation, avaient en réalité, d'après le FMI et les experts néolibéraux, provoqué la crise et il était nécessaire de les éliminer.

Toutes les lois qui régulaient les marchés devaient être aussitôt mises de côté, étant la démonstration des « excès » commis. Le processus d'industrialisation est lui aussi perçu comme un « excès ». Il fallait changer de cap pour « guérir » la maladie provoquée par ces « excès ». L'objectif de ce discours était avant tout de rendre la société coupable de la crise et de neutraliser ainsi toute possibilité de contestation.

La notion d'excès a été ajoutée à celle de la responsabilité de la crise et de la nécessité d'en sortir. La société doit être tenue pour *responsable* de ses excès mais doit aussi soutenir les « thérapies » du programme d'ajustement économique mises en œuvre, c'est-à-dire les assumer comme des stratégies développées pour son propre bien. Pour le FMI et les experts néolibéraux, c'est l'État qui en tout premier lieu devait assumer ses responsabilités à l'égard de la société ; la notion de responsabilité fiscale de l'État se traduisant dans ce cas-là par austérité fiscale. Avec la responsabilité fiscale, y compris l'austérité fiscale, le FMI et les programmes d'ajustement font pression sur l'État pour en faire l'axe fondamental de l'ajustement économique et le garant du néolibéralisme.

Le FMI a conquis l'État en le dépouillant de son rôle politique à l'égard de la société. On ne peut pas comprendre l'essor et l'approfondissement du néolibéralisme dans la région sans comprendre le rôle qu'a joué l'État. En effet, on peut dire que les

politiques d'ajustement structurel mises en œuvre par le FMI et les néolibéraux ont représenté une étatisation de la crise et un détournement de l'État à leur profit (Dávalos, 2011).

II.4.5. Néolibéralisme et État : la liaison nécessaire

Au fur et à mesure que le FMI radicalisait l'ajustement économique, il avait encore plus besoin de l'État. Le programme d'ajustement structurel n'a en effet jamais affaibli l'État, au contraire il l'a plutôt renforcé, mais dans le sens de la « violence légitime », et non dans le sens social ou politique, et encore moins démocratique. Les programmes d'ajustement avaient tellement besoin de la violence légitime de l'État pour s'imposer lorsque les crises économiques et financières éclataient,

Il y a là une dialectique du rôle de l'État dans la démarche néolibérale. D'un côté, on réduit la capacité de l'État à réglementer les marchés et on le déleste de toutes ses institutions par le biais des privatisations, mais de l'autre on pousse l'État à apporter des garanties aux marchés, et plus particulièrement aux marchés financiers lorsque les dérégulations provoquent des crises financières. Cette dialectique est baptisée « modernisation de l'État » (World Bank, 2002). Mais pour « moderniser » l'État, il fallait préalablement le discipliner, c'est-à-dire pérenniser les politiques d'austérité fiscale, ce qui impliquait un changement important dans la pratique des politiques économiques et des politiques publiques.

Pour le FMI et la Banque Mondiale, la politique économique doit obéir aux impératifs de la stabilité macroéconomique. Avec l'austérité fiscale, on agit sur le budget fiscal de deux façons stratégiques. On pose d'abord des limites aux dépenses budgétaires en créant un surplus budgétaire artificiel utilisé pour assurer la liquidité nécessaire afin de garantir les échéances de la dette extérieure. Ce surplus est considéré comme un indicateur de la discipline et de la responsabilité fiscale. On mesure cet indicateur, appelé excédent budgétaire, en fonction du PIB, et on classe les pays suivant cet indicateur (World Bank, 2016). Ceux qui présentaient les plus hauts scores étaient qualifiés de pays à haute responsabilité fiscale. Par ailleurs, cet excédent, créé grâce à une réduction de toutes les dépenses sociales, était transféré aux banques privées qui se chargeaient de leur gestion.

Les revenus de l'État sont ensuite augmentés par le biais d'une politique tributaire très agressive envers les plus pauvres. Les impôts à la consommation sont augmentés, et de nouvelles taxes sont créées sur la consommation de biens et de services essentiels pour la population comme l'énergie, les télécommunications, l'eau, l'électricité, la gestion des déchets, les réseaux routiers, les transports publics, etc. Les aides et subventions aux plus pauvres sont éliminées, l'emploi public est réduit à une peau de chagrin. Par contre, parallèlement, les taxes sur les plus riches sont allégées pour assurer l'investissement et, par conséquent, l'emploi et la croissance économique. De plus, des programmes d'aide pour les banques, les exportateurs, le secteur financier et les grosses industries sont mis en œuvre pour les aider à sortir de la crise.

En outre, toutes les institutions qui avaient été créées dans le cadre de la stratégie de développement endogène par le biais de l'industrialisation sont minées, sapées, vidées de leur contenu. Ainsi, la première victime du programme d'ajustement structurel est la planification d'État. Le FMI, la Banque Mondiale et les néolibéraux, prônent la modernisation de l'État en détruisant la planification publique et les politiques publiques qui en découlent. Le FMI balaye d'un revers de main toutes les stratégies et politiques de planification publique qui se sont construites au cours des trois décennies précédentes. En Amérique latine, en à peine quelques années, l'idée de planification et de redistribution des revenus a disparu. Le nouveau discours assure que dans une économie de libre marché, la planification publique est superflue, parce que c'est le marché qui se charge de l'allocation des ressources avec la plus grande efficacité.

Quelques mois à peine après le début des programmes d'ajustement, les indicateurs sociaux de pauvreté, de chômage, d'abandon des écoles publiques, de détérioration des conditions de vie de la population, de détérioration des services publics, de violence domestique, de malnutrition infantile, de malaise social, de délinquance, de montée de l'émigration, etc., ont tous augmenté (Sader, 2001). De surcroît, et comme conséquence des mesures adoptées, les prix des denrées de base ont tellement augmenté que cela a provoqué des famines et même des révoltes populaires (Sader, 2001). La responsabilité de l'État envers les plus pauvres a complètement disparu avec les programmes d'ajustement structurel. Les classes moyennes qui s'étaient renforcées et multipliées avec l'industrialisation se prolétarisent. Les lois et régulations qui protégeaient les travailleurs ont elles aussi disparues. De même, les

indicateurs de la croissance économique chutent de façon dramatique. Pour la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, les années 1980 et 1990 représentent deux « décennies perdues pour le développement »¹⁷. Malgré ces indicateurs de malaise social, le programme d'ajustement structurel ouvre la voie à la transformation sociale la plus importante : celle de la réforme structurelle initiée par la Banque Mondiale.

¹⁷ Pour Stiglitz, les réformes néolibérales de ces années ont généré une instabilité accrue, la recrudescence de la pauvreté et de l'inégalité, le chômage, un écart chaque fois plus accru du développement humain comparé avec les pays les plus riches (Stiglitz, 2005).

SECTION III

LES ENJEUX DE LA RÉFORME STRUCTURELLE :

VERS LE NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT

Le programme d'ajustement structurel du FMI n'est pas exactement une stratégie de développement *lato sensu*. C'est plutôt un vaste et complexe ensemble de discours, de prescriptions normatives et de techniques économiques qui vont provoquer des changements dans la structure économique de pays et de régions entières, mais il ne s'agit pas de développement. La priorité du FMI est la stabilité de l'économie, ce qui signifie éviter les pressions inflationnistes du déficit budgétaire et, en même temps, libéraliser l'économie pour l'amener vers l'équilibre économique comme conditions pour relancer la croissance.

Pour le FMI, la critique des anciens modèles de développement portait essentiellement et quasi exclusivement sur l'inefficacité économique de ces modèles qui n'aboutissaient pas à l'équilibre économique. Le FMI n'a pas non plus créé de cadre théorique pour évaluer la portée réelle des mesures qu'il imposait. Tous les modèles qui ont été créés par le FMI relevaient de leur propre cadre épistémologique et, pour autant, n'avaient aucune portée critique. Dans ce sens, le FMI est toujours resté attaché à un encadrement très technique.

D'ailleurs, son attachement aux modèles très techniques n'appartient à aucune stratégie de développement à long terme. La notion la plus proche de l'idée de développement pourrait être celle de la croissance économique comme conséquence des mesures adoptées. On a toujours cru que la croissance devait résoudre les problèmes du chômage, de la production, de l'investissement, de l'allocation des ressources, et même des enjeux sociaux de la distribution du revenu et de la pauvreté.

Comment le modèle de croissance proposé par le FMI aurait pu-t-elle faire cela ? On ne l'a jamais su. La croissance est plutôt restée un outil idéologique de la pensée du FMI.

Les théories latino-américaines du développement ont au contraire essayé d'établir d'autres rapports, d'incorporer d'autres dimensions à la croissance économique. Elles étaient attachées à l'éducation, la santé, la technologie, la démographie, le capitalisme comme système, les relations économiques internationales, etc. En Amérique latine, les théories sur le développement économique ont été marquées par débat sur le développement et le sous-développement de la région. En effet, de ce débat sont issues la *Théorie de la Dépendance* et la compréhension du développement comme un enjeu complexe et lié aux rapports inégaux entre le centre et la périphérie (Gunder Frank, 1979; Sunkel & Paz, 2004; Kay, 2011).

Nous pouvons donc dire que les programmes d'ajustement structurel du FMI ne sont pas des programmes pour le développement et qu'ils n'ont aucun rapport avec le débat sur le développement qui avait été lancé dans la région. Il n'existe pas de passerelles théoriques entre le débat sur le développement en Amérique latine et les politiques d'ajustement du FMI.

L'approche du FMI est celui de la croissance économique dans des conditions de stabilité macroéconomique. Or, la croissance ne correspond pas au développement. De surcroît, la vision des programmes du FMI s'est toujours limitée au court terme. La stabilisation économique prônée par le FMI agissait généralement sur le court terme. Il faut donc se demander comment les programmes d'ajustement du FMI sont devenus de véritables stratégies de développement, et pourquoi il a été nécessaire de les transformer en discours sur le développement.

III.1. Le rôle de la Banque Mondiale dans la stratégie néolibérale du développement

C'est la Banque Mondiale qui va transformer les programmes d'ajustement du FMI en véritables stratégies de développement. Les agissements de la Banque Mondiale ont été contestés à plusieurs reprises (Chossudovsky, 1998)¹⁸. Malgré cela, c'est la

¹⁸ En 2000, l'Assemblée Nationale Française a demandé un Rapport d'information sur les activités du FMI et de la Banque Mondiale, dirigé par Yves Tavernier. Dans ce rapport, la Commission établissait, dans le cas de la Banque Mondiale, un fonctionnement peu

Banque Mondiale qui va donner aux stratégies de stabilisation macroéconomique et aux politiques d'ajustement économique une portée plus vaste, plus complexe, et à plus long terme. Elle va lier les enjeux de l'ajustement économique aux enjeux du développement, c'est-à-dire les positionner dans une vision de plus longue durée, plus cohérente et avec une visée plus institutionnelle. La Banque Mondiale va encadrer le volet technique des programmes d'ajustement avec les volets sociaux, politiques, institutionnels, voire historiques du développement (Banque Mondiale, 1996).

C'est pour cela que la Banque Mondiale ne parle pas seulement d'ajustement structurel, mais lui préfère la notion de « réforme structurelle » (Banque Mondiale, 1989; Banque Mondiale, 1997). En effet, l'ajustement structurel du FMI se présentait la condition préalable pour amorcer la *réforme structurelle* qui va devenir le véritable enjeu du nouveau modèle de développement (IMF and World Bank, 2002). Avec cette notion de *réforme structurelle*, les politiques d'ajustement deviennent des stratégies pour le développement au sens le plus large. La *réforme structurelle* permet d'encadrer d'une façon plus cohérente l'ajustement économique sur le long terme comme une stratégie du changement institutionnel vers le néolibéralisme.

Cela permet de comprendre comment la Banque Mondiale a agi sur les pivots stratégiques des programmes d'ajustement du FMI. Par exemple, pour l'austérité budgétaire prônée par le FMI, la Banque Mondiale va mettre en place toute une réflexion sur les privatisations, la décentralisation de l'État et la réforme politique de l'État pour finalement aboutir à la déréglementation de l'économie (Kessides, 2004). Pour la libéralisation des taux d'intérêt, la Banque Mondiale va développer un cadre plus large qui permet d'inscrire le rapport taux d'intérêt-investissements dans une relation entre le capital (les investissements), le travail et le besoin de libéraliser le marché du travail, c'est-à-dire encourager la flexibilisation du travail (Guasch, 1999). Pour rendre possible la libéralisation de la balance des paiements, la Banque Mondiale a encouragé la libéralisation commerciale, le décloisonnement de la balance des capitaux, les accords de libre-échange et le volet de la sécurité juridique pour les investisseurs étrangers.

démocratique, un mode de désignation censitaire, une dimension politique atrophiée, une organisation centralisée et coûteuse, une transparence déficiente et des informations aux parlements très insuffisantes. (Tavernier, 2000, voir aussi la réponse d'Allan Meltzer, sur le Rapport Meltzer sur les Institutions Financières Internationales de l'an 2000: Meltzer, 2000).

Avec ces encadrements sur une longue durée, les politiques d'ajustement peuvent devenir des réformes structurelles et par conséquent de vraies stratégies de développement. Donc, pour la Banque Mondiale, la privatisation, la déréglementation, la flexibilisation, la libéralisation, la décentralisation, la réforme de l'État, relevaient toutes de stratégies de développement car elles pouvaient encadrer la croissance économique, désormais stimulée par les marchés, par des volets institutionnels, sociaux et politiques élargis et en plus, en agissant sur le long terme.

III.1.1. La réforme structurelle comme enjeu politique

Cependant, comme toute stratégie de développement, la démarche de la Banque Mondiale avait besoin d'acquérir une légitimité politique car les mesures de privatisation, décentralisation, libéralisation et déréglementation, entre autres, requéraient des négociations et des accords avec les systèmes politiques et la société de chaque pays (Torre, 1997).

Alors que les politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique étaient mises en œuvre sans aucun égard pour la démocratie et, pire encore, sans consensus social, les politiques de réforme structurelle, par contre, avaient besoin d'un minimum d'accord et d'acceptation politique (Remmer K. , 1990). La transformation des politiques d'ajustement en une stratégie de développement plus vaste devient alors un enjeu politique car le développement, comme l'avait compris la Banque Mondiale, est toujours un enjeu politique.

Pour s'assurer une légitimité politique et obtenir une marge de manœuvre opérationnelle, la Banque Mondiale présente l'ajustement économique et la réforme structurelle dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, de la modernisation de l'État, de la transparence et de la responsabilité (*accountability*) et de la bonne gouvernance du système politique à l'égard de la stabilisation macroéconomique et de la croissance. Avec la lutte contre la pauvreté, le contenu social reprenait de la valeur, et avec la modernisation de l'État et la bonne gouvernance, il en allait de même pour les aspects politiques du développement (World Bank, 1998).

La réforme structurelle devenait donc une affaire sociale, institutionnelle et politique, tandis que le programme d'ajustement constituait le prérequis en créant les

conditions indispensables à la stabilité macroéconomique et la croissance économique. Par conséquent, pour la Banque Mondiale, il fallait créer les institutions nécessaires pour le bon fonctionnement des marchés (World Bank, 2002). La réforme structurelle de la Banque Mondiale allait redéfinir l'État dans le sillon tracé par le FMI (Torre, 1997). Pour la réforme structurelle, le défi le plus important était en effet de faire de l'État le sujet politique des transformations néolibérales.

Le projet politique du néolibéralisme de l'État minimal, en fait, ne cherchait pas à le faire disparaître mais à lui assigner une autre fonction, celle de l'État efficient (World Bank, 1997). En effet, la réforme structurelle de la Banque Mondiale était un défi impossible à accomplir sans l'État. Si le marché agit par l'intermédiaire d'une « main invisible » selon Adam Smith, pour le FMI et la Banque Mondiale c'est celle de l'État (World Bank, 1997). Le néolibéralisme a besoin de l'État pour soutenir le marché et pour l'encadrer. La séparation marché-État effectuée par les néolibéraux est plus stratégique que réelle en définitive (Foucault, 2004). L'intention est de redonner au marché un poids politique pour en faire le centre de gravité des réformes politiques (Bourdieu, 1998).

III.1.2. La pauvreté comme phénomène strictement économique¹⁹

La façon dont la Banque Mondiale a utilisé le discours de la lutte contre la pauvreté permet de distinguer un enjeu clé de la réforme structurelle (Cling, Razafindrakoto, & Roubaud, 2002). En effet, la Banque Mondiale a isolé le phénomène de la pauvreté de tout rapport avec la structure sociale et historique dans laquelle elle se développe, pour en faire un phénomène strictement économique (Chavagneux, 2001). Comme phénomène économique, la pauvreté est analysée à travers la grille épistémologique de l'économie classique, c'est-à-dire qu'elle est considérée comme un fait individuel soumis aux emprises fétichistes de la consommation, et à partir de là les évaluations de la pauvreté sont strictement quantitatives (Evans, 2000). Toute considération éthique, sociale, institutionnelle et historique de la pauvreté disparaît alors (Latouche, 2010).

¹⁹ À la fin des années 1990, le FMI a rebaptisé ses Programmes d'Ajustement « Programmes de réduction de la pauvreté » (Poverty Reduction and Growth Facilities), et a ajouté le besoin d'encadrer la lutte contre la pauvreté dans l'ajustement économique. Chaque pays devait proposer un programme de réduction de la pauvreté (Poverty Reduction Strategy Papers) pour entamer des négociations avec le FMI (Houtard, 2005).

La pauvreté est désormais considérée comme l'écart entre ce que possède une personne et les marchandises minimum dont elle a besoin pour garantir son existence. Cet écart est, bien sûr, monétaire. Alors, pour mesurer la pauvreté, la Banque Mondiale a mis en place un étalon, arbitraire mais très répandu, correspondant à un dollar par jour et par personne (Ravallion, 1996)²⁰.

La mesure de la pauvreté par le biais de l'étalon du dollar par jour et par personne inscrit cette discussion dans la sphère de l'économie et notamment de la consommation (Pradhan & Ravallion, 2000). Si la pauvreté est un problème économique, alors la façon d'en sortir sera, bien entendu, elle aussi économique. Par cette démarche, la Banque Mondiale fait glisser tout un débat, très complexe par ailleurs, vers son domaine de compétence. En effet, si l'économie peut résorber la pauvreté, alors il faut la laisser se débrouiller par elle-même, c'est-à-dire laisser faire les mécanismes de marché. L'économie n'est, de toute façon, pour la Banque Mondiale, qu'une affaire de marché et rien d'autre.

Mais la Banque Mondiale opère un autre détour dans le débat sur la pauvreté, et l'associe à la croissance économique (Ravallion, 1995). Lorsque la pauvreté est liée à la croissance économique, elle découle de la stabilité macroéconomique prônée par le FMI. Ainsi la croissance économique joue le rôle de charnière entre la lutte contre la pauvreté engagée par la Banque Mondiale et l'ajustement économique amorcé par le FMI ; autrement dit, la stabilisation macroéconomique du FMI va permettre d'amorcer la croissance économique, et celle-ci résoudra le problème de la pauvreté. S'il n'y a pas de croissance, alors il n'y aura pas de réduction de la pauvreté. Donc, si la croissance économique est l'enjeu principal, il faut créer les conditions pour y parvenir.

En effet, pour le FMI et la Banque Mondiale, c'est le marché qui va stimuler à la croissance économique et, par ricochet, résoudra le problème de la pauvreté. Au fur et à mesure que la croissance économique augmentera, la pauvreté diminuera (World Bank, 2002). Les vertus de la croissance se répandront dans toute la société y compris, bien sûr, chez les plus pauvres. Les économistes néolibéraux ont baptisé ce processus le « *spillover* » (débordement). Ce débordement de la croissance économique et ses

²⁰ Le premier rapport dans lequel la Banque Mondiale a utilisé le concept de 1 dollar par jour pour mesurer la pauvreté date de 1993 (Banque Mondiale, 1993)

bienfaits n'a pas encore été démontré, par contre de nombreuses études et recherches ont confirmé le contraire. L'ouvrage de T. Piketty *Le capital au XXI^{ème} siècle*, par exemple, démontre qu'il n'y a jamais eu de « *spillover* » dans l'économie mondiale (Piketty, 2013). Toutes les données montrent que la croissance économique, en définitive, nuit aux plus pauvres. (Latouche, 2010).

Malgré ce débat, pour la Banque Mondiale, stimuler la croissance économique, c'est lutter contre la pauvreté (World Bank, 2002). La question est donc de savoir comment s'y prendre. Les réformes structurelles sont la réponse apportée par cette institution (World Bank, 1997). Grâce à cette politique, la croissance économique est censée reprendre et l'effet « *spillover* » diminuer la pauvreté. Le lien entre pauvreté et croissance représente, pour la Banque Mondiale, un intérêt stratégique.

Dans cette optique, la Banque Mondiale peut présenter sa stratégie de développement comme une manière de doper la croissance et de lutter contre la pauvreté. Si, malgré les réformes structurelles mises en place, la pauvreté ne diminuait pas, la Banque Mondiale n'en abandonnait pas moins ces réformes (Jayarajah, Branson, & Sen, 1996). Cependant, les données montrent qu'il y n'a pas de rapport direct entre croissance et diminution de la pauvreté (Easterly, 2000).

En réalité, la lutte contre la pauvreté a constitué le meilleur alibi pour que la Banque Mondiale puisse renforcer sa stratégie de réforme structurelle néolibérale²¹. Sans le prétexte de la pauvreté, il aurait été difficile de faire accepter les politiques de réforme structurelle. La lutte contre la pauvreté a permis aux technocrates de la Banque Mondiale d'intervenir sur les sociétés afin de leur imposer leur cadre prescriptif.

La Banque Mondiale était d'ailleurs tout à fait consciente que les réformes structurelles allaient stimuler la pauvreté, et qu'il était presque impossible de la réduire avec les mesures économiques et politiques néolibérales qui avaient été mises en place. C'est pour cela que la Banque Mondiale allait créer le mécanisme des Programmes de transfert conditionnel de fonds (TCF) aux plus pauvres, justement afin d'éviter un

²¹ « ... le discours de lutte contre la pauvreté (DLCP) se révèle être un dispositif légitimant qui justifie et renforce la vision néoclassique du monde, à la base des réformes exigées ou " suggérées " par diverses institutions de crédit bilatérales et multilatérales, et acceptée implicitement par la presque totalité des acteurs de la scène internationale. » (Peñafiel, 2000, p.98)

débordement social qui aurait contrecarré son approche de la pauvreté et de la croissance (Sader, 2001).

III.1.3. Bonne gouvernance et réforme structurelle

La réforme structurelle de la Banque Mondiale présentait aussi un volet très politique, car il s'agissait de mettre en place des réformes qui requéraient l'assentiment du système politique. Il fallait arriver à des accords avec les gouvernements de chaque pays pour pouvoir faire adopter des lois, des règlements et des structures juridiques qui protégeraient les entreprises et les marchés. Tous les mécanismes mis en œuvre dans le cadre de la privatisation ou de la déréglementation impliquaient un cadre général de négociation avec les gouvernements de chaque pays. Ainsi, la mise en place de la réforme structurelle était clairement une tâche politique, et la Banque Mondiale a réussi à influencer les gouvernements et à les neutraliser sur les questions de politiques d'ajustement et de réforme structurelle, en usant stratégiquement la *gouvernance* comme principal concept idéologique (World Bank, 2016)²².

Dans ce sens, s'écarter du chemin des réformes structurelles ou les contester pouvait signifier une « crise de gouvernance » qui pouvait nuire à l'équilibre général de l'économie. Une crise de gouvernance pouvait, d'après la Banque Mondiale, déclencher une crise économique de grande ampleur (World Bank, 2002). Il fallait donc assurer toutes les conditions d'une « bonne gouvernance » qui, par ailleurs, allait permettre de résorber la pauvreté et de relancer la croissance, en créant les conditions institutionnelles nécessaires à cette dernière.

Mais que signifie une « bonne gouvernance » ? En premier lieu, la capacité du système politique à s'engager dans la réforme structurelle. Ensuite, sa capacité à résoudre les conflits avec la société en l'intégrant aux réformes structurelles par le biais de la participation citoyenne que la Banque Mondiale utilisait pour légitimer la privatisation, la libéralisation et la flexibilisation du travail.

De la même façon que la responsabilité fiscale, ou la crédibilité de la politique monétaire, était l'étalon pour mesurer et classer les gouvernements, la *bonne*

²² La Banque Mondiale a utilisé le concept de *good governance* dans son Rapport de 1992. Le terme a été emprunté à l'école de la *business administration* : corporate governance (Banque Mondiale, 1992). Voir aussi le chapitre II.

gouvernance allait permettre de classer les États et leurs systèmes politiques. Ces processus allaient être mesurés et ordonnés dans l'index de compétitivité des pays, un index créé pour attirer les investissements étrangers vers les pays (von Haldenwang, 2005).

III.1.4. La privatisation comme un enjeu éthique²³

La privatisation est le transfert des droits de propriété, de gestion, d'opération et de cession, partielle ou totale, de l'État vers les entreprises privées (Ganesh, 1998 ; voir aussi Sadi, 2005). Les programmes d'ajustement du FMI considéraient la privatisation comme un mécanisme de soulagement des finances publiques (Edwards, 1989). Cependant, dans cette stratégie du développement, la privatisation relevait de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption. Ces deux dimensions commençaient à changer le sens microéconomique et macroéconomique de la privatisation et à la convertir en un enjeu éthique²⁴.

Tout comme la lutte contre la pauvreté, il faut considérer cette stratégie qui lie la privatisation, la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption dans un sens plus large et toujours inscrite dans la trame idéologique du néolibéralisme. Pour la Banque Mondiale et le FMI, il ne s'agissait pas de soutenir un élan éthique à l'égard de la réforme structurelle mise en œuvre, mais plutôt d'utiliser l'éthique d'une façon politique et stratégique pour renforcer les changements institutionnels.

En effet, lorsque la Banque Mondiale incite à mettre en place les processus de privatisation, elle sait que ce processus doit s'appuyer sur des accords politiques et institutionnels à long terme. Il lui faut convaincre la société de la nécessité de privatiser l'État comme condition préalable au développement et à la croissance économique. La Banque Mondiale utilisait pour cela le discours de l'efficacité et de la transparence du

²³ La privatisation correspond au transfert des droits de propriété, des droits d'opération et des droits de développement de l'État aux entreprises privées. Ce transfert implique aussi la priorité du secteur privé sur le secteur public. Les stratégies de privatisation ont adopté plusieurs appellations : « *disinvestments* » (Inde et Pakistan) ; « *peoplistisation* » (Sri Lanka) ; « *popular capitalism* » (UK) ; « *denationalisation* » (Chili) ; « *prioritisation* » (Australie) ; « *industrial transition* » (Brésil) ; « *economic democratisation* » (Costa Rica) ; « *partners in development* » (Égypte) ; « *dis-incorporation* » (Mexique) ; « *assets sales programme* » (Nouvelle Zélande) ; « *transformation* » (Thaïlande) ; « *restructuring* » (Tunisie) ; « *modernisation* » (Équateur), Ganesh (1998).

²⁴ « The term governance, as generally used, encompasses all aspects of the way a country is governed, including its economic policies and regulatory framework. Corruption is a narrower concept, which is often defined as the abuse of public authority or trust for private benefit. The two concepts are closely linked: an environment characterized by poor governance offers greater incentives and more scope for corruption. Many of the causes of corruption are economic in nature, and so are its consequences—poor governance clearly is detrimental to economic activity and welfare. Because of their economic nature, issues related to governance and corruption often fall directly within the mandate and expertise of the IMF. » (IMF, 2016, p.24).

marché. D'après le FMI et la Banque Mondiale, les mécanismes de marché sont censés être plus efficaces dans l'allocation des ressources rares que la bureaucratie des États ; on préfère le libre marché à la planification de l'État (Abed & Gupta, 2002).

Mais la Banque Mondiale, pour renforcer le discours de l'efficacité des marchés, renvoie la corruption à la sphère publique et aux politiciens (Abed & Gupta, 2002). La privatisation devient donc, par conséquent, une affaire éthique car elle permet de couper toute relation avec la politique et les politiciens, censés être la source de la corruption. On pouvait en plus faire jouer les mécanismes de la transparence dans les affaires publiques en utilisant ceux qui relèvent des marchés. La privatisation devient alors un impératif moral (Abed & Gupta, 2002).

L'argument éthique de recherche de la transparence dans les affaires publiques peut ainsi être utilisé pour obliger les systèmes politiques à se plier à l'exigence de privatisation ou à la déréglementation, allant jusqu'à toucher les secteurs attachés aux dépenses sociales²⁵. Si les secteurs de la société opposés aux politiques de réforme structurelle contestaient les privatisations, ou essayaient de les contrecarrer, on pouvait les accuser de protéger la corruption ou, en tout cas, de représenter des intérêts corporatifs, ceux de syndicats entre autres (Abed & Gupta, 2002).

III.1.5. Les dimensions stratégiques de la réforme structurelle

Ainsi la réforme structurelle de la Banque Mondiale est un processus complexe, qui comprend plusieurs dimensions et des enjeux qui dépassent l'économique. Elle va plus loin que les politiques d'ajustement du FMI, et crée aussi les conditions de transformations radicales du système politique, et de la société. C'est grâce aux réformes structurelles que l'ajustement économique devient le cadre préalable au développement. La réforme structurelle, comme stratégie plus étendue de développement et d'encadrement néolibéral, opère dans les dimensions suivantes:

III.1.5.1. Privatisation

La privatisation condense les besoins de l'austérité budgétaire, la limitation des pressions inflationnistes, le transfert des décisions économiques vers le marché, et la

²⁵ Voir par exemple le rapport entre la corruption et les dépenses de l'État en santé et en éducation pour les pays en voie de développement (Gupta, Davoodi, & Tiongson, 2002).

possibilité d'attirer l'investissement étranger vers les pays, de soulager la balance des paiements et d'augmenter l'efficacité globale de l'économie (Ganesh, 1998).

Mais la privatisation est aussi un enjeu politique car elle permet de réduire la capacité de l'État à prendre des décisions sur des questions clés comme l'énergie, les télécommunications, les transports, la technologie, les infrastructures, l'éducation, la santé, le commerce extérieur et la sécurité sociale, entre autres. La portée réelle des privatisations est donc plutôt politique (Sadi, 2005). Les privatisations modifient les rapports de pouvoir dans les sociétés et transforment un vaste ensemble de droits sociaux en services payants et soumis aux aléas des marchés.

Les services publics, l'éducation, la santé, les communications, la retraite, les infrastructures, etc., sont privatisés et les citoyens transformés en clients. Mais, la Banque Mondiale va plus loin en faisant de la privatisation la référence obligée à l'aune de laquelle toute politique publique est évaluée. En effet, les politiques publiques établissent un rapport mercantile à la citoyenneté.

Par exemple, les politiques en matière de santé considèrent la santé comme un service soumis à la logique de l'offre et de la demande, avec un prix d'équilibre (Gupta, Davoodi, & Tiongson, 2002). Le rôle de l'État est donc d'encadrer l'offre et la demande des services publics avec des prix d'équilibre pour des clients qui cherchent à maximiser leur utilité.

Ce phénomène vaut aussi pour l'éducation, la sécurité sociale, les télécommunications, le transport, etc. (Abed & Gupta, 2002). L'État doit alors faire respecter les droits des citoyens devenus consommateurs, et les politiques publiques garantir l'équilibre des marchés. Le sens du public disparaît alors, et l'on assiste à la « tragédie des biens communs » (Hardin, 1968). L'État devient un arbitre neutre qui ne peut pas intervenir. La réussite des privatisations est d'avoir transformé la nature de l'État et des politiques publiques pour en faire les relais des mécanismes de marché.

III.1.5.2. Déréglementation

La déréglementation devient l'enjeu le plus politique de la réforme structurelle et, peut-être, le plus complexe parce qu'elle engage les systèmes politiques et leurs rapports de pouvoir (Remmer K., 1986). Pour déréglementer, il faut changer les lois.

Cependant, pour changer les lois il faut les remplacer par d'autres lois. L'enjeu est alors aussi juridique. Pour s'engager sur le terrain juridique, il faut disposer d'un cadre théorique corrélatif qui puisse servir de référence aux changements proposés. L'approche monétariste de la balance de paiements du FMI ne permettait pas de le faire, cependant avec la déréglementation on peut comprendre la portée juridique et politique de la réforme structurelle de la Banque Mondiale et sa complexité.

La déréglementation fait appel au débat sur les institutions et leur rôle dans l'économie. Si les institutions sont censées réduire l'incertitude humaine et pour cela établir les règles du jeu dans une société, on peut donc comprendre les lois comme des règles du jeu (North, 1990). D'ailleurs, l'État peut aussi être considéré comme une institution (North, 1990).

L'incertitude dans les échanges et surtout la déficience d'un système clair de droits de propriété va générer des coûts de transaction qui vont nuire aux échanges et aux marchés (Coase, 1937; Williamson, 1989). En effet, dans tout rapport marchand, en dehors des prix du marché, existe d'autres paramètres: les coûts des contrats, de la surveillance de leur accomplissement, les systèmes de droits de propriété et les coûts d'informations qui existent dans le système asymétrique du marché (Williamson, 1985; North, 1990; Williamson, 1989). Ces coûts sont appelés « coûts de transaction » et sont le centre de la nouvelle économie institutionnelle (North, 1990).

La déréglementation est alors un enjeu institutionnel car elle cherche à réduire les coûts de transaction dans les économies (World Bank, 1997). La réforme structurelle de la Banque Mondiale, avec la déréglementation, fait glisser le développement vers l'institutionnalisme économique (World Bank, 1997).

On adopte de nouvelles lois pour réduire les degrés d'incertitude et minimiser les coûts de transaction. Les nouvelles lois vont clarifier les droits de propriété et par là même réduire les coûts de transaction (World Bank, 2002). À partir de cette perspective, il est possible de comprendre le rôle de la déréglementation entreprise par la Banque Mondiale : créer de nouveaux marchés là où il n'y en avait pas encore, et de mieux protéger ceux qui existaient déjà (World Bank, 2002) ; étendre la sphère mercantile aux sphères de la vie humaine qui n'avaient pas encore été touchées par les

logiques marchandes. Pour cela, il fallait détruire ce qui nuisait aux marchés (World Bank, 2002).

La Banque Mondiale, avec la déréglementation, n'hésite pas à détruire des communautés, des institutions ancestrales, des réseaux sociaux de solidarité, des comportements sociaux d'échanges non mercantiles, des rapports de réciprocité, etc. (Danaher, 1994) Dans ce sens, il faut rappeler que la Banque Mondiale a poussé à la privatisation de l'eau en Bolivie, ce qui a déclenché une guerre civile dans la ville de Cochabamba en 2000 (Griffiths, 2005). On peut aussi évoquer les processus d'expulsion des peuples indigènes de leurs territoires ancestraux dans toute l'Amérique latine mais aussi en Afrique (Dávalos, 2011).

III.1.5.3. La décentralisation

Parallèlement à la lutte contre la pauvreté et la lutte contre la corruption, le volet de la décentralisation de l'État est celui qui s'avère le plus légitime de la réforme structurelle (Litvack, Ahmad, & Bird, 1998)²⁶. Pour la Banque Mondiale, un État fort représente une menace pour la réforme structurelle (World Bank, 2002).

Un État fort signifie un gouvernement et un système politique qui peuvent prendre des décisions par eux-mêmes. Un État fort peut donner lieu à des politiques publiques de dimension nationale susceptibles d'aller à l'encontre de la déréglementation. La décentralisation porte atteinte à l'idée d'un État fort (Chossudovsky, 1998).

La décentralisation implique de rapprocher le pouvoir politique des territoires et des citoyens ; avec la décentralisation, le pouvoir central de l'État se fait plus proche des localités et de leurs habitants. L'idée a donc une portée idéologique très forte. En réalité, pour la Banque Mondiale, il s'agissait de profiter de la portée idéologique de la décentralisation pour briser l'État et sa capacité à s'opposer à la déréglementation.

Si la privatisation et la déréglementation cherchaient à créer et stimuler de nouveaux marchés, la décentralisation les rapprochaient des territoires et des

²⁶ « Si le terme "décentralisation" est souvent utilisé de manière générique pour subsumer une série de processus divers allant de la simple déconcentration à une dévolution significative de pouvoirs ..., nul n'est dupé des fonctions d'allègement de la contrainte budgétaire centrale des États que sert, entre autres, la décentralisation, et des offices qu'elle remplit ainsi pour satisfaire les injonctions des agences financières multilatérales. » (Dubresson & Fauré, 2005 p. 10)

communautés locales. La décentralisation apportait l'ancrage territorial aux réformes structurelles en même temps qu'elle permettait l'affaiblissement de l'État.

III.1.5.4. La flexibilisation du travail

La Banque Mondiale partage le critère du FMI, selon lequel le chômage est une question de rigidité du marché du travail (World Bank, 2016), du fait des lois favorables aux droits des travailleurs (Freeman, 1992). Les travailleurs vont exiger des salaires au-dessus des possibilités financières des entreprises.

Pour établir l'équilibre dans le marché du travail, il faut le flexibiliser en déréglementant le marché du travail et en diminuant ses coûts de transaction (Banque Mondiale, 2016, b). La déréglementation du marché du travail a permis la réduction de certains droits aux salariés. La flexibilité a accentué le recours au travail précaire (Bourdieu, 1998) et a contribué à la diminution des taux de syndicalisation dans tous les pays.

La flexibilisation a affaibli la capacité politique des travailleurs à défendre leurs revenus et leur stabilité (Chossudovsky, 1998). Par ailleurs, les politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique ont largement entamé les revenus des salariés, et les politiques de flexibilisation ont empêché toute augmentation (Chossudovsky, 1998).

L'ajustement économique a provoqué la désindustrialisation des pays et, par là même, l'augmentation du chômage (Houtard, 2005). En sus d'un chômage élevé et de l'absence de lois ou de force syndicale pouvant défendre les travailleurs, le salaire minimum est réduit et passe en-dessous du revenu minimum de survie pour la plupart des pays de l'Amérique latine (CEPAL, 2002). Au même moment, les secteurs exportateurs de produits primaires prenaient de l'importance (CEPAL, 2002).

Cependant, la plupart des activités d'exportation avaient recours à du travail non spécialisé. La flexibilisation permettait ainsi aux secteurs qui se consacraient à l'exportation d'embaucher à bas coût sous la forme du travail temporaire, et les autres secteurs économiques pouvaient embaucher sous la modalité de l'« *outsourcing* » (externalisation).

La flexibilisation du travail démembrait les droits des travailleurs tout en dopant la compétitivité des entreprises. La Banque Mondiale pousse alors les pays dans une course à la flexibilisation du travail censée attirer les investisseurs.

III.1.5.5. La libéralisation

La libéralisation des économies est la plus grande réussite de la Banque Mondiale. La libéralisation commerciale et financière a permis aux économies de s'intégrer aux marchés mondiaux dans le contexte de la montée en puissance de la mondialisation de l'économie (Chesnais, 1996). La libéralisation commerciale a redessiné le marché mondial et a établi une nouvelle division internationale du travail et des échanges mondiaux (Chossudovsky, 1998).

Or, dans cette évolution, le nouveau centre de gravité du système capitaliste devient la finance spéculative et son emprise sur le commerce mondial et les marchés financiers internationaux (Aglietta & Rebérioux, 2004). Cette finance est issue des processus de déréglementation financière entamés par les gouvernements de M. Thatcher en Grande-Bretagne pendant les années 1979-1990, et de R. Reagan aux États-Unis entre 1981 et 1989, et de la crise des euromarchés et de la dette latino-américaine des années 1980 (Chesnais, 1996).

La libéralisation de l'économie mondiale est la conséquence de la montée en puissance du capital financier spéculatif et de l'autonomisation de la sphère spéculative de la production mondiale (Orléan, 2009). Dans ce processus, la production mondiale se plie aux exigences de la spéculation financière (Aglietta & Rebérioux, 2004). Il s'agit d'une nouvelle forme économique qui a peu à voir avec le capitalisme d'industrialisation qui avait émergé après la seconde guerre mondiale (Wallerstein, 2004).

Le capitalisme se transforme, et par là transforme le monde. La production industrielle se délocalise en profitant des possibilités ouvertes par la libéralisation des économies. Cette production industrielle démontre un haut degré de concentration et de monopolisation à l'échelle mondiale (Vitali, Glattfelder, & Battiston, 2011).

Les processus de concentration des marchés ont suivi la voie ouverte par le processus de séparation de la propriété et de la gestion (Aglietta & Rebérioux, 2004). La propriété est liée aux mécanismes de spéculation financière et la gestion, quant à elle,

est poussée vers la quête de profits plus importants. La logique de la spéculation financière relève toujours, et dans tous les domaines, de la recherche de profits. Pour cela, elle adopte de manière stratégique la forme d'investissements étrangers directs.

En outre, les innovations financières ont augmenté leurs degrés de complexité avec, par exemple, la titrisation, les marchés de gré à gré, les dérivés financiers, etc. La politique monétaire et le FMI deviennent les prêteurs en dernier ressort pour garantir ces nouveaux produits financiers. Il y a eu dans les années 1970 un envol des innovations financières qui ont fait grimper le crédit mondial à des niveaux bien plus élevés que la valeur de la production industrielle mondiale.

La production industrielle est alors utilisée comme garantie pour soutenir la valeur de paris spéculatifs sur les marchés financiers, d'ailleurs très intégrés et très diversifiés. Le FMI a poussé à la libéralisation de la balance des capitaux pour l'intégrer aux marchés financiers internationaux.

Par ailleurs, la libéralisation a mis en concurrence tous les pays de la planète pour capter des parts d'investissements étrangers directs (IED), car ce sont les flux d'IED qui sont censés stimuler la croissance économique. Dans cette course, les pays font tout ce qu'ils peuvent pour proposer les meilleures conditions aux investisseurs étrangers, en rabaissant ou éliminant toutes les contraintes et obstacles à l'afflux des capitaux.

La libéralisation implique la flexibilisation des marchés du travail, la déréglementation, la privatisation et, bien entendu, la mise en œuvre des politiques de stabilisation macroéconomique. D'autre part, la Banque Mondiale a poussé à la libéralisation de la reconnaissance des droits de propriété des investisseurs au-dessus des droits humains et politiques, voire au-dessus de la souveraineté des États. Tous les Accords de Libre-Échange, ainsi que l'architecture de l'OMC, sont conçus pour protéger les investisseurs face à la société.

III.1.5.6. La participation citoyenne

Un volet peu connu de la réforme structurelle est celui de la participation citoyenne comme stratégie politique de contrôle social. La Banque Mondiale a entrepris l'évaluation de la réforme structurelle par l'initiative appelée SAPRI (*Structural*

Adjustment Participatory Review Initiative, en français, Initiative d'Examen Participatif de l'Ajustement Structurel) (World Bank - IMF, 2016), qui consistait en des consultations auprès des représentants de la société civile dans les pays sélectionnés (World Bank, 2001).

À travers ces consultations, la Banque Mondiale est en quête d'une stratégie politique pour donner à l'ajustement structurel du FMI un « visage humain ». En réalité, la participation citoyenne cherche à intégrer les secteurs politiques de la société qui s'avèreraient réticents et critiques envers les réformes structurelles. La Banque Mondiale a créé des réseaux de citoyens pour les intégrer aux processus de privatisations afin de répondre aux exigences de transparence (Voir chapitre II).

La Banque Mondiale a soutenu la création de comités d'usagers des services publics privatisés pour donner un aspect démocratique aux privatisations et les encadrer dans sa vision de la transparence (*accountability*). La mise en place de mécanismes de participation citoyenne a impliqué l'intervention directe de la Banque Mondiale sur les sociétés..

III.1.5.7. La modernisation de l'État

Dans les *Country Partnership Framework* (Banque Mondiale, 2016) que la Banque Mondiale a créé pour rattacher les réformes structurelles à un cadre spécifique d'intervention dans chaque pays, il est souvent fait référence aux réformes structurelles comme moyen de « moderniser » le pays. Avec ce discours, la Banque Mondiale a voulu rattraper le traditionnel discours du développement qui comprenaient une séparation entre un secteur traditionnel et un secteur moderne (Lewis, 1955) .

Pour la Banque Mondiale et le FMI, la modernisation de l'État se traduit, bien sûr, par la stabilité macroéconomique, la compétitivité de l'économie, la flexibilité des marchés, notamment le marché du travail, la privatisation, la déréglementation, etc. Toutes les mesures prises dans ce sens composent la « modernisation de l'État » et la « modernisation du pays ». En plus, c'est tout un univers symbolique qui est créé autour des idées de la modernité et de ses promesses émancipatrices.

La modernité endosse plusieurs significations : plus de liberté, plus de science, plus de laïcité, plus d'individualité, plus de droits. Cet univers symbolique joue un rôle

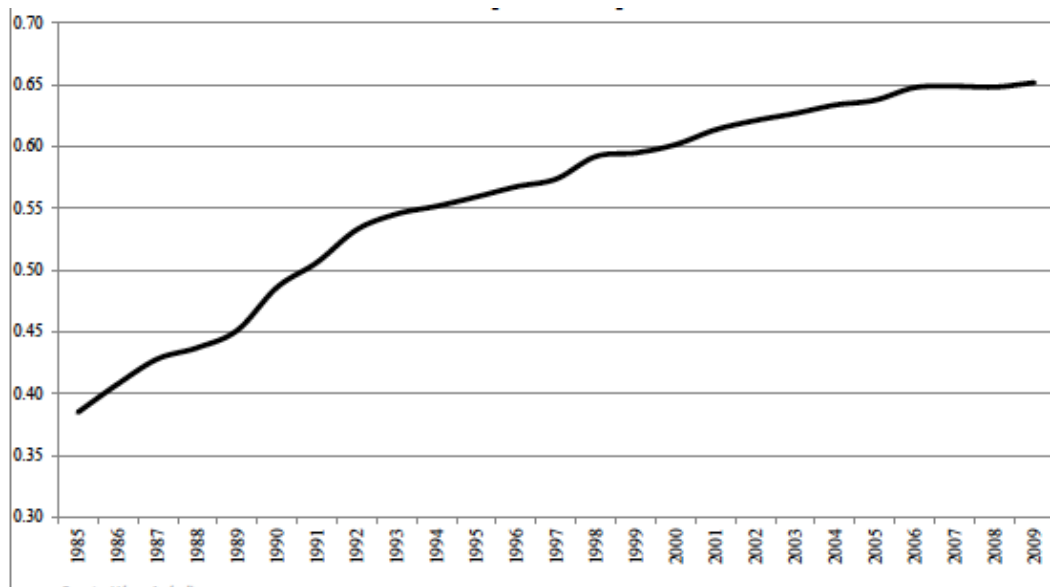
très important pour la réforme structurelle. Les populations sont attachées aux idées de modernité et de modernisation grâce à l'univers symbolique auquel elles font appel (World Bank, 2016). Lorsque la Banque Mondiale fait le lien entre les processus de la réforme structurelle et la modernisation de l'État, elle peut réussir à produire un consensus social (Bourdieu, 1998).

La société peut supporter avec patience tous les dégâts provoqués par la réforme structurelle car les souffrances actuelles seront les bienfaits de demain. On accepte les sacrifices qu'impliquent la réforme structurelle et l'ajustement parce qu'ils sont nécessaires pour atteindre la modernité. De toutes les stratégies développées par la Banque Mondiale, celle qui lie la réforme structurelle à la modernisation de la société et de l'État est l'une des plus puissantes en termes de mobilisation sociale.

La Banque Interaméricaine du Développement (BID), à travers E. Lora (Lora, 2012) a réalisé une analyse des réformes structurelles en Amérique latine, du début des réformes des années 1990 jusqu'en 2012. Lora essaye de mesurer l'état d'avancement des réformes structurelles dans : (1) le niveau d'ouverture commerciale; (2) la libéralisation financière ; (3) les réformes fiscales ; (4) les privatisations ; et, (5) les réformes du travail.

Il essaye ainsi de mesurer les résultats des réformes structurelles à partir des indicateurs de performance. Bien qu'il soit difficile de mesurer les politiques mises en œuvre par les réformes structurelles, il conçoit une série d'indicateurs pour chaque pays d'Amérique latine, et il établit que l'indicateur agrégé des réformes structurelles pour 19 pays a augmenté de 0,39 en 1985 à 0,65 en 2009 (Lora, 2012, p. 32). Cela démontre que les politiques mises en chantier par la Banque Mondiale et le FMI ont permis de transformer de manière radicale la structure économique des pays d'Amérique latine. Dans le schéma ci-dessous, nous pouvons apprécier les résultats de la recherche d'E. Lora :

Figure 7 : Indicateur des réformes structurelles pour 19 pays d'Amérique latine



Source : Lora (2012)

Malgré le fait que plusieurs pays d'Amérique latine, surtout à partir de la fin des années 1990, aient connu des changements importants dans leur structure politique, notamment dans les pays du « tournant à gauche » (Équateur, Bolivie, Venezuela, Brésil, Argentine, Nicaragua, Uruguay), on peut constater que ces changements politiques n'ont pas affecté le processus des réformes structurelles. Les politiques nationalistes et de redistribution des revenus mises en place par les gouvernements progressistes latino-américains, n'ont pas modifié les grandes lignes du modèle de développement du FMI et de la Banque Mondiale.

Il faut cependant comprendre la structure de ce nouveau modèle de développement qui a pour cadre conceptuel le néolibéralisme et pour structure institutionnelle les institutions financières internationales, qui sera travaillé dans le chapitre suivant.

CONCLUSION DU CHAPITRE ET ARTICULATION AVEC LE CHAPITRE 2

La crise de la dette latino-américaine de 1982 a provoqué une transformation dans le modèle de développement de la région qui est passée d'un modèle d'industrialisation par substitution des importations assignant un rôle important à l'État, à un modèle de régulation par les marchés et le néolibéralisme comme cadre théorique. Comme le montre Lora (Lora, 2012), les changements provoqués par ce nouveau modèle non pas été contrariés par les transformations sociales et politiques dans le cadre des gouvernements du « tournant à gauche ». Les programmes d'ajustement économique du FMI ont provoqué, comme l'a qualifié Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, une « révolution silencieuse » (Kennen, 2003). Au regard de l'expérience latino-américaine, nous pouvons souligner les points les plus significatifs de cette révolution silencieuse :

La déconnexion de la monnaie de la production : le programme d'ajustement et de stabilisation du FMI et de la Banque Mondiale, et les politiques monétaires mises en place ont autonomisé la monnaie des besoins de la production et, en définitive, soumis les monnaies nationales aux aléas des marchés internationaux de capitaux. La somme totale des réserves internationales devient un élément macro-économique plus important que le niveau d'emploi ou la redistribution des richesses. L'excédent de la balance des paiements représente l'enjeu de la politique monétaire pour tous les gouvernements. Les pays cherchent à se doter de réserves internationales importantes, même si celles-ci sont déconnectées de la relance économique. Par ailleurs, les réserves internationales nettes fonctionnent comme réserve de valeur pour l'émission monétaire domestique.

Le nouveau rôle des taux de change : les taux de change sont utilisés pour stimuler les exportations dans le but de générer des flux positifs pour la balance des paiements. Ceci permet de soutenir la valeur de l'émission monétaire. De plus, les réformes économiques de stabilisation macroéconomique démantèlent tout le cadre institutionnel qui permettait à l'État de contrôler les taux de change et transfèrent cette compétence aux banques privées qui, par ce biais, contrôlent l'ensemble du commerce extérieur. La libéralisation des taux de change mène à leur privatisation. De surcroît, la privatisation des taux de change encourage le libre flottement de la monnaie et donne aux banques privées le pouvoir d'arbitrage sur les prix (IMF, 1997). Les taux de change acquièrent une dimension monétaire car désormais ils seront la condition nécessaire pour accroître les avoirs nets des réserves internationales et, par là même, l'offre domestique de monnaie pour ainsi maintenir sa valeur (FMI, 1986).

Spéculation financière et offre monétaire : le FMI pousse à la libéralisation de la balance des capitaux. En effet, celle-ci avait besoin de taux d'intérêt élevés pour attirer les capitaux spéculatifs et équilibrer la balance des paiements. Mais ces flux de capitaux spéculatifs requéraient aussi d'un prêteur en dernier ressort, en l'occurrence l'État. La politique monétaire est alors censée rendre la confiance aux marchés financiers. Face à des troubles sur les marchés financiers ou à une crise de la balance des paiements, les réserves internationales nettes pouvaient être utilisées pour défendre les marchés financiers qui agissent comme arbitres entre l'épargne et l'investissement. L'offre de monnaie et la politique monétaire sont établis en fonction de la spéculation des marchés internationaux de capitaux. L'excédent de la balance des paiements était un des éléments de premier plan pour se protéger des attaques spéculatives sur les taux de change.

Les enjeux de la dévaluation de la monnaie : le programme d'ajustement du FMI a fait de la dévaluation de la monnaie un enjeu monétaire, commercial, financier et politique (Taylor, 1988). Monétaire, parce qu'il y a un rapport entre les réserves nettes de devises et la masse monétaire. Commercial, car elle pousse les exportations au détriment des importations. Financier, dans la mesure où le taux d'intérêt devient le référent du taux de change ; et politique, car la dévaluation génère une rente pour les exportateurs qui deviennent les relais politiques du FMI dans la région.

La reprimarisation des économies et la marche en arrière de l'industrialisation : Le programme d'ajustement du FMI a modifié le rapport de la balance commerciale. Les exportations de produits sans valeur ajoutée augmentaient tandis que les importations des intrants et des biens de capital diminuaient. En revanche, les importations de biens de consommation augmentaient durant cette période. Ces distorsions ont provoqué des changements dans la structure économique et ont poussé à la primarisation ainsi qu'à l'essor de l'inflation. La dévaluation de la monnaie a fait monter les prix des intrants que l'industrie nationale utilisait pour la production interne. Cela générait de l'inflation, mais aussi une asymétrie entre la production pour le marché interne et celle du marché mondial (Taylor, 1988). Cette asymétrie était encadrée dans l'approche des biens échangeables vs les biens non-échangeables. La dévaluation, en plus, a découragé tout investissement dans la production pour le marché intérieur.

L'économie politique de la dévaluation : le nouveau modèle a provoqué des changements de stratégies chez les exportateurs. La dévaluation de la monnaie ajoutant une rente à leurs avoirs, ils étaient donc constamment attentifs aux niveaux des taux de change. Si leurs attentes de dévaluation étaient déçues, ils plaçaient alors leur rente en dehors de l'économie. En effet, durant les programmes d'ajustement, les fuites de capitaux sont restées importantes et ont exercé une pression sur les avoirs nets des réserves internationales. Le programme d'ajustement transformait d'ailleurs le système financier domestique en un relais du système financier international. Étant donné que le système financier domestique prenait en charge le commerce extérieur mais aussi les marchés domestiques de capitaux, ce sont ces derniers qui devenaient le rouage le plus important de l'ajustement. En dernière instance, le système financier domestique poussait à la libéralisation et à la déréglementation du marché de capital.

Vers une économie spéculative : les politiques d'ajustement ont modifié le caractère macroéconomique du taux d'intérêt dans l'économie. Pour motiver les exportateurs à placer leurs rentes sur le marché domestique, le taux d'intérêt a alors très fortement augmenté. Ce rôle d'ancrage du taux d'intérêt fracturait son rapport à l'investissement. Le taux d'intérêt s'autonomisait de la production du marché interne et le présumé du rapport épargne-investissement se brisait de manière radicale. Ce rôle d'ancrage plaçait le taux d'intérêt dans la sphère spéculative et au profit des puissants

groupes financiers. Les placements, surtout ceux qui provenaient de la rente des exportations, devaient choisir entre les taux d'intérêt domestiques et ceux du marché international. Il s'agissait donc de placements à très court terme. Dorénavant, l'investissement dépendait des mécanismes de concentration des marchés, sous l'emprise des puissants groupes économiques qui, par ailleurs, étaient liées au système financier et aux exportateurs. La production nationale orientée vers le marché interne est alors brisée. Les petites et moyennes entreprises absorbaient les coûts de l'ajustement et les transféraient vers leurs travailleurs. Les grandes entreprises migraient ainsi vers une nouvelle structure de propriété boursière tenue par de puissants groupes économiques issus des exportateurs. Les programmes d'ajustement structurel poussaient à leur limite les processus de monopolisation de l'économie.

Le monétarisme crée l'inflation : le modèle du FMI et de la Banque Mondiale provoquait des distorsions des taux de change et des taux d'intérêt et par ce biais des altérations de la structure des prix relatifs. En effet, le rôle d'ancrage des taux d'intérêt créait des attentes spéculatives dans l'économie. L'augmentation des taux d'intérêt revenait à attirer les placements de la rente d'exportation vers les marchés financiers domestiques, faisant d'eux des placements spéculatifs. La spéculation crée un risque permanent sur l'économie qui est maîtrisé en relevant les taux de change. Donc, l'inflation augmente toujours sans aucun rapport avec l'offre de monnaie, tandis que l'économie est constamment en récession et soumise à la spéculation. La structure interne des prix relatifs éclate alors. En effet, tous les repères qui constituaient la structure des coûts ont volé en éclats. Le taux de change varie de manière brusque tous les jours. En dépit des régimes d'administration du taux de change, celui-ci est aussi très volatile sur les marchés noirs qui exercent de fortes pressions sur le marché des changes. La politique fiscale fait osciller les taxes en fonction des politiques de choc qui sont imposées du jour au lendemain. La libéralisation commerciale rend difficile la concurrence aux producteurs internes. Dans ce contexte, l'inflation est la conséquence de tous ces troubles et n'a rien à voir avec la quantité de monnaie disponible sur le marché, comme l'affirment les monétaristes.

Les enjeux de l'austérité fiscale : le nouveau modèle du FMI changeait de fond en comble la politique fiscale. D'abord, le programme mettait l'accent sur les taxes à la consommation au détriment des taxes sur les revenus. Cela provoquait un changement

dans les revenus des plus pauvres en les appauvrissant encore plus. La politique des taxes était liée aux besoins à court terme du budget fiscal. Quant aux taxes sur la consommation, elles représentaient une manière plus rapide que les impôts sur le revenu d'accéder à des fonds disponibles.

En plus, pour libérer des ressources nettes pour les plus riches, les impôts sur les revenus étaient allégés en leur faveur. De surcroît, pour les motiver à placer leurs revenus dans le système financier, les taux d'intérêt pour les placements à court terme étaient augmentés. Cette politique fiscale avait pour but de faire baisser la demande interne pour éviter les pressions inflationnistes de la consommation.

Pour se délester de tout le poids institutionnel créé dans le cadre du modèle d'industrialisation, le programme d'ajustement poussait à la privatisation et à l'élimination de tous les volets sociaux des budgets gouvernementaux. Toutes les subventions étaient éliminées.

Tous les transferts de budget vers des programmes sociaux étaient également réduits, voire éliminés. Le but de cette politique était d'aboutir à un excédent budgétaire ou à l'interdiction du déficit public. On pourrait ainsi assainir le budget public et restaurer les équilibres.

En effet, la nécessité d'un excédent fiscal, et d'interdiction du déficit fiscal, était liés aux critères de restriction monétaire et de libéralisation économique. L'austérité budgétaire devenait la référence pour qualifier les degrés de responsabilité d'un système politique, et l'engagement envers la dévaluation monétaire représentait le critère pour maintenir la crédibilité de la politique monétaire.

Si un pays menaçait de s'écarter de la ligne, il risquait de se voir montrer du doigt et taxé de populiste. Pratiquer l'austérité budgétaire signifiait donc être responsable dans la gestion des finances publiques. S'engager dans une dévaluation de la monnaie ou laisser le marché des changes s'en occuper définissait la crédibilité du système. En ce qui concerne la responsabilité fiscale, le programme d'ajustement poussait les choses encore plus loin. En effet, le programme proposait de créer des fonds d'épargne séparés du budget et de l'offre de la monnaie.

Ces fonds d'épargne étaient considérés comme un engagement dans la responsabilité fiscale. Pour éviter toute conséquence sur la politique monétaire, et malgré les pressions inflationnistes que cela pouvait créer, le programme proposait de stériliser ces ressources en les séparant de la politique monétaire et en les rapprochant des marchés internationaux des capitaux.

L'ébranlement de l'économie : le modèle du FMI et de la Banque Mondiale faisait de l'État, des politiques d'industrialisation, de la consommation, et de tout le volet social du budget public, les responsables de l'inflation.

La politique de stabilisation macroéconomique visait donc la réduction des dépenses sociales de l'État, le démantèlement de toute la stratégie mise en place en faveur de l'industrialisation, pour aboutir, selon le FMI, à la stabilité macroéconomique. Tandis que le programme d'ajustement créait toutes les conditions pour ébranler le système interne des prix relatifs, et générait de l'inflation et par-là même sapait ses propres conditions de réussite, il proposait en même temps de renforcer les conditions qui ébranlaient l'économie ²⁷. Les conséquences sociales de l'ajustement sont effrayantes : pauvreté, chômage, violence sociale, etc. (Sader E. , 2001; CEPAL, 2002; Dávalos, 2011).

Les conséquences pour le développement sont tout aussi désastreuses : la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, CEPALC, qualifiaient les décennies d'ajustement et de stabilisation comme étant des « décennies perdues pour le développement » (Ocampo, 2014).

Le bilan de l'ajustement et des politiques montre bien que leur mise en œuvre a déchiré le tissu social et que les sociétés ont réagi. Malgré toute leur complexité et toute leur violence, les programmes d'ajustement économique ne sont pourtant que le début du néolibéralisme. L'Amérique latine, dans les années 1980, représente le laboratoire du néolibéralisme.

²⁷ Le FMI a toujours nié tout rapport avec la réalité: « An often controversial aspect of IMF-supported programs is the possibility contractionary impact of fiscal tightening on economic activity and output growth. Yet the empirical evidence does not suggest that fiscal consolidation in programs resulted in slower output growth; on the contrary, smaller budget deficits were associated with faster output growth... » (Ghosh, et al., 2005, p. 7)

Le volet institutionnel des réformes structurelles

La Banque Mondiale a élargi la portée analytique du développement jusqu'à conjuguer des aspects très différents dans une même démarche. Ce qui caractérise la transition vers le nouveau modèle de développement est le rôle stratégique de la Banque Mondiale pour provoquer des changements institutionnels dans la plupart des pays de la région. C'est grâce à la Banque Mondiale que les politiques d'ajustement économique et l'approche monétaire de la balance des paiements ont conduit à des transformations institutionnelles durables. Sans la Banque Mondiale, les politiques d'ajustement du FMI étaient incapables de transformer de façon durable la structure institutionnelle des pays concernés. On tentera de montrer dans le chapitre suivant comment les politiques de réforme structurelle ont pérennisé les politiques de stabilisation et d'ajustement du FMI.

L'enjeu est alors de présenter le développement comme une stratégie historique et sociale. La Banque Mondiale et le FMI ont réussi à imposer leur modèle de développement sans voie de sortie possible. En effet, l'austérité fiscale est pratiquée dans le monde entier, la compétitivité est universellement vantée, et pour ce faire les marchés du travail sont déréglementés et le travail précarisé tandis que le chômage augmente. Derrière ces réformes structurelles se cache le projet de l'État minimal et, par là même, le démantèlement de l'État-Providence.

Les éléments introduits jusqu'à maintenant font état de visée stratégique, tant de la Banque Mondiale que du FMI. Ce parcours est en rapport avec les changements provoqués par la mondialisation. Il faut maintenant comprendre comment l'intervention de la Banque Mondiale et ses cadres théoriques et prescriptifs ont produit un consensus sur le développement, en particulier dans les pays du Sud..

Les programmes d'ajustement structurel du FMI et les politiques de réforme structurelle de la Banque Mondiale se sont développés dans un champ de disputes et d'opposition sociale croissants. Les programmes d'ajustement n'ont pas bénéficié du consensus des populations des pays où ils ont été appliqués. Dès le début de la crise de la dette de 1982, nous pouvons constater la montée des résistances et des oppositions à leur égard. Les processus d'ajustement et de réforme structurelle sont empreints de violence à l'égard de la société. C'est justement pour contrer l'imposition des réformes

néolibérales qu'est né le discours alternatif du Buen Vivir (*Sumak Kawsay*), en particulier en Bolivie et en Équateur. Il faut cependant encore analyser les pratiques et les stratégies des Institutions Financières Internationales pour imposer le néolibéralisme comme pensée unique et comme discours à portée civilisatrice. Il faut en effet expliquer pourquoi les réformes structurelles sont parvenues à prospérer malgré l'opposition sociale qui s'était développée pour les contrer. La réponse se trouve dans le changement institutionnel et ses enjeux.

CHAPITRE 2

***CORPORATE GOVERNANCE,* INSTITUTIONS ET CAPITAL HUMAIN : LA BANQUE MONDIALE ET LA GRANDE TRANSFORMATION**

INTRODUCTION

Nous avons vu que la crise de la dette latino-américaine de 1982 est l'événement qui provoque le changement du modèle de développement endogène basé sur l'industrialisation par substitution des importations, et ouvre la voie aux transformations radicales appelées « réformes structurelles ». Ces réformes structurelles représentaient un vaste et complexe ensemble de politiques économiques, juridiques et sociales dont le but était la transformation du cadre institutionnel de l'économie et de la société. De plus, cet objectif était encadré au niveau épistémique par la théorie économique orthodoxe (ou néolibérale), qui en profitait pour se convertir en courant dominant de la pensée économique sur le développement²⁸.

²⁸ « ... it represents an attempt to reinvent orthodoxy in the domain of economic ideas and ideology by a global policy community that is profoundly influenced by the US, the key international financial institutions (IFIs) over which it exerts such authority and

Nous entendons par « réformes de première génération » les réformes économiques lancées à la suite de la crise de la dette extérieure latino-américaine, par le FMI et la Banque Mondiale, tandis que les réformes ayant une dimension plus institutionnelle, politique et sociale sont appelées les « réformes de seconde génération ». Navia et Velasco sont d'accord pour souligner que le terme de « réformes de seconde génération » appartient à M. Naím, qui l'a utilisé pour la première fois en 1994 dans l'objectif de caractériser les dimensions institutionnelles des réformes économiques mises en chantier en Amérique latine et ailleurs, à la suite des politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique Navia & Velasco (2003); voir aussi Naím (1994)²⁹.

Les réformes de première génération sont associées aux mesures décrites par J. Williamson comme le *Washington Consensus* (Williamson J. , 2003b), tandis que celles de deuxième génération sont en rapport avec les changements institutionnels et présentent une dimension davantage sociale et politique³⁰. Cependant, il va nous falloir préciser les concepts de réformes de première et seconde générations, car ils ont façonné le débat sur le développement, la politique économique, la croissance, le rôle de l'État et des Institutions Financières Internationales, notamment celui de la Banque Mondiale.

Le *Washington Consensus* est le nom que John Williamson a donné en 1989 aux politiques économiques mises en place depuis les accords signés avec le FMI pour gérer la crise de la dette entre les pays endettés et les Institutions Financières Internationales, spécialement le FMI et la Banque Mondiale (Williamson J. , 2002). Ces mesures économiques, d'après M. Naím, comportaient trois caractéristiques communes :

“All of these measures had three characteristics in common: First, the initial reform decisions centered mostly on changing the rules that determined macroeconomic behavior. Second, macroeconomic reforms could be adopted by the executive branch in

financial sector interests associated with 'Wall Street' »
(Beeson & Islam, 2005, p. 198)

²⁹ J. Williamson, le créateur du nom *Washington Consensus*, problématise la dénomination des réformes comme « première » et « seconde générations » car « if can be argued that this a misnomer inasmuch as decently functioning institutions may be a precondition for certain liberalizing reforms, which implies that the second generation ought to precede the first ! » (Williamson J. , 2003, p. 11). Cependant, il est d'accord avec la dimension institutionnelle des réformes car “the major thrust of development economics in the 1990s was recognition of the crucial role of institutions in permitting an economy to function effectively” (Williamson J., 2003, p. 11)

³⁰ “...this renewed conventional wisdom is grounded on the fundamental premise that institutions are crucial for development . And it is from this standpoint that the need for “consolidating” the reforms “initiated” under the blueprint of the Washington Consensus has become the imperative guiding Latin American reformers (Haggard and Kaufman, 1995)” cité par (Acuña & Tommasi, 1999, p. 2)

relative isolation from the rest of the political system and were administratively simple to execute. Third, the new policies implied the dismantling of many agencies, and did not require their immediate replacement with other organizations.” (Naím, 1994, p. 34)

Il existe un débat très pointu autour du *Washington Consensus*, et chez les plus orthodoxes, en particulier. Pour Naím, par exemple, il n'existe pas de consensus sur les mesures décrites par Williamson (Naím, 2000), tandis que pour Rodrik, en revanche, il fallait incorporer de nouvelles politiques et « augmenter » le consensus (Rodrik, 2002) pour amorcer la croissance.

Néanmoins, tout le monde s'accorde sur le fait que les politiques du *Washington Consensus* ont provoqué des changements radicaux et par ailleurs que ces politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique devaient être l'objet d'une rénovation (Navia & Velasco, 2003). De surcroît, il y avait aussi un accord sur le fait que les réformes structurelles de première génération représentaient une des conditions préalables pour relancer la croissance et le développement ; autrement dit, les réformes de seconde génération constituaient la continuation des réformes de première génération mais par d'autres moyens (Naím, 2000).

Rodrik fait le lien entre les politiques du *Washington Consensus* et les transformations institutionnelles adoptées à la suite des politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique, qu'il appelle *Augmented Washington Consensus* (Rodrik, 2002), résumé dans le tableau ci-dessous :

Tableau 7 : Relation entre le *Washington Consensus* et l'*Augmented Washington Consensus*

Original Washinton Consensus	“Augmented” Washington Consensus
Discipline fiscale	Réforme juridique et politique
La réorientation des dépenses publiques	Institutions de réglementation
Réforme fiscale	Anticorruption
Libéralisation financière	Flexibilité du marché du travail
Des taux de change unifiés et compétitifs	Accords des organisations du commerce mondial
Libéralisation des échanges	Codes et normes financiers
Ouverture pour l'investissement étranger direct	Ouverture "prudent" de compte de capital
Privatisation	Régimes de taux de change non intermédiaires
Déréglementation	Privatisation de la Sécurité sociale
Droits de propriété sécurisés	Réduction de la pauvreté

Source: Rodrik (2002)

Les politiques de l'*Augmented Washington Consensus* de Rodrik appartiennent aux réformes de deuxième génération et ont une nette dimension institutionnelle et politique. Dans le tableau ci-dessous, que l'on doit à M. Naím, nous pouvons observer les étapes des réformes de première et deuxième générations, et leurs caractéristiques spécifiques :

Tableau 8 : Les deux étapes de la libéralisation économique: du changement des règles au changement des institutions

Aspect	Stage 1: Lauching	Stage 2: Consolidation
Priorities	Reduce inflation Restore growth	Improve social conditions Increase international competitiveness Maintain macroeconomic stability
Reform strategy	Change macroeconomic rules Reduce size and scope of state Dismantle protectionism and statism	Institutionalization: creation and rehabilitation Boost competitiveness of private sector Reform health, education, and other public services Create the "economic institutions of capitalism" Build new "international economic integration"
Typical instruments	Drastic budgets cuts and tax reform Price liberalization (including exchange and interest rates) Trade and foreing investment liberalization Private-sector deregulation Creation of "social emergency funds" "Easier privatization" (e.g. hotels, airlines, etc.)	Labor market reform Civil service reform Restructure government (especially social ministries) Overhaul administration of justice Upgrade regulatory capacities Improve tax collection
Principal actors	Presidency Economic cabinet Central bank Multilateral financial institutions Private financial groups and foreing investors	Sectoral restructuring Build export promotion Restructure relations between state and local governments Presidency and cabinet Congress Public bureaucracy Judiciary Unions Political Parties

		The media State and local governments Private sector Medium and long term
Public impact of reforms	Immediate	
	High public visibility	Low public visibility
Main government challenge	Macroeconomic management by insulated technocratic elites	Institutional development highly dependent on midlevel public-sector management

Source : Naím (1994)

Le tableau souligne les priorités, les stratégies, les instruments, les acteurs, les impacts et les défis pour chacune des réformes structurelles. La première étape (Stage 1) est plus technique que la seconde (Stage 2). D'ailleurs, le temps de la réforme varie également : tandis que pour la première étape la priorité est le court terme, pour la seconde il s'agit du long terme. Pour la Banque Mondiale, l'affaire est plus sommaire: « *With the initial preparation done, the second phase of reform is to put in place a business environment that supports competitive private markets* » (World Bank, 1997, p. 62)

Nous pouvons également établir que l'enjeu entre la première étape des réformes (le *Washington Consensus*) et la deuxième (les réformes de seconde génération) consiste en un changement institutionnel et politique pour mettre en place un *business environment*.

Avec les réformes de seconde génération, l'enjeu devient politique, et l'économie se transforme en économie politique. En effet, un grand nombre de réformes de seconde génération ont une dimension politique et leur champ d'action est le système politique. Cependant, il est intéressant de voir qu'alors même que les politiques de première génération étaient très visibles pour la société, les politiques de seconde génération, car plus complexes, l'étaient moins. On va tenter d'expliquer ce phénomène à partir d'une réflexion sur le concept de capital humain.

Dans le processus des réformes structurelles de première et seconde générations, nous pouvons souligner les aspects problématiques suivants: (i) le discours de légitimité des réformes structurelles de première génération, en l'occurrence celui du monétarisme, de la stabilisation macroéconomique et de l'ajustement fiscal est insuffisant pour structurer au niveau théorique les réformes de seconde génération, puisqu'il s'agit d'un changement plus vaste et plus complexe.

Par conséquent, un nouveau cadre théorique est nécessaire; (ii) la transition entre les réformes de première et seconde générations est traumatique pour les pays concernés car elle ébranle leurs systèmes politiques et transforme leurs institutions de manière anti-démocratique (iii) les réformes de seconde génération sont moins techniques et plus politiques, mais aussi moins démocratiques (Remmer, 1990) ; (iv) on cache les véritables enjeux de la transition à la société grâce au changement institutionnel, et le discours sur le développement adopte les traits de la « modernisation » économique, sociale et institutionnelle ; (v) la politique sociale de lutte contre la pauvreté, comme d'autres stratégies semblables, donne une légitimité éthique à la démarche politique de transformation institutionnelle ; (vi) nonobstant son importance stratégique, il y a un consensus de la population sur les réformes mises en place puisque dans la plupart des cas les populations n'ont pas réagi aux réformes de seconde génération de la même manière que celles de première génération; (vii) il n'y a pas de rupture entre ces deux réformes, mais des juxtapositions et des passerelles, autrement dit, il y a continuité entre elles ; (viii) toutes les réformes ont été imposées en dehors des structures institutionnelles spécifiques de chaque pays et par la voie des Institutions Financières Internationales, surtout celle de la Banque Mondiale et de la coopération internationale au développement.

Les réformes de seconde génération se présentent comme un discours de la transformation sociale, et même les opposants au *Washington Consensus* pouvaient prendre ces politiques comme alternatives. Ainsi, comme l'expriment Pastor et Wise, « *left-leaning opposition groups have discovered that they can win elections with this concept, embracing the market while promising to "clean up" the inequitable consequences of unbridled liberalization.* » (Pastor & Wise , 1999, p. 34).

En outre, le *Washington Consensus* a généré des critiques très virulentes car il semblait que les réformes de seconde génération allaient à l'encontre de celles de première génération. Ainsi, Rodrik suivant le théorème du *Second Best* de Lancaster et Lipsey (Lancaster & Lipsey, 1956) a critiqué les politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique, car étant trop strictes et rigides et, de surcroît, a démontré que les pays qui avaient réussi à relancer la croissance étaient ceux qui avaient adopté des mesures hétérodoxes, éloignées du *Washington Consensus* (Rodrik, 2004).

Les politiques de seconde génération paraissaient aller à l'encontre des politiques du *Washington Consensus*, bien qu'elles en représentassent la continuité. C'est pour cela d'ailleurs que les indicateurs de résultat des réformes structurelles présentés par Lora (Voir Chapitre 1) vont en augmentant de manière régulière dans presque tous les pays de l'Amérique latine et pendant deux décennies (Lora, 2012), et ce, malgré les changements politiques dans la région, ouvertement opposés à ces réformes.

Le *Washington Consensus* a permis de réunir le cadre théorique néolibérale, la politique économique prônée par les Institutions Financières Internationales (IFIs) et les nouvelles stratégies pour le développement économique rattachées au *market-friendly approach* de la Banque Mondiale. Comme le souligne Naím, « *one of the undoubted historical contributions of the Washington Consensus is that it marked the end of the decoupling between development economics and mainstream economics that had gathered steam since the 1970s* » (Naím, 2000, p. 511).

Les réformes de seconde génération ont conservé l'esprit du *Washington Consensus*, et lui ont donné une portée historique. On peut affirmer que l'Amérique latine a été un véritable laboratoire d'intervention et de mise en pratique de toutes les idées novatrices en germe dans la transformation néolibérale. Si l'on veut comprendre le discours du développement dans la mondialisation de l'économie, il faut saisir la façon par laquelle les réformes de première et seconde générations ont produit une véritable transformation historique.

Pour analyser cette transformation historique, nous proposons les hypothèses suivantes à développer dans la suite de ce chapitre:

(1) L'hypothèse de la transition institutionnelle et la mise en place des institutions économiques du capitalisme (Williamson O. , 1985) pour initier et consolider les réformes de libre marché dont la mondialisation a besoin. Cette hypothèse comporte trois dimensions : (i) une dimension normative dont la clé est le rôle stratégique de la Banque Mondiale; (ii) une dimension théorique associée aux concepts de l'école du néo-institutionnalisme économique qui donne sa légitimité à l'intervention normative de la Banque Mondiale ; (iii) une dimension stratégique associée au concept de *corporate governance* comme axe théorique et qui fait

l'articulation entre la dimension normative et la dimension théorique des réformes structurelles.

(2) L'hypothèse de l'intervention prescriptive à partir de la coopération au développement et la mise en chantier des programmes spécifiques des transformations institutionnelles, dont la Banque Mondiale et la Coopération Internationale au Développement sont les acteurs stratégiques. Dans cette intervention prescriptive, la Banque Mondiale a établi des programmes concrets d'intervention sur les pays les plus pauvres pour amorcer les changements institutionnels nécessaires, nommés *Country Engagement Model* (CEM). Malgré la pluralité de l'approche d'intervention, le cadre basique d'intervention développé par la Banque Mondiale pour tous les pays reste toujours le même.

(3) L'hypothèse des réformes structurelles « invisibles » contenues dans le concept de « capital humain » et qui appartient à l'économie du comportement humain. En effet, la transition des réformes de première génération aux réformes de seconde génération a transformé de manière radicale les sociétés, mais il y a toujours eu consensus social autour de leur application. Cet accord social implicite sur les réformes de deuxième génération repose sur l'imaginaire social qu'il va falloir expliquer et analyser. Pour ce faire, nous allons proposer un cadre théorique qui fait référence à la philosophie de *l'agir stratégique* des acteurs sociaux développée par le philosophe allemand J. Habermas et liée aux concepts économiques de G. Becker.

Pour esquisser des réponses à ces hypothèses, nous allons insérer les changements institutionnels dans plusieurs axes épistémologiques : celui de la théorie des institutions, pour comprendre la portée réelle du changement institutionnel proposé par les institutions engagées dans le développement, spécialement la Banque Mondiale ; puis, celui des méthodologies de la *corporate governance*, pour comprendre leur agir stratégique ; et, finalement, celui de *capital humain* pour saisir leur emprise sur la vie quotidienne des êtres humains et les incorporer aux structures normatives et prescriptives des rapports marchands.

De même, nous avons suivi le sentier tracé par la Banque Mondiale pour considérer le développement comme une stratégie d'imposition prescriptive et normative des changements institutionnels dans plusieurs pays du monde. En ce sens,

nous allons utiliser comme cadre heuristique pour la recherche deux outils développés par la Banque Mondiale au Mexique, aux Philippines, en Bolivie et au Bangladesh, qui appartiennent au CEM, et connus sous le nom de *Country Assistance Strategy* (CAS) et *Country Partnership Strategy* (CPS).

Pour saisir la portée du concept de « capital humain » et son rapport avec les changements institutionnels de la seconde génération des réformes structurelles, nous allons avoir recours à un concept de la philosophie étranger à l'économie, celui de la « colonisation du monde vécu » (Habermas, 1987). C'est la première fois qu'il est utilisé en économie du développement et de la croissance, mais sa portée est importante pour décrypter des notions telles que « capital humain », « participation citoyenne », « action collective », qui sont chères aux Institutions Financières et à la Coopération d'aide pour le développement, dans le cadre de la mise en place de changements institutionnels.

Cependant, toutes les transformations institutionnelles de première et seconde générations ont été établies, puis évaluées par l'État. En effet, l'acteur le plus important de tout ce processus a toujours été l'État. Bien que le discours économique dominant ait mis l'État à l'écart, c'est lui qui a structuré toutes les réformes structurelles, tant celles de première comme de seconde générations. On doit donc considérer l'État comme le garant de toutes ces transformations. Il faut ainsi se détacher des interprétations idéologiques sur le cadre théorique du néolibéralisme et insister sur le fait que le néolibéralisme a toujours besoin de l'État (Foucault, 2004).

Cette démarche est essentielle pour connaître la portée des théories associées aux principes du *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*), comme une option de critique épistémologique fondamentale à l'égard des discours sur le développement et leur cadre théorique de base (voir Chapitre 3). Ce concept de *Buen Vivir* est une remise en question radicale du discours sur le développement économique comme stratégie de « colonisation du monde vécu » dans le fétichisme de la marchandise.

Il faut alors comprendre l'ampleur et la portée du discours sur le *Sumak Kawsay* (la vie en convivialité) qui implique de saisir les effets du développement économique sur la société dans son versant néolibéral et institutionnel.

SECTION I LA MISE EN CHANTIER DES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES DE LA MONDIALISATION

I.1. Le rôle stratégique de la Banque Mondiale

Pour saisir la dimension normative des réformes de première et seconde générations, et les transformations qu'elles ont suscitées dans le développement économique, il faut analyser le rôle de la Banque Mondiale, sans quoi il aurait été difficile de consolider les réformes structurelles et les nouvelles tendances du développement.

Pour saisir la portée du rôle stratégique de la Banque Mondiale, nous proposons une démarche en quatre temps : (1) la délimitation des rôles entre le FMI et la Banque Mondiale à partir du concept de *cross-conditionality* ; (2) l'approche du *market-friendly* esquissée par la Banque Mondiale; (3) la compréhension de la nouvelle infrastructure institutionnelle mise en place dans l'approche du *market-friendly* ; (4) les faiblesses théoriques de la relation entre pauvreté et stabilisation comme stratégie pour lutter contre l'inflation, et qui nous donnent à voir l'agir stratégique de ces institutions.

1.1.1.. La cross-conditionality entre la Banque Mondiale et le FMI

Si nous voulons déchiffrer la portée des réformes structurelles au sens le plus large et esquisser une critique à leur égard, c'est vers la Banque Mondiale et ses alliés qu'il faut se tourner. En effet, la Banque Mondiale et ses alliés génèrent des transformations sociales, complexes et profondes, parfois inédites, dans différentes régions du monde. On ne peut pas expliquer la portée de la mondialisation sans saisir l'action de la Banque Mondiale et de ses alliés au nom du développement et de la lutte contre la pauvreté.

En effet, la Banque Mondiale est au cœur d'un ensemble d'institutions et d'organisations internationales consacrées au développement dans le monde, et sa responsabilité est centrale pour connaître les dynamiques des réformes structurelles et la mondialisation (Woods, 2006). La Banque Mondiale est aussi au cœur des innovations théoriques sur le développement. En effet, la plupart des concepts liés aux théories du développement ces dernières années ont été créés par la Banque Mondiale³¹.

Le rôle de la Banque Mondiale dans la stratégie de l'ajustement et la stabilisation macro-économique initiée par le FMI dès la crise de la dette latino-américaine de 1982 a été défini par James Baker, le Secrétaire du Trésor américain, en septembre 1985, lors de la réunion annuelle du FMI et de la Banque Mondiale. Baker y lance le « Plan Baker » pour les pays très endettés dans une voie qu'il a nommée « l'ajustement avec croissance » :

« In the debt problems is to be solved, there must be a "Program for Sustained Growth", incorporating three essential and mutually reinforcing elements:

- First and foremost, the adoption by principal debtor countries of comprehensive macroeconomic and structural policies, supported by the international financial institutions, to promote growth and balance of payments adjustment, and to reduce inflation.
- Second, a continued central role for the IMF, in conjunction with increased and more effective structural adjustment lending by the multilateral development Banks (MDBs), both in support of the adoption by principal debtors of market-oriented policies for growth
- Third increase lending by the private Banks in support of comprehensive economic adjustment programs." (Baker III, 1985, p. 52)

La décision de Baker de donner un rôle plus actif à la Banque Mondiale dans la stratégie de stabilisation macro-économique entérinée et mise en marche par le FMI, a provoqué au sein de la Banque Mondiale des transformations institutionnelles afin de l'orienter vers la stratégie du « *market-oriented policies for growth* ». La Banque Mondiale a dû changer son discours traditionnel sur le développement pour

³¹ "What makes the Bank so powerful is that it has no real rival. The Bank has become a virtual monopoly, if not in its lending then in its research work." (Amsden cité par Pieper & Taylor, 1998, p.7)

l'harmoniser avec la stratégie d'ajustement et de stabilisation macro-économique du FMI (Mosley, Harrigan, & Toye , 2001).

Dans les premières années de la crise de la dette latino-américaine, la Banque Mondiale a suivi les recommandations du FMI et cela a provoqué des conflits et des juxtapositions. On parlait, à l'époque, de la conditionnalité croisée (*cross-conditionality*)³² entre la Banque Mondiale et le FMI.

C'est dans ce processus que la Banque Mondiale a créé une stratégie d'intervention spécifique, basée sur le cadre de l'ajustement structurel du FMI et les crédits SAL –*Structural Adjustment Loans* (Mosley, Harrigan, & Toye , 2001). Pendant les années 1980, la Banque Mondiale a besoin d'aligner ses pratiques sur celles du FMI et, pour ce faire, crée le *market-friendly approach* (World Bank, 1991). Le *market-friendly approach* est la rencontre entre le cadre théorique de l'économie néolibérale du FMI et les stratégies de développement économique de la Banque Mondiale.

Cependant, c'est à la suite des crises financières et des événements des années 1990, en particulier la crise du Mexique, la création de l'Organisation Mondiale du Commerce en 1994 et les enjeux de la transition des anciens pays socialistes vers l'économie de marché, que la Banque Mondiale entame une réflexion plus vaste et profonde sur le rôle de l'État dans l'ajustement structurel et la stabilisation macroéconomique.

La Banque Mondiale comprend que l'État peut tenir un rôle plus stratégique dans la gestion de la crise de la dette, la mondialisation, et les réformes structurelles de première génération : « *In the short run, while weak domestic institutions are being reinforced, stronger ties with external actors for example, through stabilization programs with the IMF can help governments signal their commitment* » (World Bank, 1997, p. 60). Dans ce sens, la Banque Mondiale prend le relais du FMI pour s'atteler à une nouvelle mission: la transformation institutionnelle de l'État.

³² « [Cross Conditionality](http://old.brettonwoodsproject.org/glossary/index.shtml) Practice of including World Bank-related program conditions in IMF programs and vice-versa. Such actions should be reduced under new guidelines on streamlining conditions" In: <http://old.brettonwoodsproject.org/glossary/index.shtml>

Le produit de cette réflexion se trouve dans le *World Development Report* de la Banque Mondiale de 1997, *The State in a Changing World*, c'est là que la Banque Mondiale s'intéresse à l'État et ses institutions (World Bank, 1997) comme enjeu central de la nouvelle stratégie de développement en faveur du marché.

1.1.2. La redécouverte de l'État et la market-friendly approach³³

En termes épistémologiques, le cadre théorique de l'économie du développement néoclassique oppose l'État et le marché (Hayek, 1960, voir aussi Foucault, 2004). Les premières justifications des politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique faisaient de l'État le coupable de l'inflation, de la crise et des déséquilibres économiques (Haggard, 1985). De telle sorte que revenir à l'État était un enjeu majeur.

Pour la Banque Mondiale, il fallait un État efficace dans le cadre de la mondialisation de l'économie. Cependant, la Banque Mondiale opère un découpage politique entre l'État en tant que relation sociale et politique, et le marché en tant que régulateur de cette relation. Le concept par lequel la Banque Mondiale opère ce découpage est celui du *market-friendly approach* (World Bank, 1991). Dans la *market-friendly approach*, l'État doit être le cadre à partir duquel opère le marché. Ainsi, il doit assurer et structurer les relations marchandes (Foucault, 2004). L'État conçu par la Banque Mondiale n'a plus rien à voir avec l'État-Providence.

Tandis que l'approche monétariste du FMI considérait l'État comme une menace, pour la Banque Mondiale, l'État est plutôt une opportunité. L'État dont parle la Banque Mondiale est un État engagé à l'égard des marchés :

“A central issue in development, and the principal theme of the Report, is the interaction between governments and markets. This is not a question of intervention versus laissez-faire a popular dichotomy, but a false one. Competitive markets are the best way yet found for efficiently organizing the production and distribution of goods and services” (World Bank, 1991, p. 1)

³³ Il y a au moins quatre documents clés dans la redécouverte de l'État par la Banque Mondiale : *The Long March : A Reform Agenda for Latin America and the Caribbean in the next decade* (Burki & Perry, 1997); *Beyond the Washington Consensus : Institutions Matter* (1998) ; *World Development Report 1997: The State in a Changing World*, World Bank (1997) ; et *World Development Report 2002 : Building Institutions for Markets*, World Bank (2002).

Mais pour qu'un État soit bienveillant à l'égard des marchés, il faut qu'il se soumette à la discipline de l'austérité budgétaire des réformes structurelles de première génération :

"A government can maintain a prudent fiscal policy by looking carefully at the division of economic tasks between the government and the private sector. That, as the Report argues, is desirable in any case. In reappraising their spending priorities, implementing tax reform, reforming the financial sector, privatizing state-owned enterprises, and using charges to recover the cost of some state-provided services, governments can meet the goals of microeconomic efficiency and macroeconomic stability at the same time." (World Bank, 1991, p. 9)

Avec un État discipliné, agissant en faveur du marché, et déconnecté de sa propre société, les réformes structurelles peuvent alors prendre leur envol. Dorénavant, on ne discute plus de savoir si l'État est nécessaire ou non, mais plutôt de quel type d'État on a besoin pour relancer la croissance. Pour la Banque Mondiale, «le marché et l'État sont complémentaires, puisqu'il incombe au second de mettre en place les bases institutionnelles nécessaires au fonctionnement du premier» (World Bank, 1997, p. 4). Les tâches que doivent accomplir les États dans le cadre de la réforme structurelle sont précises :

"And the proper economic role of government is larger than merely standing in for markets if they fail to work well. In defining and protecting property rights, providing effective legal, judicial, and regulatory systems, improving the efficiency of the civil service, and protecting the environment, the state forms the very core of development" (World Bank, 1991, p. 4)³⁴.

La création d'un cadre macroéconomique pour assurer l'efficacité du *market friendly approach* se centre sur la stabilité macro-économique. Pour le FMI et la Banque Mondiale, la stabilité macro-économique est en elle-même une réussite, voire même un « bien public ». En fait, « a stable macroeconomic foundation is one of the most important public goods that governments can provide » (World Bank, 1991, p. 8).

³⁴ La Banque Mondiale va beaucoup insister sur la *market-friendly approach* pour fixer le nouveau rôle de l'État : « Plusieurs siècles d'histoire nous apprennent que l'État peut promouvoir le développement de plusieurs manières :

- En créant un cadre macroéconomique et microéconomique qui incite à l'efficacité ;
- En mettant en place l'infrastructure institutionnelle –droit de propriété, paix, ordre public, et réglementation- qui encourage les investissements efficaces et à long terme ;
- En prenant les dispositions nécessaires à la fourniture des services de santé et d'éducation de base, en veillant à la mise en place de l'infrastructure nécessaire à l'activité économique et en protégeant l'environnement. » (World Bank, 1997, p. 36)

Par ailleurs, le cadre microéconomique correspond à la politique de libération des prix et aux politiques de droits de propriété privée, en particulier pour les secteurs productifs qui ont été privatisés pendant les réformes de première génération. L'approche du *market-friendly* (World Bank, 1991), est une démarche qui rejoint les propositions théoriques des réformes de seconde génération et qui les convertit en stratégies de longue haleine dans le cadre du développement.

1.1.3. L'infrastructure institutionnelle de la réforme structurelle

La redécouverte de l'État est aussi la redécouverte des institutions et leur complexité. Dans le processus des réformes structurelles, il est nécessaire de mettre en place certains changements juridiques, politiques et sociaux. Ces changements sont qualifiés de « nouvelle infrastructure institutionnelle » (World Bank, 1991). Cette infrastructure institutionnelle comporte plusieurs dimensions : (i) le maintien de la stabilité macroéconomique, (ii) la garantie des droits de propriété, (iii) le maintien de l'ordre public et la paix sociale, (iv) la déréglementation et la création d'un environnement favorable aux marchés et investisseurs. L'enjeu est en cela plus politique que les réformes de première génération.

En effet, pour la Banque Mondiale, et suivant l'expérience de l'Amérique latine, pour amorcer le développement et la croissance, il faudrait nécessairement :

- Providing macroeconomic stability
- Avoiding price distortions
- Liberalizing trade and investment » (World Bank, 1997, p. 46).

Ces conditions préalables requièrent de l'État la mise en place de tous les changements institutionnels nécessaires pour créer un cadre favorable à l'expansion du marché. Ainsi, pour la Banque Mondiale, le marché a besoin de l'État pour encadrer la concurrence. La Banque Mondiale a recours à une concurrence marchande administrée par l'État (Foucalt, 2004). Comme le stipule la Banque Mondiale :

“It is now much clearer that markets and governments are complementary, that government action can be vital in laying the institutional foundations for markets. Also much clearer is that faith in governments' ability to sustain good policies can be as

important for attracting private investment as the policies themselves” (World Bank, 1997, p. 41)

En effet, pour établir le « développement durable », on a besoin de l’État pour fonder un « régime de droit », pour stabiliser la macroéconomie, pour investir dans le « capital humain », pour protéger les plus vulnérables et pour assurer la protection de l’environnement. Ainsi, l’État est indispensable pour « mettre en place les bases institutionnelles nécessaires au fonctionnement » des marchés (World Bank, 1997, p. 4).

L’économie du développement se tourne ainsi vers le droit et la politique (Remmer, 1991). Seulement faut-il que les dimensions juridiques et politiques soient intégrées aux approches sur le développement, la croissance et l’économie. Pour la Banque Mondiale, « *the challenge for policymakers is to shape policies and institutional development in ways that enhance economic development* » (World Bank, 2002, p. 5).

Ainsi, l’économie de l’ajustement et de la stabilisation macroéconomique devient l’économie politique de la réforme structurelle. La transition entre les réformes de première génération et celles de seconde génération s’appuie sur le noyau de l’État, où la politique prend le relais de l’économie. Le développement n’est plus qu’une affaire de techniques économiques pour générer de la croissance, c’est en réalité l’intervention à l’intérieur même des rapports spécifiques de pouvoir dans les sociétés. La réforme structurelle de la Banque Mondiale est avant tout un projet politique à portée juridique.

Toutefois, il y a une contradiction entre l’approche institutionnelle de la Banque Mondiale et les politiques de stabilisation macroéconomique. La Banque Mondiale reconnaît que « *macroeconomic stabilization usually means at least a temporary rise in unemployment* » (World Bank, 1991, p. 9). Cela pose un dilemme important entre la lutte contre la pauvreté de la Banque Mondiale comme argumentation centrale pour légitimer ses prescriptions, et le maintien de la stabilisation économique comme condition *sine qua non* pour amorcer la croissance.

1.1.4. L’agir stratégique : les contradictions entre stabilisation et lutte contre la pauvreté

La Banque Mondiale a toujours partagé l’avis du FMI sur la stabilité macroéconomique et le besoin de l’ajustement par le biais de la réduction de la demande

agrégée, comme autant de conditions pour enrayer l'inflation et amorcer la croissance (Pieper & Taylor, 1998)³⁵. Or, la réduction de la demande agrégée a comme conséquence directe la diminution de la consommation agrégée et la baisse du niveau de vie de la population.

La diminution de la consommation agrégée pousse l'économie vers la récession³⁶. Les effets multiplicateurs de l'économie se répandent sur l'ensemble de la consommation agrégée et provoquent la contraction de toute l'économie. De fait, les données statistiques indiquent une chute de la production et les revenus des ménages pendant les années de l'ajustement et de la stabilisation (CEPAL, 2002). Les politiques d'ajustement et de stabilisation sont déflationnistes et récessives. Il faut se souvenir des critiques faites par D. Rodrik ou Stiglitz à ces politiques et leur soutien aux politiques économiques hétérodoxes dans le cadre du développement (Rodrik, 2004; Stiglitz, 2002). La Banque Mondiale va jusqu'à reconnaître que l'ajustement implique une réduction des salaires :

“Most adjustment involves a fall in the aggregate demand for labor as a result of macroeconomic decline and institutional reform. Adjusting to this fall in labor demand usually requires a decline in the real wage” (World Bank, 1995, p. 99)

Les politiques de stabilisation ne sont pas des mesures adéquates pour relancer la croissance économique, mais pour contrer l'inflation en réduisant la capacité de consommation de toute la population (Pieper & Taylor, 1998). Alors, si les politiques de stabilisation poussent la consommation vers le bas cela signifie qu'elles vont accroître la pauvreté et réduire le niveau de vie de toute la société.

En effet, un nombre important de données montrent que la pauvreté augmente à la suite des politiques de stabilisation (Easterly, 2000; CEPAL, 1985). Les données soulignent aussi que la formation de capital diminue, ce qui se traduit par la

³⁵ « Stabilization has always been the domain of the IMF. Unchanged over 40 years, its central policy prescription aims at reducing the trade deficit (especially the volume of imports) by cutting aggregate demand. Inflation may also be a target, but it is often less amenable to policy control. The most important components of Fund programs are the following: Fiscal and monetary austerity, which causes lower GDP growth, perhaps slower inflation, and almost always a reduction in imports. Typical policies include cuts in public spending, high interest rates, and credit restraints (especially for the public sector) ». (Pieper & Taylor, 1998, p.7). Il faut aussi se souvenir que pour la Banque Mondiale la stabilité macroéconomique est un « bien publique » World Bank (1991).

³⁶ « En résumé, la politique macroéconomique restrictive (politiques monétaires et fiscales contractives) complétées par la dévaluation vont produire une sévère contraction sur le court terme. En réalité, la diminution des déséquilibres externes sur le court terme est due fondamentalement à l'impact récessif de tout le programme » (Meller, 1989, p. 13).

désindustrialisation (CEPAL, 2002). La diminution de la formation de capital implique la montée du chômage et de la pauvreté. Les politiques de stabilisation poussent vers la reprimarisation des économies. Les structuralistes ont qualifié les années 1980 de « décennie perdue », lorsque la région a adopté et mis en place des politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique, Ffrench-Davis & Devlin (1993; voir aussi World Bank, (1991).

Cela soulève, pour la Banque Mondiale, une contradiction importante entre la stabilisation macroéconomique comme condition du développement et la lutte contre la pauvreté comme résultat souhaité de ces politiques économiques. Pour contourner ce paradoxe, la Banque Mondiale opère un détour stratégique et isole la pauvreté des réformes de première et seconde génération.

1.1.5. Pauvreté et inflation : différences et réfutations

Pour la Banque Mondiale, il y a une relation causale entre stabilisation macroéconomique et croissance économique, et entre croissance et diminution de la pauvreté. On considère que la stabilisation macroéconomique est la condition préalable pour relancer la croissance économique et que celle-ci va diminuer la pauvreté, par l'effet *spill-over*. Pour la Banque Mondiale, il s'agit presque d'un postulat, World Bank, (1991; 1997; 2002; 2015).

Cependant, nous savons que la stabilisation macroéconomique en réalité veut dire réduire l'inflation et, comme nous l'avons déjà étudié, pour le FMI et la Banque Mondiale, l'inflation est toujours un phénomène monétaire (voir Chapitre 1). Pourtant, la stabilisation macroéconomique n'a rien à voir avec le démarrage de la croissance économique comme, d'ailleurs, l'ont démontré Taylor (Taylor, 1988), les économistes structuralistes de la CEPAL (Devlin & Ffrench-Davis, 1995) et Rodrik (Rodrik, 2004). D'autre part, la croissance économique n'est pas synonyme de diminution de la pauvreté ou de redistribution des revenus, comme l'a démontré Piketty (Piketty, 2013).

La pauvreté, tout comme l'inflation, sont des phénomènes complexes qui appartiennent à différents champs théoriques et épistémologiques. Leur relation à la croissance économique est aussi plus différenciée et plus nuancée que les conclusions de la Banque Mondiale le supposent. Dans les modèles de croissance économique, la

pauvreté et l'inflation ne sont pas des variables explicatives ni causales ; elles semblent être plutôt le résultat de certaines politiques économiques.

La Banque Mondiale fait de la pauvreté un épiphénomène social, c'est-à-dire que la pauvreté est isolée de toute causalité sociale et, surtout, de la création de la richesse sociale. Dans ce sens, elle aurait un rapport avec les actifs³⁷. De cette façon, la pauvreté est écartée des rapports salariaux et des logiques de distribution du revenu national (Piketty, 2013). Ainsi, la pauvreté est considérée comme un résidu social qui n'a rien à voir avec les logiques de marché et la concurrence ; elle relève plutôt des revenus monétaires des personnes (Ravallion, 1995). La pauvreté peut donc être soulagée grâce à des mesures qui s'accordent à la logique du marché, car la croissance peut offrir plus de revenus aux personnes par la voie de l'effet *spill-over*, voir principalement: World Bank (1990; 2001).

Par conséquent, dans l'approche néolibérale de l'ajustement et de la stabilisation macroéconomique du FMI et de la Banque Mondiale, la possibilité de soulager la pauvreté n'est pas une responsabilité de l'État et de sa politique fiscale et monétaire. Par contre, il revient au marché de résoudre ce problème (World Bank, 1990). C'est ainsi que la relation entre croissance économique, stabilisation macroéconomique et diminution de la pauvreté est purement stratégique, voire idéologique. L'approche qui cherche à établir des rapports entre croissance économique, stabilisation et réduction de la pauvreté n'a donc rien à voir avec la théorie et la réalité (Pieper & Taylor, 1998).

Pour la Banque Mondiale, cette démarche idéologique doit permettre d'intégrer les politiques d'ajustement structurel aux transformations institutionnelles (Houtard, 2005). Pourtant, il faut considérer la lutte contre la pauvreté comme le noyau idéologique le plus important pour intégrer dans une démarche, qui inclut même des éléments éthiques, toutes les transformations contenues dans les réformes de première

³⁷ Pour la Banque Mondiale la pauvreté relève d'un problème d'actifs : "To understand the determinants of poverty in all its dimensions, it helps to think in terms of people's assets the returns to (or productivity of) these assets, and the volatility of returns. These assets are of several kinds:

- Human assets such as the capacity for basic labors and good health.
- *Natural* assets such as land.
- *Physical* assets such as access to infrastructure.
- *Financial* assets such as savings and access to credit.
- *Social* assets such as networks of contacts and reciprocal obligations that can be called on in time of need, and political influence over resources." (World Bank, 2001, p. 34).

et seconde générations. Sur ce pivot idéologique de la pauvreté se structure l'idéologie des réformes structurelles, et les institutions sont le noyau de ces réformes.

I.2. Institutions et changement institutionnel

L'équilibre général de l'économie néoclassique représente le support épistémologique des politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique du FMI. D'après cette approche, l'inflation est due aux déséquilibres internes provoqués par le déficit budgétaire du secteur public et aux déséquilibres externes provoqués par l'absorption, qui déstabilisent le système des prix et d'optimalité de l'allocation des ressources (Friedman, 1987).

L'ajustement étant une stratégie qui à pour but de ramener l'économie vers l'équilibre, la discipline fiscale doit relever de la prudence et aboutir aux équilibres internes et externes. La *market-friendly approach* est la charnière entre le cadre épistémologique du FMI et les prescriptions normatives de la Banque Mondiale.

Cette approche est tellement prégnante que la Banque Mondiale va même l'utiliser pour comprendre les enjeux environnementaux : *"In these and other examples, the primary cause of environmental problems is not liberalized trade but the failure of markets and governments to price the environmental appropriately"* (World Bank, 1992, p. 67). On peut constater l'emprise du *market-friendly approach* dans presque tous les documents de la Banque Mondiale, comme ici :

"(Le) World Development Report 1991 identified four elements of a market-friendly approach to development: an improved climate for enterprise; integration into the global economy; investments in people; and maintenance of macro-economic stability. These policies will also make environmental protection easier. With prudent macroeconomic policies that provide price stability and external balance, market signals are communicated more clearly, uncertainty is reduced, and it is easier to attract foreign investment." (World Bank, 1992, p. 65).

Cependant, la Banque Mondiale a besoin d'un cadre théorique plus complexe et plus cohérent qui puisse servir de cadre général pour la *market-friendly approach* et les politiques de stabilisation macroéconomique. C'est pour cela que la Banque Mondiale a eu recours à l'approche institutionnelle de l'économie :

“Institutions are rules, enforcement mechanisms, and organizations. This Report considers those institutions that support market transactions. Distinct from policies, which are the goals and desired outcomes, institutions are the rules, including behavioral norms, by which agents interact—and the organizations that implement rules and codes of conduct to achieve desired outcomes. Policies affect which institutions evolve—but institutions too affect which policies are adopted. Institutional structure affects behavior. But behavior may also change within existing institutional structures.” (World Bank, 2002, p. 6)

Les institutions vont jouer, pour la Banque Mondiale, le rôle que joue l'équilibre général pour les économistes néoclassiques du FMI : « *Markets rest on a foundation of institutions* » (World Bank, 1997, p. 41). Les institutions sont le noyau autour duquel va s'articuler toute la réforme structurelle. L'approche institutionnelle de l'économie est l'enjeu théorique le plus important pour la Banque Mondiale car, à partir de ce cadre de base, on peut faire converger les priorités de court terme de l'ajustement et la stabilisation macroéconomique, et la *market-friendly approach*.

1.2.1. La démarche théorique des institutions : externalités et marché

Le cadre théorique choisi par la Banque Mondiale est celui de la nouvelle économie institutionnelle qui partage les présupposés épistémologiques de l'économie néoclassique (World Bank, 2002), et qui s'exprime dans les accords théoriques entre la microéconomie – qui est d'ailleurs le cœur de la pensée économique néoclassique – et l'économie des institutions comme règles du jeu de la société (North D. , 1990).

La démarche théorique de la nouvelle économie institutionnelle est en lien avec le concept de coûts de transaction mis en évidence par Coase (1937). Pour la Banque Mondiale, « *well-functioning institutions can reduce these transactions costs* » (World Bank, 1997, p. 43). Les coûts de transaction, par ailleurs, ont un rapport avec les *économies externes* détectées au début du 20^{ème} siècle par A. C. Pigou (Blaug, 1990). La reconnaissance des *économies externes* suppose qu'il y ait quelque chose en dehors de l'équilibre de marché, qui a un lien avec les échanges, mais pas avec les prix d'équilibre (Blaug, 1990). C'est la reconnaissance de l'existence des faits sociaux au-delà de l'équilibre économique et, par conséquent, des marchés, et d'un cadre plus vaste dont

les marchés ont besoin pour se reproduire et se structurer : il s'agit des institutions économiques du capitalisme (Williamson O. , 1985).

Ainsi, le concept des *économies externes* est un défi pour l'économie car il pose une limite épistémologique à l'équilibre général et à l'autorégulation des marchés.

A. C. Pigou a proposé de taxer les économies externes³⁸, pour les internaliser dans le processus économique, mais cette démarche a provoqué une polémique dans l'ensemble de l'économie classique, parce qu'elle a recours à l'État pour résoudre l'équilibre de marché. Les économies externes, ou externalités, sont la démonstration des failles épistémologiques importantes dans la théorie néoclassique de l'équilibre général.

L'approche des institutions économiques vient combler le vide laissé par la découverte des économies externes. L'économie des institutions signifie la restauration théorique de l'économie standard. Le recours à l'économie des institutions est, par conséquent, une assise théorique pour légitimer le volet prescriptif des réformes de seconde génération menées par la Banque Mondiale.

2.2.1.1. Les coûts de transaction

L'approche des coûts de transaction de Coase clôt le débat en inscrivant la résolution des économies externes dans les mécanismes de marché, permettant ainsi de rétablir la notion d'équilibre de marché (Coase, 1937). Il reconnaît l'existence des économies externes, mais il considère que les acteurs économiques peuvent régler les coûts générés par les externalités dans le marché grâce à la négociation. Ces coûts externes aux équilibres de marché, et susceptibles d'être négociés par les acteurs des marchés, vont être appelés « coûts de transaction ».

Ce concept permet de replacer dans la logique de marché tous les phénomènes qui lui échappent. Avec le concept de coûts de transaction, toutes les économies externes (ou externalités) ont un prix de marché et peuvent être négociées, mais elles ne peuvent pas faire partie de l'équilibre général. Le coût de transaction des échanges doit être nul afin d'atteindre l'équilibre général.

³⁸ En économie, cela s'appelle la *taxe pigouvienne*, Blaug (1990).

Dans la nouvelle économie institutionnelle, ce qui encadre l'équilibre de marché et les échanges, ce sont les institutions³⁹. Le marché n'agit pas dans le vide. Il y a autour de l'équilibre de marché un environnement social, juridique, politique et même historique qui le structure et le détermine. Les coûts de transaction sont la démonstration de l'existence de cet environnement institutionnel.

I.2.1.2 La rationalité limitée des agents économiques

Les agents économiques ne possèdent pas une rationalité absolue et une connaissance parfaite des échanges, comme cela est censé être le cas selon la théorie micro-économique néoclassique (Pålsson Syll , 2012), car l'environnement institutionnel provoque une distorsion des prix qui doit être prise en compte dans les échanges (North D. , 1990). Cette distorsion s'exprime, justement, dans les coûts de transaction des échanges de marché (Coase, 1937, World Bank, 2002).

La rationalité des agents économiques, par conséquent, est limitée et, en plus, stratégique. Il faut s'écarter du modèle de rationalité parfaite de l'économie standard et comprendre d'une autre manière les pratiques des agents économiques. La rationalité limitée des agents économiques est en corrélation avec la théorie des imperfections de marché et des asymétries des prix dans les échanges (Williamson O. , 1989).

C'est cette rationalité limitée qui pose de nouveaux problèmes théoriques à la micro-économie, comme ceux du *principal-agent*, du *free-trader*, de l'action collective, etc., et qui méritent d'être incorporer dans un cadre théorique général (Williamson O. , 1985). Ces problèmes sont en lien avec l'environnement institutionnel qui encadre, voire structure les échanges. Pour comprendre l'environnement institutionnel et les économies externes, il faut savoir en quoi consiste le cadre institutionnel qui encadre ces échanges.

I.2.1.3. Les institutions comme les règles du jeu

Pour la nouvelle économie institutionnelle, les institutions sont les règles du jeu qui structurent une société et les limitations imaginées par les êtres humains pour

³⁹ Pour D. North, O. Williamson et la Banque Mondiale, les institutions représentent les règles du jeu de la société, qui servent à structurer les échanges humains. Elles vont réduire l'incertitude des échanges et vont structurer les comportements humains (voir North, 1990; Williamson O.1989, et World Bank, 2002).

donner forme à l'interaction humaine (North D. , 1990). Les institutions structurent l'inclination des hommes à échanger. Les institutions, comme règles du jeu, structurent l'interaction humaine, tandis que les organisations sont les mécanismes qui sont mis en place pour profiter des règles du jeu (North D. , 1990).

Les institutions ont été conçues pour réduire l'incertitude et pour encadrer la vie sociale, de ce fait elles sont stables, mais pas nécessairement efficaces. Les règles du jeu peuvent être formelles, c'est-à-dire rédigées et codifiées, ou informelles, comme la culture ou les accords sociaux (North D. , 1990). La nouvelle économie institutionnelle reprend un thème cher aux libéraux : la propension aux échanges des êtres humains. Bien que plusieurs analyses, dont celles de Polanyi, aient démontré que cela n'était pas le cas, selon l'approche de la nouvelle économie institutionnelle, la propension aux échanges est innée aux êtres humains et les institutions sont là pour en faire la démonstration⁴⁰.

Les institutions sont au cœur de tout changement social et ce changement est toujours graduel, même pour les révolutions sociales (North D. , 1990). Il n'existe pas de discontinuité dans l'histoire. Les institutions sont censées donner de la stabilité à l'histoire (North D. , 1990). Alors pourquoi les institutions changent-elles? Pour la nouvelle économie institutionnelle, le changement institutionnel obéit toujours aux changements dans les prix relatifs, c'est pour cela que le changement est toujours graduel (North D. , 1990). De surcroît, l'acteur du changement n'est pas la société parce qu'elle n'existe pas⁴¹. Ce sont les entrepreneurs et les entreprises, aussi appelées « organisations contractuelles » (Williamson O. , 1985), parce qu'elles peuvent provoquer des changements dans les prix relatifs qui vont rendre compte des changements historiques de longue durée.

⁴⁰ Il y a une distance théorique très forte entre les approches sur les institutions et leur rôle dans la société chez K. Polanyi ou Castoriadis (1999), par exemple, et celles de la nouvelle économie institutionnelle qui part d'un déterminisme du comportement humain et élude la complexité des sociétés pour les rendre favorables aux mécanismes de marché.

⁴¹ "We are aware that societies are not actors. Societies do not deal with anything; individuals do. Nonetheless – and where it will not be confusing – we will sometimes use the language of reification and metonymy in the term society as convenient shorthand for the more cumbersome construction: the aggregate of individuals collectively dealing with a range of individual decisions in such a way to produce common and shared beliefs about choices, consequences, and outcomes." (North, Wallis, & Weingast, 2009, p. 13) Voir aussi la déclaration de M. Thatcher: "la société n'existe pas", Thatcher (1987).

I.2.1.4. Institutions économiques et État

De toutes les institutions sociales, la plus importante, à n'en pas douter, est l'État. D'ailleurs, et selon la nouvelle économie institutionnelle, l'histoire montre que les gouvernements ont profité de la violence légitime de l'État pour créer des droits de propriété étatiques soumis aux logiques politiques qui ont rendu inefficace le changement institutionnel (North, Wallis, & Weingast, 2009).

Alors, si les institutions représentent les règles du jeu et si elles structurent les échanges de marché, les externalités doivent avoir un rapport direct avec les institutions. Les coûts de transaction apparaissent lorsque le cadre institutionnel est faible. Les externalités sont la démonstration de ces faiblesses.

Dès lors, les économies externes rappellent que l'on est en présence d'un affaiblissement institutionnel, ou même d'une absence de cadre institutionnel. Plus les institutions sont faibles ou manquantes dans une société, plus les coûts de transaction des échanges dans le marché sont élevés (World Bank, 2002).

Il est pourtant nécessaire de réduire les coûts de transaction et, pour la nouvelle économie institutionnelle, cela s'opère par la clarification des droits individuels de propriété. Si les droits de propriété sont clarifiés, alors les coûts de transaction diminueront (North D. , 1990).

Une société avec des droits de propriété clairement définis aura des coûts de transaction moindres et, en même temps, cela démontrera un fort cadre institutionnel.

I.2.1.5. État et droits de propriété

Cependant, les droits de propriété font appel à des structures juridiques qui sont elle mêmes conditionnées par l'économie et le changement institutionnel. Dans le cadre de la nouvelle économie institutionnelle, l'économie s'ouvre aux enjeux juridiques :

“The legal terrain is vast, ranging from land titling and the collateralization of movable property to laws governing securities markets, the protection of intellectual property, and competition law” (World Bank, 1997, p. 45).

C'est pour cela que la nouvelle économie institutionnelle est une approche d'économie politique, car les droits de propriété sont toujours un enjeu politique, et cela renvoie l'économie vers les rapports de pouvoir qui sont présents dans les sociétés. En définitive, la nouvelle économie institutionnelle considère que les droits de propriété sont individuels et toujours en relation avec les prix des marchés et les coûts de transaction (North D. , 1990).

Les droits de propriété s'expriment dans les contrats. La loi est présente pour faire respecter les contrats. Le recours à la loi pour faire respecter les contrats qui vont garantir les droits de propriété, c'est le recours en dernière instance à la violence légitime de l'État, parce que seul l'État, avec toute sa violence et sa force, a le pouvoir de faire respecter les contrats (North, Wallis, & Weingast, 2009). La nouvelle économie institutionnelle devient ainsi une économie des contrats (Williamson O. , 1985).

La nouvelle économie institutionnelle s'appuie sur l'État, mais en même temps elle l'insère au cœur des échanges de marché. Pour cela, la nouvelle économie institutionnelle doit briser le noyau le plus important de la théorie libérale de l'État, celui de la *contractualité*, et convertir l'État en une procédure normative des mécanismes de marché. Les sociétés possédant de puissantes institutions sont appelées « sociétés d'accès ouvert » (North, Wallis, & Weingast, 2009).

I.2.1.6. L'approche institutionnelle de l'économie et l'État minimal

Le concept de *règles du jeu* provoque la disparition de la souveraineté politique des individus et renvoie au contexte hobbesien de la guerre de tous contre tous⁴². De ce fait, avec le concept de *règles du jeu*, la nouvelle économie institutionnelle élude la complexité des institutions humaines et peut proposer un État minimal dont le rôle principal est de garantir la sécurité juridique aux marchés.

La conséquence de l'approche théorique de la nouvelle économie institutionnelle repose sur la disparition de la capacité des êtres humains à fonder un ordre politique.

⁴² "Markets cannot develop far without effective property rights. And property rights are only effective when three conditions are fulfilled. The first is protection from theft, violence, and other acts of predation. The second is protection from arbitrary government actions ranging from unpredictable, ad hoc regulations and taxes to outright corruption that disrupt business activity. These two are the most important." (World Bank, 1997, p. 41)

L'État, à travers ces institutions, est censé contrer et endiguer la violence (North, Wallis, & Weingast, 2009).

Dans l'approche de la nouvelle économie institutionnelle, l'ordre politique n'appartient pas à la politique mais bien à l'économie. C'est l'économie à partir des institutions qui fonde la société (North, Wallis, & Weingast, 2009). La logique de la rationalité politique cède la place à la logique stratégique des marchés. L'approche de la nouvelle économie institutionnelle ramène le débat de l'économie vers Th. Hobbes et le Léviathan. C'est la raison pour laquelle, dans ce cadre théorique, nous revenons à Hobbes et à sa théorie de la violence comme fondement de l'État :

“All societies face the problem of violence. Regardless of whether our genetic makeup predisposes humans to be violent, the possibility that some individuals will be violent poses a central problem for any group. No society solves the problem of violence by eliminating violence; at best, it can be contained and managed” (North, Wallis, & Weingast, 2009, p. 13).

Il faut rappeler que dans le cadre théorique des réformes de seconde génération, les institutions sont conçues pour limiter la violence intrinsèque des sociétés. Il ne s'agit pas d'une violence historique, mais d'une violence qui est toujours présente chez les êtres humains. La gestion de la violence constitue le fondement des ordres sociaux (North, Wallis, & Weingast, 2009). On reviendra sur l'approche de la violence et des ordres sociaux dans les conclusions de ce chapitre.

Dans l'approche historique de la nouvelle économie institutionnelle, l'ordre du marché devient un ordre de civilisation. La démarche de la nouvelle économie institutionnelle va plus loin que l'économie standard et c'est pour cela que cette théorie est le cadre de base pour l'intervention normative et prescriptive de la Banque Mondiale. Le recours à l'économie libérale des institutions lui permet de récupérer une nouvelle forme d'État qui n'a rien à voir avec d'autres formes d'État, en l'occurrence, l'État-providence.

I.2.1.7. Institutions et Banque Mondiale

Cela permet de mieux comprendre la vision de la Banque Mondiale et la manière par laquelle les réformes de première génération vont se convertir en condition

préalable des changements institutionnels dans plusieurs pays du monde. Dans cette perspective, la Banque Mondiale propose la mise en place d'une infrastructure institutionnelle pour assurer les droits de propriété, la paix, l'ordre public et la déréglementation (World Bank, 1997, p. 41).

Il faut reconnaître que la Banque Mondiale ne peut pas accepter que des structures institutionnelles ne partagent pas son avis sur les institutions comme règles du jeu et en suivant la *market-friendly approach*. Dans son projet de réforme structurelle, elle va démanteler des institutions ancestrales ou considérées anachroniques (Voir Chapitre 3), pour les remplacer par de nouvelles institutions plus tolérantes envers les marchés, dans un processus connu comme « modernisation ». La réforme structurelle est aussi un projet d'affaiblissement des capacités institutionnelles des sociétés qui y sont opposées, ou qui pourraient nuire, de quelque façon que ce soit, aux logiques du marché et de la mondialisation.

On comprend maintenant pourquoi la Banque Mondiale a choisi le cadre théorique de la nouvelle économie institutionnelle pour encadrer la réforme structurelle de seconde génération. Avec ce cadre théorique, la Banque Mondiale peut résoudre les problèmes éthiques et pratiques attachés à son intervention directe dans les pays, grâce à des stratégies pour fortifier le cadre institutionnel des pays concernés, réduire les coûts de transaction et amorcer la croissance économique.

Les réformes structurelles de première et seconde générations sont en fait une stratégie d'intervention sur les sociétés pour créer les conditions adéquates aux investissements étrangers, libéraliser les économies, déréglementer les marchés, privatiser les biens publics, et créer une ambiance favorable aux investisseurs privés, et cela toujours dans un cadre de réformes institutionnelles qui rendent irréversibles les changements institutionnels mis en œuvre.

Nous avons souligné le rôle stratégique de la Banque Mondiale comme l'acteur le plus important des réformes structurelles de seconde génération, et nous avons constaté la relation entre le cadre théorique de l'économie libérale des institutions et la Banque Mondiale. Cependant, ce cadre théorique a besoin d'une articulation méthodologique pour se mettre en place. Il faut se souvenir que dans le discours sur le développement économique et la croissance, en plus du volet théorique, il faut ajouter les dimensions prescriptives et normatives. Le discours sur le développement est avant tout une praxis normative et prescriptive. La manière par laquelle la Banque Mondiale peut créer une méthodologie d'intervention normative et prescriptive cohérente avec ces cadres théoriques se fait à partir de la découverte des méthodologies de la *corporate governance*.

II.1. *Good Governance* et microéconomie du changement institutionnel

La notion de gouvernance, et par là de *corporate governance*, est liée à la distinction entre la propriété des entreprises et leur gestion. Ce phénomène avait déjà été remarqué par R. Hilferding au début du 20^{ème} siècle (Hilferding, 1970). Hilferding voulait expliquer en des termes marxistes la crise économique du capitalisme et le phénomène de l'administration des marchés par les monopoles, qu'il a identifié comme

le cœur du capital financier, c'est-à-dire, l'appropriation des processus de production et de distribution qui appartiennent au capital industriel par les banques⁴³.

Cependant, ce sont A. Berle et G. Means (Berle & Means, 1932) qui vont souligner l'importance de la *corporate governance* (le gouvernement corporatif), dans la dispersion et dans la structure juridique de la propriété actionnariale des entreprises. Berle et Means vont souligner les enjeux inhérents à la distinction stratégique entre propriété et management des entreprises. La *corporate governance* est la solution apportée pour régler l'écart stratégique entre gestion et propriété.

Par ailleurs, la montée en puissance des bourses financières avec la participation des investisseurs institutionnels issus des politiques de dérégulation financière, l'innovation financière, la puissance des réseaux informatiques, et le degré croissant de centralisation des marchés internationaux, ont donné à l'approche de la *corporate governance* une nouvelle dimension. En effet, la mondialisation financière a provoqué l'apparition de nouveaux acteurs et de nouvelles innovations financières qui accentuent l'écart entre management et propriété.

Ainsi, l'écart entre la propriété (*stockholders-shareholders*) et la gestion (*management*) des corporations avec des marchés financiers très sophistiqués et dérégulés va complexifier cette relation. Pour régler ces écarts entre *stockholders-shareholders* et le *management* dans un contexte de contrôle partagé, on a recours au *gouvernement corporatif* comme un ensemble de techniques et de procédures qui permettent le contrôle de la gestion des entreprises par leurs actionnaires.

La création des Conseils d'Administration par les *stockholders*, en particulier dans les entreprises transnationales, permet un contrôle sur une gestion chaque fois plus complexe. D'ailleurs, les négociations intra-firme (à l'intérieur des entreprises), du fait

⁴³ « Mais la banque, non seulement peut accorder davantage de crédit à la société par actions qu'à l'entreprise privée, mais peut aussi placer une partie de son capital en actions pour une durée plus au moins longue. Dans tous les cas, la banque prend un intérêt durable à la société par actions, qu'elle doit, d'une part, contrôler pour assurer le bon emploi de son crédit et, de l'autre, dominer le plus possible en vue de s'assurer toutes les transactions financières qui rapportent des bénéfices. Tout cela explique l'effort que font les banques pour exercer une surveillance constante sur les sociétés par actions auxquelles elles sont intéressées, et cela en se faisant représenter au conseil d'administration. Cette représentation assure en même temps la garantie que la société laisse faire par la banque toutes les autres transactions financières en rapport avec les émissions. D'un autre côté, la banque s'efforce, pour répartir le risque et élargir son cercle d'affaires, de travailler avec le plus grand nombre de sociétés possibles. » (Hilferding, 1970, p. 81).

de la complexité des taux de change et des régimes de taxation, entre autres, requiert une connaissance plus pointue de la part des *stockholders* sur le management. Avec la montée en puissance de l'industrie financière et le développement des nouveaux instruments de crédit (Chesnais, 1996), le gouvernement des entreprises devient une technique extrêmement complexe et touchant de nombreux domaines.

II.2 Governance, good governance et corporate governance

Comme nous l'avons vu, les notions de gouvernance et de *corporate governance* sont nées des réflexions sur les intérêts opposés, issus de la différence entre le management des corporations et leur propriété. Cette distinction est liée à l'essor des marchés et du capitalisme. Ainsi, la théorie de la gouvernance des entreprises opère une articulation entre la microéconomie et le droit des entreprises :

“In fact, this is the definition of corporate governance Shleifer and Vishny advance in their 1997 review: “Corporate governance deals with the ways in which suppliers of finance to corporations assure themselves of getting a return on their investment” (Berglöf & Claessens, 2006, p. 136).

Pour Maher et Andersson (1999), la théorie de la gouvernance des entreprises est en rapport avec les problèmes de l'*agence* dont le *principal* (l'accionariat) cherche à contrôler les « asymétries de l'information » qui se produisent dans la séparation entre la propriété (*stockholders*) et le management de l'entreprise. La théorie microéconomique reconnaît plusieurs types de contrôle exercé par les propriétaires des entreprises: les conseils de direction, le contrôle des signaux des marchés, le contrôle direct, les bonus pour les *CEO's* (Chief Executive Officer), etc.

Le concept de *corporate governance* appliqué aux entreprises implique la création d'instruments précis de contrôle et de surveillance. Ces instruments peuvent se convertir en cadres méthodologiques pour diriger et coordonner les activités des gestionnaires, par exemple l'analyse *SWOT* (DAFO en français). C'est justement la création de nouveaux instruments de contrôle et de gestion qui a attiré la Banque Mondiale et ses alliées. Ces outils acquièrent une dimension plus large lorsqu'ils sont intégrés au discours du développement et à l'intervention des réformes structurelles de seconde génération.

L'une des plus connus est certainement l'approche du « cadre logique » utilisée dans les projets de réforme sectorielle. Dans l'approche du cadre logique, on peut remarquer que la *corporate governance* sert d'instrument dans la réforme sectorielle et le développement économique, et alimente la dérive technico-instrumentale du développement.

Dans cette approche, nous trouvons les dimensions suivantes : (i) identification de partenaires, problèmes de la communauté et leurs liens de causalité ; (ii) les objectifs globaux et spécifiques ; (iii) les cibles opérationnelles et vérifiables ; (iv) les sources de vérification ; et, finalement (v) la formulation des activités, le planning d'activités et de responsabilités.

Cette structure logique d'intervention, d'analyse, de contrôle, d'allocation des responsabilités et de définition d'objectifs sera le cadre d'intervention de toute la stratégie du développement créée à partir de la réforme structurelle et de la réforme sectorielle. En effet, presque toute la Coopération au Développement, y compris les ONG qui y sont liées, travaille à partir de l'approche du cadre logique.

II.3. Gouvernance et développement

La « bonne gouvernance » pour le développement est née à partir des troubles sociaux provoqués par l'imposition des politiques d'ajustement, et comme un besoin d'articuler les procédures pour surmonter ces conflits sociaux, dans une démarche technique de développement. En effet, les politiques de choc de l'ajustement structurel se sont heurtées à des résistances sociales parfois persistantes et dures (Klein, 2010). D'ailleurs, les politiques de privatisation et de décentralisation ont provoqué des conflits avec les élites locales et même entre corporations privées. Il fallait, pour le FMI et la Banque Mondiale, régler ces conflits et les inscrire dans les logiques de la réforme structurelle.

Dans ce sens, la bonne gouvernance a joué un rôle de charnière entre le changement institutionnel des réformes structurelles de seconde génération et le consensus social qu'il exigeait. La bonne gouvernance est une notion très idéologique avec des buts concrets : structurer le consensus nécessaire pour avancer et consolider les réformes structurelles sur un schéma très technique. C'est justement parce que

l'enjeu est politique que le concept clé pour le changement institutionnel et la réforme structurelle est celui de *bonne gouvernance* :

« ... It is the purpose of the Bank Group to assist countries to help themselves by catalyzing the capital and policies through a mix of ideas and experience, development of private market opportunities, and support for good governance... » (Zoellick, Robert, 2007 : 8).

La Banque Mondiale va intégrer la *corporate governance* aux démarches du développement sous plusieurs dimensions : du renforcement des droits de propriété pour les investisseurs privés, jusqu'à la lutte contre la pauvreté. Cette démarche est fondamentale pour consolider les processus de réforme structurelle qui sont produits par les réformes de seconde génération.

La *corporate governance* adopte une allure plus politique lorsque les gouvernements s'engagent dans les réformes structurelles de seconde génération. Les dimensions sont alors : (1) la lutte contre la corruption ; (2) les avancées dans l'autorégulation et la dérégulation des marchés ; (3) la participation citoyenne dans les réformes de seconde génération ; (4) les nouvelles structures juridiques qui vont encadrer les réformes ; (5) le dérèglement climatique. La Banque Mondiale va tellement étirer le concept de *corporate governance* qu'il va toucher presque toutes les dimensions des réformes structurelles de seconde génération⁴⁴.

II.3.1. Good Governance et les dimensions du développement

La Banque Mondiale et ses alliées ont beaucoup insisté sur le fait que la bonne gouvernance (*good governance*) était nécessaire au développement et à la croissance. Dans plusieurs déclarations, la bonne gouvernance incarne la condition préalable pour relancer et stabiliser la croissance :

“Good corporate governance contributes to sustainable economic development by enhancing the performance of companies and increasing their access to outside capital. Increased access to capital encourages new investments, boosts economic growth, and provides employment opportunities. Good corporate governance also helps companies

⁴⁴ La Banque Mondiale va créer une base de données de bonne gouvernance pour presque tous les pays de la planète, voir World Bank, (2016b).

operate more efficiently, mitigates risk, and safeguards against mismanagement.”
(World Bank, 2016, p. 24).

La bonne gouvernance est ainsi devenue un enjeu du développement. Dans la stratégie de la réforme structurelle, elle est le facteur clé pour assurer la stabilité et l'irréversibilité des mesures prises. Dans tous les cas, l'axe d'intervention est l'approche institutionnelle, et la procédure du changement institutionnel, la bonne gouvernance.

Le concept de bonne gouvernance peut intégrer plusieurs dimensions sociales et politiques, comme celles de la participation citoyenne et des droits humains :

« It is now widely accepted that justice institutions are crucial for good governance and sustainable development and can play an important role in protecting human rights » (World Bank, 2016, p. 85).

Le concept de bonne gouvernance sert aussi à l'allocation des capitaux dans les marchés financiers et la lutte contre la pauvreté :

« Target 12: Develop further an open, rule-based, predictable, nondiscriminatory trading and financial system (including a commitment to good governance, development, and poverty reduction, nationally and internationally)”
(World Bank, 2016, p. 110).

Le concept de bonne gouvernance sert aussi pour consolider le rôle des agences de la Banque Mondiale :

«MIGA's Access to Information Policy,... aims to enhance transparency and promote good governance with a view toward increasing the Agency's development effectiveness and strengthening public trust » (World Bank, 2016, p. 2).

Pour s'engager dans la lutte contre la corruption :

« The WBG Integrity Compliance Guidelines incorporate standards, principles, and components commonly recognized by many institutions and entities as good governance and antifraud and anticorruption practices. » (World Bank, 2016, p. 23) ;
« The World Bank Group views good governance and anticorruption as critically important to its mission goals. Many governance and anticorruption initiatives focus on assisting countries in improving governance and controlling corruption, minimizing

corruption on World Bank-funded projects, and internal organizational integrity » (World Bank, 2016, p. 26).

Pour construire les institutions économiques pour le marché et la gouvernance des entreprises privées :

« This process includes training materials and institution-building tools in the areas of corporate governance associations, codes and scorecards, board leadership training, dispute resolution, the training of business reporters, and implementation of good governance practices in firms. Strong corporate governance depends on diversity in board leadership. » (World Bank, 2016, p. 25).

Le concept de *bonne gouvernance* sert aussi à consolider l'extractivisme et légitimer les dérives de l'extractivisme :

« In this context, the WB (World Bank) also works with governments on EITI (Extractive Industries Transparency Initiative) issues as part of broader WB-supported programs on extractive industries reform, natural resource management, and good governance and anticorruption. In addition to supporting the governments involved in the EITI, the WB has also provided financial support from its own funds to a number of civil society groups concerned with EITI implementation» (World Bank, 2016, p. 54).

Une issue très concrète du *gouvernement corporatif* pour le développement économique, et la réforme structurelle qui y est attachée, est la tendance à l'utilisation d'indicateurs quantitatifs de gestion, de procédures et d'administration. Toute matrice de développement sectoriel doit être accompagnée de systèmes d'indicateurs. Les objectifs du développement doivent aussi avoir leurs indicateurs corrélatifs, de même que les activités, les coûts, etc. Dans le cadre du développement, ce sont les indicateurs quantitatifs qui prennent le relais, et la logique entrepreneuriale qui devient la logique du développement économique. Toute la complexité liée au développement disparaît et va se convertir en une logique d'indicateurs. L'extrême attention portée aux indicateurs relève des logiques déployées par le gouvernement corporatif.

La notion de bonne gouvernance appliquée au développement signifie alors l'incorporation des logiques d'intervention dans un cadre méthodologique très précis, et dont la plus importante est la capacité de contrôle et de surveillance. Ainsi, la bonne

gouvernance inclut l'ensemble des procédures méthodologiques qui permettent la mise en œuvre des politiques de réforme structurelle et qui peuvent être mesurées.

SECTION III

LES STRATEGIES D'INTERVENTION : LE COUNTRY ENGAGEMENT MODEL (CEM)

Comment se sont imposées les réformes structurelles de seconde génération ? Quels en sont les modes opératoires, les techniques et les cadres d'intervention ? Les réponses à ces questions nous amènent aux cadres d'intervention spécifiques de la Banque Mondiale et ses alliées dans plusieurs pays du Sud.

Dans ces cadres d'intervention, nous allons trouver tous les concepts théoriques du changement institutionnel, la *market-friendly approach*, et les méthodologies de la bonne gouvernance déployés comme politiques du développement. Il s'agit d'un volet prescriptif et normatif du développement comme stratégie d'intervention directe.

Il faut souligner que la manière de mettre en place les réformes structurelles de seconde génération a été soigneusement étudiée, analysée et encadrée par la Banque Mondiale. Pas un seul détail n'a été laissé au hasard.

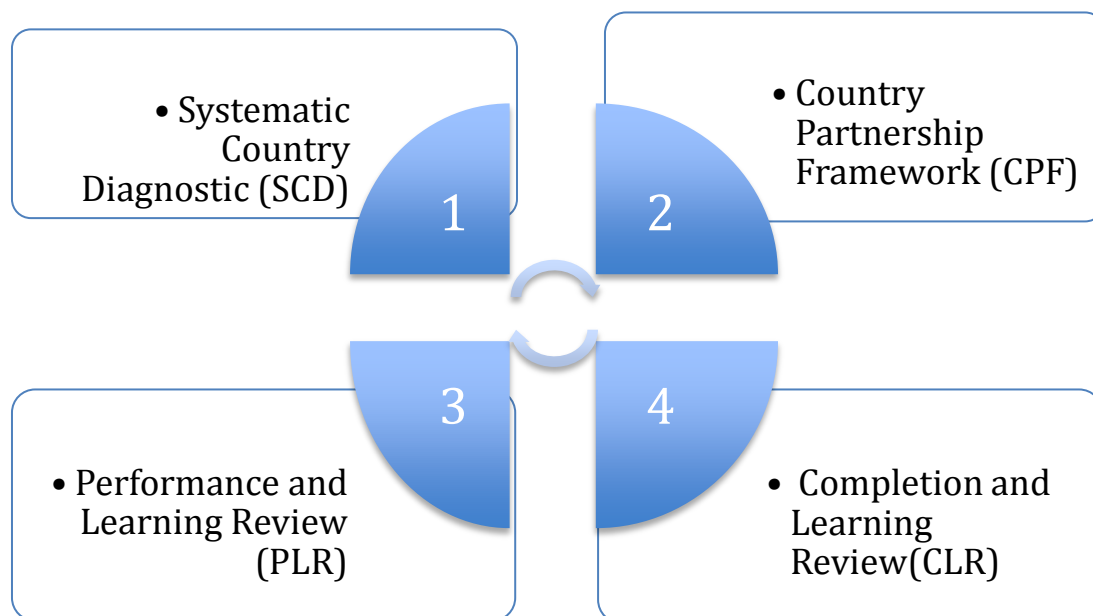
III. 1. Le modèle d'engagement avec les réformes structurelles

Pour comprendre le volet stratégique de la Banque Mondiale et sa manière d'agir, nous allons analyser le **Country Partnership Framework** et les outils spécifiques nommés *Country Assistance Strategy* (CAS) et *Country Partnership Strategy* (CPS)⁴⁵, créés et développés par la Banque Mondiale. Ces instruments sont peut-être les outils

⁴⁵ **"Country Partnership Framework.-** In 2014, the Country Partnership Framework (CPF) replaced the Country Assistance/Partnership Strategy. The CPF is a four- to six-year strategy that the World Bank Group develops for a country to guide its operational activities. The CPF focuses on the WBG's added value in that country and is produced in close coordination with the WBG's counterpart in government (usually the Ministry of Planning/International Cooperation or Ministry of Finance). All projects and programs that the WBG finances within the time frame of this strategy must be aligned with it. The CPF is built around" (World Bank, 2016, p. 28).

les plus complexes de l'intervention directe de la Banque Mondiale dans les pays les plus pauvres. Le *Country Partnership Framework* (CPF) part d'une stratégie plus vaste appelée *Country Engagement Model* (CEM), qui peut se résumer de la manière suivante :

Figure 8 : Le modèle d'engagement des pays pour les réformes structurelles de seconde génération



Source : World Bank (2016)

Dans le *Country Engagement Model* (CEM), le *Systematic Country Diagnostic* (SCD):

“... is intended to become a reference point for client consultations on priorities for Bank Group country engagement. It is intended to help the country government, the World Bank Group, and other development partners establish a dialogue to focus their efforts around goals and activities that have high impact and are aligned with the global goals of ending extreme poverty and boosting shared prosperity...” (World Bank, 2016, pp. 27-28)

Le *Performance and Learning Review* (PLR) qui permet de:

“ identify and capture lessons; determine midcourse corrections, and help build the WBG’s knowledge base, including effective approaches for integrating inclusion and sustainability dimensions (including gender and environmental sustainability) into the SCD and CPF.” (World Bank, 2016, p. 28)

Cependant, de tous les instruments du *Country Engagement Model*, le *Country Partnership Framework* (CPF) est celui qui contient les éléments les plus explicites pour lancer et mettre en œuvre les réformes de seconde génération. C'est pour cela qu'on va prendre les instruments du CPF (notamment le CAS et le CPS), afin d'analyser les modèles d'intervention directe créés pour engager des politiques de développement particulières.

Bien que la Banque Mondiale ait établi un instrument préalable de négociation avec les pays, le *Country Economic Memorandum* (CEM)⁴⁶, celui-ci va jouer le même rôle que les Mémoires d'Entente avec le FMI. En fait, le CEM va donner toute légitimité à l'intervention de la Banque Mondiale dans les pays concernés.

III.1.1. La structure des Country Partnership Framework CPF

Dans le *Country Partnership Framework*, on peut retrouver les cibles les plus importantes de la réforme structurelle de seconde génération et leur application à la réalité des pays non-industrialisés. Par ailleurs, le CPF va mettre en place des réformes structurelles à travers des projets spécifiques de développement sectoriel. Dans ce sens, l'objectif le plus important des *Country Partnership Framework* est, justement, de créer le cadre institutionnel qui permettra d'initier la réforme sectorielle.

Dans le *Country Partnership Framework*, on trouve généralement la structure suivante :

(1) les pays où vont se dérouler l'intervention sont considérés comme des clients du développement (*client focus*), dans la mesure où ils ont signé le *Country Economic Memorandum* (CEM) qui légitime l'intervention de la Banque Mondiale ;

(2) les buts de l'intervention légitimés par les indicateurs de réduction de la pauvreté (*poverty focus*) ;

(3) la structure institutionnelle qui va supporter les réformes structurelles (*governance and institutions*) ;

⁴⁶ "The Country Economic Memorandum (CEM) provides a comprehensive analysis of a country's economic developments, prospects, and policy agenda, and it identifies policy reforms for key economic sectors. The CEM also serves as a basis for dialogue with government on critical policy issues and provides background information and analysis to members of aid groups and other donors." (World Bank, 2016, p. 27)

- (4) le cadre économique, social, institutionnel, juridique et politique qui entoure les réformes structurelles ;
- (5) les cibles concrètes d'intervention (les projets sectoriels) ;
- (6) les risques qui menacent les réformes structurelles ;
- (7) les stratégies de collaboration avec les autres partenaires du développement (le cadre institutionnel d'appui) ;
- (8) Les mécanismes de monitoring, coordination et évaluation.

D'habitude, une stratégie *Country Partnership Framework* a une durée de quatre à six ans et garantit l'intervention de l'ensemble des institutions du Groupe Banque Mondiale (WBG) : la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement (BIRD), l'Association Internationale pour le Développement (AID), la Société Financière Internationale (IFC), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA), le Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (CIRDI) et l'Institut de la Banque Mondiale (WBI) (World Bank, 2016).

Avec le Groupe Banque Mondiale, dans le *Country Partnership Framework* interviennent également la plupart des organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ; les agences publiques de coopération internationale au développement des pays de l'OCDE ; des organisations non-gouvernementales pour l'aide et le développement (ONG) ; les banques régionales de développement ; des acteurs privés engagés dans l'aide et le développement ; et, bien sûr, le FMI et l'Organisation Mondiale du Commerce.

Généralement, les stratégies *Country Partnership Framework* ne sont pas renégociées après avoir été signées et approuvées. Les divergences que peuvent exprimer les pays sont enregistrées mais ne changent en rien ni le sens ni la structure même des *Country Partnership Framework* (World Bank, 2016). Les stratégies *Country Partnership Framework* sont légitimées en tant que *Poverty Reduction Strategy* (stratégies pour la réduction de la pauvreté) et tous les projets qui y sont inscrits sont conçus dans ce sens.

En fait, l'ensemble de la réforme structurelle va se dérouler en s'appuyant sur l'idée de réduction de la pauvreté. L'objectif affiché dans la plupart des *Country*

Partnership Framework est d'accroître la productivité à partir d'un développement durable qui puisse réduire la pauvreté et redistribuer les revenus. Comme condition de départ, les *Country Partnership Framework* considèrent nécessaire la consolidation macro-économique par la voie de la stabilité et de la libéralisation de l'économie (World Bank, 2016).

III.1.1.1 CPF et projets sectoriels

À la différence des Mémoires d'Entente signés avec le FMI, les *Country Partnership Framework* sont des documents exhaustifs orientés vers le financement de projets spécifiques de développement.

Ils contiennent d'habitude les éléments suivants :

(1) le diagnostic de la situation économique, sociale et politique du pays. Ils font parfois référence explicitement aux problèmes les plus importants du pays : par exemple, la paix à la suite de conflits armés, l'emploi après des récessions, la participation sociale après d'importantes mobilisations sociales, etc. ;

(2) Généralement, le *Country Partnership Framework* fait référence au contexte spécifique des accords d'assistance et offre une description du gouvernement et des accords réalisés au préalable ;

(3) S'il y a eu des accords *Country Partnership Framework* préalables, alors la Banque Mondiale y fait référence pour établir un lien entre les nouveaux projets sectoriels et les anciens, démontrant en cela la continuité dans les projets de réforme structurelle ;

(4) Le détail de la stratégie d'intervention avec les axes sur lesquels vont s'articuler les projets sectoriels et les domaines thématiques pour chacun d'eux, et les ressources financières et humaines engagées ;

(5) La Banque Mondiale, à partir des axes d'intervention définis, va ouvrir le champ d'action aux partenaires de la coopération internationale au développement et des banques régionales de développement ;

(6) Elle va présenter le programme d'intervention avec les projets sectoriels, leurs coûts et les prêts correspondants dans les scénarios prévus ;

(7) Les *Country Partnership Framework* font toujours référence aux risques qui peuvent menacer les objectifs prévus.

Les projets de réforme sectorielle sont l'enjeu le plus important des *Country Partnership Framework* car ils représentent la mise en place des objectifs de la réforme structurelle. Dans les *Country Partnership Framework*, les projets sectoriels sont encadrés sous trois volets, déjà analysés :

- la gouvernance institutionnelle (réforme structurelle de l'État et de l'économie) ;
- la gouvernance sur le développement humain (le capital humain) ; et,
- la gouvernance sur les territoires et leurs ressources (l'extractivisme).

III.1.1.2. Des cas spécifiques de CPF

Pour comprendre l'ampleur et la mise en place des réformes structurelles contenues dans les *Country Partnership Framework*, il faut se rapporter à des cas concrets d'application. Nous allons présenter les cas des *Country Partnership Strategy* (CPS) au Mexique (2014-2019), aux Philippines (2015-2018), et en Bolivie (2012-2015) et la *Country Assistance Strategy* (CAS) au Bangladesh (2011-2014). Les cas étudiés relèvent de pays du Sud très différents entre eux. Il faut souligner qu'il ne s'agit pas de faire une étude de cas des pays signalés, mais plutôt d'analyser les pratiques de la Banque Mondiale et l'imposition des réformes structurelles dans ces cas spécifiques, précisément à partir de ces documents.

Dans les exemples utilisés, nous ferons ressortir les aspects de la réforme structurelle qui sont en rapport avec les thèmes soulignés dans cette recherche, c'est-à-dire, la réforme structurelle comme un projet politique dans lequel le développement, la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption et la modernisation de l'État sont des outils et des stratégies qui démontrent que le discours sur le développement est avant tout une praxis normative et prescriptive.

Les documents *Country Partnership Framework* (CPF) sont longs, parfois répétitifs, très descriptifs, pleins d'indicateurs et de matrices d'objectifs et d'activités, et leur portée théorique est mince. Néanmoins leur structure analytique relève toujours des méthodologies de la *corporate governance*.

En effet, n'étant pas des documents académiques, leur consistance épistémologique est donc réduite. D'ailleurs, l'opinion du monde universitaire sur ces documents ne préoccupe en aucun cas la Banque Mondiale, car ils ne sont pas élaborés dans une optique de recherche, mais bien pour appliquer le développement *in situ*. À l'inverse, les CPF ne sont pas un objet d'étude et d'analyse des universitaires. Il n'existe quasiment pas d'études spécifiques à leur sujet. Les CPF sont des documents très idéologiques, mais très précis quant aux cibles et aux tâches à accomplir dans la réforme structurelle.

Effectivement, les *Country Partnership Framework* sont de véritables plans de gouvernement. Leur champ d'action est tellement vaste qu'on peut parfois avoir la sensation d'être en face de plans de gouvernement que les métropoles auraient imposé à leurs colonies. En effet, pour signer un accord *Country Partnership Framework* les gouvernements sont censés renoncer, même de façon implicite, à leur souveraineté.

Les États qui ont souscrit un accord de prêt, *Country Partnership Framework*, avec la Banque Mondiale, sont obligés de placer leurs politiques publiques, dans des domaines très sensibles et parfois stratégiques comme l'éducation ou la santé, sous la supervision, la surveillance et le contrôle discrétionnaire de la Banque Mondiale et de ses alliés. Pour cela, les États doivent sacrifier leur souveraineté.

Les stratégies des *Country Partnership Framework* sont de véritables outils politiques pour mettre en place des changements sociaux très importants en fonction des rapports de pouvoir et de domination déjà établis. Pour comprendre les enjeux qui en découlent, il faut analyser leur contenu et en saisir la portée, et utiliser quelques exemples pour éclaircir ces enjeux.

III.2. Expériences spécifiques de Country Partnership Framework

Pour des raisons analytiques et heuristiques, nous allons étudier les CPF suivants:

- Le Country Partnership Strategy (CPS) au Mexique, 2014-2019
- Le CPS aux Philippines 2015-2018
- Le Country Assistance Strategy (CAS) au Bangladesh : 2011-2014
- Le CPS en Bolivie 2012-2015

Nous avons choisi ces quatre études de cas afin de démontrer l'ampleur des projets des réformes sectorielles de la Banque Mondiale et pour en souligner les pratiques, les méthodologies, les cadres d'intervention, les secteurs ciblés, et la façon d'intégrer plusieurs dimensions institutionnelles dans les processus de réformes structurelles.

III.2.1. Le Country Partnership Strategy (CPS) au Mexique, 2014-2019

Le gouvernement mexicain a signé un accord de dette CPS avec la Banque Mondiale en octobre 2013 pour la période 2014-2019, pour un montant de 16.5 milliards de dollars (World Bank, 2013). Par ailleurs, le Mexique est un pays très engagé dans les réformes structurelles néolibérales depuis la crise de la dette de 1982⁴⁷.

En effet, en 1994, le pays a été le premier en Amérique latine à souscrire un Accord de Libre Échange avec les États-Unis et le Canada (ALENA). En parallèle, il met en place des réformes structurelles de première et seconde générations. Malgré ces réformes, la pauvreté augmentait et le pays souffrait d'épisodes récurrents de crise financière et économique (Manrique Campos, 2001). L'accord CPS pour les années 2014-2019 est la continuation d'un autre accord pour la période 2008-2013. Dans cet accord de prêt, le CPS 2008-2013 définissait les objectifs d'intervention suivants :

“It [CPS] was well aligned both with Mexico’s six-year political cycle and the country priorities of President Calderon’s administration as stated in the 2007-12 National Development Plan (NDP). Early in its implementation, the CPS provided a framework for a strong and flexible knowledge-focused partnership with a more limited financing relationship and focused knowledge and financial engagement in five key thematic areas: (a) accelerating growth; (b) improving competitiveness; (c)

⁴⁷ En 1996, la Banque Mondiale a signé un accord CAS avec le gouvernement du Mexique. Cependant, cet accord a soulevé de nombreuses critiques : « The Mexico CAS illustrates the misguided priorities of the Banking in countries throughout the world – sacrificing wages, jobs, and social services in order to pay the foreign debt an secure fiscal surpluses. » (Purcel & Heredia, 1999, p.173)

promoting social inclusion and reducing poverty; (d) developing infrastructure and assuring energy security and environmental sustainability; and (e) strengthening institutions.” (World Bank, 2013, p. 48)

Dans le CPS 2008-2013, la Banque Mondiale a identifié les domaines thématiques suivants, considérés stratégiques :

Tableau 9: Domaines thématiques CPS 2008-2013, Mexique.

Thematic Areas and Outcome Areas CPS Rating
I: Accelerating Growth
1. Countercyclical Fiscal Policies During 2009 While Adopting... (Partially Achieved)
2. Implementation of Regulatory Reforms to Foster Financial Sector... (Achieved)
3. Enhancement of Short Term Employment Support Programs... (Achieved)
(Purcel & Heredia, 1999)
II: Improving Competitiveness
5. Strengthening and Expanding the Government's Quality Schools... (Achieved)
6. Greater Support for Improved Coverage and Quality of Education... (Achieved)
7. Improved Relevance of Upper Secondary Education (Achieved)
8. Equitable Expansion of Tertiary Education Through Student... (Achieved)
9. Improved Human Skills, Infrastructure, Links Between Local... (Partially Achieved)
III: Promoting Social Inclusion
10. Increase Capacities in Health, Nutrition and Education of Poor... (Achieved)
11. Preserve and Expand the Popular Health Insurance's Coverage... (Achieved)
12. Improve Access to ECD Services and Learning Outcomes...(Achieved)
13. Strengthen the Capacity of the Mexican Health System...(Partially Achieved)
IV: Developing Infrastructure, Assuring Energy Security and Env. Sustainability
14. Development of Massive Urban Transport Evaluating Alternative.. (Achieved)
15. Catalytic Use of Clean Development Mechanism to Foster... (Achieved)
16. Improve Federal Housing System to Facilitate Access... (Partially Achieved)
17. Tools and Instruments to Induce Local Authorities to Improve... (Achieved)
18. Provision of Environmental Services of National and Global... Achieved
19. Increase Access to Efficient and Sustainable Integrated Energy... Partially Achieved
20. Regulatory Monitoring and Financial Framework for Low... Partially Achieved
21. Reduce GHG (CO2) Emission Through the Adoption... Achieved
22. Promoting Adaptation to Climate Change Achieved

V. Strengthening Institutions
23. Selected Federal Departments and Agencies Providing... Partially Achieved
24. Improved Administration in Selected Municipal Governments Achieved
25. Improved Efficiency of Customs Processes Not Achieved
26. Strengthened Fiscal Transparency, Governance & Accountability Partially Achieved
27. Support the Improvement of Institutional Performance of... Partially Achieved
28. Improved Capacity Building and Communication Practices Achieved

Source : World Bank (2013)

Pour chaque axe thématique correspond un ensemble de projets sectoriels spécifiques qui reprennent les objectifs des réformes structurelles de seconde génération. Ainsi, pour l'axe thématique 1. *Accelerating Growth*, et le domaine thématique: 1. *Countercyclical Fiscal Policies During 2009*, le groupe de la Banque Mondiale développait les projets de réforme sectorielle suivants :

**Tableau 10 : Domaines thématiques CPS 2008-2013 :
projets sectoriels de réforme structurelle (Mexique)**

Thematic Areas and Outcome Areas CPS Rating	WBG Activities
I: Accelerating Growth	
1. Countercyclical Fiscal Policies During 2009 While Adopting... (Partially Achieved)	FY10: Economic Policies in Response to the Global Crisis Development Policy Loan (P118070) CD: 31-Dec-2010
	FY12: PSIA - Poverty & Social Impact Analysis MDTF (TF097880)
	FY13: Fiscal Federalism Study (TF099048)
	FY13: Fiscal Management -child PKS (P129942)

Source : World Bank (2013)

C'est cependant le domaine thématique (2) du même axe qui bénéficie de la plupart des projets sectoriels de réforme structurelle.

Tableau 11 : Domaines thématiques CPS 2008-2013 : Projets sectoriels de réforme structurelle pour la mise en place des réformes du secteur financier (Mexique)

Thematic Areas and Outcome Areas CPS Rating	WBG Activities
I: Accelerating Growth	
2. Implementation of Regulatory Reforms to Foster Financial Sector... (Achieved)	Financial:
	FY03-FY11: Savings and Credit Sector Strengthening and Rural Microfinance Capacity Building (P070108) + AF; CD: 28-Feb-2011+ Grant: Strategy for Access to Financial Services in Mx Rural Areas (TF098983)
	FY04: Mexico Savings & Rural Finance (BANSEFI) Project - Phase II (P087152) AD:29-June-2004; CD:31-Jul-2012

FY08-FY12: Alta Growth Fund – Private Equity Fund (IFC)
FY08-FY13: Agrofinanzas – Farmers lending (IFC 26206)
FY09: Mexico Global Cat Mutual Bond Risk Mod (P111257)
FY09-FY13: Progreseemos-Microfinance (IFC 26338) -
FY10: Banorte-Commercial banking (IFC 28213)
FY10: Finterra - SME Banking, Agribusiness Finance (IFC 575848)
FY10: Microcred -Microfinance (IFC
FY11: Compartamos- Micro credits to women (IFC 29634)
FY11: Alta Ventures - Private Equity Fund
FY11: Strengthening the Business Environment for Enhanced Economic Growth DPL (P112264)
FY12: Savings and Credit Sector Consolidation and Financial Inclusion Project (P123367) CD: 31-Jul 2015
FY12: Mifel - SME Banking (IFC 29030)
FY13: CHG El Camino – Leasing Services (IFC 30731) Knowledge:
FY08: Financial Sector Competitiveness (P106025)
FY08: Anti-Money Laundering /CFT Assessment of Mexico (P110383)
FY09: Global Cat Mutual Bond Risk Mod (P111257)
FY09: IFC-Access to capital for mortgage Sofoles (IFC 548185)
FY09: HF Cajas Mexico – Housing Finance (IFC 567848)
FY10: MX Capital Markets (P114097)
FY11: Financial Literacy in Mexico (P121967+ TF096913)
FY11: Mexico Insolvency and Creditor Rights (ROSC) (P119779)
FY11: PPIAF Pooled Bond Issue Quintana Roo (TF094649)
FY12: Financial Sector Assessment Program (FSAP) - Mexico (P127554)
FY12: Mexico: Financial Crisis Preparedness TA (P120524 + TF095837 - FIRST 9051)
FY12: Assessing Poverty and Distributional Impacts of the Financial Crisis (TF094729)
FY13: Developing Markets for Risk Mgmt. (P130076) – also in Thematic Area IV

Source : World Bank (2013)

Nous pouvons donc apprécier un des éléments du *modus operandi* de la réforme structurelle. Le discours sur la pauvreté, la croissance, la stabilité, la lutte contre la corruption, la participation citoyenne, et la soutenabilité environnementale sont d'abord utilisés pour légitimer *ex ante* toute la stratégie d'intervention sur le pays. Ensuite, les domaines plus généraux en rapport avec les conditions concrètes du pays sont définis. Chaque domaine se structure en fonction d'aspects spécifiques qui consolident la réforme structurelle et qui prennent le relais des réformes plus anciennes. Par la suite, les détails des projets d'intervention sont élaborés pour chacun des domaines établis. Cependant, la réforme structurelle de seconde génération ne s'arrête pas là ; ce sera le

tour, ensuite, des projets sectoriels qui auront pour tâche de gérer les ressources des dettes CAS ou CPS.

Dans le tableau 5, nous pouvons observer que concernant *l'Implementation of Regulatory Reforms to Foster Financial Sector*, le concept qui sert de pivot pour la plupart des projets sectoriels est celui de micro-finance. Les micro-finance ont servi à monétiser les réseaux sociaux qui, jusqu'à l'arrivée de la réforme structurelle, avaient été écartés des institutions financières formelles. Il ne s'agit pas d'exprimer un jugement de valeur sur leur pertinence, mais plutôt de comprendre les tenants et aboutissants d'une stratégie déterminée, sa mise en place et son impact sur la société.

La stratégie CPS de la période 2008-2013 pour le Mexique a développé un peu plus de 200 projets sectoriels de réforme structurelle. Chaque projet relevait des techniques de la *corporate governance*. L'objectif global de tous les projets sectoriels reposait sur la réduction de la pauvreté, bien que les résultats aient été extrêmement décevants en la matière. Au contraire, dans les projets sectoriels de la Banque Mondiale présentés ci-dessus, l'enjeu réel est la privatisation et l'adéquation aux exigences de l'ALENA, dans des domaines très stratégiques comme la privatisation des réseaux routiers, la sécurité, l'agriculture, les infrastructures, l'accès à l'eau et la santé :

FY08: Agricultural Trade (P101273)

FY11: Customs Assessment Tool for Trade (CATT) (TF095406)

FY13: MX- (JIT) Citizen Security NLTA (P143218)

FY12: Health System Modernization (P106709)

FY11: Roads Concessions improvement- PPP (IFC 26232)

FY04-FY09: Lending Decentralized Infrastructure Reform and Development Loan (P080149)

FY10-FY12: Gran FY00-FY09: GEF Grant Mexico Mesoamerican Biological Corridor Project (TF24371, P060908)

PPIAF: Market Based Infrastructure Financing for Campeche (P122401) (World Bank, 2013)

Ces projets sectoriels coïncident parfaitement avec les exigences des accords ALENA.

Pour la CPS 2014-2019, la Banque Mondiale identifiait les objectifs stratégiques d'intervention suivants :

“Based on the above process of selectivity assessment, the Bank strategy: (i) exited several areas of previous CPS engagement (e.g., trade competitiveness, customs, judicial, and influenza support programs); (ii) centered its ongoing and new knowledge and convening program, including the growing reimbursable advisory program, around seven selective multi-year/multi-sector Programmatic Approaches for increased effectiveness and reduced transactions costs (e.g., in innovation strategies for poor states; in integrating social protection systems; in managing fiscal challenges; and in disaster risk management and urbanization); and (iii) limited its new financial services to the green and inclusive growth and the social prosperity themes (e.g., Oaxaca water, community education, and second generation *Oportunidades*⁴⁸). Compared to the previous CPS, the selectivity process resulted in a compression from 5 to 4 themes and in a reduction from 28 to 12 outcomes.” (World Bank, 2013: ii)

La particularité de l'accord CPS 2014-2019 pour le Mexique est qu'il est tellement intégré au Plan National de Développement (PND) du pays, que celui-ci semble être le relais national du CPS. En effet, toute la structure du Plan National de Développement du Mexique s'inscrit dans une stratégie plus vaste d'assistance pays (Country Assistance) de la Banque Mondiale. Par exemple, le premier objectif national pour le développement,

appelé « *México en paz* », se réfère à tous les enjeux de la réforme structurelle :

- “1. Democratic Governance
2. Articulating Federalism
3. National Security
4. Defense
5. Citizen Security
6. Judicial System
7. Human Rights
8. Safeguard Against Disaster
9. Accountability & Anticorruption” (World Bank 2013: Table 3)

C'est cependant le quatrième objectif du PND, appelé « *México Próspero* », qui illustre le mieux la continuité avec les réformes structurelles. Cet objectif établit les composantes suivantes :

⁴⁸ *Oportunidades*, c'est le nom du Programme de Transferts Monétaires Conditionnés créé par la Banque Mondiale.

“(a) Maintain macroeconomic stability, including managing external risks; (b) promote access to finance; (c) promote quality employment; (d) promote inclusive green growth that generates income, competition, and employment; (e) promote affordable access to energy and telecommunication services; (f) provide incentives for the development of a competitive internal market; (g) promote and strengthen entrepreneurship and small and medium-size businesses; and (h) promote investments and competitiveness of the mining, infrastructure, transport, agriculture and tourism sectors.” (World Bank 2013: 12).

La CPS 2014-2019 cherche à s’établir comme la structure de coordination et d’encadrement du Plan National du Développement du pays. Les axes d’intervention ont été créés pour compléter ou consolider ces objectifs qui, d’après la Banque Mondiale, devaient être mieux encadrés. Les domaines thématiques qui ont été convenus avec la Banque Mondiale et ses alliés pour la CPS-Mexique 2014-2019 sont :

1. “Promoting an integral social protection system
2. Implementing an integrated sovereign risk management framework
3. Promoting labor markets for inclusive growth
4. Reducing the footprint of growth
5. Using natural resources in an optimal way
6. Enhancing service delivery
7. Managing medium-term fiscal challenges at national and sub-national levels
8. Upgrading infrastructure
9. Fostering sound financial and private sector development
10. Toward a more competitive business Environment
11. Fostering innovation for productivity and competitiveness” (World Bank 2013, Table 3)

Or, pour chacun de ces axes thématiques, il est prévu de développer plusieurs projets sectoriels de la réforme structurelle. On peut ainsi observer l’ampleur et l’intensité de cette dernière au Mexique. Pas un seul secteur de l’État, de la société ou des territoires n’a été épargné par la réforme structurelle. On peut aussi souligner le rapport entre la planification de l’État et le CPS. D’après la description du CPS au Mexique, on peut affirmer que la planification de l’État mexicain a été conçue pour prendre le relais des prescriptions de la Banque Mondiale.

III.2.2. Le CPS aux Philippines 2015-2018

L'accord de prêt CPS 2015-2018 a été souscrit en mai 2014 entre le gouvernement des Philippines et la Banque Mondiale, avec un engagement de prêts d'environ un milliard de dollars par an pendant la durée de la CPS. L'accord CPS 2015-2018 est la continuation d'un accord CAS 2010-2013 qui a pour objectifs :

« Maintaining a stable macro - economy, improving the investment climate, better public service delivery, reduced vulnerabilities, and good governance.» (World Bank, 2014, p. 14); et qui, pour cela, avait mis en place 114 projets sectoriels (World Bank, 2014, p. 35).

Le programme CAS 2010-2013 avançait plusieurs recommandations qui seront d'ailleurs prises en compte dans la CPS 2014-2018 :

“Building on the progress made under this SO (Support Office, P.D.), the Government now needs to look at the second wave of structural reforms, following the initial focus on macro stabilization. The Bank should help assess the political economy of reform and the proper sequencing of reform implementation. These assessments should also help set realistic goals and expectations about institutional reform progress and prospects in key line agencies. ... The next phase of engagement involves shifting from action plans to implementation, notably in interagency and legislative bound agendas. The shift in phases has implications for the areas and types of engagement the Bank pursues. Valuable knowledge work to support implementation could include: documenting examples of engagement where the Bank and other development partners have successfully overcome fragmented government structure and processes; how to achieve better collaboration and coordination between multiple agencies; and how to gain traction during implementation.” (World Bank, 2014, p. 101).

Les Philippines sont un pays avec un taux de croissance élevé : 6.8% pour 2012 et 7.2% pour 2013 ; et 50% de ses exportations sont des biens technologiques à forte valeur ajoutée. De plus, le pays est engagé dans des réformes structurelles depuis 1980. Malgré ces taux de croissance et l'intervention de la Banque Mondiale avec un programme CAS pour la période 2010-2013, la pauvreté est restée constante pendant la dernière décennie : 43.4% de pauvreté en 2003 et 42.2% pour 2012. Elle est même passée dans les secteurs urbains de 11.3% en 2003 à 13.2% pour l'année 2009 (World

Bank, 2014, p. 2). Cependant, pour la Banque Mondiale, les causes de la pauvreté proviennent de la vulnérabilité climatiques, des catastrophes naturelles, de l'instabilité financière et des prix.

Le gouvernement philippin a créé, à la suite des élections de 2010 et dans le cadre du projet du gouvernement, le « Contrat Social pour le Peuple Philippin », Plan de Développement Philippin pour 2011-2016. Ce Plan de Développement a repris les objectifs les plus stratégiques de la réforme structurelle. De même que pour le Mexique, le Plan de Développement philippin est organisé sur le modèle des réformes structurelles de la Banque Mondiale, et la CPS 2015-2018 doit prendre le relais sur les thèmes que la Banque Mondiale considérait très importants pour les réformes structurelles de deuxième génération.

Or, dans la stratégie CAS 2010-2013, il faut souligner l'importance que la Banque Mondiale accorde à la bonne gouvernance comme une stratégie politique d'engagement des populations à l'égard de la réforme structurelle. On peut alors rendre compte de plusieurs stratégies développées à l'attention des populations :

Tableau 12: Good Governance Design in Projects Approved/Prepared during the CAS period 2010-13

Accountability	
FY 10: Social Welfare Development Reform	• Linking cash grants to poor households for education and health to specific criteria • Grants to beneficiaries through banks/ ATM
FY14: Learning, Equity and Accountability Program	• Strengthen accountability of schools including performance incentive scheme, reporting. Improve DepEd's financial reporting
FY14: National CDD	• Integrating CDD in LGU to strengthen downward accountability
Transparency and Participation	
FY 10: Social Welfare Development Reform	• Public information campaign • Third party ex-post reviews • Grievance redress system currently covering more than 3 million households; 98% of some 63,000 grievances lodged in 2011 resolved.
FY14: Learning, Equity and Accountability Program	• Information campaign to help implement performance incentive scheme • Strengthen participatory school planning process and participatory self-assessment • Regular Parent-Teacher Association meetings • Grievance redress system
FY14: National CDD	• Community mobilization and leadership for local investments, • Empowering Communities to analyze and prioritize local development needs
Capacity Building	

FY 10: Social Welfare Development Reform	• Assist DSWD to enhance capacity in policy analysis and research and strategic planning • MIS systems; record registration system; validating records
FY14: Learning, Equity and Accountability Program	• DepEd performance monitoring system: dashboard of achievements and targets • Improved school reporting and feedback, through improved School Report Card • Strengthen internal controls and financial data system. A new FM • Manual for schools.

Source : World Bank (2014)

La stratégie de bonne gouvernance développée par la Banque Mondiale aux Philippines est tellement vaste que le pays comptait en 2014 environ 95.000 ONG (World Bank, 2014, p. 13). La plupart de ces réseaux d'ONG sont associés aux institutions qui travaillent aux côtés de la Banque Mondiale et de la coopération internationale au développement.

La Banque Mondiale a superposé l'accord de prêt CPS à la structure institutionnelle issue du « Contrat Social pour le Peuple Philippin » de 2010, et le Plan de Développement Philippin 2011-2016 :

“The CPS is organized around the five key results areas of the Social Contract: (a) transparent, accountable and participatory governance; (b) empowerment of the poor and vulnerable; (c) rapid, inclusive and sustained economic growth; (d) climate change adaptation and mitigation, disaster risk management (DRM) and environmental protection, and (e) security, justice and peace” (World Bank, 2014, p. 16).

Pour légitimer son action, la Banque Mondiale articule les axes stratégiques de la CPS 2015-2018 selon trois critères de base : (1) *Criteria 1: Focus on Poverty and Shared Prosperity*; (2) *Criteria 2: Transformative Engagements*; (3) *Criteria 3: Convergence/Multi - Sector Solutions*.

Ces critères lui permettent de mettre en place les axes fondamentaux pour son intervention dans la CPS 2015-2018:

“EA1: Transparent and accountable Government

- Strengthened public finances, fiscal transparency and financial accountability
- Strengthened public sector institutions
- Strengthened pressure for Government accountability

EA2: Empowerment of the poor and vulnerable

- Improved poverty measurement and socio- economic data systems
- Improved health outcomes
- Improved Quality of Basic Education and
- Improved Access for the Vulnerable
- Strengthened social safety nets

EA3: Rapid, inclusive and sustained economic growth

- Strengthened economic policy
- Improved investment climate, including greater access to finance
- Increased economic growth, productivity, and jobs in rural areas

EA4: Climate change, environment, disaster risk management

- Increased physical and financial resilience to natural disaster and climate change impacts
- Improved natural resource management and sustainable development

EA5: Peace, institution building, and social and economic opportunity

- Increased trust within communities, and between citizens and the state in conflict areas

- Development and implementation of a “Peace Dividend” program for Bangsamoro”
- (World Bank, 2014, p. 17).

L'enjeu pour la Banque Mondiale aux Philippines est de démontrer que la croissance peut réduire la pauvreté. Il y a dans le pays un écart très fort entre le secteur urbain et le secteur rural. Le secteur urbain est modernisé et intégré à la mondialisation de l'économie, tandis que le secteur rural pâtit d'un sous-développement chronique. L'intervention de la Banque Mondiale et de ses alliés va justement dans le sens de la réduction de l'écart entre le secteur urbain et le secteur rural, afin d'insérer ce dernier dans la mondialisation. De la même façon qu'au Mexique, le *Country Partnership Framework* aux Philippines est tellement vaste qu'il agit sur des pans entiers de la société, du gouvernement et de la production à travers des projets sectoriels.

III.2.3. Le CAS au Bangladesh : 2011-2014

L'accord de crédit *Country Assistance Strategy* (CAS) pour la période 2011-2014, souscrit par le gouvernement du Bangladesh, est la continuation d'un accord CAS pour la période 2006-2009. La CAS 2011-2014 accorde des emprunts pour environ 6 milliards de dollars et près de 24 projets sectoriels. La CAS 2011-2014 avec le Bangladesh est une

des stratégies les plus complètes et les plus vastes menées par la Banque Mondiale (World Bank, 2010).

Le Bangladesh appartient au groupe des pays les plus pauvres, avec un taux de pauvreté de 40%. Malgré cela, le taux de croissance est fort : une moyenne de 6% pour la période 2002-2009, une inflation qui s'établit à une moyenne de 6.5% pour la même période, et une dette publique représentant 45% du PIB pour l'année 2009. En outre, les exportations sont passées de 5.9 milliards de dollars en 2002 à 15.6 milliards de dollars en 2009. Les transferts effectués par les migrants ont augmenté de 2.5 milliards de dollars en 2002 à 9.7 milliards de dollars en 2009, et sont la source de revenu la plus importante pour le pays, après les exportations de produits textiles (World Bank, 2010).

Par ailleurs, le pays a souffert d'une très forte instabilité politique, et a vécu une transition démocratique à la fin de l'année 2008. Le parti *Awami League* a gagné les élections et a réussi à prendre le contrôle du Parlement. Cependant, pour la Banque Mondiale, le problème le plus important du Bangladesh est la gouvernance.

Dans l'accord CAS 2006-2009, la Banque Mondiale considérait que la réforme structurelle la plus importante pour le pays était, justement, celle de la bonne gouvernance, parce qu'elle permettait de créer et d'instaurer un cadre institutionnel qui pourrait supporter les futures réformes structurelles. C'est la raison pour laquelle la Banque Mondiale a rebaptisé l'accord CAS 2006-2009 avec le Bangladesh comme le « *CAS de la gouvernance* » (World Bank, 2010).

C'est pour cela aussi que le CAS 2006-2009 insistait tellement pour travailler à la mise en place d'une architecture institutionnelle et avait créé 27 projets sectoriels engageant 2.9 milliards de dollars (World Bank, 2010, p. 81).

De la même façon que pour le Mexique ou les Philippines, la CAS a été intégré au Plan de Développement du gouvernement du Bangladesh, la *National Strategy for Accelerated Poverty Reduction* (NASPR II). La NASPR a recueilli les principaux objectifs stratégiques CAS de la Banque Mondiale. Cependant l'axe du développement dans le pays n'était pas la NASPR, mais plutôt le CAS de la Banque Mondiale. La NASPR jouait le rôle de légitimation de l'intervention de la Banque Mondiale.

Les dimensions de la réforme structurelle entreprise avec le CAS 2006-2009 sont les suivantes :

- Maintain Macroeconomic Stability
- Remove Trade Restrictions and Reduce Administrative Barriers
- Improve Governance and Efficiency in Infrastructure Services
- Deepen and make more efficient financial intermediation
- Strengthen Policies for Rural Growth
- Improve the Quality of Health Services for the Poor
- Enhanced access to and quality and relevance of education
- Strengthen Local Governance
- Enhance Voice and Participation through Community Driven Development
- Improve the Effectiveness of Safety Nets
- Improve Public Financial Management
- Strengthen Institutions of Accountability
- Support Legal and Judicial Reform
- Strengthen Demand for Reform and Enhance Right to Information

(World Bank, 2010)

Avec cette CAS, on peut parler d'une véritable emprise sur le pays de la part de la Banque Mondiale et de la Coopération internationale au développement. L'intervention sur le pays s'est déployée dans plusieurs directions : par l'intervention directe sur la Banque Centrale, à travers le projet *Enterprise Growth and Bank Modernization Project*, qui cherchait à développer un régime autonome pour le taux de change et la politique monétaire (World Bank, 2010, p. 70), en consolidant l'autonomie de la Banque Centrale, et en créant un grand réseau d'intervention sociale au nom de la lutte contre la pauvreté. En effet, il y avait dans le pays 30 programmes de lutte contre la pauvreté et 13 agences pour les gérer (World Bank, 2010).

De plus, la Banque Mondiale est intervenue en faveur de la privatisation d'entreprises publiques, comme par exemple l'entreprise *Adamjee Jute Mill*, et la mise en marche d'un programme de licenciements des fonctionnaires publics nommé *Voluntary Retirement Scheme* (World Bank, 2010). La Banque Mondiale est intervenue également en faveur de la libéralisation de l'économie, de la réduction de tous les coûts de transaction pour le commerce extérieur, de la privatisation des autoroutes, du secteur électrique, des ports, des aéroports et des télécommunications (World Bank, 2010).

D'autre part, la Banque Mondiale a aussi influencé toute la politique agricole du pays et a élaboré un programme agricole engageant des ONG afin de développer des mécanismes de marché et de propriété privée dans les territoires communautaires (World Bank, 2010, p. 71). La Banque Mondiale s'est engagée dans une refonte du système politique du pays et a mis en place le projet « *Legal and Judicial Capacity Building project* », pour séparer le pouvoir judiciaire du contrôle de l'exécutif et réduire les coûts de transaction de la réforme structurelle, et en même temps renforcer la bonne gouvernance dans le pays et protéger les investisseurs étrangers (World Bank, 2010, p. 84).

La CAS 2006-2009 a aussi créé les conditions d'une intervention encore plus profonde. Dans la CAS 2011-2014, la Banque Mondiale a considéré les objectifs stratégiques suivants :

“Accelerated Growth: Increase Transformative Investment and Enhance the Business Environment

Sustainable growth: Reduce Environmental Degradation and Vulnerability to Climate Change and Natural Disasters

Inclusive growth: improving social service delivery.

Stronger governance: enhancing accountability and promoting inclusion” (World Bank, 2010, p. iii).

Avec les axes transversaux suivants :

(1) Fostering regional cooperation;

(2) Strengthening gender mainstreaming;

(3) Partnering for aid effectiveness (World Bank, 2010, p. iii)

Pour atteindre son but, la Banque Mondiale propose pour chaque objectif stratégique des projets sectoriels précis. Pour l'objectif stratégique concernant « l'accélération du développement », la Banque Mondiale propose l'axe (1) « *Increased public investment and improved revenue generation* ». Pour ce faire, la Banque Mondiale promeut le travail en équipe avec le FMI afin de maintenir la stabilité macro-économique :

“Bangladesh will need increased fiscal space for priority development spending, while maintaining the sound macroeconomic management that has benefitted growth in the past decade. The Bank will continue to work with the IMF providing analytical support on macroeconomic and fiscal issues” (World Bank, 2010, p. 21).

Ce cas illustre le lien concret entre les politiques d’ajustement du FMI et la réforme structurelle de seconde génération de la Banque Mondiale. Le deuxième axe (2) définit un « *improved environment for private sector investment* ». À cet effet, la Banque Mondiale propose d’encadrer les futurs projets sectoriels :

“The Bank Group will support regulatory reform, promotion of public-private partnerships and vibrant economic zones, expanded access to finance and land as well as skills development for a more competitive labor force ... The IFC and the Bank are also working together to support further development of a modern Economic Zone regime in order to accelerate and diversify export-led growth.” (...) “The Bank Group will continue its engagement in the financial sector, supporting further enhancement of regulatory standards and the independence of the Central Bank, enhancing corporate governance of banks and listed companies, enacting a movable collateral law, and strengthening risk assessment in banks.” (World Bank, 2010, pp. 21-22).

La Banque Mondiale propose également un axe (3) « *Increased infrastructure provision, access and efficiency* » et un axe (4) « *Improved planning and management of urbanization* » pour le premier objectif stratégique. Le sens est le même pour le reste des axes qui vont encadrer les projets sectoriels de réforme structurelle.

Les objectifs stratégiques et leurs débouchés programmatiques sont établis dans la description suivante :

“Strategic Objective 2: Sustainable growth: reducing environmental degradation and vulnerability to climate change and natural disasters

Outcome 2.1: Strengthened water resource management and coastal protection

Outcome 2.2: Improved agriculture production and food security

Outcome 2.3: Reduced environmental degradation

Outcome 2.4: Enhanced disaster preparedness

Strategic Objective 3: Inclusive growth: Improve Social Services Delivery

Outcome 3.1: Improved access to quality health, population and nutrition services

Outcome 3.2: Expanded access to safe water and sanitation services

Outcome 3.3: Enhanced and more systematic social protection

Outcome 3.4: Improved student learning based on quality education services

Strategic Objective 4: Stronger governance: enhancing accountability and promoting inclusion.

Outcome 4.1: Increased effectiveness and efficiency of public resource use

Outcome 4.2: Enhanced transparency and accessibility of public services through information technology

Outcome 4.3: Increased effectiveness of public service delivery at the local level

Outcome 4.4: Expanded participation in local development and women's economic empowerment" (World Bank, 2010, p. 19)

La CAS mise en œuvre par la Banque Mondiale et ses alliés au Bangladesh relève de l'intervention totale dans le pays. Un programme d'intervention si détaillé agit, en réalité, au-delà du cadre du développement ou de l'aide au développement. Les politiques publiques sont pilotées depuis l'extérieur, et la coopération n'est plus encadrée par des règles strictes définies par l'État. En fin de compte, le cas du Bangladesh va au-delà de la coopération au développement.

Les politiques de libéralisation et de dérégulation mises en place par la Banque Mondiale ont affaibli la capacité politique des syndicats à s'organiser et à lutter pour de meilleures conditions salariales. Malgré la libéralisation et toutes les réformes structurelles mises en place, le Bangladesh reste un des pays les plus pauvres du monde.

III.2.4. Le CPS en Bolivie 2012-2015

De tous les *Country Partnership Framework* accordés par la Banque Mondiale, celui qui a été entériné par l'État Plurinational de Bolivie est le plus étrange. D'abord, parce que le pays n'avait pas de raisons financières de s'endetter auprès de la Banque Mondiale. En effet, les réserves internationales nettes du pays, pour 2015, étaient d'environ 18 milliards de dollars, ce qui représentait environ 50% du PIB, tandis que la dette avec la Banque Mondiale pour la CPS 2012-2015, était de 444 millions de dollars, c'est-à-dire 2,5% de leurs réserves internationales nettes (World Bank, 2011).

Autrement dit, si le gouvernement avait prélevé un faible pourcentage de ses réserves internationales pour financer des programmes spécifiques de développement, il n'aurait pas eu besoin de recourir à la Banque Mondiale et à son programme d'aide au

développement. De surcroît, cela n'aurait pas non plus eu de conséquences macro-économiques sur la balance des paiements et les « fondamentaux » du pays. Les fondamentaux du pays seraient restés inchangés.

D'autre part, cet accord est intéressant si l'on considère les caractéristiques politiques du gouvernement bolivien. En effet, le Président bolivien Evo Morales est issu des mouvements sociaux qui ont lutté d'arrache-pied contre les régimes antérieurs, taxés de « néolibéraux » dans le nouveau discours politique. Les politiques d'ajustement du FMI et de réforme structurelle de la Banque Mondiale ont provoqué des émeutes et des soulèvements populaires qui ont débouché sur une véritable guerre civile (« la guerre de l'eau ») dans la ville de Cochabamba en 2001, autour de la privatisation de l'eau. Dans une autre ville, El Alto, en 2003 se déroule « la guerre du gaz », qui a provoqué la démission du Président de l'époque, Gonzalo Sánchez de Losada.

Un des actes les plus symboliques du gouvernement du « Président indigène » Evo Morales a été la signature en 2011 du Décret Présidentiel No. 861⁴⁹, pour déroger le Décret 21060, promulgué par l'ancien Président Hernán Siles Suazo en 1985 et qui avait permis d'initier le cycle des politiques néolibérales en Bolivie, ainsi que toute la stratégie de stabilisation macro-économique et de réformes structurelles imposée pendant deux décennies.

Le symbole est d'autant plus important qu'il s'agit d'un régime issu des mobilisations sociales contre le FMI et la Banque Mondiale, et qui paradoxalement va signer un accord de dette avec la Banque Mondiale. Celle-ci, par ailleurs, ne cache pas son intention de travailler en tandem avec le FMI pour promouvoir le développement en Bolivie, dans le sens du néolibéralisme le plus traditionnel⁵⁰.

Quel est alors l'enjeu de la CPS 2012-2015 en Bolivie ? Si l'État bolivien n'avait pas le besoin financier de s'endetter auprès de la Banque Mondiale, ce qui aura un coût politique additionnel, pourquoi l'avoir fait ?

⁴⁹ Pour le Décret Présidentiel No. 861 du Président Evo Morales, voir : <http://www.lexivox.org/norms/BO-DS-N861.xhtml>

⁵⁰ « The Bank, in tandem with the IMF, will continue to closely monitor macroeconomic developments and offer technical assistance when requested by the authorities. » (World Bank, 2011, p. 31).

Une des raisons est que le pays est riche en ressources naturelles (gaz, lithium et autres ressources minières) et qu'il a besoin de s'intégrer au cycle des *commodities* dans une démarche extractive très poussée, pour laquelle il est nécessaire de gérer les territoires, les populations et l'accès aux marchés – surtout dans une situation d'isolement géographique, le pays n'ayant pas d'accès à la mer.

L'accord avec la Banque Mondiale peut lui apporter le savoir-faire en matière de gestion des territoires et des populations, mais aussi des alliés politiques dans sa quête d'un accès maritime et d'une meilleure maîtrise des flux d'investissements étrangers directs pour les activités extractives. Par ailleurs, et malgré les déclarations du gouvernement bolivien et l'histoire de la mobilisation populaire contre les Institutions Financières Internationales, il y a toujours eu une bonne relation entre celui-ci et la Banque Mondiale, le FMI et la Coopération au Développement.

Le rapport entre la CPS et les besoins extractivistes est défini dans la déclaration suivante :

“Bolivia would only access IDA financing. IBRD lending would be considered after the midpoint of the CPS timeframe and its phasing in would depend on: (i) the continuation of a sound macroeconomic environment, building on recent progress in this area, and (ii) progress in improving the investment climate as evidenced by an increase in private investment including increasing FDI inflows in connection to the large planned extractive industry projects that underpin growth under the Government's medium term macroeconomic framework. Potential lending volumes may be determined at the midpoint of the CPS and will depend on IBRD's lending capacity and demand from other borrowers.” (World Bank, 2011, p. 26).

De la même manière que pour les autres pays, la CAS 2012-2015 en Bolivie s'est immiscée dans le Plan National de Développement, élaboré en 2006, qui proposait quatre dimensions inscrites dans la nouvelle rhétorique sur le développement créée par les ONG : (1) « *Bolivia Productiva* » (Bolivie Productive) ; (2) « *Bolivia Digna* » (Bolivie Digne) ; (3) « *Bolivia Soberana* » (Bolivie Souveraine) ; et, (4) « *Bolivia Democrática y Participativa* » (Bolivie Démocratique et Participative).

Pour sa part, la CPS 2012-2015 est structurée autour de trois principes : (i) l'harmonisation avec les priorités du gouvernement ; (ii) la sélectivité parmi les agences

du groupe Banque Mondiale pour se partager les responsabilités ; et, (iii) la coordination avec d'autres partenaires de l'aide au développement. En outre, il va se concentrer sur quatre domaines stratégiques : (1) le développement productif et soutenable ; (2) le dérèglement climatique et la gestion des risques ; (3) le développement humain et l'accès aux services basiques ; et, (4) l'efficacité du secteur public. Il y a, en plus, deux axes transversaux : (i) l'approche de genre et, (ii) la bonne gouvernance (World Bank, 2011, p. 11).

Or, la CPS 2012-2015, en réalité, est la continuation des stratégies antérieures créées par la Banque Mondiale et ses alliés. C'est pour cela qu'au cours de la période 2012-2015, les projets déjà mis en place vont être poursuivis et d'autres projets vont être ajoutés dans un souci de continuité. En ce qui concerne le secteur agricole, par exemple, les projets suivants sont lancés : *Rural Alliances Project*, avec une deuxième partie appelée *Rural Alliances II Project*. Ce projet-là vise à promouvoir l'accès aux marchés pour des petits paysans et les populations indigènes.

Le projet *Agricultural Innovation and Services Project* est censé ouvrir le secteur aux biotechnologies au prisme de la « sécurité alimentaire » développée par les corporations de l'agrobusiness. Le projet *Land for Agricultural Development Project* cherche à distribuer des titres de propriété aux terres communautaires et à développer un marché privé des terres ; le projet *Participatory Rural Investment II Project* est conçu pour offrir une assistance technique aux agriculteurs, en particulier dans l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés et en relation avec l'agrobusiness ; le projet *Integrated Community-Driven Territorial Development for Remote Communities in the Amazon* est destiné aux paysans et indigènes du bassin de l'Amazonie, et le *Participatory Rural Investment II Project* cherche à impliquer les paysans et les peuples indigènes dans les stratégies de réforme structurelle.

Pour les infrastructures publiques, la Banque Mondiale s'est engagée dans plusieurs projets dont le *National Roads and Airport Infrastructure Project*; le *Community Investments in Rural Areas Project*; le *Participatory Rural Investment II Project*; le *Lake Titicaca Local Sustainable Development Project*.

La Banque Mondiale a proposé la stratégie *Global Partnership on Output-Based Aid* (GPOBA), un ensemble de projets comprenant, entre autres, la participation de

plusieurs partenaires pour le projet *Decentralized Electricity for Universal Access*. Différents projets ont également été lancés comme le *Decentralized Infrastructure for Rural Transformation II*; le programme de politiques publiques *Water and Sanitation Program* (WSP); et les projets *Urban Infrastructure Project* et *Urban Infrastructure II Project*.

Dans le cadre de la gestion de l'environnement, la Banque Mondiale a créé les projets suivants : *Emergency Recovery and Disaster Management Project*; *Pilot Program for Climate Resilience*; *Fideicomiso (Confiance) on Rapid Glacier Retreat in the Tropical Andes* (PRAA), en rapport avec le *Global Environment Facility* (GEF). Par ailleurs, les programmes d'assistance sociale, dont les transferts monétaires aux plus pauvres, comme le programme *Juancito Pinto*, ou le programme *Juana Azurduy*, ou encore *Mi Primer Empleo Digno*, sont des initiatives créées depuis la Banque Mondiale et la Coopération Internationale au Développement.

D'ailleurs, les politiques d'éducation et de santé du pays ont aussi été les cibles de l'intervention de la réforme structurelle. En effet, la Banque Mondiale a généré les projets suivants: *Expanding Access to Reduce Health Inequalities Project*; *Investing in Children and Youth Project*; *Secondary Education Transformation Project*; *Social Safety Net NLTA* (Non-Lending Technical Assistance) et *Social Protection Beneficiaries Registry NLTA*.

Pour conclure, on peut observer que l'emprise de la Banque Mondiale sur un gouvernement censé être un opposant au *mainstream* global et aux acteurs du néolibéralisme est contradictoire et nous oblige à porter un regard plus critique sur les discours sur le développement. L'action stratégique de la Banque Mondiale révèle que son principe de réalité est toujours le pragmatisme.

De tous les accords CPF, celui signé avec la Bolivie est le plus politique et le plus stratégique. L'ampleur des projets sectoriels est si vaste qu'il rappelle celui du Bangladesh, pays qui connaît la plus forte intervention de la Banque Mondiale. Dans le cas bolivien, en revanche, les ressources financières engagées par la Banque Mondiale sont minimales car c'est le gouvernement bolivien qui va se charger de l'application des projets sectoriels.

Pour la Banque Mondiale, l'enjeu de la CPS en Bolivie est l'ouverture du secteur extractif et l'accès aux territoires. Or, le cas de la Bolivie démontre qu'il faut développer d'autres cadres conceptuels pour comprendre la réalité de la mondialisation et la praxis du développement.

SECTION IV

LES PROJETS SECTORIELS DE REFORME STRUCTURELLE

Les stratégies *Country Partnership Framework* analysées ici sont représentatives des pratiques de la Banque Mondiale et de ses alliés. Nous venons de présenter le cadre normatif et prescriptif utilisé pour mettre en place des projets sectoriels qui s'insèrent dans la logique de la gouvernance corporative. On y retrouve des objectifs stratégiques soigneusement élaborés et hiérarchisés ; des axes stratégiques d'intervention consciencieusement définis ; des aires thématiques méticuleusement signalées et des responsabilités partagées. On y trouve aussi des éléments opérationnels pour gérer les prêts destinés aux projets sectoriels à mettre en place, mais également pour d'autres activités très stratégiques afin d'administrer le savoir-faire de la réforme structurelle, comme les activités AAA (*Analytical and Advisory Activities*), activités clés pour créer les structures (*framework*) opérationnelles et méthodologiques qui vont encadrer l'intervention des projets sectoriels (World Bank, 2016).

Les projets sectoriels des réformes structurelles de seconde génération représentent la pratique du développement dans le sens établi par la Banque Mondiale, et sont les outils les plus complexes car ils agissent sur la population, leurs ressources et leurs territoires. Si l'on veut comprendre comment agit le développement à partir des paradigmes de la Banque Mondiale, il faut regarder de plus près ces projets sectoriels, car il s'agit de l'entreprise pour le développement la plus vaste jamais créée⁵¹.

⁵¹ En 2016, la Banque Mondiale reconnaît 12.657 projets sectoriels dans 173 pays du monde., World Bank (2016d)

Dans les tableaux suivants, nous pouvons constater l'ampleur des projets sectoriels pour l'année 2016. Nous avons répertorié 6.301 projets sectoriels dans 63 pays en Amérique latine et en Afrique, pour un montant de 413,57 milliards de dollars :

Tableau 13 : Projets sectoriels de la Banque Mondiale en Amérique latine, 2016

Pays	Nombre de projets sectoriels	En milliard de dollars
Mexique	253	54,92
Guatemala	57	3,37
Honduras	114	3,01
Nicaragua	103	2,15
Costa Rica	48	2,26
Panama	67	2,71
Colombie	229	23,14
Venezuela	40	3,33
Équateur	99	4,16
Pérou	146	12,73
Brésil	419	59,6
Bolivie	122	3,31
Chili	82	4,32
Argentine	173	31,66
Paraguay	61	1,75
Uruguay	73	4,22
Haïti	79	1,72
Jamaïque	89	2,65
République Dominicaine	59	2,39
Guyane	50	0,48
Total	2.363	223,88

Source : World Bank (2016d)

Tableau 14 : Projets sectoriels de la Banque Mondiale en Afrique, 2016

Pays	Nombre de projets sectoriels	USD dollars (Milliards)
Morocco	184	16,19
Algeria	73	5,89
Mauritania	80	1,31
Senegal	159	4,41
Guinea-Bissau	43	0,43
Guinea	85	1,9
Liberia	73	1,53
Cote d'Ivoire	127	6,77
Ghana	192	9,66
Burkina Fasso	116	4,08
Mali	112	3,42
Benin	97	1,94
Nigeria	181	20,4
Niger	95	2,75
Chad	66	1,33
Sudan	57	1,52

Egypt, Arab Republic of	143	16,9
Ethiopia	160	16,21
South Sudan	6	0,16
Central African Republic	44	0,75
Congo, Democratic Republic	124	7,05
Gabon	23	0,68
Congo, Republic of	48	0,95
Angola	26	1,75
Zambia	124	4,36
Mozambique	107	6,33
Zimbabwe	37	1,65
Namibia	2	0,03
Botswana	30	0,91
South Africa	14	4,05
Madagascar	142	4,06
Somalia	44	0,49
Kenya	204	10,64
Tanzania	233	12,32
Rwanda	103	3,39
Burundi	87	1,91
Malawi	135	3,95
Swaziland	18	0,18
Lesotho	53	0,82
Sierra Leone	77	1,29
Togo	64	1,22
Cameroon	112	3,85
Djibouti	38	0,26
Total	3.938	189,69

Source : World Bank (2016d)

Etant donné cette situation, il faudrait développer une grille analytique plus fine pour comprendre la portée des projets sectoriels et saisir leur complexité et leurs conséquences, car ce sont précisément les projets sectoriels qui vont transformer les contenus macroéconomiques de la réforme structurelle de seconde génération en réforme sectorielle et territoriale. Ils constituent l'ancrage dans la réalité concrète et la vie quotidienne de millions de personnes. Ils représentent aussi l'engrenage dans les enjeux de la mondialisation de l'économie.

IV.1. Le champ d'intervention des projets sectoriels

Il semble ne pas y avoir de limites au développement et à la mise en place des projets sectoriels. Tous les secteurs économiques, comme ceux de la production,

l'industrie, le commerce, les finances, les autoroutes, l'énergie, l'agriculture, les assurances, ainsi que les secteurs sociaux, comme les femmes, les indigènes, les retraités, les jeunes, les enfants, bref l'ensemble de la société y compris l'État, sont les cibles des projets sectoriels (World Bank, 2016d). La Banque Mondiale reconnaît un certain nombre de thèmes porteurs pour les projets sectoriels :

1. Economic management
2. Environment and natural resources management
3. Financial and private sector development
4. Human Development
5. Public Sector Governance
6. Rule of Law
7. Social development/Gender/ inclusion
8. Social protection and risk management
9. Trade and integration
10. Urban development (World Bank, 2016d)

Les orientations épistémologiques des projets sectoriels sont la stabilité macro-économique, les institutions comme règles du jeu, le changement institutionnel à partir des changements des prix relatifs, les méthodologies de la gouvernance corporative et la théorie du capital humain (World Bank, 2016d).

À partir de là, tout un répertoire discursif est déployé autour de la croissance économique et des marchés en équilibre, de la compétitivité des marchés, de la prudence fiscale, de la discipline budgétaire, de l'autonomie de la Banque Centrale, de la lutte contre la pauvreté, de la lutte contre la corruption, de la modernisation de l'État, de l'égalité hommes-femmes, etc. (World Bank, 2016d). Ces discours sont en rapport avec le discours économique dominant. On peut donc constater qu'il y a une relation directe entre ces discours et les projets sectoriels.

Les projets sectoriels sont structurés pour agir entre la société et l'État, mais n'appartiennent ni à la société ni à l'État. Lors de leur lancement, une structure institutionnelle *ad hoc*, qui ne dépend pas non plus de l'État, est créée *ex nihilo*. Cette

structure institutionnelle est provisoire, non publique et chargée de définir les politiques publiques (World Bank, 2016d).

En outre, ces politiques publiques mises en place dans le cadre des projets sectoriels vont saper les politiques publiques de l'État pour ces secteurs. La présence d'un projet sectoriel de réforme structurelle dans un secteur quelconque signifie un affaiblissement de l'État et de sa capacité de régulation et de contrôle pour ce secteur. Si le projet sectoriel vise les populations, cela implique la rupture des institutions traditionnelles et l'éclatement des réseaux de solidarité et d'entraide préexistants (Danaher 1994, Chavagneux 2001).

Les projets sectoriels forment leur propre bureaucratie isolée du secteur publique de l'État. Il s'agit d'une bureaucratie en dehors du contrôle publique et qui répond directement aux directives de la Banque Mondiale et ses alliés. Toutes les décisions, même concernant les plus petites affaires administratives, doivent être approuvées par la Banque Mondiale (World Bank, 2016d). Pour exercer un contrôle, voire pour les détails les plus infimes, les projets sectoriels s'appuient toujours sur le critère de la Banque Mondiale de « non-objection ».

IV.2. La méthodologie de la réforme sectorielle

La méthodologie d'intervention des projets sectoriels relève toujours de la *corporate governance*. On définit à partir du cadre logique les objectifs stratégiques tracés au préalable par la Banque Mondiale dans les *Country Partnership Framework* (World Bank, 2016).

La logique des projets sectoriels, créés et structurés à partir des méthodologies de la gouvernance corporative ou gouvernement d'entreprise, va dorénavant encadrer les politiques publiques pour tous les secteurs de la société. De même que les entreprises privées ont une *mission* à accomplir envers leurs clients, avec une *vision* stratégique pour la mener à bien, le secteur public reproduit la logique entrepreneuriale et reprend la mission/vision de ces organisations.

D'ailleurs, la méthodologie DAFO/SWOT⁵² permet de créer un simulacre de participation et de définition des objectifs pour les populations concernées. Les objectifs sont tracés dans un arbre d'objectifs qui va établir les exigences de la réforme structurelle dans un cadre sectoriel précis (World Bank, 2016d). Grâce à cela, on détermine les activités, les responsabilités, les ressources et le temps nécessaire pour atteindre ces objectifs.

Chaque projet sectoriel possède son rythme et sa durée particulière, mais est toujours encadré par le *Country Partnership Framework* (World Bank, 2016d). Les projets sectoriels forment l'engrenage qui va lier les institutions publiques, les populations, les territoires et leurs ressources à la réforme structurelle, et celle-ci à la mondialisation. Mais les projets sectoriels sont aussi le carrefour où se rencontrent l'ensemble des institutions qui ont partie liée avec la réforme structurelle.

IV.2.1. Les activités AAA (Analytical and Advisory Activities)

Dans chaque projet sectoriel, on retrouve les agences de coopération Nord-Sud, les agences du système des Nations-Unies, des agences d'aide au développement, des entreprises privées engagées dans le développement, des Banques régionales de développement, des ONG, des experts, des techniciens du développement, des conseillers, des chercheurs liés au développement, etc.

Les projets AAA (*Analytical and Advisory Activities*) (World Bank, 2016) sont le point de rencontre de tous ces acteurs, chargés de mettre en place les réformes juridiques et institutionnelles dans le cadre de la réforme structurelle. C'est le premier niveau de la réforme sectorielle. Pour intervenir sur un secteur, il est nécessaire de transformer son cadre institutionnel. En effet, au-delà des activités AAA de la Banque Mondiale, les projets de réforme institutionnelle foisonnent et ont toujours besoin d'expertises et de savoir-faire.

IV.2.2. Le rôle des ONG : l'émergence du tiers secteur

Dans un second niveau de la réforme sectorielle, entre la Banque Mondiale et les projets sectoriels, il existe une myriade d'ONG qui accomplissent le rôle de relais sur le

⁵² Par Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats.

terrain. D'habitude, le travail le plus dur est exécuté par des ONG locales parce qu'elles connaissent le terrain et ont une relation étroite avec les populations concernées.

D'ailleurs, la Banque Mondiale va encourager partout la création d'ONG, comme c'est le cas aux Philippines (World Bank, 2014). Elles vont ainsi accueillir, développer et mettre en place toutes les méthodologies du gouvernement d'entreprise dans la réforme structurelle. En plus, elles vont absorber les dégâts faits par la réforme structurelle. Elles seront une source d'emplois, souvent mal rémunérés et instables pour les travailleurs, dans un contexte où les politiques mises en place favorisent le chômage et la pauvreté et vont, en plus, freiner les possibilités d'organisations sociales en-dehors de la réforme sectorielle (Danaher, 1994).

Les ONG vont diffuser les discours de la réforme structurelle comme des discours légitimes et valables : capital humain, maintien de la stabilité économique, autonomie de la Banque centrale, etc. Les ONG vont devenir des acteurs politiques clés de la réforme sectorielle ; leur foisonnement étant le meilleur indicateur de l'essor des réformes structurelles (Danaher, 1994).

L'influence des ONG est tellement vaste, et leur présence répandue, que la Banque Mondiale a commencé à les considérer comme le « tiers secteur » social, à cheval entre le marché et l'État (Dávalos, 2011). L'idée de tiers secteur est une création de la Banque Mondiale et de la réforme sectorielle. Il devient le relais de la Banque Mondiale et peut remplacer l'État comme acteur politique. Cette fonction politique attribuée aux ONG peut être utilisée pour faire pression sur le système politique, qui doit approuver des lois et des normes nécessaires à la réforme sectorielle. La pression exercée par les ONG peut être présentée comme un soutien social en faveur des réformes sectorielles (Dávalos, 2011).

Les notions de société civile et d'action collective ont pour but de faire du tiers secteur le point de charnière entre la Banque Mondiale et l'ensemble de la société. Le tiers secteur apparaît sous les traits de la société civile pour endosser un rôle politique important et pousser à la réforme sectorielle.

Sa capacité de lobby est considérée, à partir de la théorie de la nouvelle économie institutionnelle, comme une « action collective ». Par ailleurs, la plupart des

consultations exécutées par la Banque Mondiale à propos de la réforme structurelle, dans le but de la légitimer, sont précisément effectuées par ce « tiers secteur » (Dávalos, 2011).

IV.2.3. Concepts et pratiques dans les projets sectoriels

L'application de la nouvelle économie institutionnelle donne une assise aux projets de réforme sectorielle pour mettre en place des mécanismes de marché dans les secteurs concernés. Ainsi, la notion de coûts de transaction peut être étendue pour atteindre des aspects de la vie sociale qui étaient jusqu'alors en-dehors du marché (Williamson O. , 1989).

La notion qui a été utilisée à cette fin est celle des « services marchands », notion qui est inscrite dans la logique de l'équilibre des marchés (World Bank, 2016). Ainsi, l'éducation, par exemple, devient un service marchand avec une offre et une demande, et des prix d'équilibre. Ces prix représentent l'étalon qui permet de mesurer le « service d'éducation » comme politique publique inscrite dans la logique marchande. Il en va de même pour la santé, les autoroutes, l'énergie, la sécurité sociale, les assurances, etc. (Dávalos, 2011).

En outre, le concept de capital humain permet de développer le marché des assurances, et permet aussi d'insérer les réformes dans l'éducation et la santé dans un cadre de formation individuelle très compétitive et soumise à l'idéologie de la réussite individuelle (Bourdieu, 1998; Foucault, 2004).

IV.2.3. Les Programme de Transferts Monétaires Conditionnés (PTMC)

Le Programme de Transferts Monétaires Conditionnés (PTMC) envers les plus pauvres se convertit en noyau des projets sectoriels de la réforme structurelle encadrés par le concept de capital humain. (Dávalos, 2011). Il s'agit de transferts d'argent aux plus pauvres selon des critères établis par le pays, la Banque Mondiale et les agences de coopération au développement (Cecchini & Madariaga, 2011). Ces transferts sont exécutés auprès des populations ciblées par les PTMC et suivant des objectifs concrets comme, par exemple, la scolarisation des enfants. Pour l'année 2016, 18 pays d'Amérique latine bénéficiaient des programmes de PTMC, couvrant 19% de la population (Cecchini & Madariaga, 2011).

La Banque Mondiale et ses alliés vont créer des PTMC, avec l'appui des gouvernements qui ont vite compris que les populations ciblées pouvaient devenir des électeurs fidèles et captifs du parti politique au pouvoir. Dans le tableau ci-dessous, on constate qu'en Amérique latine, 48 programmes de transferts monétaires conditionnés ont été appliqués, touchant près de 113 millions des personnes (Cecchini & Madariaga, 2011) :

Tableau 15 : PTCM Amérique Latine, 2016

Programmes des transferts monétaires conditionnés (PTMC) en Amérique latine	
Pays	Programme
Argentine	Asignación Universal por Hijo para Protección Social (2009)
	Familias por la Inclusión Social (2005-2010)
	Jefas y Jefes de Hogar Desocupados (2002-2005)
	Programa de Ciudadanía Porteña (2005-)
Belize	Creando oportunidades para nuestra transformación social (Building Opportunities for Our Social Transformation, BOOST) (2011-)
Bolivie (État Plurinational de)	Bono Juancito Pinto (2006-)
	Bono Madre Niña-Niño Juana Azurduy (2009-)
Brésil	Bolsa Alimentação (2001-2003)
	Bolsa Escola (2001-2003)
	Bolsa Família (2003)
	Cartão Alimentação (2003)
	Programa Bolsa Verde (2011-)
	Programa de Erradicação do Trabalho Infantil (PETI) (1997-)
Chili	Chile Solidario (2002-2012)
	Ingreso Ético Familiar (2012-)
Colombie	Más Familias en Acción (2001-)
	Red Unidos (Ex Red Juntos) (2007-)
	Subsidios Condicionados a la Asistencia Escolar (2005-2012)
Costa Rica	Avancemos (2006-)
	Superémonos (2000-2002)
Équateur	Bono de Desarrollo Humano (2003-)
	Bono Solidario (1998-2003)
	Desnutrición Cero (2011-)
El Salvador	Programa de Apoyo a Comunidades Solidarias en El Salvador (ex Comunidades Solidarias Rurales o Red Solidaria) (2005-) -
Guatemala	Mi Bono Seguro (2012-)
	Mi Familia Progresá (2008-2011)
	Protección y Desarrollo de la Niñez y Adolescencia Trabajadora (2007-2008)
Haïti	Ti Manman Cheri (2012-)
Honduras	Bono Vida Mejor (ex Bono 10.000 Educación, Salud y Nutrición) (2010-)
	PRAF/BID Fase II (1998-2005)
	PRAF/BID Fase III (2006-2009)
	Programa de Asignación Familiar (PRAF) (1990-2009) -
Jamaïque	Programme of Advancement Through Health and Education (PATH) (2001-)
Mexique	Oportunidades (Programa de Desarrollo Humano, ex Progresá) (1997-2014)
	Prospera. Programa de Inclusión Social (2014-)
Nicaragua	Red de Protección Social (2000-2006)
	Sistema de Atención a Crisis (2005-2006)
Panama	Bonos Familiares para la Compra de Alimentos (2005-)
	Red de Oportunidades (2006-)
Paraguay	Abrazo (2005-)
	Tekoporá (2005-)
Pérou	Juntos (Programa Nacional de Apoyo Directo a los más Pobres) (2005-)
République Dominicaine	Programa Solidaridad (2005-2012)

	Progresando con Solidaridad (2012-)
Trinité et Tobago	Targeted Conditional Cash Transfer Program (TCCTP) (2005-)
Uruguay	Asignaciones Familiares (2008)
	Plan de Atención Nacional a la Emergencia Social (PANES) (2005-2007)
	Tarjeta Uruguay Social (ex Tarjeta Alimentaria) (2006-)

Source : CEPAL (2016)

Les PTMC sont le noyau dur des politiques d'inclusion sociale dans la plupart des pays d'Amérique latine. Dans ce sens, on peut dire qu'à partir des réformes structurelles, les politiques sociales en Amérique latine ont été façonnées par la Banque Mondiale et sont devenues le relais des politiques d'ajustement et de stabilisation du FMI.

IV.3. Le cadre institutionnel des réformes de seconde génération

On dénombre 12.657 projets sectoriels dans 173 pays du monde pour 2016 (World Bank, 2016d). En Amérique latine, 2.363 projets sectoriels sont lancés pour un montant de 223,88 milliards de dollars. En Afrique, la Banque Mondiale a engagé 189,69 milliard de dollars dans 3.938 projets sectoriels répartis entre 42 pays (World Bank, 2016d).

Une quantité si importante de projets dépasse le cadre institutionnel de la Banque Mondiale et des Institutions Financières Internationales, bien qu'elles disposent de la structure institutionnelle pour le faire. Dans ce sens, la Banque Mondiale à recours au soutien de la Coopération Internationale et des entreprises et ONG spécialisées dans le développement des pays pauvres.

La réforme structurelle passe par la participation et l'engagement coordonné d'un ensemble d'institutions, dont la Banque Mondiale est le cœur. C'est cette convergence des institutions, des pays développés, des banques régionales de développement et des Institutions Financières internationales spécialisées dans le développement, qu'il faut comprendre et étudier pour saisir la problématique du développement et ses alternatives.

Or, jusqu'à maintenant nous avons mis l'accent sur le rôle de la Banque Mondiale comme l'unique acteur de la réforme structurelle, mais il s'agissait, bien sûr, d'un biais heuristique et méthodologique. En réalité, les réformes structurelles qui ont accompagné la mondialisation de l'économie forment un processus plus vaste et plus

complexe, qui intègre de façon cohérente un ensemble d'institutions, de discours, de techniques et de pratiques, qui dépassent les actions de la Banque Mondiale.

La présence de plusieurs États engagés auprès de la Banque Mondiale signifie que le développement comme discours et pratique est toujours inscrit dans un jeu complexe de relations géopolitiques et géostratégiques. Lorsque les réformes structurelles de seconde génération sont mises en place, elles doivent être légitimées et vont, pour cela, se présenter comme des stratégies d'aide au développement économique et de lutte contre la pauvreté, mais dans un cadre spécifique de rapports de pouvoir géopolitiques et géostratégiques.

IV.3.1. La Coopération Internationale au Développement et les projets sectoriels

Nous devons alors comprendre la Coopération Internationale au Développement d'une autre manière, en l'inscrivant dans le contexte spécifique des rapports complexes de pouvoir à l'échelle mondiale. Les enjeux géopolitiques et géostratégiques peuvent se cacher derrière les stratégies d'aide au développement et de lutte contre la pauvreté, sans disparaître.

Il est important de comprendre que les pays qui opèrent et financent la coopération au développement dans les pays pauvres ou émergents, sont les mêmes pays qui vont exercer des pressions pour signer des accords de libre-échange, et faire pression sur les ressources des pays en question. On ne peut alors pas comprendre la coopération au développement sans prendre en compte ces processus de libéralisation des marchés, de dérégulations, de privatisations, de respect des droits de propriété et de marchandisation du monde (Houtard, 2005).

De même, si les projets de développement sont encadrés dans une stratégie plus vaste dont la Banque Mondiale est le cœur, et si la Banque Mondiale agit toujours en tandem avec le FMI, alors le développement ne peut pas être détaché du projet politique du FMI et donc, du cadre néolibéral (Caillé, 2005).

Par conséquent, l'aide au développement doit toujours être pensée et analysée à travers une grille d'économie politique, et tous les projets sectoriels engagés pour promouvoir le développement doivent être considérés comme des stratégies politiques

soumises aux enjeux géopolitiques et aux intérêts géostratégiques qui découlent de la mondialisation de l'économie.

IV.3.2. Gouvernance et Coopération internationale au développement

Dans le processus de la réforme structurelle et ses projets sectoriels, il y a eu un éclatement de l'aide au développement, mais aussi un foisonnement d'ONG et d'agences liées au développement. Ce foisonnement a débouché sur l'émergence d'un secteur public non étatique, nommé « tiers secteur »⁵³.

Le discours sur le développement s'est déplacé vers le marché et la croissance économique. La réforme structurelle de seconde génération a d'ailleurs provoqué un rapprochement entre les discours sur le développement, sur le gouvernement d'entreprise, et la théorie économique dominante.

La plupart des technologies et dispositifs conceptuels de mise en œuvre appartiennent par ailleurs aux grilles théoriques de la *corporate governance*. Le concept de gouvernance va se transformer en concept articulatoire entre les besoins de la réforme structurelle de seconde génération et la coopération au développement.

La coopération au développement consolide les processus de bonne gouvernance dans les pays pauvres et ceux-ci rendent possible les privatisations et les déréglementations. Ainsi, la gouvernance peut être reliée à tous les secteurs ciblés par la réforme structurelle. Si, par exemple, on veut intégrer les territoires locaux aux processus de mondialisation de l'économie, les réformes structurelles et la coopération au développement vont considérer la gouvernance territoriale comme l'enjeu stratégique qu'il faut consolider. De cette manière, la gestion de l'eau devient gouvernance de l'eau, la lutte contre le dérèglement climatique devient gouvernance du climat, et ainsi de suite pour tous les secteurs touchés par la réforme sectorielle (World Bank, 1992).

Bien entendu, il ne s'agit pas seulement d'un changement sémantique et méthodologique, mais plutôt d'une stratégie visant à positionner au même niveau la

⁵³ "Les activités d'une société moderne peuvent être définies selon trois secteurs. Le premier correspond aux organisations gouvernementales. Le second désigne les entreprises évoluant dans le marché. Le troisième est celui des ONG" (Qin, 2003, p. 59)

structure du gouvernement des entreprises, les secteurs sociaux et économiques, pour faire accepter leur privatisation et les réformes structurelles.

La Coopération Internationale au Développement va, en fait, tabler sur la gouvernance des ressources pour les intégrer aux processus de mondialisation de l'économie. Ainsi, la coopération au développement rapproche les besoins des industries nationales en ressources particulières et les marchés qu'il faut élargir et consolider (Dávalos, 2011).

On pratique donc la coopération au développement parce que l'on a effectivement intérêt à ce que les entreprises privées des pays qui financent la coopération au développement, puissent profiter de la libéralisation, de la dérégulation, de la décentralisation et de la privatisation de l'économie, mises en place par les réformes de seconde génération. Il y a là un rapport dialectique entre la mondialisation de l'économie et la coopération au développement (Dávalos, 2011).

IV.3.3. Le cadre institutionnel de la coopération au développement

Il est donc nécessaire de comprendre comment agit cet ensemble d'institutions liées à la Coopération Internationale au Développement, et le rôle que joue chacune d'elles dans le développement. Il faut établir les degrés de complexité de leur participation dans la réforme structurelle et l'importance que recouvre chacune d'elles.

Pour ce faire, nous allons utiliser les stratégies *Country Partnership Framework* déjà analysées, pour établir les repères qui nous permettent une compréhension plus précise du rôle joué par les acteurs de la coopération au développement et leur degré de participation dans les réformes de seconde génération. Dans les *Country Partnership Framework*, en effet, il y a un chapitre consacré aux partenaires de la réforme structurelle.

Ainsi, dans le CPS que le gouvernement du Bangladesh a souscrit avec la Banque Mondiale en 2010, par exemple, on trouve un paragraphe très explicite à ce sujet qui démontre le degré d'intervention de ces institutions et leurs engagements vis-à-vis de l'aide au développement :

“The Bank works closely with other development partners and across a range of sectors, and has been instrumental in developing sector wide approaches in health and education. In the health and nutrition program, the Bank is the coordinating agency to manage the program among the eight development partners that pool their funds. They include the EU, Canada, Germany, Sweden, Netherlands, UK and UNFPA. In the primary education development program, ADB manages the program on behalf of eleven partners, which includes the Bank and also Australia, Canada, EU, Japan, Netherlands, Norway, Sweden, UK, and UNICEF. The Bank also has parallel and co-financing arrangements in energy, infrastructure, water resources management, environment protection and local government among others. The Bank actively collaborates with the IMF on macroeconomic assessments. MDTFs, such as SPEMP, have emerged as good practice of donor collaboration and have strengthened operational ties between the Bank and development partners. In Private Sector Development, IFC has taken a leading role through its two facilities, SEDF and BICF, which are financed by the EU, Norway and UK. In the area of governance, UK is financing a trust fund, which has provided analytical support for a range of sectors. The first table displays these existing partnerships in which the Bank is engaged in. The existing partnerships have been grouped according to the CAS pillars, and according to the following categories: analytic / advisory; project financing; program based financing; and trust funds. In addition, the Bank is engaged in regular dialogue with all development partners through the LCG mechanism and through bilateral contacts.”⁵⁴ (World Bank, 2010, p. 152)

De ce paragraphe, nous pouvons relever l'interaction coordonnée et hautement structurée entre la Banque Mondiale, les pays concernés, différentes agences, et d'autres acteurs publics et privés, pour intervenir dans une multiplicité de secteurs, en l'occurrence : l'éducation, la santé, la nutrition, l'énergie, les infrastructures, les services d'eau, la protection de l'environnement, la gestion des gouvernements locaux, la gestion macro-économique, etc.

La coopération au développement initiée par la Banque Mondiale devient, en réalité, une stratégie très poussée d'intervention directe sur le pays. Les *Country*

⁵⁴ C'est le cas, par exemple, du projet Prodepine (Projet de développement pour les peuples indigènes de l'Equateur), de la Banque Mondiale, Bretón (2014)

Engagement Model vont déployer un ensemble d'activités pour intervenir dans un pays, pourtant censé être souverain.

Les *Country Engagement Model* de la Banque Mondiale (World Bank, 2016) vont soumettre l'ensemble du pays à une structure préalablement définie par la réforme structurelle de seconde génération. Ainsi, l'État et les sociétés des pays pauvres deviennent de véritables otages du développement (Dávalos, 2011).

Pour plusieurs pays pauvres d'Afrique, l'aide au développement est en fait la source la plus importante de revenus et l'unique possibilité de résoudre leurs problèmes. Le réseau de l'aide au développement est très étendu et influence l'ensemble des secteurs sociaux, y compris le système politique. Pour cela, et comme nous pouvons le voir dans les *Country Engagement Model*, la Banque Mondiale distribue les parts du développement à ses partenaires (Danaher, 1994). Il faut donc comprendre cette logique de partage d'activités au regard du tissu complexe qu'est l'aide au développement.

IV.3.4. Coopération au développement et enjeux politiques

En effet, le réseau de la coopération au développement est tellement dense qu'il ne laisse rien au hasard. La coopération internationale au développement se révèle être une « cage de fer » qui assure l'emprise sur l'ensemble de l'économie, la société et l'État. Dans le paragraphe suivant, le programme de réforme institutionnelle pour la modernisation des services de l'eau et l'assainissement au Nicaragua, en 2005 rend compte de l'emprise des réformes sectorielles sur le système social et politique :

« En 2005, le Programme Conjoint pour l'eau et l'assainissement (WSP) de la Banque Mondiale et du PNUD, l'Agence Suisse pour la Coopération et le Développement (COSUDE), et la Commission de l'eau potable et de l'assainissement (CONAPAS) ont réalisé un atelier pour former les fonctionnaires publics aux concepts et applications de l'Approche Sectorielle Élargie (SWAp) ... Dans le cas du SWAp au Nicaragua, ont participé les acteurs internationaux suivants : les Nations-Unies, dans des actions au niveau local ; le Programme pour l'Eau et l'Assainissement de la Banque Mondiale, dans l'assistance technique pour la décentralisation, l'autonomisation des municipalités, les modèles de gestion et les systèmes d'information ; la COSUDE dans le renforcement institutionnel du CONAPAS et des politiques de décentralisation ; le BID dans l'appui à

la stratégie sectorielle et la promotion du SWAp rural ; la KfW allemande, dans l'appui à la gouvernance du secteur ; l'Agence Canadienne pour le Développement International, pour l'assistance dans la mise en place d'un « concept plus large » de gestion des ressources hydriques ; l'Organisation pour le Développement International des Pays-Bas dans la modernisation du secteur via des thèmes comme l'environnement, la gouvernance et la manipulation des bassins ; et le gouvernement du Luxembourg dans l'appui institutionnel. » (Terán, 2007, p. 40).

On est alors en présence d'un phénomène d'une ampleur incroyable et d'une grande complexité. Dans l'exemple présenté ci-dessus, pour organiser un atelier de formation destiné aux fonctionnaires publics d'un petit pays comme le Nicaragua, la mobilisation des ressources et l'implication des institutions concernées sont vraiment impressionnantes.

Il s'agit cependant d'une pratique habituelle de la coopération au développement et des projets sectoriels de la réforme structurelle. Est-ce que cette présence invasive et massive révèle un phénomène plus complexe ? Comment, alors, le saisir ? Dans quelle grille de lecture l'inscrire ? Quelles conclusions analytiques peut-on en dégager ?

IV.3.5. L'articulation institutionnelle dans la réforme structurelle

Nous pouvons d'abord faire ressortir le fait qu'en matière de réforme structurelle, il n'y a pas de détails laissés au hasard. Le moindre atelier peut mobiliser toutes les ressources institutionnelles de plusieurs agences internationales, car inscrit dans la trame d'un projet sectoriel spécifique, lui-même rouage de la stratégie CPF de la Banque Mondiale.

Nous pouvons finalement constater que le discours du développement fonctionne comme un opérateur politique sur lequel s'égrènent des rapports de pouvoir au niveau mondial.

Le *Country Partnership Framework* et le *Country Engagement Model* de la Banque Mondiale ont déployé la coopération internationale au développement sur plusieurs niveaux. Nous pouvons d'abord constater l'asymétrie inhérente aux relations Nord-Sud dans le développement et ses pratiques. Il s'agit d'une relation verticale et hiérarchique. Dans cette relation, il n'y a pas de place pour des échanges entre égaux. Le

développement ne s'opère que dans une seule direction ; la démocratie n'a donc pas sa place dans le développement. Le Nord est l'architecte du développement, tandis que le Sud est l'objet de ce savoir-faire et doit, par conséquent, en tirer parti.

IV.3.6. Les niveaux stratégiques d'articulation de la coopération au développement

Si le développement et la coopération au développement agissent dans un cadre institutionnel hautement intégré et coordonné, comment les caractériser et les décrire ? Comment s'articulent-ils à la réforme structurelle de seconde génération ?

Pour répondre à ces questions, il faut élaborer une hypothèse qui puisse servir de cadre analytique pour comprendre les processus de changement institutionnel entrepris à partir des réformes structurelles. Il faut donc décrire de manière plus générale l'ensemble des institutions engagées dans la coopération au développement.

IV.3.6.1. Le niveau central : FMI et Banque Mondiale

Au départ, il y a un noyau dur de la réforme structurelle et les projets sectoriels, formé par le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce. Ce sont des institutions qui sont en relation directe avec les centres de pouvoir de l'économie globale.

Dans ce système, le FMI est l'institution chargée de gérer les enjeux monétaires internationaux pour stabiliser l'économie mondiale (Danaher, 1994). La Banque Mondiale, pour sa part, est chargée de mettre en place les changements institutionnels connus comme réformes structurelles, tandis que l'Organisation Mondiale du Commerce établit une nouvelle architecture politique mondiale à partir des Accords Internationaux de Libre Échange. Le tandem FMI-Banque Mondiale harmonise les réformes structurelles et conjointement avec l'OMC, le tandem met en place la nouvelle architecture institutionnelle mondiale à partir des accords pour le libre marché.

IV.3.6.2. Le niveau périphérique : la Coopération Internationale au Développement

Cependant, dans ce système complexe apparaissent différents niveaux. Autour du noyau dur, on trouve des organisations qui appartiennent au système des Nations-Unies, dont la plus importante pour la réforme structurelle est le Programme des Nations Unies

pour le Développement (PNUD). On trouve aussi les agences officielles pour le développement de la plupart des pays de l'OCDE, et la Coopération au Développement de l'Union Européenne, entre autres.

Ce deuxième niveau du système de développement international sert de relais entre le noyau dur et les gouvernements des pays du Sud. Ces institutions sont le relais politique de la réforme structurelle. La plupart des réformes vont être transformées en programmes de coopération au développement établissant des accords entre les gouvernements. Cependant, elles seront aussi le relais et les interlocuteurs les plus valides pour les ONG qui travaillent sur le terrain. Entre les projets de réforme sectorielle et leur application concrète, on trouve d'habitude les agences internationales de coopération au développement

Entre le premier et le deuxième niveau, on trouve aussi les banques internationales pour le développement : la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID) et la Corporation Andine de Développement (CAF) pour l'Amérique latine ; la Banque Asiatique de Développement, et la Banque Africaine de Développement dans les deux autres continents.

IV.3.6.3. Le niveau local : les ONG et les experts

Il y a encore un troisième niveau composé par une constellation d'ONG, tant internationales que locales, et des entreprises privées liées au développement et, en particulier, aux techniques de la bonne gouvernance. Des grandes aux petites ONG, toutes se font concurrence pour accéder aux fonds de la réforme structurelle. Les ONG locales sont plus nombreuses dans les régions touchées par les projets de réforme sectorielle. À côté de cette myriade d'ONG, on trouve une multitude d'experts, de consultants, de techniciens, de conseillers, et de cadres des ONG.

Or, ces ONG et tous ces experts sont le relais entre les projets sectoriels et les populations concernées. Ils travaillent sur le terrain et pratiquent le développement *in situ*. Comme il existe une forte concurrence, ils doivent démontrer leur attachement aux réformes structurelles et leur engagement pour réussir à être embauchés. Leur relation directe avec les populations concernées est considérée comme un atout, et la plupart des

ONG cherchent à travailler au plus près des populations visées par les projets sectoriels de réforme structurelle.

IV.3.7. L'articulation institutionnelle stratégique pour la réforme structurelle

Chacun des trois niveaux décrits joue un rôle spécifique, et ensemble agissent de concert, avec des degrés de responsabilité partagés. Cet ensemble structuré d'institutions engagées dans l'aide au développement, avec des activités précises et des tâches concrètes, peut être qualifié d'*articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle*. Ce concept a pour intention de décrire des pratiques complexes et associées à l'aide au développement et aux réformes structurelles mises en place.

En effet, lorsque nous avons observé dans le cadre des *Country Partnership Framework* l'intervention dans différents pays à travers des projets sectoriels de développement, et le partage des responsabilités entre les différentes agences internationales de développement, nous avons essayé de souligner l'action coordonnée et harmonisée dans des délais concrets.

IV.3.7.1 Conflits et résistances dans la coopération au développement

Cependant, le risque de l'hypothèse de *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* est qu'elle peut hypostasier une praxis née dans un champ spécifique de relations de pouvoir, comme étant déjà structurée et définie *ex ante*. Or, l'hypothèse de *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* cherche à décrire une praxis institutionnelle déterminée, mais n'essaye pas de contourner le champ des rapports de forces et de luttes de pouvoir dans le développement, la coopération au développement et la réforme structurelle de seconde génération. Au contraire, la dynamique interne de *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* est née, précisément, dans un champ de rapports de forces, de résistances, d'oppositions et de contradictions.

Les populations ciblées par les réformes structurelles et la coopération au développement ont élaboré des stratégies de résistance et d'opposition. Le champ du développement économique est donc un terrain de disputes (Danaher, 1994).

IV.3.7.2 Le rôle heuristique des résistances sociales dans l'articulation institutionnelle du développement

La coordination pour *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* est née à partir des projets sectoriels et des conflits sur le contrôle des territoires et des populations. Ce sont ces projets sectoriels qui établissent les conditions de possibilité de toutes les réformes structurelles lancées dans une logique de confrontation, de lutte et de rapports de pouvoir, et les résistances qui s'y opposent.

Il n'existe donc pas une coordination du haut vers le bas, où l'on trouverait en amont la Banque Mondiale et en aval les ONG locales, mais plutôt l'inverse. L'hypothèse de *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* peut donner l'impression d'une coordination du haut vers le bas, mais en réalité cette coordination naît vraiment de la dialectique entre le pouvoir de *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* et le contre-pouvoir de la société.

Le lieu de *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* se trouve dans les projets sectoriels, mais leur dynamique naît des jeux de pouvoir et des relations de forces qui vont se déployer *in situ*. Les *Country Engagement Model* de la Banque Mondiale représentent les coordonnées générales d'intervention, mais la coordination effective naît dans les projets sectoriels de développement inscrits dans des luttes concrètes et quotidiennes.

Cela nous amène à considérer le développement comme un champ de disputes et de conflits. Dans de nombreux cas, les populations concernées résistent au développement (voir Chapitre 3). Il faut alors définir l'approche sur le développement comme un champ d'intervention inséré dans des rapports de force.

IV.3.7.3. Développement, transformation sociale et acteurs engagés

Il existe des projets sectoriels de développement qui n'ont pas été encadrés par les *Country Engagement Model* de la Banque Mondiale et qui émergent directement de la Coopération Internationale au Développement. Il y a aussi des corporations multinationales, des banques privées, ou encore des bailleurs de fonds privés qui s'emparent du développement.

L'espace de la réforme structurelle est ouvert à tous ces acteurs, qui entrent en compétition dans l'accès aux ressources. Lorsqu'ils participent à l'aide au développement, les entreprises, les ONG, les experts ont beaucoup à y gagner.

Dans l'espace ouvert par la réforme structurelle les acteurs vont agir à tous les niveaux en utilisant toute une gamme de stratégies. Il y aura souvent des juxtapositions, des imbrications, des conflits, des mélanges, des contradictions, des désaccords entre eux, mais toujours dans une dialectique des rapports de pouvoir et de contre-pouvoir. C'est la société qui va résister au projet de transformation institutionnelle de la réforme structurelle (voir Chapitre 3).

IV.3.7.4. Le développement comme discours légitimant

Toutefois, il faut remarquer que le discours qui va encadrer tout le processus de réforme structurelle est, justement, celui du développement. C'est, en fin de compte, chez les populations les plus touchées par le développement que s'exprime un plus fort rejet.

Cependant, des ONG vont se consacrer de manière exclusive à créer des idées, des concepts, des notions, des cadres théoriques, des outils méthodologiques et des approches épistémologiques qui vont donner une cohérence à l'ensemble de *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle*. Il n'est pas possible de comprendre la réforme structurelle sans cette structure épistémique qui s'élabore à l'Institut pour le Développement de la Banque Mondiale (World Bank, 2016).

Ces ONG, sorte de *think tanks* du développement, ne sont pas des centres de recherche scientifique, bien qu'elles s'en revendiquent. Elles sont complètement engagées dans tous les processus de la réforme structurelle, ainsi qu'avec des universités et des centres académiques un peu partout dans le monde.

De tous les *think tanks* engagés dans *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle*, on peut identifier la Société du Mont-Pèlerin comme un des plus stratégiques. Il s'agit d'un groupe de travail sur l'économie et la politique créé en 1947 par l'économiste Friedrich Hayek, qui s'érige comme le noyau dur du néolibéralisme et le centre d'un vaste réseau de *think tanks* dans le monde.

IV.3.7.5. La coopération Nord-Sud comme rapport géopolitique

La notion d'*articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* propose un cadre analytique pour comprendre les modes d'action du développement et de l'aide au développement. Il faut saisir la dialectique entre, d'une part, la mondialisation de l'économie et l'idéologie qui sert de réservoir hégémonique au système capitaliste et, d'autre part, ses résistances sociales. L'aide au développement, au-delà des intentions des sujets qui s'y engagent, doit être perçue comme une stratégie politique et hégémonique prise dans des processus d'accumulation du capital et ses régimes de régulation. Il n'existe pas de coopération au développement en dehors des rapports de pouvoir et de domination (Dávalos, 2011).

Toute coopération Nord-Sud relève de rapports géopolitiques et géostratégiques, et s'inscrit dans une relation hiérarchique, verticale, autoritaire, sans aucune préoccupation éthique ni démocratique (Danaher, 1994). L'essor de la coopération au développement, en réalité, peut-être une mauvaise nouvelle pour les pays qui font l'objet de l'intervention. L'hypothèse de *l'articulation institutionnelle stratégique de la réforme structurelle* veut donner une assise pratique aux processus de changement institutionnel pilotés par la Banque Mondiale.

La notion de « capital humain » reste centrale dans les projets de réforme sectorielle, particulièrement ceux dont la dimension sociale est la plus forte. Ce concept permet d'intégrer plusieurs dimensions de la réforme structurelle, de la stabilité macroéconomique jusqu'aux projets sectoriels d'assainissement de l'eau dans les villages ruraux des pays pauvres. En fait, pour la Banque Mondiale :

« A rich body of evidence shows the importance of good economic policies (including the promotion of macroeconomic stability), well-developed human capital, and openness to the world economy for broad-based, sustainable growth and the reduction of poverty. » (World Bank, 1997, p. 18).

Si le concept de lutte contre la pauvreté restait central dans toute la stratégie d'intervention de la Banque Mondiale et de la Coopération internationale au développement, celui de capital humain va se convertir en enjeu stratégique de poids pour établir des rapports concrets entre les visées plus larges de la réforme structurelle. L'idée des projets sectoriels est d'intervenir directement sur les personnes pour accroître leur « capital » en tant qu'êtres humains.

Dès lors que le concept de capital humain ouvre la porte à l'intervention sur les habitants pauvres des pays visés, on justifie à l'avance toute stratégie pour établir une grille d'intervention, même sur la subjectivité humaine⁵⁵. La Banque Mondiale est consciente du fait que certaines hypothèses de l'économie standard ne tiennent pas :

⁵⁵ Le Rapport de la Banque Mondiale sur le développement humain de 2015 a justement trait à la subjectivité individuelle associée aux processus de développement économique : "The title of this Report, Mind, Society, and Behavior, captures the idea that paying attention to how humans think (the processes of mind) and how history and context shape thinking (the influence of society) can improve the design and implementation of development policies and interventions that target human choice and action (behavior)."

“Economic man” is a fiction, not a reality. Policies that assume that rational decision-making will always prevail can go astray in many contexts and may miss opportunities for low-cost, high efficacy interventions. Updating the standard assumptions about human decision-making is essential to pushing forward the frontier of development policy making.” (World Bank, 2015, p. 25)

Le capital humain, un concept créé par la microéconomie⁵⁶, dans la réforme structurelle et les théories du développement, va se convertir en une théorie du comportement humain. Dans ce sens, la Banque Mondiale partage l’avis de Gary Becker, prix Nobel d’économie, selon lequel tout comportement individuel peut se convertir en comportement économique : « *I conclude that the economic approach was applicable to all human behavior* » (Becker , 1995, p. 7).

En effet, pour G. Becker les comportements humains sont rationnels en termes économiques, mais aussi irrationnels, dans la mesure où il y a d’autres motivations en dehors des facteurs économiques qui structurent les conduites humaines. La fonction de maximisation doit être élargie pour intégrer ces conduites qui ont rapport aux structures sociales établies.

Les êtres humains sont des êtres sociaux. Leurs comportements sont mimétiques. Leur rationalité est conditionnée par leurs structures sociales et historiques. D’après la Banque Mondiale, « *humans are deeply social animals. Our beliefs, desires, and behaviors are affected by social preferences, our relationships, and the social contexts in which we live and make decisions* » (World Bank, 2015, p. 42).

G. Becker tente de dépasser les considérations de l’économie standard afin d’incorporer une vision plus large :

“I suggest a reconciliation along very different lines: principally, by showing that negatively inclined market demand curves result not so much from rational behavior per se as from a general principle which includes a wide class of irrational behavior as well” (Becker , 1995, p. 21).

(World Bank, 2015, p.2)

⁵⁶ Les premières approches du concept de capital humain étaient liées aux fonctions de production type Cobb-Douglass ($Y = \alpha K^\beta N^{1-\beta}$), où Y est le revenu issu de l’utilisation du capital (K) et du travail (N), et les coefficients relèvent de la technologie et de la productivité. Le capital humain représentait les gains en productivité associés à l’innovation et à l’essor de nouveaux processus productifs .

Ainsi, le concept de capital humain peut intégrer les gains de productivité associés à la production, mais aussi tout comportement humain. Comme le décrit G. Becker :

“This is called investing in human capital. The many ways to invest include schooling, on-the-job training, medical care, vitamin consumption, and acquiring information about the economic system”. (Becker, 1995, p. 36).

La conception de G. Becker va être récupérée par la Banque Mondiale dans le cadre des réformes structurelles. Le capital humain peut intégrer la dimension microéconomique (les gains de productivité associés à la formation technoscientifique des travailleurs), la dimension macroéconomique (la stabilité macroéconomique), le changement institutionnel (la bonne gouvernance), et les projets sectoriels de réforme structurelle (la lutte contre la pauvreté et l’inclusion sociale dans le *market friendly approach*).

V.1. Capital humain et réforme structurelle : enjeux théoriques

Il faut rappeler que la réforme structurelle de la Banque Mondiale et de ses alliés est un projet de transformation sociétale d’une grande portée. Ce projet va plus loin que les équilibres fiscaux ou monétaires des réformes de première génération. Comme nous l’avons vu, la Banque Mondiale a lancé plus de douze mille projets de réforme sectorielle dans le monde (World Bank, 2016d). Il s’agit d’une intervention directe qui affecte la vie de millions de personnes⁵⁷.

Pour établir leur légitimité, ils prétextent le décollage de la croissance économique, la lutte contre la pauvreté, la protection de l’environnement, et la promotion du capital humain :

“Building sustainable and affordable safety nets in each developing country is a key component of the World Bank Group’s Social Protection and Labor Strategy 2012–2022, which is helping countries move from fragmented programs to affordable social protection systems that enable individuals to manage risk and improve resilience by

⁵⁷ Seulement dans les projets de transferts monétaires conditionnés (PTMC), la population ciblée par ses projets était de 113 millions des personnes en l’Amérique Latine. Cecchini & Madariaga (2011)

investing in human capital and improving people's ability to access jobs." (World Bank, 2016, p. 161)

La plupart des projets sectoriels sociaux dans l'éducation, la santé, l'inclusion sociale, et aussi les transferts monétaires conditionnés utilisent la notion de « capital humain » comme cadre épistémologique et méthodologique. Par conséquent, il faut comprendre le rôle de ce concept dans la réforme structurelle et les projets sectoriels.

V.1.1. La transformation de l'homo œconomicus en capital humain

Tout d'abord, il faut replacer le « capital humain » dans l'approche institutionnelle de l'économie. D'après cette approche, les coûts de transaction créent une distorsion dans la structure des prix ; par conséquent, les agents, censés être rationnels, doivent agir dans un univers stratégique et avec une rationalité limitée, et même un *irrational behavior* (Becker, 1995).

Les asymétries de prix affectent le cadre standard de l'agent rationnel nommé « *homo œconomicus* ». Il faut donc créer un nouveau cadre conceptuel pour les actions stratégiques de *l'homo œconomicus*. C'est Gary Becker qui va offrir une définition plus précise de *l'homo œconomicus* en tant que *capital humain*. Pour G. Becker, le concept de capital humain permet de considérer *l'homo œconomicus* comme un entrepreneur de lui-même, comme quelqu'un qui peut être utile à lui-même. D'après le philosophe français Michel Foucault,

« Becker dit : l'analyse économique, au fond, peut parfaitement trouver ses points d'ancrage et son efficacité si seulement la conduite d'un individu répond à cette clause, que la réaction de cette conduite ne sera pas aléatoire par rapport au réel. C'est-à-dire : toute conduite qui va répondre de façon systématique à des modifications dans les variables du milieu, doit pouvoir relever d'une analyse économique, autrement dit toute conduite, comme dit Becker, "qui accepte la réalité". *L'homo œconomicus*, c'est celui qui accepte la réalité. La conduite rationnelle, c'est toute conduite qui est sensible à des modifications dans les variables du milieu et qui y répond de façon non aléatoire, de façon donc systématique, et l'économie va donc pouvoir se définir comme la science de la systématisme des réponses aux variables du milieu. Définition colossale que les économistes, bien sûr, sont loin d'endosser ...» (Foucault, 2004, p. 273).

Le concept d'*homo œconomicus* a été créé par l'économie néoclassique au 19^{ème} siècle, comme ressource fondamentale pour structurer la vision d'une économie basée sur l'utilité (Blaug, 1990). En effet, tandis que l'économie politique classique avait développé la théorie de la valeur travail pour comprendre la logique des prix à partir de l'objectivité de la production et de la distribution, pour l'économie néoclassique, il fallait se détacher du concept de travail, et de toute conception objective de la valeur. La notion d'utilité permettait de lier les besoins humains au système des objets, tout en permettant de se détacher de l'héritage classique du travail, de la production et de la distribution des richesses (Blaug, 1990).

Le principe d'utilité, tout d'abord conçu par J. Bentham, offre la possibilité de sortir de l'approche de la production et de proposer une autre théorie de la valeur. Pour cette nouvelle théorie, la valeur est toujours subjective et liée à l'utilité. En effet, entre les êtres humains et la réalité, le critère d'utilité est le lien qui permet de créer sa propre réalité conçue comme un système d'objets qui recouvre toujours une utilité spécifique et unique pour chaque individu (Blaug, 1990).

Pour l'économie néoclassique, il fallait donc rompre au niveau théorique avec la théorie de la valeur objective, c'est-à-dire, celle des coûts des facteurs de la production, en utilisant le principe d'utilité pour la rendre opérationnelle au niveau méthodologique dans une nouvelle démarche théorique. L'utilité est caractéristique d'un individu isolé, égoïste, autonome et rationnel. Il est isolé parce que sa subjectivité ne peut être partagée avec personne. Il est égoïste car l'utilité renvoie à sa propre réalité et à ses propres intérêts. En dernier lieu, il est autonome parce qu'il peut prendre des décisions pour lui-même, et rationnel parce qu'il peut évaluer la relation coûts/avantages des objets et des situations, et agir afin de toujours maximiser l'utilité à son profit. Cet individu-là est justement appelé *homo œconomicus*.

V.1.2. Le critère de l'utilité comme valeur

Cette forme de rapport à la réalité, qui utilise le principe d'utilité, détermine une conduite qui peut être décrite et même mesurée par l'économie. La découverte de l'utilité marginale comme principe épistémologique de la valeur est une révolution copernicienne pour l'économie. L'économie néoclassique effectue une coupure radicale au niveau épistémologique avec l'économie politique classique (Foucault, 2004). Pour

les économistes néoclassiques, l'économie politique classique doit se cantonner à une économie « pure » afin d'accéder au statut de science véritable, sur le principe de la valeur marginale. L'approche de l'utilité marginale comme critère de la valeur revenait à créer un champ analytique relativement nouveau pour l'économie : celui de la demande du consommateur (Blaug, 1990).

En fait, cela permet de comprendre les logiques des consommateurs et, par conséquent, de fonder une analyse rationnelle sur la demande de marché. Cette notion de demande de marché était, en effet, toute à fait nouvelle pour l'économie classique qui avait porté son attention sur l'offre, c'est-à-dire, sur la production et la distribution. Si la courbe de demande agrégée a une pente négative alors l'équilibre général pouvait en découler. La portée réelle de l'utilité, pourtant, dépassait *l'homo œconomicus* dans la mesure où l'équilibre général du marché se convertissait en téléologie sociale.

Par ailleurs, la demande des consommateurs est décroissante au fur et à mesure que la quantité de biens demandés s'accroît. Les consommateurs, de surcroît, ont toujours des préférences stables envers le système d'objets convertis en marchandises, et peuvent choisir parmi elles en fonction de l'utilité. C'est ce que l'on appelle le principe de transitivité.

Or, dans l'approche de l'économie néoclassique qui vient de naître avec le concept de l'utilité et de l'équilibre général, on peut souligner que le critère d'utilité est le lien entre le consommateur et les objets. L'utilité est la mesure pour jauger la réalité du monde. Entre la réalité extérieure et son appréciation subjective, l'utilité permet de créer des critères de validation et de valorisation économique. L'utilité apporte de la substance ontologique à la valeur et à la réalité.

V.1.3. Les apories du concept de capital humain

L'homo œconomicus est alors confiné à la solitude et à la liberté. Il n'est pas envisageable de l'encadrer parce que cela pourrait nuire au rapport entre l'individu et le monde, mis en valeur par l'utilité. Donc, la structure épistémologique du concept d'*homo œconomicus* interdit toute intervention extérieure sur son comportement (Blaug, 1990).

Cependant, avec le concept de « capital humain », le virage épistémologique autour de la notion d'*homo œconomicus* est significatif. En effet, cette notion implique un

degré d'intervention sur son comportement et sa rationalité. Si G. Becker est dans le vrai et *l'homo œconomicus* « accepte la réalité », et si, en plus, il est censé répondre systématiquement aux modifications qui peuvent être introduites dans son milieu, alors c'est sa liberté, son autonomie et sa capacité de prendre des décisions rationnelles qui sont en jeu. Le capital humain est en définitive la capacité d'introduire des modifications dans le milieu de *l'homo œconomicus*, à travers l'éducation, la santé ou l'inclusion sociale (Becker, 1995, p. 25), pour le rendre plus performant et pour accroître sa valeur, étant lui-même considéré comme une marchandise.

Ainsi, le critère d'utilité qui était le relais entre le monde et la subjectivité de chaque individu, disparaît. Ce critère d'utilité est la notion la plus importante de l'économie néoclassique pour séparer celle-ci de l'économie politique classique et de la valeur travail. L'utilité a établi les bases épistémologiques de la nouvelle théorie de la valeur des néoclassiques, et l'utilité était toujours une manière d'agir dans le monde, une façon de se mettre en relation avec les objets, une manière de mesurer le rapport entre besoins et marchandises.

Cependant, la théorie du capital humain annule cette relation, car l'utilité peut se retourner contre *l'homo œconomicus*. Dorénavant, l'utilité n'est pas la capacité subjective d'attribuer une utilité aux objets, mais plutôt une caractéristique psychologique des individus. Si l'utilité est une caractéristique psychologique, alors elle ne peut pas mettre en relation l'individu et sa rationalité avec le système d'objets qui l'entourent, et la théorie de la valeur de l'utilité marginale périclité.

De ce fait, la théorie de la valeur-utilité des marginalistes néoclassiques devient une aporie, parce qu'elle n'est plus capable de mesurer l'utilité des objets et de se mesurer soi-même. Pour mesurer les objets, l'utilité doit renoncer à se mesurer elle-même. Si l'utilité peut servir à se mesurer, alors sa portée épistémologique en sortira réduite et se convertira en une branche de la psychologie. L'économie disparaît dans la psychologie.

V.1.4. Les apories de la liberté de choix dans le capital humain

Néanmoins, les conséquences pratiques de cette démarche sont encore plus importantes. *L'homo œconomicus* agit toujours dans la plus grande liberté (Blaug, 1990).

Il n'est, par là, pas possible de l'encadrer. Le critère d'utilité marginale est aussi un critère de liberté individuelle. On ne peut pas limiter la liberté des individus sous prétexte d'accroître leurs capacités personnelles et leur capital humain.

L'idée de départ de la théorie subjective de la valeur est de libérer *l'homo œconomicus* afin de lui permettre de faire usage de sa rationalité. Dans l'approche néoclassique, le consensus consiste à considérer que cette liberté et cette rationalité vont aboutir à la maximisation de l'utilité marginale et structurer de la sorte l'équilibre général (Blaug, 1990). Cela explique en partie la crainte de l'économie néoclassique à l'égard de l'État. Une crainte qui va parfois se convertir en une véritable phobie (Foucault, 2004).

Mais, si l'utilité peut servir à considérer *l'homo œconomicus* comme un individu rationnel et libre, alors le cadre d'intervention de l'utilité marginale va se réduire aux comportements psychologiques des individus. Cela signifie que l'on peut créer n'importe quel régime d'intervention à son égard. Logiquement, un régime d'intervention sur la rationalité et la liberté empêche leur réalisation.

C'est justement l'enjeu du concept de « capital humain », dans la mesure où il permet de créer un régime d'intervention sur les comportements de *l'homo œconomicus*. Mais, insérer *l'homo œconomicus* dans un régime d'intervention, c'est réduire sa liberté et sa rationalité, parce que la seule manière d'y parvenir c'est à partir d'une intervention extérieure au marché, c'est-à-dire, depuis l'État. La notion de capital humain a besoin de l'État, parce que c'est à partir de celui-ci que l'on peut créer un régime d'intervention durable et systématique sur *l'homo œconomicus*.

V.1.5. Régimes d'intervention dans le capital humain

On peut légitimer la création d'un régime d'intervention sur *l'homo œconomicus* en prétextant qu'il s'agit d'accroître ses capacités pour le rendre plus performant, voire plus compétitif. Cependant toucher à la capacité et à la rationalité de *l'homo œconomicus* revient à saper le fondement des théories de la valeur subjective et marginale, en l'occurrence intervenir dans un contexte de libéralisation et de laisser-faire du marché : cela éclaire un aspect paradoxal de cette approche, la contradiction entre la théorie subjective de la valeur et le concept de capital humain.

Toutefois, pour la Banque Mondiale et ses alliés, l'aporie du capital humain n'est pas un problème. Pour eux, l'enjeu le plus important est le régime d'intervention qui peut être créé à son égard : « *They can have a direct, positive impact on poor families by building human capital through better health, more schooling, and greater skill.* » (World Bank, 2016, p. 163).

Ainsi, le capital humain devient un objectif, comme le sont la lutte contre la pauvreté ou la lutte contre la corruption, qui permet d'intervenir sur les sociétés au nom du développement et de légitimer les stratégies de la réforme structurelle et leur mise en place dans le cadre des réformes sectorielles.

Il y a, par conséquent, une stratégie d'intervention qui doit être analysée et qui a été mise en œuvre, justement, en se basant sur l'idée de capital humain. La réforme structurelle devient, de ce fait, le projet d'intervention sociale le plus important du capitalisme de ces dernières décennies. Nous proposons le concept de « colonisation du monde vécu » pour comprendre la portée de cette intervention. Il s'agit d'un concept qui appartient à la philosophie de l'agir communicationnel du philosophe allemand J. Habermas.

V.2. La « colonisation du monde vécu » et le capital humain

Pour comprendre d'une autre manière le concept de capital humain, nous avons recours à la philosophie parce qu'il est nécessaire de saisir et de mesurer la portée de l'intervention sociale globale, effectuée à partir des projets sectoriels de la Banque Mondiale, de la Coopération internationale au développement, et des ONG engagées dans le développement.

Cette intervention s'est fondée *ex ante* sur l'idée de promouvoir le bien-être, et d'améliorer les conditions de vie de millions de personnes. On n'a cependant jamais demandé leur avis aux populations concernées. Le choix du développement économique a toujours échappé à la démocratie. On est intervenu sur des sociétés entières au nom du développement, de la croissance, de la lutte contre la pauvreté et de l'accroissement du capital humain sans jamais justifier cette intervention. Les enjeux éthiques sont censés être inclus dans les notions de développement, de lutte contre la pauvreté et de capital

humain. En somme, moins que d'éthique, il s'agit plutôt d'une idéologie du développement.

Les institutions ancestrales ont été brisées par les projets de développement (Bretón, 2014). Les réseaux de solidarité ont été rompus au nom du capital humain, du développement, de la croissance et de la lutte contre la pauvreté (Danaher, 1994). Les systèmes basés sur la réciprocité ont disparu au profit du capital humain. L'éthique du partage et du don a été déplacée par celle de l'efficacité (Caillé, 2005).

Malheureusement, il n'existe pas de concepts pertinents dans l'économie pour évaluer et même comprendre la portée de l'intervention sociale globale au nom du développement et de la croissance. C'est pour cela que nous allons introduire une approche philosophique qui complète les outils de l'économie politique. D'ailleurs, l'économie politique a toujours été, dès sa naissance, une « science morale » attachée à la philosophie morale. Il faut rappeler que pour comprendre l'emprise de la marchandise sur le monde humain, Marx a dû effectuer une réflexion sur le fétichisme de la marchandise juste à la suite de son analyse sur la théorie classique de la valeur (Caillé, 2005).

V.2.1. Habermas et le concept du monde vécu

Le cadre théorique d'Habermas est complexe et relève de son intention d'ouvrir le champ d'une théorie centrée sur le *sujet transcendantal* de la philosophie moderne, vers celui de l'intersubjectivité. Dans sa démarche théorique, Habermas identifie l'agir communicationnel comme une rupture ontologique de la théorie du sujet moderne (Habermas, 1987).

Alors même que le *sujet transcendantal* exprime l'objet le plus important de la philosophie moderne, Habermas propose un détour épistémologique pour comprendre ce sujet, en relation permanente avec les autres. Cette relation s'exprime principalement dans le langage. Le langage incarne le rapport avec la réalité et avec les autres. Dans ce sens, le langage est performatif.

À l'intérieur du langage se trouvent les conditions de validité du monde : la légitimité, la légalité des actes de parole, la véracité et la justice (Habermas, 1987). Les *sujets transcendants* deviennent des « acteurs communicationnels ». Ces acteurs

communicationnels ont un horizon dans lequel ils se meuvent « toujours-déjà », c'est-à-dire, qu'ils ont une expérience de vie déjà constituée (Habermas, 1987). Cet horizon représente « l'ensemble des modèles d'interprétation, transmis par la culture et organisés dans le langage » (Habermas, 1987, p. 137). C'est le « monde vécu » du sujet transcendantal de la philosophie moderne devenu maintenant un acteur communicationnel.

De ce fait, le « monde vécu » complète et intègre la théorie de l'agir communicationnel chez Habermas. Cette notion est tirée de la phénoménologie de E. Husserl et de A. Schütz, qu'Habermas inscrit en complément de sa théorie de l'agir communicationnel : « le monde vécu apparaît comme le contexte formant l'horizon des processus d'intercompréhension » (Habermas, 1987, p. 149).

Dans le monde vécu, on trouve la culture, la société et les individus dans leur vie quotidienne, structurée par des actes de parole : « à ces processus de la reproduction culturelle, de l'intégration sociale et de la socialisation correspondent, en tant que composants structurels du monde vécu, la culture, la société et la personne » (Habermas, 1987, p. 152).

V.2.2. Monde vécu et systèmes de rationalisation du monde

Entre le monde vécu et l'intégration sociale apparaissent des systèmes de rationalisation du monde qui permettent de réduire la complexité du monde vécu et de s'y soumettre (Habermas, 1987). En effet, Habermas signale la disjonction entre la rationalité plus accrue des systèmes de rationalisation du monde et la complexité plus dense du monde vécu. Habermas identifie là une contradiction qu'il nomme la « colonisation du monde vécu », et qui s'exprime tout d'abord comme une aliénation : « La disjonction entre système et monde vécu se reflète d'abord au sein des mondes vécus modernes comme chosification ... » (Habermas, 1987, p. 189).

Ainsi, les systèmes de rationalisation visent à contrôler le monde vécu des sujets, à les mettre dans un cadre d'intervention basé sur une rationalité censée l'emporter sur la complexité des mondes vécus : « Dans un système social différencié, le monde vécu se réduit à un sous-système » (Habermas, 1987, p. 189).

Cela exprime la contradiction du monde moderne entre systèmes de rationalisation du monde et monde vécu des individus. Comment fonctionne la relation entre le monde vécu et les systèmes de rationalisation ? Pour Habermas, la réponse se trouve dans l'institutionnalisation des systèmes de rationalisation : « ... mais tout nouveau mécanisme dominant dans la différenciation du système doit d'abord être ancré dans le monde vécu, il doit d'abord être *institutionnalisé* à travers le statut, l'autorité de fonction, le droit civil privé » (Habermas, 1987, p. 190).

V.2.2.1. Réforme sectorielle et colonisation du monde vécu

Alors, si l'on adopte le cadre théorique développé par Habermas, sa valeur méthodologique est très importante pour comprendre les effets du développement sur l'ensemble des sociétés et porter un autre regard sur les institutions. Dans les systèmes de rationalisation du monde, le rôle des institutions est important dans la « colonisation du monde vécu ». Si les peuples du monde ont développé leurs propres institutions, langages et manières d'être-dans-le-monde, leur imposer de nouveaux cadres et pratiques – et mettre en place des changements institutionnels, censés être rationnels, dans le but de les « aider à se développer » - relève de la colonisation de leur monde vécu. Le recours à la violence est alors inévitable car la légitimité éthique de ces actions est plus que discutable.⁵⁸

Le bien-être-dans-le-monde, dans une société aliénée comme la société moderne, s'exprime toujours à partir des objets qui peuvent y être obtenus. Il y a un rapport direct entre marchandises et bien-être mesuré par l'utilité marginale. C'est alors l'accès aux marchandises qui est censé établir les degrés du développement. Mais cela correspond vraiment à la réification du monde vécu occidental, qui n'a rien à voir avec des sociétés qui, elles, ont d'autres manières de se mettre en relation avec les objets.

Les systèmes de rationalisation du monde, dont le développement économique et son cadre institutionnel, agissent en faveur de la chosification du monde vécu, sans aucun souci éthique. Ainsi, la lutte contre la pauvreté est une entreprise de colonisation de la vie des plus pauvres en les plaçant dans l'univers de la chosification. La bonne

⁵⁸ Bretón Solo de Zaldívar présente le cas des programmes d'intervention de la Banque Mondiale chez les peuples indigènes des Andes, dont la rupture des institutions ancestrales et l'incorporation forcenée des indigènes aux processus de modernisation capitaliste démontre la violence des projets sectoriels de réforme structurelle, Bretón (2014).

gouvernance apparaît comme la meilleure manière d'ancrer la colonisation du monde vécu, à partir de nouvelles structures institutionnelles qui sont censées rendre irréversibles les nouveaux changements.

V.2.2.2. Le développement comme système de rationalisation du monde

Cependant, le développement apparaît comme un système de rationalisation du monde, avec un discours rationnel sur le bien-être. Le critère épistémologique qui agit pour le rendre légitime est celui de la raison. La chosification se présente comme un processus rationnel, de même que le développement (Latouche, 2010). C'est pour cela que le développement économique n'a pas besoin de se justifier *ex ante*, parce qu'il relève d'une structure de rationalisation hors de portée de toute justification éthique (Latouche, 2010).

Le *logos* moderne n'a pas besoin de l'*éthos*. La rationalisation du monde n'a pas besoin de se légitimer *ex ante*, parce qu'elle est rationnelle. Il s'agit d'une tautologie qui ferme le débat sur la rationalité du monde et qui exprime la violence de la raison moderne en tant qu'elle est autoréférentielle.

Le développement économique est censé résoudre les problèmes économiques des populations à partir d'une rationalité tautologique et fermée sur elle-même qui, de surcroît, opère dans la chosification du monde (Caillé, 2005). De cette manière, il est possible d'intervenir sur des sociétés toutes entières et faire éclater leur monde vécu, sans aucun souci éthique. Avec le concept de *colonisation du monde vécu*, on peut faire ressortir le rôle joué par la Banque Mondiale et ses alliés lorsqu'ils prônent le « développement durable ». La valeur heuristique du concept de *colonisation du monde vécu* permet d'élargir l'analyse pour éclaircir les conséquences sociales et même éthiques des réformes structurelles.

CONCLUSION DU CHAPITRE ET ARTICULATION AVEC LE CHAPITRE 3

Les réformes de première génération ont provoqué des changements importants dans les pays d'Amérique latine, et dans d'autres régions du monde. Durant la crise de la dette extérieure, les réformes de première génération ont été un véritable laboratoire économique et social pour ces pays. Cependant, ces politiques structurelles de première génération ont été le cadre préalable de la mise en œuvre des réformes de seconde génération qui recouvraient une dimension plus complexe et multidisciplinaire. Ces réformes, en outre, étaient encadrées dans le nouveau discours sur le développement économique.

Les réformes de seconde génération avaient besoin d'un cadre théorique plus vaste que celles de première génération. Si le monétarisme était le support épistémologique dans le cadre des réformes de première génération, la théorie des institutions va devenir la base théorique des réformes de seconde génération.

Nous avons analysé le rapport entre la théorie de la nouvelle économie institutionnelle avec ces réformes de seconde génération. Dans notre analyse, nous avons décrit trois repères épistémologiques importants : (i) la théorie du changement institutionnel ; (ii) les méthodologies de la *corporate governance* ; et, (iii) les théories du capital humain. Ces trois concepts issus de ces nouveaux cadres théoriques et épistémologiques vont servir de repères théoriques et méthodologiques pour développer des stratégies spécifiques d'intervention dans le contexte des réformes structurelles de seconde génération.

Nous avons aussi souligné la mise en place des réformes de seconde génération à partir du rôle stratégique de la Banque Mondiale et de la Coopération Internationale au

Développement, à travers des projets sectoriels. La Banque Mondiale a mis en chantier plus de 12 000 projets sectoriels de développement dans plus de 170 pays dans le monde. Il s'agit, à n'en pas douter, d'une transformation historique inédite.

Pour saisir les enjeux les plus importants de ces réformes, nous avons considéré comme étude de cas les *Country Engagement Model* de la Banque Mondiale, et de manière spécifique les *Country Partnership Framework* (CPF), pour quatre pays sans, apparemment, aucune relation directe entre eux. L'analyse de ces CPF nous a éclairés sur les pratiques de la Banque Mondiale à partir des projets sectoriels pour mettre en place les réformes structurelles de seconde génération.

Les projets sectoriels sont le *locus* de la réforme structurelle. On y retrouve toutes les méthodologies, les concepts, les idées centrales, les pratiques et les institutions liées à la coopération au développement.

Mais, nous avons vu aussi que cette stratégie d'intervention légitimée *ex ante* par la lutte contre la pauvreté et la stimulation de la croissance économique, s'avère être un champ de conflits et de rapports de force. Le développement n'est pas seulement un ensemble de théories, il est aussi et surtout un foyer de conflits, et de résistances. En général, les discours sur le développement économique font usage d'un discours qui fait référence à la guerre, comme dans la lutte contre la pauvreté, la lutte contre l'inflation, les stratégies de développement, etc.

Dans ce champ conflictuel des rapports de force émergent des pratiques concrètes comme celles des ONG et du tiers secteur, charnière entre la réforme structurelle et les pays où l'intervention a lieu. Nous avons aussi vu l'intégration stratégique entre plusieurs institutions engagées dans les réformes structurelles à plusieurs niveaux d'importance stratégique, dont le noyau dur est structuré autour de la Banque Mondiale et du FMI.

Cette description et l'analyse qui s'ensuit, nous interpellent sur les pratiques du développement, et nous amènent à deux réflexions en conclusion de ce chapitre. La première tient à l'éthique du développement, et la deuxième, aux changements historiques provoqués par la réforme structurelle.

L'éthique du développement

Les projets sectoriels et l'articulation stratégique des institutions engagées dans le développement ont démontré un rapport vertical et hiérarchique Nord-Sud dans la pratique du développement. Ainsi le développement, et la coopération au développement, ne relève pas d'un ordre démocratique. L'analyse des projets sectoriels de développement a démontré qu'il s'agissait toujours d'une relation verticale Nord-Sud. Les pays du Nord utilisent le développement pour façonner à leur guise les rapports géostratégiques de la mondialisation de l'économie.

Dans cette relation hiérarchique, verticale et autoritaire, le développement n'est pas éthique parce qu'il ne considère pas le statut de l'autre en tant qu'Autre (Voir chapitre 3). L'autre, comme altérité en soi, pour le développement, n'existe pas. Il doit toujours se plier aux décisions du Nord. Or, dans la vision de l'histoire des pays du Nord, le développement a un but tout tracé. C'est pour cela, que la stratégie du développement est toujours téléologique⁵⁹.

Il y a des « étapes » dans le développement qui doivent être suivies impérativement par les pays « sous-développés ». On peut discuter le *modus operandi*, mais pas les raisons d'être du projet de développement. La coopération au développement est censée aider les pays en difficulté à s'en sortir. Donc, comme il s'agit d'une tâche d'une ampleur et d'une portée historique sans précédent, il est justifié d'intervenir sur n'importe quel secteur de la société, de l'économie ou de l'État. La relation Nord-Sud, par conséquent, est autoritaire car elle ne prend pas en compte les avis du Sud concernant leurs propres priorités.

C'est pour cela que l'on a parlé d'emprise sur l'ensemble de la société dans les projets de développement. C'est pour cela aussi que plus le pays est pauvre, plus grande est l'emprise de la coopération au développement, et que la coopération au développement n'existe pas entre les pays du Nord. C'est pourquoi cette procédure relève du néocolonialisme, parce qu'elle utilise les justifications et les discours de la

⁵⁹ On peut constater la vision téléologique du développement dans le texte classique de W.W. Rostow, dans lequel il fait l'énumération des étapes que tous les pays et régions doivent accomplir pour sortir du sous-développement : (1) la société traditionnelle primaire et sans valeur ajoutée ; (2) les pré-conditions pour le démarrage vers le développement ; (3) le « take-off », ou décollage ; (4) le chemin vers la maturité ; et finalement (5) la société de consommation de masses ; Rostow (1990).

colonisation de l'Autre. Dans le développement, l'Autre en tant qu'altérité doit disparaître.

Cette réflexion est directement liée à la quête d'alternatives au développement dans lesquelles le volet humain, éthique et horizontal soit prioritaire. Dans le prochain chapitre, nous allons proposer une autre voie au développement à partir des principes du Bien-Vivre Social qui dans les constitutions de l'Équateur et la Bolivie est nommé le *Sumak Kawsay* (La Vie en Plénitude).

Le rôle stratégique de la Banque Mondiale : la grande transformation

Nous avons vu que la Banque Mondiale a mis en place plus de 12 000 projets sectoriels dans le monde. La portée de ces projets rend compte d'une transformation sociale et historique vaste et profonde, jamais vue auparavant. Dans la naissance des marchés autorégulateurs du capitalisme, Karl Polanyi qualifiait les changements provoqués par le marché et les sociétés de marché de « grande transformation » (Polanyi, 1983). De même, avec les réformes structurelles, on peut dire que nous sommes en présence d'une autre grande transformation qui va transformer de fond en comble les sociétés du Sud.

Pour comprendre la portée historique et civilisatrice de ces changements, le principal théoricien de la nouvelle économie institutionnelle, Douglas North, propose une nouvelle grille de compréhension de l'histoire. En effet, North promeut une approche historique pour les changements institutionnels provoqués par les réformes de seconde génération. Dans une recherche publiée en 2009, et réalisée avec l'appui de la Banque Mondiale, Douglas North, John Wallis et Barry Weingast proposent un cadre analytique issu de l'approche de la nouvelle économie institutionnelle pour comprendre l'histoire de l'humanité.

Pour eux, l'enjeu fondamental des sociétés n'est pas la croissance, mais la stabilité sociale et historique. Pour comprendre l'histoire, ils proposent une grille analytique basée sur la violence, les institutions, les organisations et les croyances. L'approche de la violence est une continuation de l'approche d'Hobbes, et essaye de se détacher de l'approche webérienne de l'État comme détenteur légitime de la violence sacralisée par le droit.

Ainsi, la violence va perdre sa texture historique et sociale pour devenir stratégique et instrumentale. Or, pour North, Wallis et Weingast, les institutions comme règles du jeu et les organisations sont mises en place pour endiguer la violence.

North, Wallis et Weingast considèrent que :

« L'histoire de l'humanité dans son entier n'a connu que trois ordres sociaux. Le premier est *l'ordre de prédation*, caractéristique des petits groupes de chasseurs-cueilleurs. Nous nous intéresserons principalement aux deux ordres sociaux qui ont émergé au cours des dix derniers millénaires. *L'ordre social d'accès limité* ou *État naturel* est né de la première révolution sociale ... Les États naturels limitent la capacité des individus à former des organisations. Dans les *ordres d'accès ouvert* issus de la deuxième révolution sociale, les relations personnelles ont encore leur place, mais des catégories impersonnelles d'individus ordinairement appelés citoyens, interagissent dans de vastes domaines du comportement social sans forcément avoir à connaître l'identité individuelle de leurs interlocuteurs. » (North, Wallis, & Weingast, 2009, p. 18) (les italiques sont des auteurs).

Il s'agit, bien sûr, d'une vision téléologique de l'histoire et emprunte d'une posture libérale. C'est justement cette vision libérale de la société qui est au cœur de leur analyse. Pour eux, les sociétés modernes se caractérisent par la rupture des liens personnels et la mise en place des rapports sociaux structurés sur des relations impersonnelles.

Lorsque nous avons eu recours à Habermas pour formuler l'hypothèse de la colonisation du monde vécu, nous avons souligné le rapport entre les systèmes de rationalisation du monde et la rupture des liens sociaux comme une caractéristique de ce processus de colonisation du monde vécu. Habermas écrit que dans le monde moderne, situer le marché comme le centre de référence des rapports sociaux implique une régulation « dépourvue de normes, de contextes, de coopération » (Habermas, 1987 : 165). Ainsi, le monde moderne se présente comme une disjonction des traditions et des rapports communautaires. Or, North, Wallis et Weingast considèrent que la rupture des liens sociaux est la condition d'émergence des sociétés d'accès ouvert, c'est-à-dire, les sociétés modernes. Cette séparation entre l'individu et sa communauté doit fonder un nouvel ordre historique, en l'occurrence, les sociétés d'ordre d'accès ouvert.

Tout rattachement des individus à leur tissu communautaire relève d'un État naturel. C'est pour cela que selon ces auteurs :

« Trop souvent, les chercheurs en sciences sociales ont tendance à partir du principe que les sociétés d'accès ouvert dans lesquelles ils vivent constituent la norme historique absolue. Nous estimons au contraire que la situation sociale la plus courante est l'État naturel. Il y a deux siècles, il n'existait pas d'ordre d'accès ouvert ; aujourd'hui encore, 85% de la population mondiale vit dans des ordres d'accès limité. » (North, Wallis, & Weingast, 2009, p. 34)

Alors, malgré la mondialisation et les réformes structurelles mises en œuvre, les sociétés restent attachées à des comportements qui sont antagoniques à la mondialisation.

Pourtant, pour North, Wallis et Weingast les sociétés d'accès ouvert correspondent aux sociétés capitalistes les plus développées. En effet, pour North, Wallis et Weingast :

« Lipset a étudié un ensemble de facteurs qu'il qualifie de « complexe de développement », et qui correspond à notre modèle d'accès ouvert : revenu, éducation, urbanisation, automobiles, téléphones, postes de radio et abonnements aux journaux ... et il a pu constater de fortes corrélations entre ces indicateurs et le niveau de démocratie » (North, Wallis, & Weingast, 2009, p. 21).

Cependant, on ne peut pas considérer des facteurs si faibles au niveau conceptuel comme caractéristiques d'un ordre civilisateur ; faire cela relève de la réification mercantile et inscrit l'histoire de l'humanité dans une démarche téléologique. Or, c'est justement la réification du capital qui est à l'œuvre dans leur approche :

« Au vu des tendances à l'œuvre dans toutes les sociétés le développement social moderne implique l'amélioration simultanée du capital humain, du capital physique, de la technologie et des institutions. » (North, et al, 2010 : 33).

Ainsi, pour développer les sociétés il faudrait briser les rapports de solidarité entre les individus et leurs communautés, laisser opérer les marchés comme un système de rationalisation du monde vécu des personnes, mettre « en place des droits de propriété foncière bien définis et aisément transférables » (North, Wallis, & Weingast,

2009, p. 127). En somme, l'ensemble des processus mis en place dans la réforme structurelle analysée.

Malgré cela, le capitalisme et la modernité ne sont pas une nécessité historique et encore moins une axiomatique de l'histoire. Les sociétés sont complexes et diverses. La modernité, par contre, c'est l'homogénéité.

La réforme structurelle a représenté le processus de transformation sociétale le plus important des dernières décennies. Son ampleur est équivalente à la montée en puissance de la colonisation du monde des 18^{ème} et 19^{ème} siècles. Il faut par conséquent chercher d'autres réponses, d'autres repères théoriques pour établir des alternatives au développement. Dans le prochain chapitre, on analysera l'approche du développement et les principes du *Buen Vivir* contenus dans le *Sumak Kawsay* (La Vie en Plénitude), comme une alternative aux projets sectoriels de réforme sectorielle et à la vision de la croissance infinie dans un monde fini. Une idée qui d'après K. Boulding peut seulement être le fait de fous ou d'économistes (cité par Latouche, 2010).

Chapitre 3

L'autre Développement: LE *BUEN VIVIR* (*SUMAK KAWSAY*)

INTRODUCTION

Les projets sectoriels de réforme structurelle ont formaté une démarche normative et prescriptive dans le développement, sans considération pour la démocratie, la participation réelle des populations concernées et la permanence de leurs institutions traditionnelles (Remmer K. , 1990; Danaher, 1994; Díaz-Polanco, 2007). Les politiques économiques de stabilisation sont censées ramener l'économie des pays latino-américains vers l'équilibre et, ensuite, relancer la croissance économique pour résoudre les problèmes de la pauvreté et l'inégalité dans la distribution des revenus. En ce qui concerne les projets sectoriels de réforme structurelle, ils visent à réduire la pauvreté par la bonne gouvernance des institutions et l'accroissement du capital humain. Ainsi, les objectifs affichés sont supposés rendre toute légitimité aux démarches du FMI et de la Banque Mondiale.

Cependant, certains auteurs, comme Bretón, démontrent que dans le cas des peuples indigènes des Andes, la portée réelle des projets sectoriels de la Banque

Mondiale ont, en réalité, porté préjudice aux peuples de la région (Bretón, 2014). En outre, Díaz-Polanco (Díaz-Polanco, 2007) relève la même situation pour les peuples indigènes du Chiapas au Mexique⁶⁰. Ferguson et Lohmann analysent les effets de l'aide au développement au Lesotho et sont très critiques à l'égard de la Banque Mondiale (Ferguson & Lohmann, 1994). Les études de Bretón, Díaz-Polanco, et Ferguson et Lohmann, parmi d'autres, rappellent les conséquences réelles de l'agir stratégique de la Banque Mondiale et la coopération au développement envers les populations touchées par la réforme structurelle. Ces projets sectoriels vont provoquer l'augmentation de la pauvreté, l'accroissement de la vulnérabilité et la destruction des institutions des peuples indigènes du Mexique et des Andes. Les résultats des politiques d'ajustement du FMI en Amérique latine sont connus comme la « décennie perdue », car ces politiques ont provoqué la désindustrialisation de régions entières, ont accentué la pauvreté et le chômage et provoqué une distribution inégale des revenus (Beeson & Islam, 2005; Stiglitz, 2002 ; CEPAL, 2002 ; Devlin & French-Davis, 1995) .

Cela soulève quelques inquiétudes relatives à l'écart entre la praxis du développement du FMI et de la Banque Mondiale, et ses conséquences réelles. En effet, pourquoi ni la Banque Mondiale ni le FMI ne sont capables de reconnaître que leurs politiques et les prescriptions qui en découlent ont porté préjudice aux populations des pays concernés par l'ajustement et la réforme structurelle⁶¹ ? Pourquoi, malgré les chiffres qui font état d'une détérioration des conditions de vie de vastes secteurs de la population (CEPAL, 2002), le FMI et la Banque Mondiale s'accrochent à ce projet ? Pourquoi n'acceptent-ils jamais les critiques formulées ? Quelle est la raison pour laquelle la Banque Mondiale et le FMI sont tellement attachés à leurs cadres d'interprétation de la réalité, refusant toute alternative et toute critique ?

⁶⁰ Díaz-Polanco exprime sa préoccupation à l'égard des projets sectoriels de la Banque Mondiale pour les peuples indigènes du Mexique. Pour lui : « les effets des organismes internationaux comme la Banque Mondiale et le FMI pourraient provoquer des effets dévastateurs pour les peuples indigènes » (Díaz-Polanco, 2007, p.30). En outre, il décrit l'intervention de la Banque Mondiale chez les peuples indigènes du Chiapas et leur pratique stratégique de la manière suivante: « La Banque Mondiale avait élaboré une perspective de « participation » que qui cherchait à rendre compatibles les mesures macroéconomiques néolibérales et la promotion des programmes sociaux, tout en prenant soin que ceux-ci ne deviennent pas un obstacle pour le développement des premières » (Díaz-Polanco, 2007, p. 109).

⁶¹ "In an uncharacteristically harsh criticism of the IMF's role during the Greek crisis, the Independent Evaluation Office of the IMF criticized the IMF for having ignored the need for a standstill provision and for early and orderly debt restructuring, thereby contributing to the deepening of the country's debt and economic crisis" (UNCTAD, 2016, p. 27).

Pour répondre à ces questions, il faut revenir à l'hypothèse de Naím sur les réformes de première génération et leur rapport à la théorie économique dominante:

« One of the undoubted historical contributions of the Washington Consensus is that it marked the end of the decoupling between development economics and mainstream economics that had gathered steam since the 1970s » (Naím, 2000, p. 511).

En effet, les réformes de première et seconde générations sont la conséquence de la mise en œuvre d'un cadre théorique spécifique, en l'occurrence la théorie économique néoclassique (Fullbrook, 2005). Ces réformes intègrent la théorie économique néoclassique dans un ensemble de prescriptions qui vont être appliquées dans plusieurs régions du monde afin de changer les rapports géostratégiques en fonction de la mondialisation de l'économie. Suivant K. Polanyi, nous avons qualifié ces changements institutionnels de « grande transformation »⁶². Il y a donc un rapport spécifique entre les concepts de la théorie économique néoclassique et les politiques d'ajustement du FMI, ainsi que les projets sectoriels de la Banque Mondiale.

On a donc affaire à l'intégration stratégique d'un cadre théorique dominant (le *mainstream economics*) dans le cadre d'une grande transformation institutionnelle dans plusieurs pays du monde, ce que Michel Camdessus, ancien directeur du FMI, a appelé la « *révolution silencieuse* » (Kennen, 2003). Par conséquent, si l'on veut formuler une critique des politiques du FMI et de la BM, il faut revenir sur les coordonnées théoriques de l'économie néoclassique comme cadre de référence de l'économie du développement.

Cela nous amène à une réflexion théorique qui nous permet d'esquisser une première hypothèse pour ce chapitre : si le FMI et la Banque Mondiale n'ont jamais formulé aucune préoccupation à l'égard des effets réels de leurs prescriptions dans plusieurs régions du monde, c'est bien parce qu'ils possédaient un cadre théorique et épistémologique qui justifiait leurs politiques *ex ante*, et cela pouvait neutraliser toute critique. Ce cadre théorique était, à n'en pas douter, la pensée économique néoclassique.

⁶² D'ailleurs c'est la même définition et la même référence de l'UNCTAD, l'organisation des Nations Unies pour le libre commerce: "Reflecting on a similar period between the two world wars, Karl Polanyi insisted that a "great transformation" would be needed if markets were to work for a stable and prosperous future for all. Trust would have to be rebuilt, regulations strengthened, and rights and representation expanded. Western governments after the Second World War were able to strike a balance between market-driven efficiency and the demands for shared prosperity and greater economic security. Managing such a transformation in our highly interconnected global economy is today's big political challenge, for countries and communities at all levels of development." (UNCTAD, 2016. p. II)

Pour les projets sectoriels de réforme structurelle, la justification ex-ante recouvrait une dimension censée être éthique et sociale établie dans les discours de la lutte contre la pauvreté, de l'inclusion sociale, de la lutte contre la corruption, du changement climatique, et de la bonne gouvernance des institutions⁶³.

Nous avons donc une dimension épistémologique établie par le cadre théorique du *mainstream* économique et une dimension éthique dans l'agir stratégique des projets sectoriels, comme coordonnées générales de la *révolution silencieuse* du FMI et la Banque Mondiale. Ces deux dimensions vont clore toute discussion possible autour du développement et de ses alternatives⁶⁴. De ce fait, si l'on veut penser le développement d'une autre manière, il faut rompre avec l'idée qu'il n'existe pas d'alternatives. Il s'agit d'une rupture épistémologique et aussi d'une critique éthique. De ce fait, le besoin d'une séparation avec les contenus du *mainstream* économique est la condition préalable pour étudier les cadres théoriques alternatifs sur le développement, notamment celui du « *Buen Vivir* » (*Sumak Kawsay*).

Il faut, au préalable, identifier les concepts qui servent de structure théorique à l'ensemble des propositions normatives du *mainstream* économique, en particulier dans les projets sectoriels. Dans ce sens, la théorie néoclassique dispose d'au moins deux concepts théoriques clés qui servent de structure générale à toute la démarche prescriptive et normative du FMI et de la Banque Mondiale ; d'abord, un concept avec une portée épistémologique importante : celui de la *croissance économique* vu comme un processus infini qui découle des arrangements spontanés des acteurs censément rationnels et en quête de profits ; et un concept avec une portée normative : celui du *développement* entendu comme un processus téléologique, rationnel, universel et historique, qui peut être géré, encadré et administré.

Cependant, ces deux concepts ont déjà été soumis à une très forte critique par différents courants théoriques : le marxisme, la théorie de la dépendance, le MAUSS, l'anthropologie critique, l'écologie politique, la *deep ecology*, le féminisme radical, le

⁶³ Nous sommes conscients que l'utilisation de l'éthique dans une démarche stratégique est une contradiction et une aporie. La lutte contre la pauvreté, comme nous l'avons déjà remarqué dans le Chapitre 2 est une pratique stratégique de la Banque Mondiale qui cherche à donner une allure éthique à l'intervention des projets sectoriels.

⁶⁴ La phrase "*There is no alternative*" (Il n'y a pas d'alternative) de Margaret Thatcher (Thatcher, 2002) est devenue célèbre pour exprimer cette fermeture du débat sur les réformes structurelles et le *market friendly approach*. Le market friendly approach est proposé par la Banque Mondiale en 1991 (World Bank, 1991).

post-développement et l'éco-socialisme. En effet, le concept de développement a été contesté d'une manière radicale, allant jusqu'à proposer sa disparition (Latouche, 2010). Le concept de croissance économique a lui aussi connu de fortes critiques, dont la meilleure expression est la pensée de la décroissance. Pour notre recherche, on va se limiter à la perspective du post-développement et de la décroissance, car ce sont les approches les plus proches des principes du « *Buen Vivir* » (*Sumak Kawsay*).

Parallèlement, nous allons proposer une deuxième hypothèse : les critiques qui émergent des discours du post-développement et de la décroissance, malgré leur vigueur conceptuelle et leur portée critique envers la pensée néoclassique, restent malgré tout attachées à un cadre philosophique qui relève de la modernité et de la pensée occidentale. De plus, ces courants critiques n'ont pas pris en compte la portée et l'ampleur de la *révolution silencieuse* de la réforme structurelle et des projets sectoriels. Par conséquent, il faut élargir le cadre de la critique et chercher d'autres repères.

Pour ce faire, nous allons proposer une troisième hypothèse : la pensée qui vient de naître avec les principes du *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*) peut se convertir en un puissant outil pour déconstruire, au niveau théorique et épistémologique, les concepts de développement et de croissance du *mainstream economics*, et proposer une alternative au bien-être social. Ce concept peut intégrer les démarches du post-développement et de la décroissance afin de déconstruire la théorie néoclassique du développement.

Dans ce chapitre, nous allons emprunter trois sentiers théoriques pour appuyer nos hypothèses : (1) pour démontrer la dérive technocratique de l'économie du développement dans son versant néoclassique, nous allons proposer une discussion théorique autour des noyaux-durs de la théorie néoclassique de l'économie qui sont en rapport avec le développement, la croissance et ce processus historique que nous avons nommé la *révolution silencieuse* ; (2) souligner les traits les plus importants des théories du post-développement et de la décroissance, leur rapport critique à l'égard de la *révolution silencieuse* et des principes du *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*) ; (3) présenter la genèse, le parcours, les principes théoriques et les courants associés aux théories du *Sumak Kawsay*. Dans les conclusions du chapitre, nous tenterons de montrer la portée critique des principes du *Sumak Kawsay*.

La littérature scientifique et académique autour du *Sumak Kawsay* est en plein essor. La plupart des réflexions sont nées en Amérique du Sud, foyer de cette nouvelle approche. Tandis que la littérature économique sur le *mainstream* économique est foisonnante, ainsi que leurs critiques, les réflexions sur le *Sumak Kawsay* restent encore méconnues dans les principales universités et centres de recherche du monde. Nous espérons que les théories associées au *Sumak Kawsay*, que nous utilisons pour amplifier la portée critique des discours sur l'économie, puissent provoquer un débat sur le développement à partir d'autres repères théoriques.

Nous avons analysé dans le Chapitre 1 la portée des politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique, et leur rapport à la théorie classique de la monnaie, comme le cadre théorique qu'intègrent les politiques macroéconomiques de choc (Desai, 1989). Par ailleurs, nous avons vu que l'ensemble des politiques attachées aux cadres prescriptifs de la stabilisation macroéconomique, qualifiées de « Consensus de Washington » (Williamson, 2003b), s'insèrent dans un rapport vertical et hiérarchique Nord-Sud.

De surcroît, dans les projets sectoriels de réforme structurelle, nous avons constaté la convergence des concepts de la nouvelle économie institutionnelle et des méthodologies des entreprises dans la *corporate governance*, dans une dynamique que nous avons choisi d'appeler l'« agir stratégique » de la Banque Mondiale. Néanmoins, il faut encore établir les repères épistémologiques qui servent de base au *mainstream* économique, et son rapport à la *révolution silencieuse*.

Il y a cependant beaucoup de concepts, théories, modèles et catégories dans le *mainstream economics*. Il faut alors sélectionner les idées-forces les plus pertinentes dans le cadre de notre recherche : (1) celui de l'économie comme ordre spontané et détaché de la société, et comme un ensemble de régularités naturelles régies par des lois immuables, comme celle de la rareté ; (2) celui d'un individu qui peut prendre des décisions d'ordre économique en dehors de toute appartenance à la société. Les repères théoriques qui en découlent sont : les préférences révélées, les critères de maximisation de l'utilité des individus et la liberté de choix ; (3) la convergence supposée entre liberté et rationalité des individus dans l'économie, mais non dans la politique et dans l'ordre social.

Ces repères théoriques et épistémologiques encadrent d'autres concepts qui sont importants au regard des volets prescriptifs et normatifs de la *révolution silencieuse* : l'équilibre économique, la neutralité de la monnaie et le capital humain, entre autres.

Une critique et une alternative à ces concepts considère que (1) l'économie n'est pas détachée de la société et qu'il n'existe pas de lois naturelles en économie, car elle ne relève pas d'un ordre spontané ; (2) toutes les décisions des individus sont sociales et il y a toujours une implication sociale de ces décisions ; (3) la liberté n'est pas un affaire personnelle. La liberté est toujours liberté sociale, et la rationalité humaine est toujours complexe et ne peut pas être limitée à un cadre théorique unique.

La structure théorique des concepts fondamentaux du *mainstream* économique nous renvoie aux origines de la pensée néoclassique. En fait, c'est dans la formation de la pensée économique moderne que ces concepts naissent. Il faut chercher dans l'origine de ces concepts les composantes stratégiques qui vont structurer la *révolution silencieuse* mise en œuvre dans le cadre des projets sectoriels de réforme structurelle.

I.1. Les concepts de base et leur rapport au *mainstream* économique

Le discours de l'économie est censé apporter un éclairage sur la structure de la production, la distribution et la consommation. C'est un discours qui naît de l'émancipation politique de la bourgeoisie dans le contexte historique du 18^{ème} siècle⁶⁵. Ce processus historique n'est pas exempt de quelques contradictions théoriques qui sont en relation avec le discours du libéralisme politique, économique et juridique. La première contradiction est la séparation radicale entre l'économie, la politique, l'éthique et le droit (Polanyi, 1983). Le discours économique insiste sur cette séparation radicale qui s'exprime dans la structure épistémologique de son discours analytique. Les concepts de base de l'économie néoclassique analysent une société sans rapports de pouvoir, sans mémoire historique et sans attaches culturelles. Par conséquent, les discours sur le développement issus de l'économie néoclassique vont répandre la vision d'une société de marché, hors de tout rapport de pouvoir et de toute contrainte sociale.

⁶⁵ Le concept d'émancipation politique de la bourgeoisie appartient à Hannah Arendt (1962).

Cette disparition de la complexité sociale qui mène à la fragmentation en sphères autonomes et autarchiques permet le développement de techniques d'intervention sur la société, sans consensus (Remmer, 1990). Le volet normatif et prescriptif du discours économique peut se détacher de toute contrainte morale car l'intervention s'opère, précisément, dans la séparation de l'éthique, l'économie, la politique et le droit. Ainsi, toute intervention sur la société est légitimée *ex ante*.

Par ailleurs, l'économie, au moment de sa naissance au tournant des 18^{ème} et 19^{ème} siècles, s'invente un récit qui considère que toute civilisation humaine doit nécessairement chercher le bien-être matériel. Cela signifie que les pratiques à l'égard de la nature et de la société propres à la modernité, dans le discours économique, vont devenir universelles. On retrouve d'ailleurs cet aspect dans un texte clé de la pensée économique : *La théorie positive du capital* de Böhm Bawerk. Le philosophe italien Lucio Colleti prend comme exemple de cette intention de pérennité du capitalisme, la réflexion théorique de Böhm Bawerk de l'école autrichienne :

« Comme on le sait, [*La théorie positive du capital*] est une des œuvres les plus importantes de la pensée économique après le virage « marginaliste ». Dans la préface à la quatrième édition de 1929, Von Wieser écrit que « à l'exclusion du *Capital* de Marx, il s'agit de l'œuvre théorique qui a le plus occupé les esprits depuis l'époque classique de notre science ». Schumpeter a consacré à son auteur un vaste essai qui a ensuite été compilé dans *Dix grands économistes ...* De ce fait, le concept de capital qu'il expose est tel que pour lui le capital est tout : l'arc, la flèche, la pierre, le bâton avec lequel le sauvage abat sa proie ou quoique ce soit d'autre qui puisse servir pour en obtenir une autre ... En un mot, c'est le *moyen de production* en tant que tel, indépendamment des relations historiques et sociales dans lesquelles il est employé... Pour lui, en fait, le capitalisme n'est pas un phénomène historique destiné à être dépassé, mais une institution qui subsiste dès les origines du monde ». (Colleti, 1978; p. 14-15, les italiques sont de l'auteur)⁶⁶.

⁶⁶ On peut d'ailleurs trouver le récit de sociétés en transition vers des conditions modernes de production, dans l'introduction des *Principes d'Économie Politique* de John Stuart Mill, (Mill, 2013). Cette interprétation va se convertir en cadre de base de toute intervention normative sur les sociétés. Il est à noter que l'on retrouve le volet téléologique de ce récit dans les théories sur le développement, voir par exemple: (Rostow, 1990).

Ainsi, le discours économique cherche à effacer les particularités des sociétés pour les inscrire dans une vision téléologique où l'histoire de chaque société disparaît sous l'effet des critères modernes. Par exemple, pour la Banque Mondiale :

“In medieval Europe, the political power of local rulers was extensive. Local rulers could confiscate the property of individual traders from other regions without incurring penalties. In response, private mercantile guilds evolved to promote trade and to guard against the arbitrary action of local rulers. These guilds established agreements with merchants in foreign cities and with local authorities themselves. Arbitrary confiscation was punished by the withdrawal of large amounts of business by the guild, and so local rulers were forced to respect the rights of its members. This change in the balance of power helped to promote the security of foreign traders.” (World Bank, 2002, p. 7).

Cette manière de penser le monde dans la modernité pousse à une intervention spécifique encadrée, justement, par le discours néoclassique de l'économie. Dans le cas des sociétés aux structures sociales différentes de celles des sociétés modernes, la Banque Mondiale les considère comme une menace qui nuit à la quête d'opportunités dans un contexte de rapports de marché. Ainsi, et étant donné cette grille analytique, lorsque la Banque Mondiale s'interroge sur les limites sociales des marchés, elle y répond à partir d'une vision déjà structurée épistémologiquement par la théorie néoclassique :

“What limits market opportunities? Transaction costs from inadequate information, incomplete definition and enforcement of property rights, and barriers to entry for new participants. What increases them? Institutions that help manage risks from market exchange, increase efficiency, and raise returns” (World Bank, 2002, p. 5).

Ainsi, le récit d'un monde moderne « avant la lettre » est la condition préalable à toute intervention sur les sociétés. Dans la citation précédente, on peut observer que le cadre analytique sert à ébaucher une stratégie d'intervention : le changement institutionnel dans une vision de *market friendly approach*.

Une deuxième contradiction du discours économique a été soulignée par Hannah Arendt qui relève que la sphère économique peut s'étendre d'une manière infinie et la

sphère politique limite l'expansion de la sphère économique, parce qu'elle est liée aux limites de l'État-nation. En effet, Arendt affirme :

"In contrast to the economic structure, the political structure cannot be expanded indefinitely, because it is not based upon the productivity of man, which is, indeed, unlimited. Of all forms of government and organizations of people, the nation-state is least suited for unlimited growth because the genuine consent at its base cannot be stretched indefinitely, and is only rarely, and with difficulty, won from conquered peoples." (Arendt, 1962, p. 126).

Une des réponses à cette contradiction se trouve dans le marché mondial et l'expansion des investissements des métropoles dans le reste du monde (Arendt, 1962). Si l'hypothèse d'Arendt est vraie, alors le marché mondial résout la contradiction entre une sphère économique toujours ouverte et une sphère politique toujours fermée. Dans ce sens, les réformes structurelles de la Banque Mondiale sont une stratégie qui offre une assise institutionnelle et politique à l'expansion des marchés.

Cependant, il faut encore souligner quelques conditions théoriques de base du discours économique néoclassique. Pour mieux saisir la démarche théorique dont s'inspirent les réformes structurelles, on va proposer une grille théorique basée sur la critique des approches suivantes : (1) l'économie comme un ordre spontané et par la suite, le rôle régulateur des marchés ; (2) l'économie comme un discours décrivant des régularités naturelles contre lesquelles on ne peut rien ; (3) des pratiques humaines qui peuvent être soumises à une grille analytique prédéterminée.

1.1.1 L'économie comme un ordre spontané

L'idée que la société est une création spontanée propre aux interactions humaines est au cœur de la pensée moderne. Le problème théorique est de savoir comment une condition de désordre peut aboutir à un ordre social. La réponse consiste à affirmer que l'ordre social est ancré dans les pratiques individuelles, et qu'elles relèvent de la liberté individuelle, d'où naît l'ordre social. De ce fait, l'ordre social est une production spontanée qui n'a rien à voir avec la volonté des individus. Ainsi la société et l'histoire sont une création qui dépasse les individus. Cette idée est présente chez le philosophe allemand du 19^{ème} siècle, G. W. F. Hegel, qui écrit :

« Mais que ces réalités vivantes des individus et des peuples, cherchant ce qui est leur et y trouvant satisfaction, soient en même temps les moyens et les instruments de quelque chose de plus haut et de plus large, dont ils ne savent rien, qu'ils accomplissent inconsciemment... » (Hegel G. , 2009, p. 71).

Ainsi la société est une création inconsciente de l'agir humain. Mais, il ne s'agit pas seulement de la société, il s'agit de l'histoire, et aussi bien sûr de la complexité du fait humain. Cette étrangeté à l'égard de sa propre histoire participe de l'aliénation de la société. En effet, d'après Hegel :

« ... dans l'histoire mondiale, il sort des actions des hommes autre chose encore que ce qu'ils prennent pour but et atteignent autre chose encore que ce qu'ils savent et veulent immédiatement. Ils accomplissent leur intérêt, mais quelque chose de plus se produit encore, qui est aussi dedans, intérieurement, mais qui ne se trouvait pas dans leur conscience et dans leur intention » (Hegel G. , 2009, p. 72).

L'idée que la société n'est pas le fruit de la volonté des êtres humains et qu'elle doit être considérée comme une production inconsciente, est présente dans un des textes les plus classiques de l'économie, celui d'Adam Smith et la main invisible. En effet, de l'action inconsciente des individus jaillit la société, comme une puissance étrange et une création non-voulue. Selon Smith :

« [...] le revenu annuel de toute société est toujours précisément égal à la valeur échangeable de tout le produit annuel de son industrie, ou plutôt c'est précisément la même chose que cette valeur échangeable. Par conséquent, puisque chaque individu tâche, le plus qu'il peut, 1° d'employer son capital à faire valoir l'industrie nationale, et 2° de diriger cette industrie de manière à lui faire produire la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement à rendre aussi grand que possible le revenu annuel de la société. À la vérité, son intention, en général, n'est pas en cela de servir l'intérêt public, et il ne sait même pas jusqu'à quel point il peut être utile à la société. En préférant le succès de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne pense qu'à se donner personnellement une plus grande sûreté ; et en dirigeant cette industrie de manière à ce que son produit ait le plus de valeur possible, il ne pense qu'à son propre gain ; en cela, comme dans beaucoup d'autres cas, il est conduit par une main invisible à remplir une fin qui n'entre nullement dans ses intentions ; et ce n'est pas toujours ce qu'il y a de plus mal pour la société, que cette fin n'entre pour rien dans ses intentions. Tout en ne cherchant que son intérêt personnel, il travaille souvent d'une manière bien

plus efficace pour l'intérêt de la société, que s'il avait réellement pour but d'y travailler. »
(Smith, 1991, pp. T II, 42-43).

Pour sa part, le philosophe allemand G. F. Hegel exprime la même idée de la manière suivante:

« Il y a médiation du particulier par l'universel, mouvement dialectique qui fait que chacun en gagnant, produisant et jouissant pour soi, gagne et produit en même temps pour la jouissance des autres. » (Hegel G. , 1940, p. 229).

L'idée que les intérêts privés constituent la société est, bien sûr, une idée propre à la modernité. Cette idée établit que la société, en tant que société, n'existe pas. Ce qui existe, ce sont les intérêts concrets des individus (Thatcher, 1987). Cette idée centrale va établir les conditions de possibilité du discours du libéralisme économique et politique. Pour sauver l'individu, le libéralisme va faire disparaître la société. La complexité humaine exprimée dans les sociétés va s'évanouir. Le libéralisme n'est donc pas un discours qui permet de comprendre la complexité des sociétés humaines. C'est plutôt le discours de l'homogénéité des individus qui prévaut. Cela nous permet de comprendre pourquoi dans le libéralisme l'économie est détachée de la politique, de l'éthique et du droit. Dans un ordre social spontané, qui plus est, né des accords inconscients des êtres humains, il ne peut pas y avoir de relations historiques conscientes et déterminées ; ainsi la politique ne peut pas déterminer l'économie. Le marché appartient à un ordre spontané et libre de toute contrainte sociale, éthique ou politique (Caillé, 2005).

Au cours de la formation historique de la bourgeoisie s'exprime le besoin de légitimer son pouvoir sur la société, du point de vue d'un ordre naturel ou d'un ordre transcendant. La notion de « libre marché » remplit ces deux conditions. La notion de libre marché comme ordre transcendant a parcouru un long chemin jusqu'à arriver à la « main invisible » d'Adam Smith. Mandeville dans la « Fable des Abeilles » fait déjà référence à la Providence pour légitimer l'intérêt privé. Ce recours à un ordre transcendant est une constante dans le discours libéral. M. Friedman écrit à ce propos :

« Le fait qu'un ordre économique puisse naître des conséquences involontaires d'actions de nombreuses personnes ne cherchant que leur propre intérêt était à l'époque une idée stupéfiante, et elle le demeure aujourd'hui » (Friedman & Friedman, 1980, p. 26)

Cette approche de l'économie comme un ordre spontané est au cœur des politiques économiques et des projets sectoriels que nous avons étudiés, perturbés par de mauvaises politiques économiques qui agissent, précisément, contre cet ordre spontané. La politique économique valable est celle qui met à l'écart l'État et qui restaure la liberté des marchés. Ainsi, toutes les réformes de première et seconde générations ont été l'arrière-plan d'instauration des cadres politiques et institutionnels pour rétablir l'ordre spontané des sociétés.

Cette idée est une puissante justification *ex ante* de l'intervention sur les sociétés dans le cadre des réformes structurelles et des politiques d'ajustement économique. Cela signifie que toutes les institutions ancestrales ou traditionnelles qui vont à l'encontre de l'idée de l'ordre spontané doivent se transformer et devenir des supports des mécanismes de marché. C'est justement pour cela que les réformes structurelles sont des réformes institutionnelles. À ce propos, la Banque Mondiale livre l'idée suivante :

“Development experience shows that markets can provide the means to attain sustained increases in living standards for people around the world. World Development Report 2000/2001 argued that markets are central to the lives of poor people. By providing opportunities to engage in productive activities, and by empowering citizens, they can promote growth and reduce poverty. But for markets to provide widespread benefits, they need to be inclusive and integrated. Policies that promote growth and reduce poverty are important, but the details of institutional design matter as well. Improvements in living standards, and overall improvements in the lives of poor people, depend on institutions that support growth as well as those that directly enhance the access of poor people to markets.” (World Bank, 2002, p. 26).

Les processus de transformation des institutions traditionnelles, et que les sociétés non-modernes ont créé pendant des siècles, seront appelés dans le cadre de la réforme structurelle des « stratégies de modernisation ». Néanmoins, les études de Bretón, Ferguson et Díaz-Polanco, que nous avons déjà citées, décrivent les pratiques de la Banque Mondiale pour moderniser des sociétés ancestrales comme une stratégie de désarticulation des institutions sociales qui existaient avant l'apparition des marchés modernes.

1.1.2. Les « lois naturelles » de l'économie : la rareté

Une autre idée-force dans l'approche néoclassique de l'économie, et qui a rapport avec notre recherche, considère l'existence de lois économiques qui opèrent de manière indépendante des sociétés et de la volonté des individus, car ce sont des lois naturelles sur lesquelles on a aucune influence. Cette idée des régularités dans l'économie est corrélative à celle de l'ordre social comme un ordre spontané.

Ainsi, la reconnaissance des lois économiques extérieures à la société neutralise sa capacité de transformation des rapports sociaux à l'intérieur de l'économie. Ces rapports sont déjà établis et le rôle de la science économique est de les compiler comme des données mathématiques de la réalité et chercher à en saisir les régularités⁶⁷. Ce processus va déboucher sur la découverte des « lois scientifiques » qui régissent l'économie. Ce faisant, l'économie comme science va se définir par sa neutralité à l'égard de son objet d'étude (Fullbrook, 2005).

Ainsi chez David Ricardo, présenté comme le père de l'économie classique, la rationalité de l'économie ne réside pas dans les agents ni les classes sociales, mais dans la théorie économique qui doit découvrir les *lois scientifiques* qui régulent la distribution de la richesse (Ricardo, 2016)⁶⁸. Or, c'est la science en tant que science qui doit découvrir ces lois, car il s'agit de lois naturelles immuables sans aucun égard pour l'éthique⁶⁹.

La démarche de Ricardo est positiviste et rationnelle, car elle est inscrite dans l'essor de la science moderne qui propose une séparation radicale entre l'objet d'étude et le sujet. Ainsi, dans la science moderne, la rationalité est inscrite dans le sujet qui étudie l'objet et non dans l'objet. L'économie, pour Ricardo, est soumise à des lois naturelles et les individus doivent s'y soumettre (Ricardo, 2016). L'acte de transformation est en soi un risque à prendre. Chez Ricardo, la société est écartée de la

⁶⁷ « Les pères fondateurs de l'économie néo-classique espéraient réussir (et leurs descendants s'imaginent aujourd'hui qu'ils y sont parvenus) ce que Newton a fait pour l'univers physique. Leur but était de construire un modèle économique à l'image de la mécanique newtonienne – dans laquelle les agents économiques seraient traités comme s'ils étaient des particules obéissant aux lois de la mécanique. » (Fullbrook, 2005, p. 79).

⁶⁸ "But in different stages of society, the proportions of the whole produce of the earth which will be allotted to each of these classes, under the names of rent, profit, and wages, will be essentially different; depending mainly on the actual fertility of the soil, on the accumulation of capital and population, and on the skill, ingenuity, and instruments employed in agriculture. To determine the laws which regulate this distribution, is the principal problem in Political Economy: much as the science has been improved by the writings of Turgot, Stuart, Smith, Say, Sismondi, and others, they afford very little satisfactory information respecting the natural course of rent, profit, and wages" (Ricardo, 2016, Preface).

⁶⁹ "Positive economics is in principle independent of any particular ethical position or normative judgments" (Friedman, 1966, p.4)

production et de la distribution des richesses par l'économie, en tant que discours scientifique. En effet, la science économique tient un rôle stratégique : éloigner les acteurs clés, en l'occurrence les travailleurs, de la définition des enjeux les plus importants sur la distribution de la richesse.

Ricardo va se pencher sur les « lois naturelles » qui agissent sur l'ensemble de l'économie, et parmi elles, la *rareté*, comme principal moteur de production de la richesse. La rareté étant une affaire naturelle, elle ne correspond pas à l'ordre social. L'approche de Ricardo considère la régulation de la société comme un fait de nature. Les sociétés ne peuvent rien faire contre la *rareté*. Elle s'exerce comme une contrainte de la nature sur la production et sur la distribution des richesses. Les sociétés doivent lutter contre la *rareté* mais ne pourront jamais la vaincre. Ce concept de rareté va offrir une structure épistémologique à l'ensemble du discours néoclassique. En effet, si l'ordre social est un ordre spontané, et si dans cet ordre spontané opèrent des lois extérieures à la société, la rareté est l'expression de la manifestation de ces lois extérieures et naturelles qui régissent l'économie et la société.

Le principe de rareté va orienter toute la démarche théorique de l'économie néoclassique, parce qu'elle va concentrer en lui l'ensemble des enjeux sur l'économie, les individus et la société. Ainsi, pour les économistes du 19^{ème} siècle, connus comme les « marginalistes » (Blaug, 1990) et en particulier L. Walras⁷⁰ - créateur du concept d'équilibre général – à n'en pas douter le concept le plus puissant du cadre théorique néoclassique – la rareté relève de la valeur marchande. En effet, Walras écrit :

« Deux opinions se sont accréditées sur l'origine de la valeur. L'une la place dans l'*utilité*, et l'autre dans le *travail* ou dans les *frais de la production* [...] il suffit qu'un objet quelconque puisse contribuer, d'une manière ou d'une autre, à satisfaire un de nos besoins, ou à nous procurer quelque jouissance, pour que cet objet nous soit utile, et que les économistes le déclarent tel. » (Walras, 1990, pp. 67-69).

Cependant, pour Walras, le critère de l'utilité « ne suffit pas pour produire la valeur » (Walras 1990, p. 73), mais plutôt la rareté :

⁷⁰ Sur Léon Walras, Dumez écrit : « (Walras, qui) a échoué au concours d'entrée à l'École Polytechnique, qui n'a pas réussi à avoir un diplôme dans l'École des Mines de Paris, romancier sans succès, journaliste, et un piètre mathématicien (« J'appris le calcul différentiel tout seul et n'ai probablement pas su faire un bon choix entre les diverses méthodes par lesquelles on en établit le fondement » Jaffé, cité par Dumez, 1985 : 18), et socialiste convaincu », Dumez (1985).

« ... ce qui caractérise donc ... la plupart des choses dont nous nous servons et que nous appelons des biens ou des richesses, c'est qu'elles sont *limitées*, dans leur *quantité* d'abord, et puis encore dans leur *durée*... toute valeur vient de la rareté. Tout objet qui a de la valeur, la doit uniquement à sa limitation. » (Walras 1990, pp. 77-79).

En effet, là où il y a utilité, il y a aussi rareté. La rareté n'a rien à voir avec la quantité d'un bien ou d'un service déterminé. C'est le lien entre l'utilité des objets et les individus en tant qu'*homo oeconomicus*. De ce lien va naître la valeur marchande, comme le décrit Walras :

« De même ici la rareté et l'abondance ne s'opposent pas l'une à l'autre : quelque abondante qu'elle soit, une chose est rare en économie politique, dès qu'elle est utile et limitée en quantité, exactement comme un corps a de la vitesse, en mécanique, dès qu'il parcourt un certain espace en un certain temps » (Walras, 1988, p. 46)

On est à mille lieux de toute perspective sociale. La rareté est l'expression de l'utilité et celle-ci de la valeur marchande. Or, la manière par laquelle l'individu va se mettre en relation avec les objets qui ont de l'utilité est très importante car elle va définir la consommation comme un procès stratégique, subjectif et toujours encadré par l'utilité. Cette relation entre objets et individus, et qui ressort dans la consommation, est établie par la rationalité des individus. Alors, la consommation devient un acte rationnel et pleinement intégré aux rouages économiques.

La définition que livre Walras du concept de rareté est la suivante : « une chose est rare en économie politique, dès qu'elle est utile et limitée en quantité » (Walras, 1988, p. 46). Celle-ci n'a rien à voir avec la disponibilité d'un bien, elle relève bien plus d'une démarche clé pour toute l'économie moderne parce qu'elle va établir la relation entre un ordre toujours ouvert, celui des besoins humains, et une contrainte naturelle, celle de la rareté des ressources. Dorénavant, l'économie n'est plus la science qui étudie la production, la distribution et la consommation des biens et des services orientée au bien-être des sociétés (Pigou cité par Robbins, 1932, p. 2), mais la science du comportement humain qui étudie la distribution des ressources rares dans un système de besoins toujours ouverts. Pour Robbins,

“Economics is the science which studies human behavior as a relationship between ends and scarce means which have alternative uses.” (Robbins, 1932, p. 15).

La définition de Robins permet d'écarter la notion de bien-être, qui avait été proposée par Pigou⁷¹. Ainsi, l'ordre spontané et soumis à des lois naturelles trouve sa meilleure définition dans le concept de Robbins. C'est justement ce concept qui est le repère de toutes les stratégies d'intervention normative et prescriptive, dont les projets sectoriels de la Banque Mondiale. Lorsque la Banque Mondiale propose des projets sectoriels afin de mieux encadrer la production des petits paysans ou des artisans, elle utilise la notion d'efficacité issue de l'approche de la rareté des ressources.

1.1.3. Les hypothèses de liberté et rationalité dans l'individu et l'économie

Une troisième hypothèse sur le cadre épistémologique de la théorie néoclassique et qui sert de justification *ex ante* des réformes structurelles, établit que l'agir humain peut être soumis à une grille analytique prédéterminée. Or, si l'agir humain est prédéterminé alors il est possible de l'encadrer. C'est justement cette démarche qui sert de base à la théorie du capital humain et aux projets sectoriels qui lui sont attachés.

Nous avons vu que le concept de capital humain est fondamental dans le volet prescriptif et normatif des projets sectoriels de réforme structurelle. Si l'on veut comprendre d'une autre manière le développement, il faut déconstruire l'idée d'un agir humain prédéterminé.

Pour ce faire, on va proposer une démarche en quatre temps analytiques : (1) la rationalité des individus dans leurs décisions économiques comme une grille prédéterminée par la théorie économique ; (2) la relation quantitative entre les individus et les marchandises, mesurée par l'utilité comme une condition subjective et préalable pour chaque individu ; (3) la liberté de choix des individus ; et, (4) la convergence de la liberté de choix et de la rationalité économique. Tous ces prédicats permettent de boucler la théorie économique néoclassique sur elle-même, parce qu'il s'agit d'une démarche théorique dont les conclusions théoriques sont déjà contenues dans leurs prémisses. Cependant, il faut se souvenir que la théorie économique néoclassique représente le courant économique dominant qui sert de base pour établir

⁷¹ "...the whole concept of welfare is suspect as the subject-matter of a scientific study. From the philosophical point of view, the term "material welfare" is a very odd construction." (Robbins, 1932, p. 11).

les coordonnées de toute intervention dans le cadre du développement et de la croissance.

I.1.3.1. Rationalité économique et individus

La notion de rationalité économique des individus est complexe et au cœur d'un débat très pointu dans la théorie néoclassique. Deux critères sont développés par la théorie néoclassique à cet égard : (i) celui d'une rationalité économique détachée de toute contrainte hédoniste et qui s'exprime par le concept de « préférences révélées » (Samuelson, 1938) et, (ii) celui d'une rationalité limitée voire non rationnelle, qui s'exprime dans le concept d'aversion au risque. Néanmoins, et malgré la distance épistémologique entre les deux critères, dans les deux cas la rationalité économique s'établit comme le cadre de référence des individus dans leur rapport aux marchandises.

Le concept de préférences révélées a été utilisé par P. Samuelson. En effet, Samuelson va travailler à un nouveau concept pour expliquer la rationalité de *l'homo œconomicus*, cette fois-ci, à partir des « préférences révélées », par lesquelles le consommateur est libéré de toute contrainte à l'égard du concept d'utilité (Samuelson, 1938, p. 71) et peut se détacher des contraintes hédonistes liées aux théories de l'utilité marginale. La démarche de Samuelson fait glisser le critère d'utilité des biens aux comportements humains et aux subjectivités. C'est à partir de Samuelson que l'économie va s'intéresser au comportement humain comme une pratique préalablement déterminée dans un cadre théorique donné. Dans le même ordre d'idée, Hicks écrit que les êtres humains doivent être considérés « uniquement comme des entités présentant certains schémas de comportement de marché ; il n'y a aucun droit, aucune prétention possible à être capables de lire dans leurs esprits » (Hicks, 1956, p. 6). La notion de préférences révélées de Samuelson permet de saisir « les comportements sans se référer à autre chose que le comportement » (Little, 1949, p. 90). La rupture avec le concept classique de l'utilité offre une marge d'analyse plus grande aux théories de la consommation, et permet d'établir des comportements plus stables qui peuvent être modélisés et encadrés par la théorie économique. En fait, toute la théorie microéconomique de la théorie néoclassique est issue de l'approche des comportements humains stables et prévisibles.

Néanmoins, la théorie économique néoclassique reconnaît aussi qu'il peut y avoir des comportements irrationnels dans les décisions économiques. Au-delà des comportements prévus par les théories de la consommation, il peut y avoir des comportements qui échappent à la grille analytique établie. M. Olson, à partir de la théorie des institutions, et dans le sillage de Simon et Buchanan, propose de restreindre la notion de rationalité économique des individus, à partir du modèle de la rationalité limitée. Kahneman et Tversky vont démontrer qu'il existe bel et bien des comportements économiques non rationnels, car les individus préfèrent parfois ne pas gagner. L'économie nomme ce type de comportements l'« aversion au risque » (Kahneman & Tversky, 1979).

Or, l'approche de la rationalité humaine de la théorie économique, même en incluant l'aversion au risque, démontre le besoin d'une structure analytique qui puisse encadrer ce que Von Mises appelle l'action humaine. Toutes les théories du comportement économique cherchent à réduire l'incertitude provoquée par la liberté humaine. La quête de certitudes théoriques pour saisir l'agir humain est corrélée au besoin d'intervenir sur cet agir humain. Dans le cas des réformes structurelles, nous avons vu que la façon d'intervenir sur l'agir humain repose sur le concept de capital humain (Becker, 1995).

Cependant, il faut remarquer que les théories économiques du comportement humain ne sont pas contradictoires avec l'idée de société comme ordre spontané et soumise à des contraintes naturelles. En effet, que ce soit les préférences révélées ou l'aversion au risque, la rationalité économique du comportement humain est une rationalité spontanée et, de plus, une rationalité qui peut être décrite. C'est pour cela que la rationalité économique présentée par la théorie néoclassique souligne les contraintes extérieures aux individus, comme la rareté ou l'aversion au risque, mais non les contraintes internes, comme l'éthique.

Cette démarche critique est importante parce qu'elle nous permet de comprendre l'agir stratégique des projets sectoriels et l'encadrement des comportements humains. Par exemple, la lutte contre la pauvreté n'évoque pas seulement l'amélioration des conditions monétaires et d'accès aux biens de première

nécessité, mais la possibilité d'intervenir sur les subjectivités et sur les structures institutionnelles, du point de vue du *market friendly approach* de la Banque Mondiale.

I.1.3.2. Consommation et maximisation

Les critères de rationalité sont aussi en rapport avec la consommation comme vecteur social qui intègre la relation des individus aux marchandises, et l'ordre spontané et les lois naturelles que lui sont attachées. Le rapport entre individus et marchandises peut être mesuré à l'aune de l'utilité, considéré comme une grandeur physique, tandis que la consommation est le résultat de ce rapport. La toute première contradiction que soulève cette approche est l'idée de l'utilité comme une grandeur qui peut être mesurée en des termes physiques. En effet, si l'utilité est soumise aux contraintes de la rationalité économique, comme l'aversion au risque ou les préférences révélées, alors la possibilité de mesurer l'utilité reste incertaine. Pour résoudre cette contradiction, la théorie économique néoclassique a créé le concept de « maximisation de l'utilité ». Dans ce cas, peu importe l'échelle de l'utilité mais le fait qu'elle représente un vecteur qui intègre tous les comportements humains à l'égard des marchandises. Par construction théorique, tous les individus vont convoiter les marchandises qui vont maximiser leur utilité individuelle en tant que consommateurs.

Mais cela soulève encore une deuxième contradiction : pourquoi les individus ne se satisfont-ils pas lorsqu'ils ont déjà trouvé les objets qui maximisent leur profit ? Pourquoi cette quête intarissable, insatiable ? Il est clair que si les individus acquièrent les objets qui satisfont leurs besoins, alors la quête s'arrête et la société peut entrer dans un état stationnaire. Cependant, la maximisation ne s'arrête jamais. Même si les individus ont trouvé ce qu'ils cherchaient, ils devront poursuivre leur quête. Le critère de maximisation de l'utilité va à l'encontre d'une société soutenable et de la satisfaction des individus.

La maximisation de l'utilité partage le même socle épistémologique que la croissance et le développement. De même que la maximisation de l'utilité, la croissance et le développement sont infinis ; ils ne connaissent pas de limites, ni naturelles ni humaines. Dans ce sens, ils représentent la contradiction absolue d'une sphère économique infinie dans un monde fini, qui s'exprime dans le concept d'économie élaboré par Robbins (1932). La maximisation de l'utilité, en réalité, ne décrit pas le

comportement des personnes à l'égard des objets et des besoins, mais une disposition stratégique des rapports de pouvoir médiatisée par les objets⁷².

I.1.3.3. Liberté de choix

La notion de liberté de choix est un des concepts clés de la théorie économique néoclassique. Cette notion permet de lier le concept de l'ordre social spontané, l'emprise des lois naturelles dans l'économie, la maximisation de l'utilité, la rationalité des décisions économiques et l'efficacité dans l'allocation des ressources rares. Dans la liberté de choix, les décisions des individus vont établir un ordre efficace et éthique. Il est efficace parce qu'orienté vers la maximisation de leur utilité, les individus sont obligés d'utiliser les ressources rares de la meilleure manière possible ; et éthique, parce qu'il permet que les individus puissent prendre des décisions sans aucune contrainte extérieure.

Cependant pour que l'ordre spontané garantisse l'efficacité et la liberté des individus, il doit d'abord être séparé de l'ordre politique. Selon cette approche, l'ordre politique résulte de l'ordre spontané de l'économie. Ainsi, l'économie fonde la politique. M. Friedman affirme à ce propos : « la liberté économique est une condition essentielle de la liberté politique. En permettant aux gens de coopérer entre eux sans contrainte ni dirigisme central, elle réduit le domaine où s'exerce le pouvoir politique » (Friedman & Friedman, 1980, p. 15).

Ainsi, le pouvoir politique est extérieur à la société. Pour le libéralisme, c'est une puissance dirigée contre les individus. De ce fait, le marché doit se convertir en rempart contre les atteintes à la liberté. La séparation entre l'ordre spontané du marché et l'ordre politique comme puissance menaçante, ouvre un creuset éthique à l'ordre spontané du marché car il est censé défendre la liberté individuelle. L'ordre politique, c'est le Léviathan. C'est un ordre monstrueux. Il vient du dehors pour s'imposer aux individus. Le marché, en revanche, représente la liberté des individus car en son sein ils peuvent prendre des décisions sans contrainte et satisfaire leurs désirs. Le marché est interne aux sociétés. Ces décisions sont censées être rationnelles dans la mesure où ce sont des décisions économiques même si elles expriment l'aversion au risque.

⁷² Gilles Lipovetsky décrit cette disposition stratégique des besoins et désirs qui ne s'arrêtent jamais dans la consommation. Voir Lipovetsky (2009).

L'ensemble de ces décisions individuelles est qualifié par le libéralisme de liberté de choix. La théorie économique néoclassique va récupérer ce concept et l'instrumentaliser, en particulier en microéconomie et macroéconomie. En effet, la liberté de choix va devenir l'outil permettant de décrire les mécanismes de fonctionnement du marché et, par là, de la société en général. La théorie économique va concilier la liberté de choix avec la maximisation de l'utilité, et la rationalité économique avec le mécanisme des prix. Ainsi, les prix ne sont pas seulement l'expression des coûts de production, en réalité les prix sont un système où s'expriment la liberté et la rationalité des individus. Manipuler les prix est synonyme d'une atteinte à la liberté humaine : on ne peut pas toucher aux prix sans sacrifier la liberté. C'est pour cela que la théorie néoclassique propose la liberté des prix dans le cadre des marchés des capitaux et des marchés du travail.

Dans l'économie de marché, la distribution efficace et la régulation sociale établissent le système des prix qui permettra la maximisation de l'utilité chez les individus libres et rationnels. En effet, « le système des prix est le mécanisme qui accomplit cette tâche sans direction centrale, sans exiger que les gens se parlent ou se plaisent » (Friedman & Friedman, 1980, p. 26).

Le système des prix comprend un volet téléologique dans le cadre théorique de l'économie néoclassique. Comme l'écrit Friedman :

« Les prix remplissent trois fonctions dans l'organisation de l'activité économique: ils transmettent une information; ils fournissent un stimulant tendant à faire adopter les méthodes de production les moins onéreuses (et donc à utiliser les ressources disponibles aux fins les plus rentables) ; enfin, ils déterminent qui obtient telle ou telle quantité du produit - c'est la répartition du revenu. Ces trois fonctions sont étroitement liées. » (Friedman & Friedman, 1980, p. 27).

La démarche téléologique du système des prix permet d'encadrer l'anarchie de l'ordre spontané du marché dans une structure logique et cohérente dans laquelle les prix régulent finalement la société. En conséquence de quoi, la liberté de choix n'est ni une liberté politique ni même éthique. Elle est simplement la condition de la prise de décisions rationnelle dans un ordre spontané, et en fonction de la maximisation de l'utilité des individus conditionnés par la rareté des ressources. Leur espace sera la

consommation non pas la production ni la distribution des revenus.

Ainsi, la liberté n'est plus un attribut des individus, elle est plutôt une condition de fonctionnement des mécanismes de marché. Si l'éthique exprime la relation entre les individus, la liberté de choix s'en éloigne. Elle est plutôt le rapport d'un individu à lui-même à partir des marchandises.

Cependant, pour la théorie néoclassique le marché représente l'espace d'articulation et de résolution de tous les problèmes humains. Le marché, dans la perspective du libéralisme, n'est pas le problème mais la solution. Donc, pour résoudre les problèmes humains, il faut les renvoyer vers le marché, et s'il n'y a pas de marchés, il faut les créer. Paradoxalement, c'est aussi la position d' A. Sen :

« Il y a bien sûr de bonnes raisons de penser que le mécanisme de marché est souvent un bon point de départ à une réflexion sur l'allocation des ressources dans le domaine environnemental également. Cette réflexion est centrée en particulier sur les problèmes posés par les marchés manquants (ainsi que les droits de propriété correspondants), et sur la manière de remédier à cette lacune par la création de marchés additionnels et d'institutions spécifiques au marché. » (Sen, 2005, pp. 417-418)

Comme on peut le constater, la dérive téléologique du discours de l'économie néoclassique sur les marchés va se transférer sur le développement, comme discours normatif, et la croissance économique, comme pratique prescriptive. Les projets sectoriels de la Banque Mondiale étaient donc, en réalité, une stratégie pour développer les marchés manquants.

I.1.3.4. Liberté et rationalité : une approche critique

On peut remarquer que la démarche théorique de l'économie néoclassique qui fait de la maximisation de l'utilité et du système des prix de marché les vecteurs de la convergence entre liberté et rationalité, est le cadre de base de toute stratégie du développement et de la croissance. Dans celle-ci, le critère de rationalité des comportements humains est fondamental pour établir les conditions de possibilité du marché, de la société et de l'histoire.

En effet, sans la notion de maximisation de l'utilité, la convergence entre liberté et rationalité ne serait pas possible. C'est la notion de maximisation de l'utilité qui

définit le comportement des consommateurs en articulant leur quête d'utilité et leur liberté, et qui s'exprime dans la notion de liberté de choix. En outre, cette notion de maximisation de l'utilité est naturalisée, car elle permet de développer des théories analytiques, comme la neuro-économie, qui interprètent en termes biologiques le comportement humain et ses préférences révélées.

Or, il faut établir que la rationalité qui s'exprime dans le principe de maximisation des préférences révélées échappe aux êtres humains. Ce concept de rationalité des comportements des consommateurs est une construction théorique établit par la pensée néoclassique de l'économie. Donc, pour elle, la rationalité des consommateurs est un fait réel, une vérité, comme les préférences « révélées ». Même si les individus sont altruistes ou solidaires entre eux, cela renvoie au cadre de la maximisation des préférences révélées⁷³.

Alors, la rationalité du consommateur de la théorie économique néoclassique est une rationalité qui doit être imposée de l'extérieur, car la rationalité humaine dérive de longs processus historiques dans lesquels se superposent les constructions imaginaires, symboliques, idéologiques, culturelles qui n'ont rien à voir avec la rationalité disciplinée de *l'homo œconomicus*. La rationalité humaine est complexe alors que la rationalité proposée par la théorie économique annule toute la complexité en fonction d'une grille d'homogénéisation. La rationalité qui structure la maximisation à l'égard des marchandises d'une manière si rigide est une construction du pouvoir ayant partie liée aux processus hégémoniques du capitalisme.

Cela veut dire que la rationalité qui sert de support au concept de maximisation comme principe d'articulation et de logique sociale est une contrainte qui naît des conditions historiques déterminées par le développement du capitalisme. En-dehors du capitalisme, il n'existe ni la rationalité basée sur le principe d'utilité, ni le critère de maximisation des préférences révélées comme description d'une conduite humaine préétablie. Ce qui existe en revanche, c'est la complexité des rationalités humaines qui se sont déployées dans des contextes spécifiques et des conditions historiques

⁷³ « Mais une personne non égoïste qui veut maximiser, par exemple, le bien-être social global ou autre élément d'équité et de justice sociale, ne s'écarte pas, pour cette raison, d'un comportement de maximisation » (Sen, 2005, p. 39).

déterminées et qui, d'habitude, n'ont rien à voir avec le concept de maximisation des préférences révélées (Caillé, 2005).

De surcroît, cette approche de la rationalité donne lieu à la convergence de deux sphères : celle de la rationalisation du monde, qui peut s'exprimer dans la rationalité comme principe d'articulation de la réalité concrète des personnes ; et celle qui dérive de l'axiomatique de la liberté humaine et qui établit l'éthique de l'histoire. Dans ce geste de volition des individus, *rationalité* et *éthique* peuvent coexister. Le monde, en plus d'être rationnel, devient éthique. La liberté de choix est le concept fondateur du libéralisme économique comme raison du monde et comme ordre historique, et le *locus* de cette raison du monde est le marché. On est dans le cœur de la pensée économique dominante.

Dans cet acte de volonté, la rationalité et la liberté se mélangent d'une façon cohérente dans la maximisation des préférences révélées. La maximisation établit les coordonnées de la conduite humaine dans son quotidien. Cet acte de volonté souverain, rationnel et autonome assume l'efficacité dans un système où les objets sont rares. De plus, cet acte constitue l'équilibre du système tout entier et, pour autant, son efficacité. Le système agit de telle sorte dans l'optimalité.

Bref, le débat sur la liberté, la rationalité, les décisions rationnelles des agents économiques, la maximisation de l'utilité dans les préférences révélées, entre autres, ne s'achève jamais. Cependant, il tourne en rond autour d'une aporie fondamentale : l'éthique et la rationalité ne sont jamais présentes simultanément dans le marché. Les marchés sont soit rationnels, soit éthiques. La sphère de la raison et celle de l'éthique sont irréductibles au marché, et celui-ci ne peut pas les intégrer. Dans le marché, il y aura toujours des comportements stratégiques de la part des individus. En revanche, une société construite à l'encontre des intérêts stratégiques peut rompre l'ordre social. C'est justement la critique émise dans les approches du post-développement et de la décroissance.

SECTION II

LES COURANTS CRITIQUES : LE POST-DEVELOPPEMENT ET LA DECROISSANCE

Avec les concepts de la théorie économique néoclassique décrits plus haut, nous sommes face à un cadre stratégique très cohérent et logique, qui se structure et s'articule rationnellement.

Les concepts que nous avons exposés sont la base d'une construction discursive très complexe et structurée dans les discours du développement et leur mise en œuvre. Ces concepts et cadres théoriques sont le fondement des politiques d'ajustement, de stabilisation macroéconomique, des réformes structurelles et des changements institutionnels. Nous avons essayé de montrer leur complexité épistémologique et leur rapport aux dimensions prescriptives et normatives des projets de développement mis en place par la Banque Mondiale, dans un processus global que nous avons appelé la *révolution silencieuse*.

Dans les courants critiques au développement, nous avons choisi le post-développement et la décroissance parce qu'ils peuvent nous offrir une critique plus générale de l'économie et du développement, qui peut nous permettre une meilleur compréhension des principes liés aux courants du « *Buen Vivir* » (*Sumak Kawsay*).

Dans le post-développement et la décroissance, nous allons rencontrer des dimensions théoriques qui n'existent pas dans le *mainstream* néoclassique. Le recours à la philosophie, l'histoire, la culture ou l'anthropologie est fréquent dans ces courants critiques.

II.1. La critique du post-développement

Le post-développement regroupe un ensemble de critiques du développement perçu comme un récit complexe et interdisciplinaire. Dans le post-développement, le discours du développement est associé aux rapports de pouvoir et à la production culturelle et idéologique d'une société déterminée. A. Escobar, un des théoriciens les plus importants du post-développement, affirme que « l'économie n'est pas uniquement une entité matérielle. C'est avant tout une production culturelle, une manière de produire des sujets humains déterminés et des ordres sociaux » (Escobar, 2007, p. 108).

En effet, jusqu'à présent, nous avons examiné le développement sous un rapport économique en lien avec la théorie économique néoclassique. Le cadre théorique néoclassique est très restreint et n'admet pas d'interprétations théoriques au-delà de ses propres cadres épistémologiques. La pensée du post-développement en revanche va intégrer d'autres approches théoriques, notamment celle des théories de la culture et de la sociologie. Le point de départ de la critique proposée par le post-développement est posé dans la publication de *The Development Dictionary : A Guide to Knowledge as Power*, édité par Wolfgang Sachs en 1992 et réédité en 2010 (Sachs, 2010). En effet, comme le décrit A. Escobar :

« In 1992, a collective volume edited by Wolfgang Sachs, *The Development Dictionary*, started by making the radical and controversial claim, 'The last forty years can be called the age of development. This epoch is coming to an end. The time is ripe to write its obituary' (Sachs, 1992, p. 1). If development was dead, what would come after? Some started to talk about a 'post-development era' (Escobar, 1992) in response to this question, and a second collective work, *The Post-Development Reader*, launched the project of giving content to the notion of 'post-development' » (Escobar, 2006, p. 447)

En fait, dans la présentation du *Dictionary*, W. Sachs écrit :

« The last forty years can be called the age of development. This epoch is coming to an end. The time is ripe to write its obituary » (Sachs, 2010, p. xv).

En effet, d'après Sachs, les quatre dernières décennies ont été marquées par le développement. Celui-ci a changé la face du monde, mais pas dans le sens prévu ; en effet, les promesses du développement se sont évanouies suite à la déception produite

par « ses échecs et ses crimes ». Le constat marquant est qu'il n'a pas fonctionné. Pour Sachs, la « flèche du progrès » est cassée et l'avenir a perdu son éclat. Comment est-il alors possible de croire au développement si ses promesses n'ont pas été tenues? Le «Tiers Monde», une catégorie inventée par les français dans les années 1950 pour évoquer la portion mondiale prises en tenailles par les deux superpuissances, a plutôt représenté un champ d'intervention au nom du développement (Sachs, 2010, Escobar, 1999).

En définitive, le développement a provoqué polarisation sociale, pauvreté et destruction des liens familiaux et communautaires (Escobar, 2004). La vie des paysans a été brisée, la convivialité des petites villes a été écrasée par les impératifs du développement (Escobar, 1999). On n'est pas loin de penser que le développement est une entreprise mal conçue (Sachs, 2010 : xviii). Pour Sachs, le développement est devenu un « concept-amibe » dont les contours sont si flous qu'il ne désigne rien ; tandis que pour G. Rist, le développement est un « *buzz word* » (un mot « fourre-tout ») (Rist, 2007), alors qu'il se répand partout, et qu'il est salué tant par le FMI que par le Vatican (Sachs, 2010 : xix). D'ailleurs, Sachs reconnaît que le discours du développement est constitué d'un réseau de concepts clés, de « mots toxiques », tels que pauvreté, production, égalité, etc.

La critique du post-développement ouvre le champ du développement économique à d'autres dimensions théoriques et épistémologiques. Les différentes expériences se revendiquant du post-développement s'accordent sur le fait que le développement représente un récit vaste et complexe (Escobar, 2005). Pour elles, le développement n'est pas une réalité historique mais un récit qui part des conditions concrètes des sociétés et des rapports de pouvoir spécifiques. C'est une production théorique du Nord pour contrôler le Sud et avoir accès à leurs ressources (Escobar, 2007).

II.2.1. Le post-développement, la critique postcoloniale et le poststructuralisme

Le post-développement est lié au courant critique connu comme la pensée postcoloniale. La pensée postcoloniale fait référence à l'ensemble des textes des théoriciens des pays du Sud global, et qui vont contester le rapport Nord-Sud à partir d'une vision critique ancrée dans les théories de la culture et la sociologie politique. Le

point de départ et la référence obligée des études postcoloniales est le philosophe d'origine palestinienne, E. Saïd (Saïd, 1977).

Edward Saïd étudie la manière par laquelle l'Occident a construit tout un ensemble de discours et de références pour comprendre l'Orient. Or, le problème pour Saïd est que cet ensemble de discours n'a aucun rapport avec l'Orient réel. Il s'agit d'une construction discursive, très élaborée et complexe mais sans aucune relation avec la réalité qu'elle est censée décrire. Pour Saïd, la construction d'un savoir détaché de son rapport à la réalité relève d'une « ignorance complexe » (Saïd, 1977, p. 55). Il s'agit d'une production contradictoire des connaissances de l'Occident sur l'Orient qui n'arrive pas à saisir la réalité. Ainsi, le discours produit sa propre réalité détachée de la réalité. Pour l'Occident, ce qui est dit et écrit sur l'Orient devient plus important et plus « réel » que l'Orient lui-même. Ainsi, Saïd écrit :

“My contention is that without examining Orientalism as a discourse one cannot possibly understand the enormously systematic discipline by which European culture was able to manage -and even produce- the Orient politically, sociologically, militarily, ideologically, scientifically, and imaginatively during the post-Enlightenment period.”
(Saïd, 1977, p. 3)

Pour comprendre les logiques de cette « ignorance complexe » qui construit des discours détachés de tout rapport à la réalité, supposément scientifiques et académiques, Saïd propose une méthodologie qui peut être résumée de la manière suivante: (1) une démarche herméneutique à l'égard des textes qui peuvent révéler la problématique générale de cette construction savante mais éloignée de la réalité (Saïd, 1977, p. 16); (2) une « localisation stratégique » (*strategic location*) qui décrit la position de l'auteur d'un texte face à sa problématique (Saïd, 1977, p. 20); et, (3) une « formation stratégique » (*strategic formation*) qui sert à analyser le rapport entre les textes et la manière par laquelle ils acquièrent densité et pouvoir de référence entre eux et, plus tard, dans la culture (Saïd, 1977, p. 20).

La pensée critique sur le développement va prendre comme référence la portée méthodologique de Saïd pour l'appliquer à tous les discours sur le développement et l'économie. Pour la critique au développement, la pensée du post-développement considère qu'il est possible de comprendre le développement et l'économie comme un

récit et, ce faisant, comme un texte qui peut être déconstruit. Ainsi, la pensée du post-développement récupère les outils analytiques de la philosophie post-structuraliste qui sert à l'analyse des discours. Pour le post-développement, le développement est un discours qui va construire sa propre réalité. En effet, Escobar écrit :

“The post-structuralist analysis of discourse is not only a linguistic theory; it is a social theory, a theory of the production of social reality which includes the analysis of representations as social facts, inseparable from what is commonly thought of as ‘material reality’... Discourse is the process through which social reality inevitably comes into being. » (Escobar, 1996, p. 326)

Si le développement est un discours qui construit sa propre validation et sa réalité alors il s'insère de façon directe dans un champ traversé par des rapports de pouvoir et devient donc un discours de pouvoir. Pour donner une assise à cette proposition, le post-développement va faire appel à la grille analytique du philosophe français Michel Foucault, et ses analyses des discours comme discours de pouvoir : « *Ce n'est pas la systématité d'un discours qui détient sa vérité, mais, au contraire, sa possibilité de dissociation, de réutilisation, de réimplantation ailleurs* ». (Foucault, 1994, p. 78)

Ici, le développement est compris comme un ensemble de discours qui va créer sa propre réalité, détachée de tout rapport avec la situation des populations concernées. En outre, le développement est un discours de pouvoir qui peut se transformer et s'adapter à n'importe quelle situation spécifique. C'est un discours de pouvoir et géostratégique parce qu'il cherche à intervenir sur des territoires et des populations sans considérer leur avis.

Comme récit complexe, le développement devient dans le discours de l'économie, et surtout dans l'économie néoclassique, un atout important. Alors, l'économie et ses concepts ne peuvent pas provoquer de changements épistémologiques dans la vision du développement parce que l'économie clôt toute critique à l'égard du développement. Ainsi, « une transformation radicale dans la théorie économique du développement ne peut pas provenir du champ même de l'économie (c'est-à-dire, de l'introduction de nouveaux concepts, de meilleurs modèles et algorithmes), mais plutôt d'une critique plus vaste du champ du développement » (Escobar, 2007, p. 165). Pour la pensée du post-

développement, les possibilités théoriques de rénovation et de changement de l'économie ne sont pas liées à son champ théorique mais à une critique plus générale du développement. L'économie moderne et néoclassique reste tellement attachée à ses concepts qu'il est très improbable qu'elle puisse changer. Le post-développement propose d'élargir le champ théorique du développement et l'intègre comme critique de la culture et de la civilisation moderne.

La pensée sur le post-développement considère que le développement comme discours de pouvoir appartient à la modernité, et que, pour autant, il doit être analysé d'un point de vue anthropologique. Néanmoins, cela signifie réduire la portée civilisatrice de la modernité occidentale à une dimension culturelle historiquement déterminée. Ainsi, la modernité, pour le post-développement, est l'idéologie d'une société déterminée. Comme le souligne Rabinow, cité par Escobar :

« Nous avons besoin d'une anthropologie pour l'Occident, montrer l'exotique de leur construction de la réalité ; mettre l'accent sur ces domaines considérés communément comme universels (y compris l'épistémologie et l'économie) ; rendre compte de leur spécificité historique ; montrer comment leurs prétentions à la vérité sont liées à des pratiques sociales et comment elles se sont transformées en forces effectives dans le monde social » (Escobar, 2007, p. 32)

Ainsi, dans le post-développement, la dimension anthropologique de la modernité produit des discours à prétention civilisatrice, mais en réalité sont pensés pour normaliser et discipliner les sociétés, en fonction de relations de pouvoir spécifiques et au nom de la civilisation toute entière, comme par exemple le discours sur le développement économique. Le développement, par conséquent, peut être considéré comme un discours qui appartient à une société concrète et qui a un rapport spécifique avec son histoire. Comme le signale Johnson :

"Post-development and postmodernism share the idea that history is partial, and necessarily biased in favour of Western views about modernization, Enlightenment and progress. Emulating Foucault's emphasis on historical breaks and discontinuities, writers like Wolfgang Sachs (1992), Gustavo Esteva (1992), Gilbert Rist (1997) and Arturo Escobar (1995) reject the idea that development may be understood as a benevolent response to the manifest needs of the world's poor, and suggest instead that 'development' was an idea that emerged in relation to the geo-political needs and

interests of a world order that was beginning to form at the end of the Second World War.” (Johnson, 2009, p. 88)

Un autre aspect de la critique du post-développement est celui qu’A. Escobar appelle l’« imagination géopolitique ». Dans l’imagination géopolitique, le monde est découpé entre le Nord, moderne, développé, démocratique et libérale, et le Sud, qui est tout le contraire. Bien entendu, les critères pour diviser le monde sont des critères élaborés dans le Nord.

Cette idéologie qui divise le monde, de surcroît, assigne au Nord une mission à caractère éthique, qui est celle d’aider le Sud à se développer (Corbridge, 1998). Dans l’anthropologie du Nord, le monde doit être à son image. Le développement, pourtant, n’est pas un discours né dans le Sud. Il n’est pas non plus un discours ancré dans les structures culturelles des sociétés du Sud. Le développement, en réalité, est un discours qui considère que le Sud est obscur, préhistorique et soumis aux lois de la nature⁷⁴.

Cette position axiologique du discours du développement qui découpe le monde entre un Nord civilisé et porteur d’une mission transcendantale civilisatrice, et le Sud comme un espace vide de toute civilité, et prêt à recevoir les contenus de la civilisation moderne, ôte toute dimension éthique au discours du développement économique. En effet, le courant du post-développement nie toute possibilité éthique au développement. Pour le post-développement, le problème c’est le « développement ».

Finalement, on peut résumer la théorie poststructuraliste du post-développement à partir de sept éléments fondamentaux: (1) l’interprétation du discours comme pratiques culturelles et constructivistes qu’il emprunte à la pensée postcoloniale et au structuralisme ; (2) la grille analytique développée par Saïd et Foucault et la critique herméneutique au discours du développement ; (3) la représentation du développement comme une discours et une praxis historique et culturelle, inséré dans un champ traversé par des rapports de pouvoir ; (4) l’imagination géopolitique qui découpe le monde entre le Nord et le Sud, et qui considère que le développement est

⁷⁴ A. Lewis, un des théoriciens les plus importants de l’économie du développement écrivait: « Nous trouvons quelques industries très développées comme les mines ou l’énergie électrique, aux côtés des techniques les plus primitives ... Ce même contraste existe même dans les personnes : parmi les rares natives très occidentalisés, avec des pantalons, éduqués dans les universités occidentales, qui parlent des langues occidentales et qui glorifient à Beethoven, Mills, Marx ou Einstein, et la grand masse des paysans qui vivent dans des mondes bien distinctes ... Ce qu’on peut voir inévitablement, sont des espaces économiques fortement développés, entourés par l’obscurité économique » (Escobar, 2007, p. 140).

l'affaire du Nord à l'attention du Sud ; (5) la critique du développement souligne les « mots toxiques » qui vont « polluer » la discussion sur les alternatives au développement ; (6) la compréhension de l'économie comme un discours fermé sur lui-même et qui a besoin d'une profonde transformation théorique ; (7) l'opinion selon laquelle en fait d'une critique du développement, il s'agit d'une critique à la civilisation occidentale.

II.2. La décroissance : les limites de la raison quantitative

Comme nous l'avons vu pour la critique du post-développement, le discours du développement est un discours propre à une société déterminée ayant une prétention à l'universalité. Le discours du développement est un discours de pouvoir qui découpe le monde entre un Nord qui est le sujet de l'histoire, et un Sud son objet. Le Nord invente un récit sur le monde, et dans son invention le Sud est en décalage radical. Dans ce récit, le Nord réinvente aussi le Sud. Le Nord considère que ses références sur l'histoire sont universelles et qu'il n'en existe pas d'autres. Le discours du développement, pourtant, n'est ni universel ni nécessaire, il n'est pas non plus éthique, parce qu'il n'y a aucun égard pour l'Autre en tant qu'Autre, et il ne pourra jamais résoudre les problèmes du Sud.

Or, le discours de la *décroissance* met l'accent sur un autre niveau : la *croissance économique*, et avec elle ramène la discussion sur le développement vers la critique écologique.

Bien que le développement soit un récit culturel attaché aux rapports de pouvoir, il propose quelque chose qu'il ne pourra jamais accomplir, parce qu'impossible : la *croissance économique* (Latouche, 2006).

Pour ce faire, la critique écologique souligne le décalage entre les conditions matérielles de l'humanité et de la planète et la portée de la *croissance économique* ; ce décalage est radical. Le concept de *croissance économique* relève d'une impossibilité logique (Latouche, 2001). On ne peut pas atteindre la *croissance économique* dans un monde avec des ressources limitées. L'idée de *croissance économique* est en décalage avec sa propre réalité.

Si la *croissance économique* est impossible, alors le discours construit autour d'elle ne tient pas (Latouche, 2005). Ce discours est, à n'en pas douter, celui du développement économique. Le développement économique, en définitive, est bâti sur du sable (Latouche, 2006). Ainsi, la décroissance fait glisser la critique du développement économique vers l'écologie et la politique.

Ainsi, la décroissance vise le noyau dur du discours de l'économie et du développement : *la croissance*. En fait, la *croissance* est le concept qui sert d'articulation entre l'économie moderne comme champ analytique, et le développement comme champ prescriptif et normatif.

La déconstruction du concept de « croissance » qui mène à la décroissance oblige d'abord à reconnaître que la *croissance économique* a toujours des limites naturelles (Meadows, Randers, & Meadows 2004)⁷⁵. Le concept de « limite naturelle » installe la croissance économique sur une ligne de démarcation épistémologique qui n'appartient pas à son champ analytique. De son illimitation dépend sa cohérence épistémologique. Cela soustrait le concept de croissance économique de son champ théorique spécifique (le discours de l'économie) et le met en rapport avec ses conditions naturelles et matérielles spécifiques (l'écologie critique).

Alors, par cette démarche, le concept de croissance économique s'est détaché de sa réalité physique. La critique de la décroissance va rétablir la prise en compte des conditions matérielles pour démontrer l'impossibilité de la relation croissance infinie/nature (Latouche, 2004).

La décroissance démontre, en effet, que le concept de croissance économique relève du champ analytique de l'économie et de l'univers symbolique qui en découle, mais qu'il perd toute signification lorsqu'il est confronté à la réalité naturelle du monde (Latouche, 2001). En effet, le monde a des limites physiques qui sont indépassables. La croissance économique est un discours ouvert, avec une portée infinie dans un monde fini. La contradiction en devient évidente. Mais limiter la croissance économique implique limiter les contenus symboliques du discours idéologique qui lui sont attachés.

⁷⁵ Dans ce sens, le rapport du Club de Rome de 1971 permet d'opérer un glissement épistémologique dans l'approche sur l'économie et le développement, car il considère le développement à partir d'une vision ancrée dans les « sciences dures » Meadows, Meadows, & Behrens (1972).

Nous avons déjà observé ces contradictions épistémologiques, par exemple, dans l'hypothèse d'Arendt sur la contradiction entre une sphère politique limitée et une sphère économique infinie. Nous avons vu que l'impérialisme et la mondialisation ensuite ont été des manières de résoudre cette contradiction.

Cette contradiction entre un mode de ressources finis et un modèle de société qui utilise les ressources sans considérer qu'elles sont limitées, provoque plusieurs problèmes qui sont soulignés par la critique écologique :

(i) les coûts externes de la croissance économique qui ne sont pas considérés dans les prix et les échanges, comme par exemple : la pollution, le gaspillage, la dévastation de la nature, le dérèglement climatique, les crises migratoires liées à la perte des récoltes et aux sécheresses, les pertes en biodiversité, les embouteillages, etc. Tous ces phénomènes sont liés au modèle de société construite dans l'imaginaire de la croissance économique (Harpagès & Latouche, 2010) ;

(ii) le prélèvement des ressources naturelles sans considérer leur capacité de rénovation, et sans créer les conditions pour leur conservation ;

(iii) l'utilisation irrationnelle de l'énergie qui provoque des gaspillages à certains endroits et des pénuries à d'autres. L'utilisation de l'énergie déclenche l'augmentation de l'entropie dans le système, et empêche de chercher d'autres opportunités et alternatives (Bernard, Cheynet, & Clémentin, 2003). D'ailleurs, la logique des prix ne prend pas en compte les enjeux de l'énergie et de l'entropie (Latouche, 2006) ;

(iv) le dérèglement urbain et les villes non-conviviales, où l'existence devient insupportable (Illich, 2004) ;

(v) la vie humaine soumise au stress et les problèmes de santé publique qui en découle, et la rupture des rapports de solidarité et de vie en commun (Latouche, 2004) ;

(vi) la courbe de Hubbert pour les ressources non-renouvelables et leur tarissement irréversible (Martínez Alier, 2008) ;

(vii) les coûts externes et les défis éthiques associés aux conséquences de l'utilisation des biotechnologies (OGM, pesticides, etc.) ;

(viii) l'industrialisation accrue et la rupture sociale qu'elle provoque (Davis, 2006);

(ix) les coûts externes associés à la production technologique (Latouche, 2013).

Cependant, la critique écologique au développement reste enfermée dans les limites épistémologiques de son propre champ théorique, celui qui regarde la croissance économique et la société à partir des conditions physiques de production.

La critique de la décroissance va démontrer que la croissance économique n'a pas de rapport avec l'ordre matériel de la réalité humaine. Les coûts associés à la croissance économique sont plus lourds que les gains générés. Si on ajoute à cela les coûts externes ou externalités négatives, la croissance disparaît.

La critique écologique du concept de croissance économique implique une critique des univers symboliques et idéologiques qui lui sont attachés et, dans ce cas, la critique devient politique. La critique écologique va se transformer en écologie politique, parce que le concept de croissance économique est censé justifier et légitimer tout le système économique. Cela suppose que la portée réelle de la croissance est plus politique qu'économique.

Comme l'écologie politique, la décroissance rappelle que le concept de croissance économique brise le rapport des êtres humains avec leur société et la nature. Il accentue la réification et provoque une consommation effrénée empêchant de penser des alternatives.

Comme critique épistémologique, la décroissance va se confronter de manière directe au discours de l'économie, et elle va démontrer qu'il y a des concepts économiques qui ne tiennent pas compte de la réalité, car ce sont des concepts idéologiques, parmi lesquels :

(i) les prix relatifs et les échanges marchands, parce que les prix ne prennent pas en compte les externalités, et les échanges rendent invisibles les coûts externes ;

(ii) la compétitivité, parce qu'il ne peut pas y avoir de compétitivité dans un monde régi par la mondialisation, dont les ravages provoqués par la croissance effrénée

sont une menace pour tous, et dans laquelle la réduction des coûts s'exerce sur les salariés et sur les externalités négatives de la croissance ;

(iii) le PIB est une construction arbitraire qui n'a rien à voir avec la réalité de la production, l'utilisation des ressources, les externalités et le bien-être des sociétés et des individus ;

(iv) l'équilibre général de l'économie ne contemple pas les économies externes, donc il ne peut pas donner une image de la production réelle des biens dans la société (le coût et le prix d'un bien quelconque ont une cohérence sociale seulement lorsqu'ils peuvent intégrer les coûts externes, c'est-à-dire, internaliser les externalités) ;

(v) les échanges inégaux en matière de pollution et de déchets car le Nord pollue du fait de son mode de vie, et le Sud est obligé de recevoir les déchets polluants du Nord ;

(vi) les marchés du carbone comme un alibi pour donner une assise aux dérives de la spéculation financière. En effet, il est impossible d'établir le coût de la pollution. Le calcul économique des marchés du carbone est arbitraire.

La décroissance a été la cible des critiques de tous les courants politiques. De même, elle a dû rompre avec le discours du développement soutenable ou durable de la Commission Brundtland. Pour la décroissance, le développement durable est un discours-alibi (Latouche, 2004).

La critique menée par la décroissance insiste sur l'ensemble du système et en particulier sur le champ politique. La décroissance est devenue une option politique. En que telle, la décroissance a été incluse dans les politiques, surtout des pays européens, notamment la France (Bayon, Flipo, & Schneider, 2010). Cela a provoqué des changements dans le système politique et l'incorporation de thèmes dans l'agenda politique auparavant ignorés. L'écologie politique a poussé à une réduction du nucléaire, des OGM, des pesticides, de la recherche en biotechnologies, etc.

La critique issue de l'écologie politique et de la décroissance a permis d'insérer les enjeux éthiques à l'égard de la nature dans les discussions politiques. Il ne peut pas y avoir d'éthique sans considérer le rapport des êtres humains à la nature. La

décroissance a permis le développement d'une conscience écologique accrue et plus engagée.

Néanmoins, il y a des critiques formulées contre la décroissance. Ces critiques n'ont rien à voir avec la décroissance, mais elles soulignent les enjeux de la croissance économique. La décroissance démontre que le concept de croissance est un concept idéologique, mais les critiques émises à son égard ne visent pas le noyau dur de la décroissance. Nous allons énumérer les principales critiques afin de démontrer qu'elles sont toutes idéologiques :

- (i) la décroissance va stopper le progrès scientifique et technologique ;
- (ii) la décroissance va freiner le progrès humain ;
- (iii) la décroissance va générer de la pauvreté ;
- (iv) la décroissance ferme la porte du bien-être aux sociétés pauvres, et elle représente le point de vue des plus riches ;
- (v) si on stoppe la croissance économique, on va stopper la création d'emplois et de revenus ;
- (vi) la décroissance porte atteinte à la productivité et à la compétitivité ;
- (vii) le bien-être est mesuré par l'accès aux biens et services, et diminuer la production des biens et services implique de compromettre le bien-être de tous ;
- (viii) la décroissance est malthusienne ;
- (ix) la décroissance limite l'horizon de l'émancipation humaine ;
- (x) la décroissance représente la récession économique et l'augmentation de la pauvreté dans le monde.

La décroissance propose de se défendre contre ces critiques. La décroissance permet de libérer le progrès scientifique et technologique phagocyté par les accords de libre-échange et les corporations transnationales. De fait, la croissance propose de

libérer les connaissances et de réduire le contrôle des corporations sur la science et la technologie.

La décroissance ne veut pas limiter le progrès car le progrès humain n'existe pas, il s'agit seulement d'un discours idéologique et symbolique. La décroissance se propose de rompre avec cette idéologie et propose un autre concept en lieu et place du progrès, celui de la convivialité, en lien direct avec celui du *Buen Vivir*.

De même, la décroissance ne veut pas générer de la pauvreté, ni éviter la création d'emplois. La décroissance au contraire veut supprimer la pauvreté en éliminant les conditions historiques, sociales et économiques qui la rendent possible. Bayon, Flipo et Schneider ont démontré que les critiques émises à l'égard de la décroissance sont idéologiques (Bayon, Flipo, & Schneider, 2010). Ici, il est important de comprendre que la décroissance est attachée aux courants du *Buen Vivir*, et que beaucoup des thèmes soulevés par la décroissance sont repris dans le *Buen Vivir* mais sous une autre perspective.

II.3. Le post-développement : une évaluation critique

La pensée du post-développement a rendu possible la critique du développement, en particulier en le concevant comme un champ discursif en dispute au regard d'autres sociétés qui ne partagent pas les cadres modernes d'interprétation de la réalité.

Cependant, dans le *Dictionary* de W. Sachs (Sachs, 2010), certaines notions pertinentes pour le développement et ses enjeux sont absentes : néolibéralisme, réformes structurelles, FMI, approche monétaire en balance des paiements, nouvelle économie institutionnelle, *corporate governance*, changement institutionnel, réformes de première génération, ou encore monétarisme. En effet, le néolibéralisme est seulement mentionné à deux reprises dans le *Dictionary*. Il faut se rappeler que la publication du *Dictionary* de Sachs en 1992 représente la période la plus importante dans l'histoire récente du capitalisme et du développement, parce que s'opère la transition des réformes de première génération aux réformes de deuxième génération de la Banque Mondiale (Naím, 1994).

Du fait du refus du post-développement d'assumer la critique du monétarisme, volet plus important de la transformation néolibérale, le néolibéralisme a eu carte blanche, parce que les voix critiques ont disparu. Les démarches monétaristes du FMI, qui ont colonisé la monnaie et ont créé un régime d'intervention monétaire, ont pu échapper à toute critique radicale, à l'exception des poststructuralistes comme Taylor (Taylor, 1988).

Les années 1990 représentent la période la plus complexe et la plus intense de la réforme structurelle du néolibéralisme. Cependant, lorsqu'il fallait émettre une critique des impositions faites dans le cadre des réformes structurelles, le post-développement a considéré qu'il était plus pertinent de mener une critique civilisatrice sans aucun rapport avec les luttes des mouvements sociaux qui pouvaient avoir besoin des concepts et des instruments théoriques pour affronter les réformes structurelles de la Banque Mondiale. Là où le post-développement pensait trouver des alliés des mouvements sociaux, comme les ONG, la réalité disait qu'il s'agissait plutôt de menaces pour ces mouvements sociaux.

Le post-développement n'a pas aidé les mouvements sociaux à critiquer les méthodologies d'intervention des ONG sur les territoires. Toutes les méthodologies de la bonne gouvernance ont été mises en place par les ONG. Durant les années 1990, les mouvements sociaux sont seuls face au néolibéralisme, une solitude théorique qui s'ouvre sur une période d'innovations conceptuelles dont la plus importante est celle liée aux courants associés au *Buen Vivir*.

Un autre élément étonnant concernant le *Dictionary* de Sachs est que l'année 1992 est très symbolique pour les peuples indigènes de l'Amérique latine, parce qu'elle commémore la conquête européenne en Amérique. En dépit du poids symbolique de la date, le *Dictionary* de Sachs n'y fait pas la moindre allusion.

Dans le rejet de la date et ce qu'elle commémore, la conquête et la soumission, les peuples indigènes latino-américains ont décidé de se référer à l'Amérique du nom qu'elle portait avant l'arrivée des Européens : Abya Yala⁷⁶. Cette année-là le débat est à

⁷⁶ C'est la définition adoptée par le IIème Sommet Continental des Peuples et Nationalités Indigènes d'Abya-Yala, qui s'est déroulé à Quito en 1994 et qui déclare que les indigènes sont des peuples « originaires » et non des peuples indigènes ; Oviedo Freire (2012).

son paroxysme, car l'Espagne décide de qualifier la date anniversaire de « rencontre des cultures », tandis que pour les peuples indigènes elle représente l'année du plus grand génocide de l'histoire de l'humanité, qui jusqu'à présent n'a pas encore son Tribunal de Nuremberg (Dussel, 1994). L'autre aspect significatif est que la coopération au développement, surtout européenne, a voulu profiter de cette date pour amplifier l'aide à la coopération au développement aux peuples indigènes d'Amérique latine. En fait, il s'agira d'amorcer des réformes libérales dans les territoires peuplés par les indigènes. Donc, la discussion autour de la commémoration de 1992 est aussi une discussion sur le développement, les réformes structurelles et les altérités. Ce dernier terme n'apparaît pas non plus dans le *Dictionary*.

SECTION III

LES ALTERNATIVES :

LE BUEN VIVIR (*SUMAK KAWSAY*)

La critique menée par le post-développement et la décroissance nous amène à examiner des perspectives alternatives du développement, notamment celle du *Buen Vivir*, ou *Sumak Kawsay*, en rapport avec les changements sociaux, politiques et institutionnels qui ont eu lieu en Amérique latine dans les dernières années.

Qu'est-ce que le *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*) ? Comment ce concept est-il né ? Quel rapport entretient-il avec les théories du développement et ces courants critiques ? Quel rapport établit-il avec la pensée économique actuelle ? Est-il vraiment utile pour penser les alternatives ? Est-il un nouveau paradigme du développement, ou bien, peut-il être considéré comme son refus radical ? Est-ce que ce concept a des assises concrètes pour se transformer en une alternative réelle au développement capitaliste ? Ce sont quelques unes des questions qui sont présentes dans le débat sur le développement, et qui vont être développées dans la suite de ce chapitre.

Le concept de *Sumak Kawsay* appartient à la cosmologie indigène des peuples des Andes et signifie la *Vie en plénitude*, bien qu'il ait été traduit souvent comme *Buen-Vivir*⁷⁷. Il est associé aux processus constitutionnels en Équateur et en Bolivie. Dans le cadre de notre recherche, nous allons utiliser la traduction à l'espagnol de l'expression quichua, *Sumak Kawsay*. Cependant, nous utiliserons ce terme pour caractériser tous les

⁷⁷ La notion de Bien-Vivre est présente dans la plupart des peuples et sociétés indigènes du monde, par exemple : *Sumak Kawsay* (kechwa), *Lekil Kuxlejal* (Tzeltal-Maya), *Wakuaipa* (arawakos), *Ñambobikorai* (barf), *Watpuram* (awa), *Pia P'anadait'é* (épera), *Suma Qamaña* (aymara), *Ubuntu*, etc.

processus sociaux ayant un rapport avec l'économie du développement mais qui découlent des comportements et logiques des sociétés « non-modernes » pour les distinguer des sociétés développées, occidentales ou modernes. Ainsi, nous reprenons, d'une part, les courants critiques au développement qui découlent du post-développement et qui considèrent que le développement économique appartient aux discours de la modernité occidentale et, pour autant, qu'il n'est pas universel, et d'autre part, les courants de la décroissance qui considèrent que la croissance économique n'existe pas et qu'il s'agit en réalité d'un discours à caractère symbolique et idéologique.

Néanmoins, bien que le concept du *Buen Vivir* renvoie aux processus politiques de l'Équateur et de la Bolivie, nous allons nous détacher des processus particuliers de ces pays, en prenant le *Buen Vivir* comme assise épistémologique et théorique à opposer aux concepts traditionnels du développement économique. Dans le cadre de cette recherche, nous allons suivre une démarche à partir des axes suivants : (1) une approche épistémologique qui va isoler le concept du *Buen Vivir* de ses dimensions anthropologiques et ethniques pour considérer sa portée heuristique et théorique propre ; (2) une approche généalogique qui va préciser ses définitions, son origine et son cadre théorique et heuristique ; (3) le contexte historique du *Buen Vivir* ; (4) le cadre institutionnel qui entoure sa naissance ; (5) les courants théoriques qui y sont associés ; (6) les principes du *Buen Vivir* ; (7) les alternatives qui peuvent y être attachées.

Étant donné qu'il s'agit d'une théorie encore en construction, les concepts, outils théoriques et cadres méthodologiques qui vont être exposés et analysés sont encore provisoires. Cependant, il conserve une portée critique et la possibilité de déconstruction théorique à l'égard du discours du développement et de l'économie.

III.1. La procédure épistémologique du *Buen Vivir* : altérité et complexité

Pour le courant critique du post-développement, le développement est un discours de pouvoir, téléologique, rationnel et géostratégique, parce qu'il découpe le monde entre un Nord développé et le Sud qui doit suivre le sentier tracé par le Nord (Escobar, 2006). D'autre part, pour la décroissance, il n'existe pas de conditions naturelles pour une croissance économique indéfinie. La croissance infinie est dévastatrice pour l'humanité. Le *Buen Vivir* par conséquent s'intègre de manière directe aux courants critiques au développement.

Si la critique issue du post-développement regardait le développement comme un discours qui appartient à une société déterminée, et la décroissance montrait que le développement économique peut se convertir en une menace pour l'existence de l'humanité, le *Buen Vivir* souligne une autre vision sur le rapport entre les sociétés, les individus, la nature et la richesse sociale ; à la critique s'ajoute une dimension alternative.

Notre hypothèse est que la vision du *Buen Vivir* amène une dimension nouvelle aux critiques des discours du développement économique et de la croissance : celle de l'*altérité* représentée par les sociétés *non-modernes*, principalement les peuples indigènes, et qu'à partir de la reconnaissance de cette dimension de l'altérité rend possible la formulation des alternatives au développement économique et la théorie économique en général. Ces sociétés *non-modernes* sont en rapport d'extériorité par rapport aux cadres théoriques et épistémologiques du développement classique. C'est ce rapport d'extériorité qui caractérise, justement, la condition d'Altérité (Levinas, 1987) :

« L'altérité, l'hétérogénéité radicale de l'Autre, n'est possible que si l'Autre est autre par rapport à un terme dont l'essence est de demeurer au point de départ, de servir d'entrée dans la relation, d'être le Même non pas relativement, mais absolument. »
(Levinas, 1987, p. 25)

La théorie du développement a toujours reconnu l'existence des sociétés non-modernes. Dans le cas d'A. Lewis, par exemple, ces sociétés ont servi de structure épistémologique à sa théorie de la dualité (Lewis, 1955). D'après Lewis, il y a dans les économies non-développées une société traditionnelle qui limite la modernité et la croissance économique. L'enjeu du développement réside dans la modernisation du secteur traditionnel et le décollage du secteur industriel. Les sociétés non-modernes ou arriérées représentent des obstacles à surmonter pour stimuler la croissance, suivant des étapes préétablies (Rostow, 1990).

Les deux secteurs sociaux opposés entre eux relèvent aussi d'interprétations culturelles sur le développement. Le secteur rural est perçu comme traditionnel, avec des niveaux de productivité très faibles, mais où vit la plupart de la population. Le poids démographique et économique de ce secteur est énorme et il peut se convertir en une menace pour le développement. Il faut alors *moderniser* le secteur traditionnel et

structurer des stratégies d'aide concrètes pour promouvoir les changements, afin de le convertir en allié du secteur moderne. Par conséquent, la tâche du développement est multidimensionnelle (politique, juridique, culturelle et institutionnelle), car elle propose une intervention directe sur l'ensemble de la société.

Le développement va se convertir ainsi en un processus d'ingénierie sociale sans aucun égard pour la condition d'altérité des peuples *non-modernes*. Le tissu institutionnel créé depuis des siècles, et qui soutient l'ensemble des sociétés traditionnelles a été traité par le développement économique dominant, comme si les institutions étaient des questions instrumentales et leur transformation, une question purement technique. Les projets sectoriels que nous avons étudiés dans le chapitre 2 montrent précisément cette logique d'intervention sur les sociétés non-modernes ou traditionnelles, qualifiée de *modernisation*.

Dans le débat sur le *Buen Vivir*, notre recherche propose un changement de perspective : les sociétés *non-modernes* sont le réservoir de savoirs d'une voie alternative à la gestion des ressources, des institutions, de la richesse et de la société en général. Le changement de perspective est épistémologique parce qu'il part d'une nouvelle position théorique associée à la condition d'altérité qui regarde les sociétés et les comportements non-modernes différemment des comportements décrits par la théorie économique conventionnelle.

Dans ce changement de perspective théorique, on peut trouver les réponses aux questions comme celle du réchauffement climatique ou des crises migratoires. En fait, tandis que dans le développement classique la nature est en dehors de la société, dans l'approche du *Buen Vivir* la nature et la société sont en relation holistique et éthique. Tout ce qui nuit à la nature nuit aussi aux êtres humains.

Le concept d'Altérité peut ainsi nous aider à amplifier le débat sur l'économie du développement mais aussi sur la quête d'alternatives au développement. Le concept d'Altérité implique une rupture avec les notions d'homogénéité qui sont le cadre d'analyse de l'économie standard, et rappelle l'existence de la diversité et la pluralité dans les sociétés humaines. Ainsi, tandis que l'économie considère l'« agent représentatif » comme concept épistémologique de base pour soutenir sa structure interprétative (Blaug, 1990), la notion d'altérité propose des comportements alternatifs

sur les marchés et l'existence de logiques différentes à celles de la maximisation de l'utilité. Ce faisant, l'approche du *Buen Vivir* rend plus complexe l'analyse économique des sociétés.

La notion de diversité qui peut émerger de la notion d'Altérité implique un nouveau positionnement épistémologique par rapport à l'économie et au développement. Dans cette position épistémologique, la diversité en appelle à la complexité. Il ne s'agit pas d'une diversité culturelle mais de l'altérité comme rapport d'extériorité aux cadres épistémologiques dominants. Pour comprendre la dialectique de ce rapport d'extériorité, nous ferons appel à l'approche de la « pensée complexe » (Morin, 1988).

III.1.1. Altérité, complexité et diversité dans le Buen Vivir

Dans les théories associées au *Buen Vivir*, Altérité et Complexité sont imbriquées. Le changement de perspective épistémologique implique aussi un changement méthodologique dans lequel ressort la notion de complexité. Les principes du *Buen Vivir* partent d'une vision complexe de la société en opposition à un savoir non-complexe, en l'occurrence celui des théories modernes du développement économique. On ne peut pas comprendre la vision épistémologique attachée aux principes du *Buen Vivir* sans se rapporter à la pensée complexe.

Pour nous, la complexité est une position épistémologique dans laquelle : (1) les phénomènes sociaux étudiés sont toujours en rapport et liés entre eux, et il n'existe pas de phénomènes qui soient plus importants que d'autres. Cette importance est conjoncturelle et dépend de conditions aléatoires. Cette position épistémologique est en rapport avec le *principe de relation* dans les sociétés non-modernes (Medina, 2010; Estermann & Peña, 1997; Estermann, 1998); (2) La connaissance des phénomènes n'est jamais totale mais toujours portée par l'incertitude, parce que le *principe de relation* est irréductible à une position déterminée (Maldonado, 2016) ; (3) La connaissance altère le phénomène lui-même et n'est pas impartiale. Si les phénomènes sont en rapport entre eux, la connaissance est aussi un phénomène et par conséquent va modifier les phénomènes, et elle-même. C'est ce que l'on nomme le principe de l'éthique de l'altérité de toute la réalité (Estermann & Peña, 1997) ; (4) les frontières épistémologiques sont arbitraires car tous les phénomènes et les événements sont en rapport entre eux (Morin,

1988) ; (5) le concept de singularité par lequel chaque événement est toujours unique peut être rattaché à l'ensemble des événements dans la pluralité du monde. Ce qui correspond au principe de *l'unité dans la diversité* ; (6) il n'y a pas d'ordre et de hiérarchie dans les phénomènes, mais du désordre et de l'incertitude, et toute position d'ordre est toujours transitoire et appartient à un système sociale déterminé (Morin, 1988) ; (7) l'unité dans la diversité des phénomènes et des événements modifie le rapport ontologique de l'altérité (Medina, 2010); et, (8) le temps cyclique propose une intégration des phénomènes dans une interprétation inter-temporelle où le passé et le futur s'entremêlent (Estermann & Peña, 1997).

Ces dimensions sont épistémologiques parce qu'elles relèvent d'une approche différenciée de la connaissance des phénomènes et leur application dans ses interactions multiples et complexes. Pour autant, il y a des points communs entre l'approche inhérente aux théories du *Buen Vivir* et les théories de la complexité⁷⁸.

Dans la complexité, les idées de base de l'économie, comme celles de : (1) l'économie comme ordre spontané et régulé par des marchés ; (2) l'économie comme un discours qui décrit des régularités naturelles contre lesquels les individus ne peuvent rien ; (3) des pratiques humaines qui peuvent être soumises à une grille analytique prédéterminée; doivent être révisées et transformées radicalement. Tandis que l'économie dominante et le développement vont proposer un cadre analytique basé sur l'homogénéité des événements et des phénomènes, le *Buen Vivir* fait appel à la diversité et la pluralité et, par là, à la complexité.

La complexité introduit un écart irréductible entre la pensée associée aux principes du *Buen Vivir* et la structure théorique économique dominante. Cet écart est la dialectique entre la diversité de l'altérité (*Buen Vivir*) et l'homogénéité de la théorie économique dominante. Les concepts et cadres théoriques de la pensée économique actuelle n'ont pas de rapport avec la pensée associée au *Buen Vivir*. Donc il n'est pas

⁷⁸ Pour un compte rendu de la pensée associée au *Buen Vivir* et la philosophie des peuples indigènes voir : Estermann & Peña (1997); Oviedo Freire (2011); Medina (2010). D'autre part, Edgar Morin énumère les principes de la pensée complexe de la manière suivante: (1) l'irréductibilité du hasard et du désordre; (2) la transgression des limites épistémologiques; (3) la complication des phénomènes; (4) Le principe de "*ordre for noise*"; (5) le principe d'autorganisation; (6) le principe hologrammatique par lequel une unité est aussi la totalité; (7) le principe d'organisation réursive; (8) le retour de l'observateur ; Morin (1988). Plusieurs des principes de la complexité chez Morin appartiennent aussi à la pensée associée au *Buen Vivir*.

possible d'adopter une position éclectique entre ces deux cadres théoriques. Le *Buen Vivir* relève d'une autre manière de comprendre et d'agir dans le monde.

III.1.2. Le Buen Vivir comme cadre théorique général des logiques différenciées

A ce stade de la recherche, on va prendre les comportements et logiques de ces sociétés non-modernes contenus dans les principes du *Buen Vivir*, comme grille heuristique générale pour dégager des concepts qui peuvent être utilisés dans un cadre conceptuel alternatif au développement. Pour ce faire, il faut d'abord distinguer du *Buen Vivir* les concepts qui le rendent spécifique aux champs de l'anthropologie, l'ethnologie et la théorie de la culture. Cela signifie comprendre le *Buen Vivir* comme une dynamique historique attachée aux comportements sociaux et humains à l'égard de l'économie et de la connaissance moderne, plus qu'un comportement spécifique associé aux peuples en question.

Nous devons alors prendre nos distances avec les dimensions anthropologiques, ethniques, et culturelles spécifiques associées au concept du *Buen Vivir*, pour l'examiner dans une perspective plus épistémologique et heuristique. L'intéressant pour nous est la portée critique qui peut découler des structures analytiques qui empruntent à d'autres cadres théoriques de référence. Ainsi, le *Buen Vivir* est le recours théorique pour mieux saisir la grille analytique bâtie à partir de l'altérité et qui appartient aux sociétés non-modernes, qu'elles appartiennent ou non aux sociétés indigènes. Le *Buen Vivir* est le nom donné aux logiques différenciées. Nous allons tenter de comprendre la structure de ces logiques, et les saisir dans leur altérité. Ces logiques différenciées s'expriment dans plusieurs phénomènes de la réalité des sociétés non-modernes.

Par exemple, E. Ostrom a démontré que les arrangements institutionnels des communautés pour gérer des ressources communes peuvent résoudre les problèmes associés à la « tragédie des biens communs » (Hardin, 1968). Le bien commun désigne le nom que la théorie économique a donné aux biens dont les droits de propriété appartiennent à l'ensemble de la communauté et à personne en particulier. Le risque des droits de propriété diffus dans les communautés est l'usage stratégique des *free traders*, c'est-à-dire des individus qui profitent de l'absence de droits de propriété.

Pour la théorie économique dominante, les problèmes associés à la tragédie des biens communs comportent seulement deux solutions : celle de la privatisation et la mise en marche des mécanismes de marché pour les biens communs, ou celle de l'intervention de l'État pour imposer des régulations sur leurs usages. Cependant, Ostrom va démontrer qu'il y a une troisième voie possible : celle qui naît des institutions communautaires, des arrangements communautaires et d'une nouvelle approche de l'action collective (Ostrom, 2015). Plusieurs études montrent qu'il y a une gestion communautaire des ressources soutenue par un ensemble d'institutions ancestrales qui n'appartiennent pas au marché ni à l'État (Seoane, 2006). Ces arrangements communautaires relèvent des institutions ancestrales et des logiques non-marchandes et non-stratégiques.

Or, la démarche d'Ostrom met en évidence l'existence dans les sociétés de comportements et de cadres d'action sociale qui sortent de la grille théorique établie par l'économie néoclassique et les théories du développement. Ainsi, la façon de gérer les ressources de la société peut être considérée à partir de perspectives théoriques et de logiques différentes. Or, c'est justement le point de vue du *Buen Vivir*.

III.1.2.1. Institutions, diversité et complexité

Dans certaines sociétés, il existe des cadres institutionnels vieux de plusieurs siècles. Ces cadres institutionnels sont un mélange de comportements et de pratiques sociales, dont les contenus symboliques, culturels, et idéologiques sont très forts. Pour nous, ces cadres institutionnels n'ont pas de relation directe avec ceux étudiés par l'économie institutionnaliste. Ainsi, le *Buen Vivir* s'écarte de l'approche institutionnelle d'Ostrom qui considère les institutions comme les règles du jeu d'une société (Ostrom, 2015). On propose ici, au contraire, d'analyser ces institutions ancestrales à partir de leur complexité.

Dans l'approche du *Buen Vivir*, les institutions sont complexes et vont au-delà des règles du jeu de la théorie du néo-institutionnalisme économique. Le *Buen Vivir* considère que les institutions sont complexes et qu'il faut développer un cadre théorique complexe pour les saisir. Les institutions dans l'approche du *Buen Vivir* démontrent aussi que l'ordre social n'est pas un ordre spontané. Le *Buen Vivir* fait référence à ces cadres institutionnels comme s'il s'agissait d'une tradition historique et

ancestrale pour comprendre l'agir économique des individus et des sociétés. Le rapport économique est un rapport complexe et inscrit dans la diversité sociale.

La démarche théorique d'Ostrom et d'autres néo-institutionnalistes est importante parce qu'elle démontre le besoin d'élargir le cadre analytique de la théorie économique dominante et aussi du développement. Le *Buen Vivir* exprime justement le besoin de chercher d'autres points de repère théoriques pour comprendre les enjeux des sociétés du 21^{ème} siècle.

III.1.2.2. *Buen Vivir* : une conceptualisation nécessaire

Le *Buen Vivir* participe d'un débat très intense. D'abord, il y a le courant qui considère que le *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*) n'existe pas chez les peuples indigènes et qu'il s'agit d'une tradition inventée, à caractère politique (Spedding Pallet, 2010; Viola, 2011). Spedding affirme n'avoir jamais entendu parler du *Sumak Qamaña* chez les indigènes aymaras de la Bolivie, d'autant plus qu'elle souligne que le mot *Qamaña* n'a aucun rapport avec le *Buen Vivir* (Spedding Pallet, 2010). Altmann fait la même chose dans le cas des indigènes d'Équateur et essaye de prouver que le concept de *Sumak Kawsay* commence à être seulement utilisé à partir de la Constituante de 2008 (Altmann, 2013). En revanche, Quijano démontre que le concept de *Buen Vivir* existe déjà chez les premiers chroniqueurs de la conquête de l'Amérique :

« Le *Buen Vivir* est, probablement, la formulation la plus ancienne de la résistance indigène contre la colonialité du pouvoir. Il a été inventé dans l'administration Vice-royal au Pérou par Guaman Poma d'Ayala en 1615 dans son livre Nouvelle Chronique et Bon Gouvernement. »⁷⁹ (Quijano, 2011, p. 77)

Il y a aussi ceux qui considèrent que le *Buen Vivir* représente une vision très indigéniste mais dans un sens « *New Age* ». Stefanoni utilise le mot « *pachamámicos* » (sic) pour caractériser l'utilisation du *Buen Vivir* comme un passe-partout qui formule des discours à l'encontre de la modernité mêlés à des comportements très modernes. Ainsi, il signale que nous sommes tous d'accord pour bien-vivre mais en aucun cas cela

⁷⁹ "Bien Vivir" es, probablemente, la formulación más antigua en la resistencia "indígena" contra la Colonialidad del Poder. Fue, notablemente, acuñada en el Virreynato del Perú, por nada menos que Guamán Poma de Ayala, aproximadamente en 1615, en su Nueva Crónica y buen gobierno." (Quijano, 2011, p. 77)

signifie que le discours du *Buen Vivir* implique une rupture radicale avec la société moderne. Selon le même auteur, il serait plutôt en vogue chez certains intellectuels métis et indigènes (Stefanoni, 2010).

Pour les marxistes orthodoxes, le *Buen Vivir* est une idéologie conservatrice et réactionnaire parce qu'elle propose d'interpréter le passé plutôt que l'avenir, faisant de lui une idéologie « ré(tro)volutionnaire » (sic), qui n'a rien à voir avec les rapports de pouvoir dans les sociétés et la lutte des classes. A l'inverse des luttes ouvrières et des rapports d'exploitation, le *Buen Vivir* détourne l'attention sur le passé et les traditions culturelles des peuples ancestraux (Sánchez-Parga, 2011).

Néanmoins, pour la plupart des chercheurs et théoriciens attachés aux courants du *Buen Vivir*, il s'agit d'un concept qui pose des limites au développement et qui peut constituer une alternative à la pensée actuelle sur le développement et la croissance (Acosta, 2010; Gudynas, 2011).

Ainsi, pour la Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur (CONAIE), une des organisations indigènes le plus puissantes en Amérique du Sud, le *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*) représente :

« ... une forme de vie qui est le résultat d'un long processus social, culturel, politique et historique des peuples et nations indigènes dans les territoires et cultures ancestrales. Le *Alli Kawsay* et le *Sumak Kawsay* signifient : d'abord l'*Alli*, c'est le bien-être, tandis que *Sumak* signifie le bonheur, l'idéal, et la réalisation personnelle ; *Kawsay* c'est la vie digne, en harmonie et l'équilibre avec l'univers et les êtres humains. L'*Alli* c'est ce qui existe et le *Sumak* leur idéal. L'équilibre cherche à garantir le bien-être intégral de la communauté, la famille et l'individu, et le déséquilibre est un risque qui menace le bien-être de tous ... Le *Buen Vivir* constitue une catégorie centrale de la philosophie de vie des sociétés indigènes ... Le *Buen Vivir* représente la plus haute expression de la vie matérielle et spirituelle en communauté, la complémentarité et la relation entre les êtres humains et la nature ; cette forme de convivialité exige une pensée ancestrale et collective parce la vie pleine ne peut pas être comprise à partir de la perspective de l'individualisme. »⁸⁰ (CONAIE, 2011).

⁸⁰ « El Buen Vivir es una forma de vida resultado de un largo proceso social, cultural, político e histórico de los pueblos y naciones indígenas dentro de territorios y culturas muy profundas ... El *Allí Kawsay* y el *Sumak Kawsay* significan: *Alli* es estar bien, mientras

C'est dans ce sens que le Ministère de la Planification de l'Équateur reprend le *Buen Vivir* comme le concept qui va articuler la planification et les politiques publiques. Ainsi, le *Buen Vivir* passe d'une notion appartenant aux sociétés indigènes pour se convertir en politique d'État, et foncièrement opposée au développement et à la croissance économique :

« Les peuples indigènes des Andes apportent à ce débat à partir d'autres épistémologies et cosmovisions, et nous proposent le *sumak kawsay*, la vie en plénitude. La notion de développement est inexistante dans la vision du monde de ces peuples, parce que l'avenir est en arrière, il est ce que nous ne voyons pas, ni ne connaissons ; tandis que le passé est face à nous, il nous constitue et l'on marche avec lui. La pensée ancestrale est éminemment collective. La notion de Buen Vivir fait nécessairement appel à l'idée d'un « nous » parce que le monde ne peut pas être compris à partir de la perspective du « je » d'Occident. La communauté nous met à l'abri et nous protège, et elle fait partie de nous. La communauté est vivante et est la base de la reproduction de ce sujet collectif que nous « sommes » tous. De ce fait, l'être humain est conçu comme une pièce de cet ensemble, qui ne peut être comprise que comme la somme de ses parties. La totalité s'exprime en chaque être et chaque être dans la totalité. Par conséquent nuire à la nature, c'est nous faire du mal à nous-mêmes. Le Sumak Kawsay ou vie en plénitude exprime cette cosmovision. La réalisation de la vie pleine est la tâche du sage qui est d'atteindre un degré d'harmonie avec la communauté et le cosmos.⁸¹ » (SENPLADES, 2009, p. 33)

L'incorporation du *Buen Vivir* à la planification de l'État et à la Constitution va générer un nombre important d'études sur ce concept partout dans le monde. Ainsi, et

que Sumak significa ideal, hermoso, bueno y realización; Kawsay es la vida digna, en armonía y equilibrio con el universo y el ser humano. El Allí es lo concreto y el Sumak es el ideal. El equilibrio procura 'garantizar el bienestar integral en la comunidad, la familia y el individuo, y su desestabilización es considerado como un riesgo que afecta la vida buena... El concepto de Buen Vivir constituye una categoría central de la filosofía de vida de las sociedades indígenas. El Buen Vivir en su máxima expresión es vivir material y espiritualmente en comunidad, complementariedad y relacionalidad entre humanos, y la naturaleza; dicha forma de convivencia exige el pensamiento ancestral, colectivo, porque la buena vida no puede ser entendida desde la perspectiva del individualismo."

⁸¹ "Los pueblos indígenas andinos aportan a este debate desde otras epistemologías y cosmovisiones y nos plantean el *sumak kawsay*, la vida plena. La noción de desarrollo es inexistente en la cosmovisión de estos pueblos, pues el futuro está atrás, es aquello que no miramos, ni conocemos; mientras al pasado lo tenemos al frente, lo vemos, lo conocemos, nos constituye y con él caminamos. El pensamiento ancestral es eminentemente colectivo. La concepción del Buen Vivir necesariamente recurre a la idea del «nosotros» porque el mundo no puede ser entendido desde la perspectiva del «yo» de Occidente. La comunidad cobija, protege, demanda y es parte del nosotros. La comunidad es el sustento y es la base de la reproducción de ese sujeto colectivo que todos y cada uno «somos». De ahí que el ser humano sea concebido como una pieza de este todo, que no puede ser entendido sólo como una sumatoria de sus partes. La totalidad se expresa en cada ser y cada ser en la totalidad. De ahí que hacer daño a la naturaleza es hacernos daño a nosotros mismos. El *sumak kawsay*, o vida plena, expresa esta cosmovisión. Alcanzar la vida plena es la tarea del sabio y consiste en llegar a un grado de armonía total con la comunidad y con el cosmos." (SENPLADES, 2009,p.33)

dans une vision très attachée à l'anthropologie, Walsh décrit le *Buen Vivir* (*Sumak Kawsay*) de la manière suivante:

“In its most general sense, buen vivir denotes, organizes, and constructs a system of knowledge and living based on the communion of humans and nature and on the spatial-temporal-harmonious totality of existence. That is, on the necessary interrelation of beings, knowledges, logics, and rationalities of thought, action, existence, and living. This notion is part and parcel of the cosmovision, cosmology, or philosophy of the indigenous peoples of Abya Yala.” (Walsh, 2010, p. 18)

Bien que le *Buen Vivir* soit le cœur du débat sur le développement et la croissance, il reste encore attaché à une vision qui peut être qualifiée d'anthropologique et ethnique. Nous allons maintenant analyser la vision du *Buen Vivir* à partir du post-développement.

III.1.2.3. Le *Buen Vivir* et le post-développement

Dans les courants du post-développement, il y a des références au *Buen Vivir*, comme par exemple chez Aram Ziai (2013) qui se demande si la matrice indigène peut remplacer le développement :

“There is an increasing awareness of indigenous concepts which could replace the now dominant notion, concepts like “buen vivir” (“sumak kawsay” in Kichwa) (Gudynas 2011), “ubuntu” (Andreasson 2007) or “haq” (Madhok 2009). In the words of Rahnema (1997: 391): “The end of development should not be seen as an end to the search for new possibilities of change.” It should be seen as the beginning of less Eurocentric and vague notions of change.” (Ziai, 2013, p. 134).

Serge Latouche dans son livre *Pour sortir de la société de consommation : Voix et voies de la décroissance* fait référence de manière furtive au concept de *Sumak Kawsay* mais ne le problématise pas (Latouche, 2010). Pierre Ariès a repris l'idée de Bien Vivre contenue dans le concept de *Sumak Kawsay* pour proposer un décrochage avec le productivisme et la consommation dans les sociétés modernes (Ariès, 2012). Il y a aussi la traduction au français d'un texte d'Alberto Acosta, « Le *Buen Vivir*. Pour imaginer d'autres mondes » (Acosta, 2014). Alberto Acosta a été Président de l'Assemblée Constituante de l'Équateur, qui en 2008 a inclus le concept de *Sumak Kawsay* comme

alternative au développement économique. Il reprend le concept du post-développement que nous avons déjà étudié.

Aux États-Unis, il y a un intérêt pour le concept du *Buen Vivir* dans les universités et centres de recherche liés à l'Amérique latine. Par exemple, Sarah A. Radcliffe part du débat équatorien, démontrant une connaissance très pointue des enjeux de ce pays, qui problématise la notion de *Sumak Kawsay*:

“To fully understand Sumak Kawsay (SK) development’s context and meaning as a form of governmentality means examining how an antineoliberal electoral victory led to putative postneoliberal macroeconomics, as well as social movement input into constitutional change and social policy formulation, and in turn how these translated into an emergent postneoliberal governmentality. Two key findings emerge from this analysis. First, analyzing SK as a form of governmentality and pastoral power reveals the difficulty of making a definitive break from neoliberalism. Second, the implementation of postneoliberal measures remains strongly – perhaps irredeemably – conditioned by postcolonial exclusions” (Radcliffe, 2012, p. 243).

De sa part, Bernal Angélica, de l'Université du Massachusetts, considère que le discours du *Buen Vivir* a été utilisé par le gouvernement équatorien pour justifier ses dérives extractivistes et la criminalisation des mouvements sociaux. L'incorporation du Bien Vivre à la Constitution équatorienne, souligne Bernal, a permis la re-colonisation de la nature (Bernal, 2013, p. 28).

De même, Arturo Escobar se demande si le *Buen Vivir* des pays andins représente l'essor du post-néolibéralisme et du post-développement. Pour comprendre la situation politique des gouvernements de gauche et centre-gauche latino-américains, appartenant au « tournant post-néolibéral », Escobar mène une étude très fine des processus politiques au Venezuela, en Équateur et en Bolivie. Dans cette recherche, il met en avant le fait que le *Buen Vivir* représente une rupture conceptuelle avec les modèles de croissance et de développement mis en place dans ces pays depuis plus de soixante ans. Pour lui, le *Buen Vivir* renvoie à une ontologie des relations, opposée à l'ontologie de la modernité, qu'il appelle la « dualité ontologique ». Or, cette « ontologie relationnelle » est la caractéristique la plus importante du *Buen Vivir*. En effet, à partir de ce concept, on peut considérer les luttes des mouvements indigènes comme des luttes ontologiques:

“Stated in anthropological and philosophical terms, many place-based worlds can be seen as instances of relational worldviews or ontologies. Relational ontologies are those, which eschew the divisions between nature and culture, individual and community, us and them that are central to the modern ontology (that of liberal modernity). This is to say that some of the struggles in Bolivia (and in other parts of the continent, including struggles for autonomy in Chiapas and Oaxaca, indigenous and afro struggles and some peasant struggles in Colombia, Peru, Ecuador, Guatemala, and other countries) can be read as *ontological struggles*.” (Escobar, 2010, p. 39).

Par ailleurs, le *Buen Vivir* commence à prendre de l’importance dans les débats sur les théories du développement, et le concept est considéré soit comme un nouveau paradigme de développement, soit comme son refus radical (Gudynas, 2011).

En Amérique latine, le débat sur le *Sumak Kawsay* est en plein essor. Ana Patricia Cubillo et Antonio Hidalgo-Capitan, dans leur recherche sur le concept de *Sumak Kawsay* ont identifié plus de 400 références bibliographiques faisant référence à ce concept, provenant de sources académiques latino-américaines, dont la majorité date de la dernière décennie (Hidalgo-Capitán & Cubillo, 2013).

III.1.2.4. Les nouvelles postures épistémologiques

L’identification des points centraux du débat sur le *Buen Vivir* illustre l’écart entre la production scientifique des pays du Nord et celle des pays du Sud. La portion dominante des centres de recherche et universités du Nord sont d’habitude préoccupés par les problèmes économiques de leurs sociétés, et son regard sur la production intellectuelle du Sud ne modifie pas ses cadres théoriques et épistémologiques, en dépit de la prétention universelle de la pensée moderne.

La production intellectuelle s’exerce dans un sens : du Nord au Sud. Les chercheurs latino-américains E. Lander et W. Mignolo (Mignolo, 2001 ; Lander, 2000) ont déclaré que la connaissance est aussi un enjeu géopolitique et qu’elle exprime les rapports hiérarchiques Nord-Sud. En effet, il est très difficile qu’un concept né dans le Sud puisse devenir un concept hégémonique dans le Nord, et pire encore s’il s’agit d’un concept critique qui conteste les lectures développées dans le Nord. Mais, en revanche, il est très courant qu’un concept hégémonique produit par le Nord devienne *mainstream* dans le Sud (Lander, 2000).

Le *Buen Vivir* prend part à cette géopolitique de la connaissance. Il s'agit d'un concept critique à l'égard d'un discours puissant et hégémonique, celui du développement et de l'économie. Il démontre aussi que tout processus politique de changement historique est complexe et qu'il doit mettre en cause les cadres épistémologiques qui structurent leurs connaissances. Ce concept démontre aussi qu'il est difficile d'établir un dialogue théorique entre le Nord et le Sud, parce que dans cette relation s'exercent des rapports hiérarchiques à un niveau théorique.

Mais il faut préciser que le Nord est un concept politique et non géographique. Le concept politique du Nord fait référence à la disposition d'un ordre du savoir qui est toujours en rapport avec des conditions déterminées et des relations de domination au niveau géopolitique (Mignolo, 2001). Le *Buen Vivir* ressort des efforts théoriques réalisés dans le Sud pour comprendre sa réalité.

III.1.3. Le contexte historique du Buen Vivir

Le *Buen Vivir* est lié aux processus de mobilisation sociale menés en Amérique latine dans les années 1980 et 1990, à la suite des politiques d'ajustement économique et des réformes structurelles qui ont été étudiées dans les Chapitres 1 et 2. Alors même que le concept de développement économique a été créé dans des centres de recherche et des universités avec un cadre théorique et épistémologique très spécifique, le *Buen Vivir* appartient aux processus sociaux de résistances contre la montée de la mondialisation de l'économie.

Cela marque une différence importante au niveau théorique entre le discours du développement économique et celui du *Buen Vivir*. Le discours du développement économique est une création *ex ante* encadrée par sa propre structure théorique, épistémologique et institutionnelle, alors que le *Buen Vivir* est une création *ex post* et encadrée par un contexte de mobilisation sociale et politique.

Pour saisir la portée de cette différence épistémologique et en dégager les conséquences théoriques pour le *Buen Vivir*, on propose de décrire l'incorporation du *Buen Vivir* dans les mouvements sociaux latino-américains. Cette description pourra nous aider à mieux comprendre la portée critique du *Buen Vivir* et sa structure théorique, et à en saisir les différents courants.

Tout d'abord, rappelons que le *Buen Vivir* est né dans la montée des résistances à la mondialisation de l'économie et qu'il a été proposé pour s'opposer aux politiques de réforme structurelle de la Banque Mondiale et du FMI. Il y a donc un rapport direct entre le discours du *Buen Vivir* et les transformations institutionnelles mises en œuvre à partir des réformes structurelles. Pour faire face à ces réformes structurelles, les mouvements sociaux latino-américains ont dû se réinventer et réinventer le champ de la politique et leurs discours. L'espace de changement a été celui de la mobilisation sociale et de l'innovation discursive. Le *Buen Vivir* appartient au champ de l'innovation conceptuelle produite par le Sud et conforme aux problématiques de ses sociétés.

Par ailleurs, le champ discursif des mouvements sociaux latino-américains est foisonnant de nouvelles expressions, théories, concepts et idées, comme par exemple : « *mandar obedeciendo* » (commander en obéissant), « changer le monde sans prendre le pouvoir », « tout pour tous et rien pour nous », « ça suffit ! », « un monde dans lequel rentre tous les mondes », « unité dans la diversité », « État Plurinational », et Sumak Kawsay – Sumak Qamaña (Bien Vivre), sont les slogans et les expressions les plus représentatifs des nouveaux mouvement sociaux latino-américains⁸².

Dans les mouvements sociaux de la région, on ne parle pas de progrès, de croissance, de consommation, d'élections, de stabilité, de bonne gouvernance, etc., parce que ces termes appartiennent à la Banque Mondiale et au FMI (Gaudichaud, 2011). L'univers discursif qui se déploie avec les mouvements sociaux latino-américains se forge un espace autonome, détaché des univers discursifs propres aux systèmes politiques de la région et à la coopération au développement. Le *Buen Vivir* exprime le besoin de s'attacher aux racines historiques et communautaires, et d'entrer en relation avec les autres pour mieux résister à la mondialisation de l'économie.

Les mobilisations se déployaient contre ce discours, ses impositions et ses conséquences. Cependant, les mobilisations en opposition au néolibéralisme économique et politique représentent la création d'un espace de confluence d'acteurs sociaux divers et pluriels. On y trouve des syndicats, mais aussi des organisations paysannes, les mouvements indigènes et un réseau d'organisations populaires, dont

⁸² Pour un compte rendu des mouvements sociaux en Amérique latine, leurs discours et leurs pratiques, voir Cúneo & Gascó (2013). Voir aussi Gaudichaud (2011).

celles créées dans le sillage de la Théologie de la Libération, de l'Église des Pauvres, nommées « communautés ecclésiales de base » (Holloway, 2007).

La convergence de ces mouvements sociaux représente un mélange important, dans laquelle aucun groupe ne peut imposer ses vues aux autres. Leur dynamique interne relève du consensus du fait de sa diversité mais aussi du rejet commun du système politique, et des partis politiques traditionnels qu'ils accusent d'être les relais du néolibéralisme. Dans ce sens, ils sont très proches des concepts développés par Hardt et Negri pour décrire les comportements des individus contre les structures de domination hiérarchique dans les sociétés modernes (Hardt & Negri, 2004).

Les mouvements sociaux sont très éloignés des pratiques traditionnelles des partis politiques, dans lesquels on trouve presque toujours la confirmation de l'hypothèse de Michels (Michels, 1962). En effet, pour Michels, les partis politiques sont des machines à remporter les élections et relèvent, *in fine*, de structures oligarchiques. En revanche, les mouvements sociaux qui se constituent dans cette période, notamment en Amérique latine, sont des structures plus ouvertes et plurielles. Ils ont fait du consensus le moyen de gérer les accords et les désaccords (Escobar & Alvarez E., 1993). Leurs pratiques s'établissent dans la contestation directe à la mise en place des réformes structurelles et du changement institutionnel.

Dans ce champ conflictuel, quelques événements marquants sont à relever. Ainsi, en 1990 se déroule le tout premier soulèvement indigène du continent, en Équateur, avec un programme politique anti-néolibéral et opposé aux réformes structurelles, notamment contre la mise en place d'un marché des terres sur les territoires indigènes (Lucero, 2008). En 1989 à Caracas, la mise en place d'un programme d'ajustement accordé avec le FMI et la Banque Mondiale par le gouvernement de Carlos Andrés Pérez, déclenche des émeutes populaires qui se soldent par des centaines de morts et de blessés. Cet événement est connu comme le « *Caracazo* » (López Maya & Lander, 2001).

Par ailleurs, en 1992, comme nous l'avons déjà mentionné, des mobilisations ont lieu partout en Amérique latine contre les célébrations de l'arrivée des européens sur le continent, avec pour mot d'ordre « Aux 500 ans, la résistance continue ! ». En 1994, suite à la signature du traité de libre-échange entre le Canada, les États Unis et le Mexique, (ALENA), il y a un soulèvement des indigènes de la région du Chiapas, organisé sous la

bannière de l'Armée Zapatiste pour la Libération Nationale (EZLN). L'agenda politique des « zapatistes » est aussi anti-néolibérale et leur consigne « Ça suffit ! » (*Ya Basta !*) résonne dans tout le continent (Díaz-Polanco, 2007; Holloway, 2007). La même année, les indigènes de l'Équateur se sont soulevés contre le projet de modernisation capitaliste rurale mis en place par la Banque Mondiale et le FMI (Bretón, 2014).

En 1998, c'est au tour de la France et du Canada qui manifestent contre l'Accord Multilatéral des Investissements (AMI), négocié en cachette par l'OCDE, et qui a échoué suite aux mobilisations sociales dans toute l'Europe (Le Monde Diplomatique, 1998). La cible de ces mobilisations était le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC. Cependant, le point d'orgue de ces mobilisations aura lieu dans la ville de Seattle, aux États Unis, dans la réunion conjointe du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC, en 1999. La réunion conjointe de ces institutions a finalement échoué, grâce à l'ampleur des mobilisations sociales à Seattle. C'était la première fois qu'une résistance à l'échelle globale arrivait à enrayer les rouages de la globalisation néolibérale. Seattle est devenu l'événement le plus important dans les résistances au néolibéralisme (Beauzamy, 2004).

En effet, les réunions conjointes du FMI, de la Banque Mondiale et de l'OMC prévues à Gênes et Prague en 2000 et 2001, respectivement, ont aussi échoué grâce aux mobilisations populaires. À l'époque, le FMI est devenu la « bête noire » de tous les mouvements sociaux du monde et le néolibéralisme est apparu comme l'idéologie du pouvoir d'une manière claire. En 2001, le Forum Social Mondial, dans sa première édition et dans le sillage des résistances contre le néolibéralisme, se déroule dans la ville brésilienne de Porto Alegre, une des premières villes tenues par le Parti des Travailleurs du Brésil (Houtart & Polet, 2000).

En 2001, la « guerre de l'eau » éclate dans la ville de Cochabamba en Bolivie (Global Water Partnership, 2002). Cet événement est provoqué par la privatisation de l'eau imposée par la Banque Mondiale. Par ailleurs, dans le même pays, en 2003, c'est au tour de la « la guerre du gaz », cette fois dans la ville d'El Alto, suite à la privatisation du gaz et dans la continuité des réformes structurelles néolibérales (Perreault, 2006). En Argentine, les privatisations liées à la politique monétaire à partir du système de convertibilité, un schéma pensé depuis le FMI et la Banque Mondiale, s'écroule et mène à la faillite du pays durant la crise de 2001 (Cortés Conde, 2003).

En Équateur, on assiste à la dérégulation du système financier et bancaire, avec la libéralisation de la balance des paiements et la libéralisation des taux d'intérêts, mesures, là encore, prônées par le FMI et la Banque Mondiale, qui vont précipiter le pays dans une crise économique sans précédent en 1999, débouchant sur la disparition de sa monnaie, le Sucre. En effet, pour sortir de la crise, le pays a dû dollariser son économie (Ponsot, 2003).

Dans le sillage de ces résistances, l'arrivée au pouvoir de gouvernements anti-néolibéraux est un événement marquant pour comprendre la portée du concept de *Buen Vivir* (Gaudichaud, 2011). En 1998, le parti de gauche Mouvement Cinquième République (Movimiento Quinta República, MVR) va remporter les élections au Venezuela et porter le colonel Hugo Chávez Frías à la tête du pouvoir. En 2003, le Parti des Travailleurs au Brésil gagne les élections avec Ignacio « Lula » Da Silva, un ancien leader syndical. La même année, le Front pour la Victoire (*Frente para la Victoria*) remporte les élections en Argentine, avec à sa tête Nestor Kirchner, un péroniste de gauche qui s'était opposé aux privatisations et aux programmes d'ajustement néolibéraux et avait prôné une plus grande dépense publique au profit des plus pauvres. En 2005, le leader syndical bolivien d'origine indigène, Evo Morales, gagne les élections avec le parti Mouvement Au Socialisme (MAS). Finalement, en 2006, Rafael Correa, gagne les élections en Équateur et propose une Révolution Citoyenne pour « sortir de la longue nuit du néolibéralisme ». Il faut souligner que le gouvernement équatorien de Rafael Correa a chassé de son pays le FMI et la Banque Mondiale, et a entamé un processus d'audit de toute la dette extérieure (CAIC, 2008).

Tout ce processus historique de résistances au néolibéralisme a mené à des changements profonds, notamment en Amérique du Sud, dont les principales avancées ont été de freiner les réformes structurelles, récupérer le rôle de l'État, protéger les plus pauvres, reprendre la planification publique, et en finir avec les politiques d'austérité budgétaire et de discipline fiscale. Ce moment politique a été qualifié de « tournant post-néolibéral » (Sader, 2008).

Finalement, il faut aussi prendre en compte que ces processus de résistance sociale ont aussi constitué un procès d'innovation théorique et épistémologique. Ce processus d'innovation théorique a été qualifié d'« épistémologies du Sud ». Le *Buen*

Vivir fait partie d'une sociologie émergente qui va à l'encontre d'une sociologie des absences. Le *Buen Vivir* fait appel à une écologie des savoirs pour un véritable dialogue interculturelle (De Sousa Santos, 2010).

Comme nous venons de le voir, le concept de *Buen Vivir* est le résultat d'un parcours historique d'un ensemble d'acteurs sociaux qui se sont opposés à la mise en place des réformes structurelles néolibérales, parce qu'elles nuisaient à leurs conditions de vie. Le *Buen Vivir* ne naît pas dans un centre de recherche, il est au contraire le résultat d'une praxis historique concrète. Il est ainsi l'expression des mobilisations sociales en quête d'alternatives face au discours dominant. C'est une production théorique qui émerge de la *multitude* dans le sens que Hardt et Negri donnent au terme (Hardt & Negri, 2004).

Nous pouvons dès lors établir quelques conclusions concernant la trajectoire du concept et ses usages:

(1) Le *Buen Vivir* rappelle que le développement économique est un champ traversé par des forces sociales contradictoires. La naissance du discours du *Buen Vivir* s'explique dans la confrontation de deux dynamiques historiques : celle des Institutions Financières Internationales et de la coopération au développement qui promeuvent la mondialisation de l'économie, et celle des résistances sociales à l'encontre des réformes structurelles.

(2) Dans cette confrontation, les Institutions Financières Internationales imposent leur projet à partir d'une légitimation *ex ante* établie par la structure logique et épistémologique de son discours économique, tandis que les mouvements sociaux résistent en utilisant comme cadre de référence leur cosmovision et cosmogonie propre.

(3) Le discours du *Buen Vivir* possède une structure théorique plus ouverte aux besoins spécifiques des secteurs sociaux dominés, tandis que le discours dominant du développement a une structure théorique beaucoup plus stricte et hermétique. Le *Buen Vivir* représente en dernière instance un discours alternatif au développement formulé par la *multitude* du Sud, tandis que le développement économique est un discours d'intervention produit par le champ académique du Nord.

(4) À la différence d'autres concepts théoriques du développement, il est difficile de comprendre la portée du discours du *Buen Vivir* sans envisager les enjeux politiques et sociaux qui l'entourent.

(5) Le *Buen Vivir* fait partie d'une épistémologie du Sud. Comme toute épistémologie du Sud, il est soumis à la « sociologie des absences et les expériences ignorées » (De Sousa Santos, 2010) et, pour autant, tombe dans l'oubli ou l'indifférence. Alors que le discours du développement économique a réagi aux critiques du post-développement et voire à celles de la décroissance, il n'a pas encore établi de stratégies face au discours du *Buen Vivir*.

(6) Le *Buen Vivir* exprime la convergence de discours contre-hégémoniques, développés par une pluralité d'acteurs sociaux, qui fait appel au pluralisme et au consensus. Le *Buen Vivir* est l'expression historique de l'unité dans la diversité.

(7) Le *Buen Vivir* est le refus radical du discours néolibéral et des institutions qui le reproduisent. Le *Buen Vivir* a donc l'intention de se convertir en une alternative au discours néolibéral.

III.1.4. Le cadre institutionnel du *Buen Vivir*

Le discours du *Buen Vivir* a été le point de repère que les mouvements sociaux latino-américains ont utilisé pour établir une distance avec les notions traditionnelles de croissance et développement qui ont été utilisées durant la période néolibérale pour mettre en place une nouvelle architecture institutionnelle. Le *Buen Vivir*, comme stratégie de résistance sociale, a été incorporé par les mouvements indigènes de la région à partir de deux dimensions stratégiques : la notion d'État Plurinational et la pluralité dans l'économie (CONAIE, 2011).

En fait, l'économie est traversée par des logiques non-marchandes : communautaires, associatives, coopératives, entre autres. Le *Buen Vivir* établit la possibilité d'intégrer la pluralité de ces secteurs économiques dans une démarche de politique publique qui vise à récupérer la planification de l'État. En effet, avec ce concept, les processus constitutionnels de l'Équateur et de la Bolivie ont ouvert la voie à une autre manière de concevoir le rapport entre développement et société. Ainsi, avec le *Buen Vivir*, plusieurs voies sont envisageables:

(1) Prendre des distances symboliques avec les notions traditionnelles de croissance économique, développement économique, marchés autorégulateurs, individualité, privatisation, entre autres, et qui dans les imaginaires symboliques de la société restent attachées aux réformes structurelles du FMI et à la Banque Mondiale. Le *Buen Vivir* incorpore d'autres imaginaires au développement et établit une coupure radicale avec le discours de la croissance économique.

(2) Mettre en place une architecture institutionnelle qui soit en accord avec les nouvelles exigences politiques et les nouvelles demandes sociales, comme la responsabilité de l'État envers les citoyens, le retour des institutions qui avaient été détruites par les réformes néolibérales, notamment la planification de l'État et la récupération de la capacité régulatrice de l'État. De cette manière, le *Buen Vivir* est radicalement opposé au discours de liberté des marchés autorégulateurs de l'économie néoclassique.

(3) Associer les mouvements indigènes, les plus puissantes organisations du mouvement social, aux nouvelles démarches étatiques et aux mécanismes institutionnels.

(4) Définir un horizon à long terme qui puisse transformer la conception du développement et du progrès historique mais dans un registre plus en accord avec les processus de changement politique. Le *Buen Vivir* ne nie pas le bien-être social, il essaye plutôt de définir de nouvelles voies pour y parvenir.

Le *Buen Vivir* va devenir, par conséquent, un nouveau discours dans la transition du néolibéralisme à une nouvelle période historique en Amérique latine nommée « post-néolibéralisme » (Sader, 2008). En effet, la plupart des gouvernements issus des mobilisations sociales en Amérique Latine ont exprimé leur désaccord à l'égard du néolibéralisme. C'est en définitive un concept qui permet l'articulation entre l'économie, la politique, les revendications sociales et une nouvelle architecture institutionnelle étatique.

III.1.4.1. Le *Buen Vivir* dans les Constitutions de l'Équateur et la Bolivie

L'incorporation du *Buen Vivir* dans les textes constitutionnels de l'Équateur et la Bolivie en 2008 a relancé le débat sur le *Buen Vivir* (Wilhelmi, 2013). Ce discours délaisse le champ des mouvements sociaux et de la résistance pour devenir un discours d'État. En tant que discours d'État, le *Buen Vivir* doit légitimer et justifier les politiques publiques de l'État. Ce changement implique une transformation du discours du *Buen Vivir*. Pour devenir un discours d'État, le *Buen Vivir* doit se délester de son volet critique et antiétatique.

Ainsi, une aporie se fait jour dans le discours du *Buen Vivir* : lorsqu'il appartient aux mouvements sociaux, il peut être utilisé pour contester l'État, mais lorsqu'il devient un discours d'État, il doit se limiter et se présenter comme une idéologie qui va justifier les pratiques politiques de l'État, même si celles-ci vont à l'encontre des intérêts des mouvements sociaux.

Cette aporie s'explique par le fait que le *Buen Vivir* est incompatible avec l'État libéral. La logique et le cadre épistémologique du *Buen Vivir* est différente de la logique et la structure de l'État libéral moderne (Oviedo Freire, 2011). D'abord, l'État moderne s'est construit sur la base d'un individu, le citoyen, détaché de tout rapport avec sa société. À cela s'ajoute le fait qu'en Amérique latine, l'État-nation s'est construit à partir de la violence exercée contre les indigènes (Dussel, 1994). Dans le *Buen Vivir*, il n'est pas possible de considérer un individu détaché de sa société, de la même manière qu'il n'est pas possible non plus qu'un État n'intègre pas la diversité. Le concept de citoyen n'entre pas dans la conception du *Buen Vivir* parce qu'il faut reconnaître qu'il y a des citoyennetés différenciées (De Sousa Santos, 2010). Le *Buen Vivir* n'est compatible qu'avec un type d'État : celui qui reconnaît l'Autre en tant qu'Autre. C'est pour cela que la plupart des théoriciens du *Buen Vivir*, ainsi que les mouvements sociaux, revendiquent un autre État, l'État Plurinational (Almeida, 2012).

Lorsque le *Buen Vivir* s'intègre à l'État-Nation libéral, il perd alors sa cohérence et se convertit en un discours qui peut être utilisé pour légitimer des dérives contradictoires, comme celles de l'extractivisme. Cela ressort de l'usage du *Buen Vivir/Sumak Kawsay* dans la Constitution équatorienne :

« Art. 275. Le régime de développement est l'ensemble organisé, soutenable et dynamique des systèmes économiques, politiques, socioculturels et environnementaux qui garantissent la réalisation du *Bien-Vivre*, du *Sumak Kawsay*. L'État planifiera le développement du pays afin de garantir l'exercice des droits, la consécution des objectifs du régime du développement et les principes consacrés dans la Constitution ... Le Bien-Vivre requerra que les personnes, communautés, peuples et nationalités jouissent effectivement de leurs droits et puissent les exercer avec responsabilité dans le cadre de l'inter-culturalité, du respect aux diversités, et de la coexistence harmonique avec la nature. » (Asamblea Nacional del Ecuador, 2008).

La notion de *Buen Vivir/Sumak Kawsay* dans le discours officiel du gouvernement équatorien assume que le discours du développement peut découler d'un autre registre symbolique, avec la même promesse émancipatoire que celle de la modernité. Par ailleurs, dans le cas de l'Équateur, on peut souligner que la notion est liée à celle des droits libéraux qui vont contre le « principe de relation » et celui de sujet communautaire (Oviedo Freire, 2012).

Cela permet de comprendre que la notion de *Buen Vivir* a été réduite à une vision libérale et multiculturelle éloignée de ses racines. Le sens original du *Buen Vivir* est galvaudé dans la mesure où il est radicalement opposé à toutes les formes de développement et de modernité qui vont à l'encontre de l'altérité. Il endosse une signification qui permet une utilisation stratégique en accord avec le développement moderne.

En revanche, dans la Constitution bolivienne, on peut constater une vision plus indigéniste du *Suma Qamaña*, pendant aymara de la notion de *Buen Vivir* qui met l'accent sur une démarche éthique :

« Article 8.I. L'État assume et promeut comme principes éthico-moraux de la société plurielle: *ama qhilla*, *ama llulla*, *ama suwa* (ne soit pas paresseux, ne soit pas menteur, ne soit pas voleur), *suma qamaña* (Bien-Vivre), *ñandereko* (La Vie en harmonie), *teko kavi* (la belle vie), *ivi maraei* (la terre sans mal) et *qhapaj ñan* (le sentier ou la vie noble). » (Asamblea Legislativa Plurinacional de Bolivia, 2008)

Les notions de *Buen Vivir*, dans le cas bolivien, s'articulent autour de la convivialité et de la diversité des peuples indigènes. La notion de *Suma Qamaña* est

utilisée pour encadrer les relations sociales à partir d'une nouvelle démarche éthique, et à la différence du cas équatorien, détachée du régime de production. En effet, il est établi que :

« Article 308.I. l'État reconnaît, respecte et protège l'initiative privée, pour contribuer au développement économique, social et fortifier l'indépendance économique du pays. »

« Article 311.I. Toutes les formes d'organisation économique établies dans cette Constitution jouiront d'égalité juridique devant la loi.

I. L'État exercera la direction intégrale du développement économique et leurs processus de planification. » (Asamblea Legislativa Plurinacional de Bolivia, 2008)

Alors, tandis que dans le cas de l'Équateur la notion de *Buen Vivir* permettait d'encadrer le régime de production dans une certaine acception moderne du développement, débouchant sur un néo-développement et un productivisme effréné, encadrés par une conception libérale des droits, dans le cas bolivien, le régime de production est encadré directement par l'État. Le concept de *Buen Vivir* distingue le régime de production et l'éthique de la convivialité sociale.

Nous avons donc deux versions du même discours : dans le cas de l'Équateur, le *Buen Vivir* sert à légitimer les politiques étatiques, tandis qu'en Bolivie, le *Buen Vivir* représente le point d'ancrage de la coexistence sociale dans une démarche éthique et sans rapport avec le régime de production.

III.1.4.2. Apories et contradictions sociales du *Buen Vivir*

L'incorporation du *Buen Vivir* dans la structure de l'État libéral soulève un certain nombre de questions. La trajectoire théorique du *Buen Vivir* renseigne sur l'exigence d'une transformation politique de l'État pour éviter les apories et les contradictions inhérentes à l'instrumentalisation moderne de ce concept.

Le concept du *Buen Vivir* dans le tournant post-néolibéral s'est converti en un concept stratégique pour articuler le besoin de légitimation sociale de la part des régimes politiques « post-néolibéraux » et pour promouvoir l'idée d'un nouveau rôle de l'État. Son incorporation au discours et à la logique de l'État va provoquer des conflits sociaux importants, que l'on va tenter d'analyser à la lumière de deux cas particuliers.

a) La Bolivie et le conflit du TIPNIS

En 2008, le gouvernement bolivien signe un accord avec l'entreprise brésilienne OAS, pour construire une autoroute qui diviserait en deux un territoire indigène et réserve naturelle, le « *Territorio Indígena del Parque Nacional Isiboro Sécuré* » (TIPNIS). Le gouvernement brésilien du Président « Lula » Da Silva a engagé des ressources économiques pour entamer les travaux avec la Banque de Développement du Brésil, la BNDES. Or, la Constitution bolivienne établit que dans le cas d'un territoire indigène, du fait du caractère autonome octroyé à ces territoires, toute intervention doit faire l'objet d'une consultation préalable de la population concernée. En outre, toute réserve naturelle est protégée par la loi, interdisant les grands travaux pouvant nuire à l'environnement.

Malgré ces dispositions constitutionnelles et juridiques, le gouvernement bolivien du Président Evo Morales n'a mené aucune consultation et il n'a pas non plus respecté les dispositions normatives sur la protection de l'environnement. Cela a donné lieu à des mobilisations sociales qui rejetaient le projet et d'autres qui le soutenaient (Saavedra, 2012).

Pour le gouvernement bolivien, il s'agissait de stimuler le développement, en dotant le pays de routes qui permettraient l'ouverture de ces territoires à une exploitation « rationnelle » des ressources, y compris le tourisme. Avec les recettes de l'exploitation de ces ressources, le gouvernement argumentait qu'il allait pouvoir financer les dépenses publiques de santé, d'éducation et de lutte contre la pauvreté.

Le paradoxe est que certaines organisations indigènes se sont rangées du côté du gouvernement pour soutenir le projet, sous l'effet des arguments de développement, de possibilité de nouvelles terres pour l'agriculture et d'ouverture d'un passage avec le Brésil, le plus grand marché de la région. De l'autre côté, les organisations critiques luttent pour protéger la biodiversité, l'équilibre biologique, les peuples ancestraux présents sur ces territoires, et défendre les réserves naturelles les plus importantes du pays. Josef Estermann décrit l'évènement de la manière suivante:

« Une partie du gouvernement – l’aile « développementiste » avec le vice-président et idéologue marxiste Álvaro García Linera en tête-, secteurs des soi-disant « communautés interculturelles » (en réalité : « des colonisateurs ») y compris beaucoup d’aymaras et de quechuas des terres hautes (Confederación Sindical de Comunidades Interculturales de Bolivia: CSCIB), les associations de cocaleros, la *Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia* (CSUTCB), et la *Confederación Nacional de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias de Bolivia-Bartolina Sisa* (CNMCIQB-BS), se sont prononcés dans le conflit à faveur du projet ... un autre partie du gouvernement, -l’aile « pachamámica » avec le chancelier David Choquehuanca en tête-, le *Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullusuyu* (CONAMAQ) et la *Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia* (CIDOB), rejoints par les opportunistes du moment (la droite oligarchique ; écologistes, classe moyenne, intellectuel etc), sont en lutte contre le projet ... » (Estermann, 2012, p. 13)⁸³.

Par ailleurs, le gouvernement bolivien va utiliser la violence pour trancher le problème. L’armée bolivienne et la police seront utilisées pour occuper de façon violente les installations des organisations opposées au gouvernement, en l’occurrence la CIDOB et la CONAMAQ. Certains leaders populaires qui se sont opposés au projet ont été emprisonnés. Le gouvernement bolivien a accusé les opposants d’être des alliés de l’impérialisme américain et des intérêts oligarchiques du pays qui empêchent le développement et le bien-être des boliviens.

b) L’Équateur et le cas Yasuní-ITT

Dans le cas équatorien, le gouvernement de Rafael Correa et son parti politique *Alianza País* partageaient au départ la vision des mouvements sociaux et, notamment, avec les organisations indigènes et écologistes. Pour ce faire, le gouvernement a fait siennes leurs revendications, et notamment dans le cas du Parc Yasuní-ITT, accueillant la plus grande biodiversité du monde, celle de le protéger de l’extractivisme pétrolier. Le gouvernement s’est engagé dans un programme tout à fait inédit prévoyant la non-

⁸³ “Una parte del Gobierno –el ala “desarrollista” con el vicepresidente e ideólogo marxista Álvaro García Linera a la cabeza–, sectores de las llamadas “comunidades interculturales” (en realidad: “colonizadores”) que incluyen muchos aimaras y quechuas de las tierras altas (Confederación Sindical de Comunidades Interculturales de Bolivia: CSCIB), las asociaciones de cocaleros, la Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB), y la Confederación Nacional de Mujeres Campesinas Indígenas Originarias de Bolivia-Bartolina Sisa (CNMCIQB-BS), se pronunciaron en el conflicto a favor del proyecto ... Otra parte del Gobierno – el ala “pachamámica” con el canciller David Choquehuanca a la cabeza–, el Consejo Nacional de Ayllus y Markas del Qullusuyu (CONAMAQ) y la Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia (CIDOB), junto a los oportunistas del caso (derecha oligárquica; ambientalistas; clase media intelectual; etc.), están luchando contra el proyecto ...”

exploitation du pétrole en échange d'une compensation des pays riches (Acosta, Gudynas, Martínez, & Vogel, 2009). Cet engagement représentait une avancée dans les accords de Kyoto pour soulager le réchauffement climatique. Le gouvernement équatorien pensait recueillir de la coopération internationale environ 3.6 milliards de dollars, et ainsi éviter l'émission de carbone provoquée par l'extraction de 846 millions de barils de pétrole.

Le Parc Yasuní-ITT, en plus d'être une réserve naturelle d'une incroyable diversité, est aussi le foyer des derniers peuples indigènes non contactés ou en isolement volontaire, les Tagaeris et Taromenanes. Donc, la préoccupation du gouvernement équatorien pour conserver ces territoires et les protéger des dérives extractivistes était un atout pour son régime, car il pouvait démontrer son engagement à l'égard de la protection de la nature, de la lutte contre le réchauffement climatique, et de la protection des droits des peuples non contactés.

De surcroît, la proposition allait dans le sens de l'engagement des gouvernements, en particulier des pays riches, pour lutter contre le dérèglement climatique en soutenant avec des ressources économiques les recettes perdues par le pays. Il s'agissait d'une démarche tout à fait nouvelle et différente des programmes REDD (Réduction des Émissions par Dégradation et Déforestation). Les programmes REDD étaient, en fait, liés aux marchés du carbone et à leurs dérives spéculatives.

Dans le cas du Yasuní, la nouveauté s'élaborait à plusieurs niveaux : celui des droits des peuples non contactés à conserver leurs territoires ancestraux, la protection de la biodiversité, et l'ouverture de nouvelles initiatives économiques pour stopper le dérèglement climatique en dehors des cadres établis (Acosta, 2010). En effet, l'Initiative Yasuní-ITT du gouvernement équatorien allait au-delà des accords de Kyoto et des marchés du carbone, et obligeait les pays riches à assumer une part de responsabilité dans le réchauffement climatique par la compensation du coût environnemental global que génèrerait l'exploitation pétrolière (Sousa Santos, 2011). Pour certains pays, il s'agissait plutôt d'un chantage, malgré le fait que les 3.6 milliards de dollars exigés, représentaient moins de 0,1% des transactions sur les marchés des dérivés financiers liés aux émissions de carbone en 2015 (BIS, 2015).

Cependant, durant l'été 2013 le gouvernement équatorien met fin à l'Initiative Yasuní-ITT, malgré la pression de la société équatorienne qui avait soutenu avec force ce projet car il représentait le symbole d'un autre modèle de développement. Pour certaines organisations écologistes, l'échec de l'Initiative Yasuní ITT démontrait l'hypocrisie du discours sur le dérèglement climatique des pays les plus riches (Le Quang, 2011). Cette nouvelle conscience écologique dans le pays démontrait la profondeur des changements éthiques provoqués par le concept du *Sumak Kawsay*.

L'appel à défendre ce territoire, lancé par une organisation créée dans le cadre de la proposition initiale, les « Yasunidos », allait relancer le conflit entre le gouvernement et ces organisations. Les Yasunidos allait présenter une proposition de référendum sur l'exploitation de ce « territoire intangible » que le gouvernement de Rafael Correa allait rejeter au détriment des mécanismes de démocratie directe prévus par la Constitution. D'ailleurs, le gouvernement équatorien a utilisé la même rhétorique que son homologue bolivien, en prétextant que l'opposition à l'exploitation du Yasuní était la marque d'une appartenance à la droite oligarchique.

Les deux cas font ressortir les contradictions et les conflits lorsque les discours attachés aux mouvements sociaux se transforment en discours d'État. Le discours alternatif du *Buen Vivir* n'a pas pu changer les structures de pouvoir de l'État, et il a fini par se convertir malgré lui en un discours qui légitime la violence de l'État. L'usage stratégique de ce discours pour légitimer les structures de pouvoir politique démontre que le *Buen Vivir* est incomplet sans la création d'un État Plurinational.

Dans le cas de la Bolivie, l'emprise idéologique du discours du développement est tellement forte que cela a permis au gouvernement de convaincre les organisations indigènes de se ranger à l'avis des politiques extractivistes. En somme, pour le concept du *Buen Vivir*, la présence des organisations indigènes ne garantit pas une vision critique du développement. Le contenu critique et sa portée utopique dépendent des circonstances historiques.

III.2. Les courants théoriques associés au concept du Sumak Kawsay

Dans le processus de formulation théorique du concept du *Buen Vivir*, on trouve un débat très riche et foisonnant en Amérique latine et ailleurs. Le débat sur le *Buen*

Vivir a permis de créer un espace de confluence des réflexions théoriques, philosophiques, économiques, juridiques, sociales, et même esthétiques sur les mouvements indigènes, les mouvements sociaux, la démocratie, l'État Plurinational, et bien sûr la critique du développement, la croissance et le discours économique. Cependant, ce débat ne fait pas l'unanimité quant aux contenus et significations du *Buen Vivir*. Au contraire, il y a des courants de pensée très éloignés les uns des autres.

Pour nous orienter dans ce débat, nous allons prendre comme point de repère le travail d'Ana Patricia Cubillo, Antonio Luis Hidalgo et José Domínguez Gómez (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014), qui ont réalisé une cartographie conceptuelle du Buen Vivir/Sumak Kawsay :

« Comme résultat de la prolifération de ces travaux, le spectre intellectuel du *Buen Vivir* est devenu plus complexe et cela mérite d'être éclairci, car il ne semble pas qu'il existe un *mainstream* dans le Buen Vivir; en fait, de nombreuses contributions répondent à des logiques de pensée très différentes (Hidalgo Capitán, 2012). Précisément, étant donné les différentes approches dans la conception du *Buen Vivir*, nous avons défini notre sujet de recherche sur la pensée du Bien-Vivre en analysant leurs différents courants. » (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014, p. 30).

Pour faire une cartographie d'un concept si complexe et en plein essor, Cubillo, Hidalgo-Capitán et Domínguez ont utilisé le concept de « paradigmes compétitifs » sur un ensemble de plus de 400 références bibliographiques afférentes au *Sumak Kawsay* (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014, p. 31). D'après leur analyse, ils ont rangé les discussions sur le Sumak Kawsay en trois axes épistémologiques : (1) les réflexions qui ont comme axe constitutif le concept de *socialisme* dans toutes ces acceptions et pratiques ; (2) les réflexions liées au *post-colonialisme* et au *post-développement* ; et, (3) les réflexions liées aux visions du monde des peuples indigènes, qu'ils appellent, « indigénistes ». Ces trois perspectives illustrent la formation d'un discours critique et éloigné de la pensée standard sur l'économie et le développement. Cubillo, Hidalgo-Capitán et Domínguez ont ainsi élaboré des cartes cognitives à partir de la pensée des intellectuels les plus représentatifs de chaque axe. Ainsi, ils signalent :

« La constatation de l'existence de la typologie citée part de la prémisse que la pensée sur le *Buen Vivir* peut être considérée comme un phénomène qui se manifeste devant nous et, pour autant, peut être saisie par l'élaboration et l'analyse de cartes

cognitives des penseurs... Ainsi, nous avons considéré la pensée de trois intellectuels représentatifs des trois courants du *Buen Vivir* identifiés : Pablo Dávalos (indigéniste), René Ramírez (socialiste) et Alberto Acosta (du post-développement). » (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014, p. 31)

Pour Cubillo, Hidalgo-Capitán et Domínguez, ces références obéissent au fait que ces trois auteurs représentatifs des courants du *Sumak Kawsay* sont les plus cités dans la littérature sur le sujet.

Pour l'axe qu'ils qualifient d'« indigéniste », ils se sont penchés sur plusieurs concepts articulatoires : l'auto-détermination des peuples indigènes et leur vision du monde, le refus d'utiliser la traduction du *Buen Vivir*, dans une pensée très attachée au monde indigène. D'après eux, considérant cette ligne de pensée, le *Buen Vivir/Sumak Kawsay* doit être une philosophie de vie basée sur les traditions ancestrales des peuples indigènes, les éléments spirituels de la vie et de la connaissance, comme par exemple, le concept de « *pachasofía* » d'Estermann (Estermann, 1998), et, bien entendu, doit être considéré comme une alternative au développement (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014, pp. 33-34).

En ce qui concerne, le courant « socialiste » lié à une gauche plus institutionnalisée et proche des gouvernements progressistes latino-américains, nos trois auteurs proposent comme point de repère les politiques publiques mises en œuvre pour renforcer l'égalité sociale, et les références au « socialisme communautaire » ou « socialisme du *Sumak Kawsay* », comme des variations andines du socialisme qui doit être complété par les apports de la pensée néo-marxiste, dont celles de l'économie populaire et solidaire, le refus de la mondialisation néolibérale, et l'engagement dans le « Socialisme du 21^{ème} siècle » . Ce courant s'attache aussi à un « bio-socialisme républicain » ou encore à un « bio-égalitarisme citoyen » (Ramírez, 2010) qui s'établissent comme le cadre d'une transformation sociale rationnelle, en harmonie avec la nature à travers l'équité sociale et la redistribution des richesses dans un contexte post-néolibéral et post-capitaliste. Le Bien-Vivre serait aussi en rapport avec le bien vivre de la pensée grecque classique (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014, p. 35).

Dans le courant attaché au post-développement, le concept-clé est le Bien-Vivre plutôt que le *Sumak Kawsay*. Pour les penseurs de cette ligne de pensée, le *Buen Vivir* est une proposition pour aller au-delà du développement, comme une « utopie à (re) construire » à l'aide de la participation citoyenne et dans un cadre théorique plus éclectique. La notion de *Buen Vivir* correspond alors à une sorte de collage postmoderne de concepts provenant des secteurs indigènes, paysans, écologistes, ouvriers, féministes, socialistes, théologiens de la libération, ou dé-colonialistes.

Le développement est un discours qui peut être déconstruit. Dans ce sens, il se range du côté des critiques postmodernes qui refusent l'existence de grands récits, ou de métadiscours. Par conséquent, le *Buen Vivir* ne peut pas être un grand récit. Pour ce courant, il peut y avoir une multiplicité de sociétés et de visions du *Buen Vivir*, de telle sorte que ses représentants sont très attachés aux courants constructivistes postmodernes. Dans ce sens, le *Buen Vivir* peut être construit à l'intersection des pensées pré-modernes, modernes et postmodernes, comme « modernités alternatives ». Comme courant de pensée attaché au post-développement, ils rejettent le développement et considèrent que pour élargir la portée du concept de *Buen Vivir*, celui-ci doit se défaire de son héritage indigène (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014, pp. 36-37).

Pour les trois auteurs, une carte cognitive est « une représentation graphique du système de croyances d'un sujet en rapport à une thématique déterminée, qui prétend saisir la structure des relations causales qui appartient à la pensée de ce sujet et produit des conséquences dérivées de cette structure » (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014, p. 31). Dans la mesure où il s'agit d'un travail très pertinent pour rendre compte de la complexité du débat autour du *Sumak Kawsay*, nous allons présenter les cartes cognitives des trois axes analysés par Cubillo, Hidalgo-Capitán et Domínguez.

Figure 9

Carte Cognitive du courant socialiste du Buen Vivir

Source : Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, (2014)

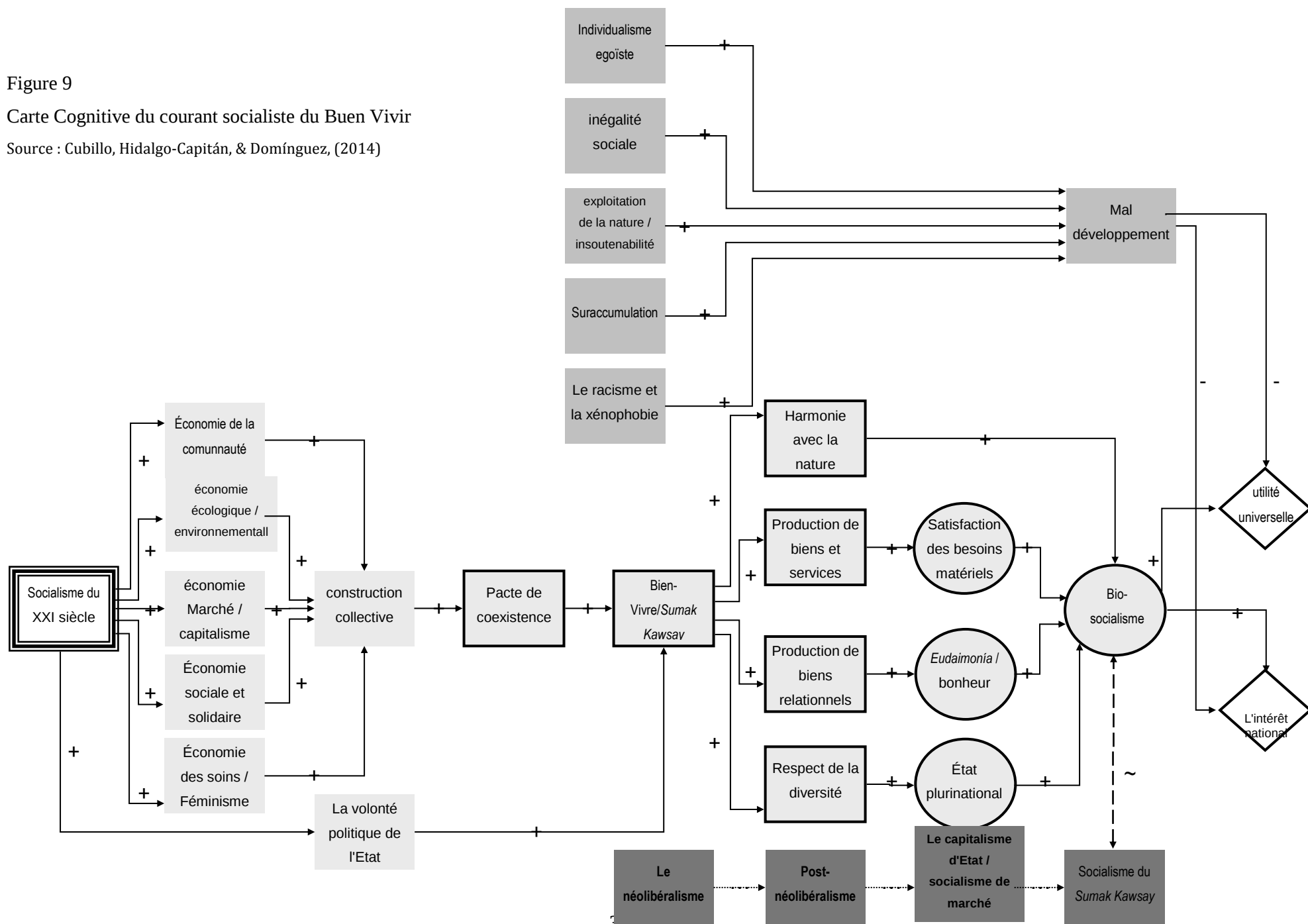


Figure 10

Carte cognitive du courant

du post-développement du Bien-Vivre

Source : Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, (2014)

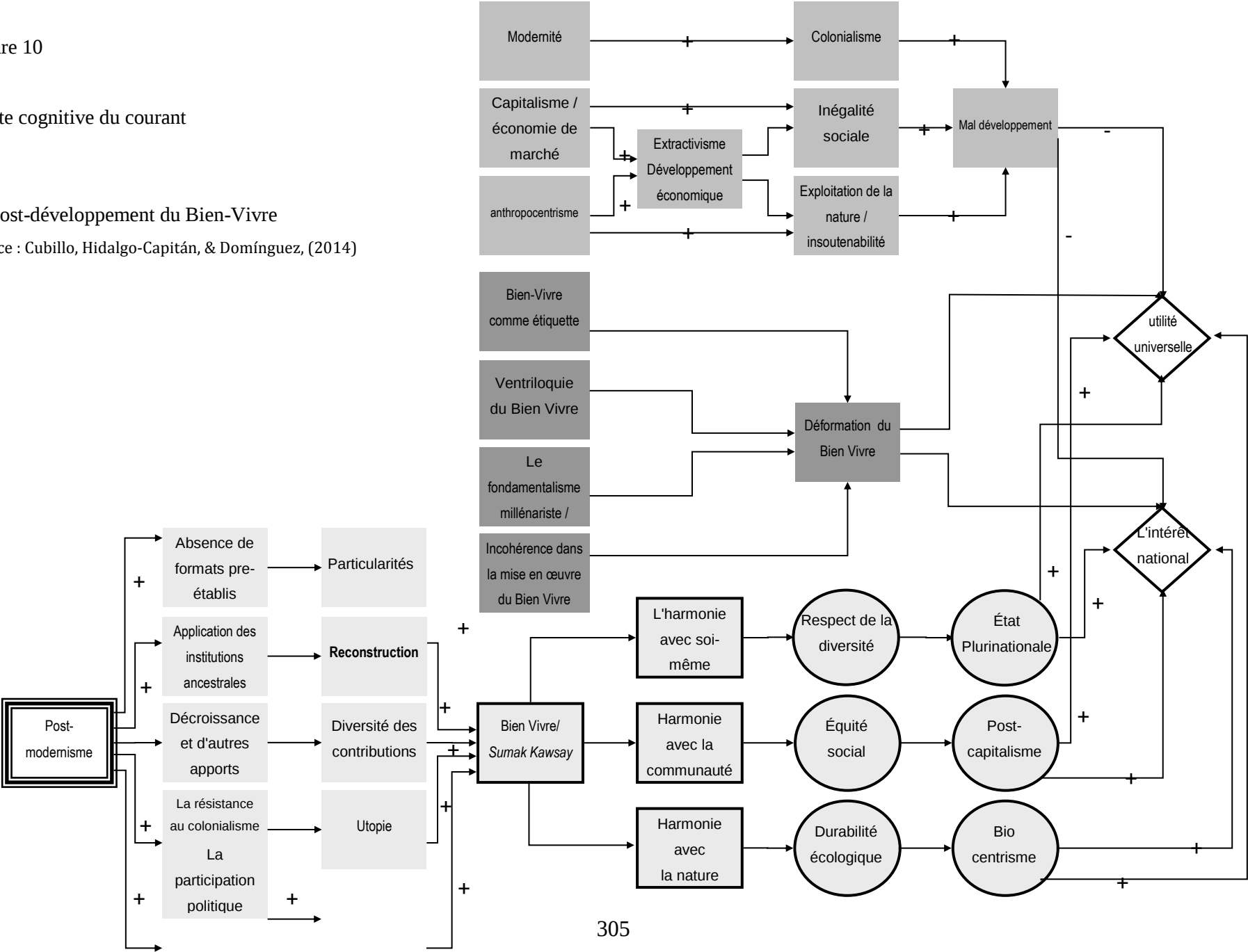
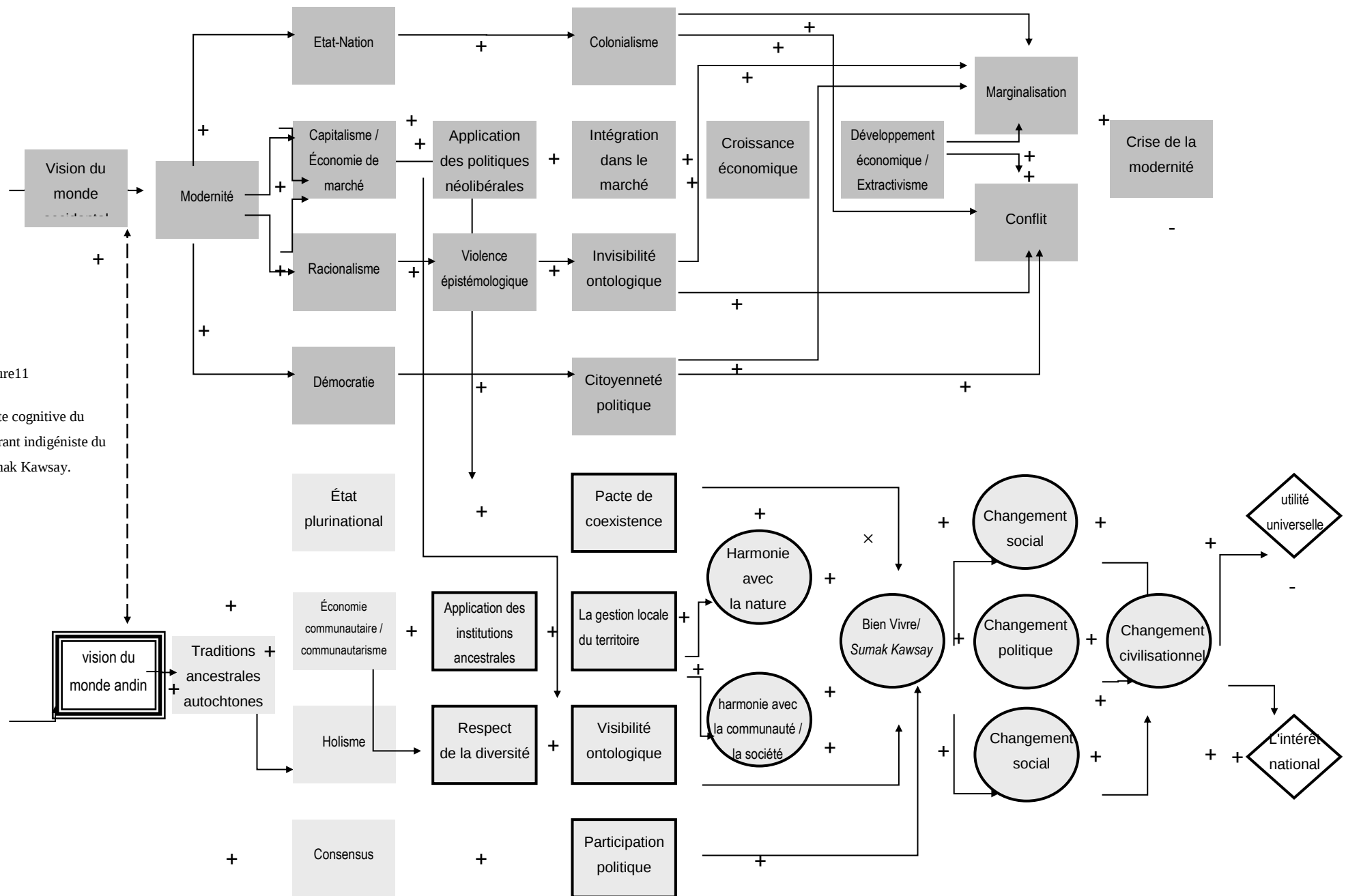


Figure11

Carte cognitive du courant indigéniste du Sumak Kawsay.



Dans les cartes cognitives présentées ci-dessus, les doubles quadrilatères correspondent aux idées qui articulent tout le schéma ; les quadrilatères sont les variables politiques, les cercles sont des variables d'objectif, et les quadrilatères inclinés sont les variables d'utilité. Les lignes avec (+) représentent une relation causale positive, celles avec le (-) une relation causale négative, celles avec (...) une relation évolutive, celles avec (x) une relation d'opposition, et celles avec (^^) une relation d'équivalence. Les quadrilatères plus foncés représentent les variables d'évolution, et les plus claires, les variables de proposition. Les quadrilatères non délimités représentent les variables de diagnostic (Cubillo, Hidalgo-Capitán, & Domínguez, 2014).

L'exercice méthodologique de Cubillo, Hidalgo-Capitán et Domínguez pour rendre compte de la complexité du débat autour du *Sumak Kawsay* est remarquable. La typologie des différents courant du *Buen Vivir*, admettant des nuances bien entendu, est adéquate dans le sens où elle permet de comprendre qu'il s'agit d'un débat qui met en cause les perspectives traditionnelles sur le développement. La caractérisation des courants socialistes et du post-développement s'ajuste bel et bien aux descriptions déjà examinées.

Cependant, il faut introduire quelques remarques. D'abord, pour comprendre la portée du concept de *Sumak Kawsay*, il manque dans la cartographie et dans l'analyse une catégorie centrale qui est celle du rapport de la pensée du *Buen Vivir* avec les dynamiques de résistance et d'opposition des mouvements sociaux aux réformes structurelles mises en place dans la région. Il y a dans le *Buen Vivir* un processus de mobilisation sociale qui est indispensable pour comprendre sa structure théorique, son lieu d'énonciation et la pertinence de ses catégories de base. Avec la notion de praxis sociale de résistance aux réformes structurelles, on peut comprendre que le développement est un acte politique. La praxis sociale de la résistance fait appel à un champ de disputes dans lequel il y a, d'un côté, la raison instrumentale du discours de l'économie standard avec tout l'outillage des stratégies du développement et les projets sectoriels et, de l'autre, une multiplicité de voix et de pratiques qui y résistent.

Ensuite, il faut remarquer que la conception associée au *Buen Vivir/Sumak Kawsay* dans Cubillo, Hidalgo-Capitán et Domínguez, et leur description des courants indigénistes reste encore attachée à une vision essentialiste, fonctionnaliste et un peu rigide. En effet, ils considèrent que la vision indigéniste est tenue par une vision ancestrale du monde qui découle des formes de vie des peuples indigènes, et qui restreint la portée du concept de *Buen Vivir/Sumak Kawsay* et ses possibilités critiques. Cela signifie que le *lieu d'énonciation* est immuable et que le concept de *Sumak Kawsay* est défensif et rigide car il appartient à une vision du monde déterminée, en l'occurrence celle des peuples indigènes.

Néanmoins, selon nous, le lieu d'énonciation est plus dynamique que ce qu'il y paraît. La référence au passé et aux visions du monde chez les peuples indigènes est censé transformer le futur et lui donner un sens et une direction. Dans le discours du développement, l'utopie du progrès est perçue comme un temps linéaire et aliéné. Pour le *Buen Vivir*, il faut alors lui opposer une autre vision du temps : celle qui naît de la diversité des mouvements sociaux.

Le *Buen Vivir* veut opposer au temps linéaire de la modernité un temps plus ouvert et centré sur la société et sa diversité, et ce temps-là n'existe pas dans la modernité. Le temps de la modernité est celui de la production en série, celui de la discipline du travail et de la réification de l'avenir. Dans la modernité et le capitalisme, personne ne vit dans l'authenticité son propre temps vécu, car tout le monde pense que demain sera un autre jour et qu'il sera meilleur. C'est pour cela que les mouvements sociaux font appel à des visions du monde supposées « pré-modernes », non pour revenir en arrière mais pour récupérer ce qui leur a été enlevé, la signification sociale du temps (Oviedo Freire, 2011). Pour Medina, par exemple, le *Buen Vivir* est la possibilité de chercher dans la mémoire sociale le temps conçu comme une grille de convivialité, pour construire le temps en devenir et qui n'a rien à voir avec le concept moderne d'avenir (Medina, 2010).

De même dans le rapport avec la nature, si l'on reste cramponné à la vision moderne des Hommes comme les « maîtres et les possesseurs de la nature », il n'y aura pas d'espairs pour stopper le dérèglement climatique et la menace que cela implique pour la vie humaine (Quiroga, 2009). Pour l'instant, en dehors de la

décroissance, débat presque inconnu en Amérique latine, l'unique cadre envisageable est le *Buen Vivir/Sumak Kawsay*, en particulier dans sa vision « indigéniste ».

L'autre catégorie centrale pour comprendre le *Buen Vivir/Sumak Kawsay* dans une perspective « indigéniste », et qui n'a pas été prise en compte dans l'analyse de Cubillo, Hidalgo-Capitán et Domínguez, est celle de l'altérité en tant qu'altérité. Sans la notion d'altérité, le *Buen Vivir* risque de perdre toute sa consistance épistémologique.

Ainsi, il faut comprendre l'altérité pour saisir les logiques de résistances sociales. Mais l'altérité que propose la structure analytique du *Buen Vivir* n'est pas seulement l'altérité des peuples indigènes des Andes, c'est l'altérité en général. Le *Buen Vivir* est un outil épistémologique pour faire ressortir les altérités présentes partout, car les sociétés sont diverses et plurielles.

III.3. Les principes théoriques du *Buen Vivir*

Nous avons signalé plus haut que la pensée du *Buen Vivir* n'est pas un discours dominant. Dans les réflexions sur le *Buen Vivir*, on trouve des lignes d'analyse divergentes, mais toujours associées aux courants critiques du développement. Nous avons aussi souligné que la pensée du *Buen Vivir* est complexe et qu'elle relève de plusieurs foyers d'interprétation de la réalité, qui parfois vont à l'encontre des idées dominantes. Nous avons établi le fait que la pensée sur le *Buen Vivir* dans son versant indigéniste, pour compléter l'analyse de Cubillo, Hidalgo-Capitán et Domínguez, devait incorporer les dimensions de l'altérité et la praxis sociale de résistance des mouvements sociaux.

Cependant, un des problèmes théoriques qu'affrontent la pensée critique du *Buen Vivir* est la référence à la pensée indigène qui peut nous détourner de la critique et de la quête d'alternatives au développement vers des considérations ethnologiques et anthropologiques.

Mais, la pensée indigène a déjà été soumise à une étude à partir de l'anthropologie économique comme dans les travaux réalisés par le Mouvement Anti-Utilitariste et qui relèvent de recherches théoriques, notamment celles de

Marcel Mauss et du courant de l'économie du don⁸⁴. Bien que l'on conserve l'idée des « phénomènes sociaux totaux » de Mauss (1968), il faut se détacher d'une vision très anthropologique du *Buen Vivir* pour le concevoir comme un cadre général pour les alternatives.

Considérer le *Buen Vivir* à partir de l'anthropologie pose un problème d'ordre théorique car l'on risque de restreindre les principes du *Buen Vivir* à des dynamiques sociales particulières propres aux modes de vie des peuples autochtones en-dehors de la modernité ; autrement dit, comme noyaux théoriques fixes et toujours en rapport à des sociétés déterminées. Caillé pense qu'« au fondement de la réciprocité [...] règnent deux principes essentiels qui forment l'exacte image inversée de ceux qui régulent l'échange marchand : la logique du prestige et la règle de la non-équivalence » (Caillé, 2005, p. 60). Dans une approche anthropologique, l'observation de Caillé sur la réciprocité est juste, mais à partir de la vision du *Buen Vivir*, elle ne l'est pas, parce que le principe de réciprocité est inséparable du principe inter-ontologique de relation (Estermann, 1998).

Il nous faut donc rompre avec les interprétations anthropologiques du *Buen Vivir*. Pour ce faire, nous allons nous concentrer sur le sens général et théorique des principes associés à la pensée du *Buen Vivir*, dans laquelle les modes de vie des peuples indigènes sont avant tout des éléments d'ordre heuristique et méthodologique.

Nous devons donc isoler les particularités inhérentes aux peuples indigènes et à leur cosmovision pour saisir les cadres conceptuels avec lesquels ils agissent sur la réalité et qui ont été repris par d'autres mouvements sociaux. Par conséquent, ce qui compte ici c'est la condition d'altérité à l'égard de la pensée économique dominante et les conséquences théoriques qui peuvent en découler.

⁸⁴ M. Mauss considère que le don exprime la forme d'une économie non-moderne mais toujours stratégique : « Elles ont revêtu presque toujours la forme du présent, du cadeau offert généreusement même quand, dans ce geste qui accompagne la transaction, il n'y a que formalisme et mensonge social, et quand il y a, au fond, obligation et intérêt économique. » (Mauss, 1968, p. 7)

III.3.1. Le principe de relation

Le tout premier noyau conceptuel qui résulte de la pensée du *Buen Vivir* est la notion que dans la structure de la réalité du monde tout est en interrelation. C'est le *principe de relation* comme articulation ontologique de la réalité du monde. Dans la philosophie moderne, la réalité du monde est nommée *arjé*, terme qui signifie « le principe » ou l'origine de tout. Or, dans la pensée du *Buen Vivir*, la naissance de la réalité en tant que réalité du monde (*l'arjé*) est le *principe de relation* qui assume que tout est connecté ensemble et que de cette interconnexion va naître la réalité en tant que réalité. Alors, la *relation* représente l'origine du monde (Oviedo Freire, 2011).

Estermann va désigner ce phénomène comme le « principe holistique de la réalité » (Estermann, 1998, p. 114). Ainsi, aucun objet ou circonstance de la réalité ne peut naître de lui-même, mais bien de la structure complexe d'interrelations qui va donner naissance à la réalité (Macas, 2010). Dans la pensée moderne, on considère d'habitude la structure de la réalité ontologique du monde à partir du concept de « substance ». La « substance » est nécessaire et universelle parce qu'elle est *l'arjé* du monde, et donc opposée à la contingence qui n'est pas nécessaire (Estermann, 1998, p. 96).

Or, dans la pensée moderne, on assimile la *relation* à un rapport entre différentes « substances » du monde. Ainsi, on considère la *relation* de manière extérieure à la substance ontologique du monde et, de plus, on pense que la *relation* est contingente et accidentelle. La pensée moderne fait de la *relation* une circonstance de l'être. Il n'existe dans la pensée moderne rien de semblable au principe de relation (Estermann, 1998, p. 116).

Par contre, dans la pensée associée aux principes du *Buen Vivir*, c'est plutôt l'inverse qui se produit ; la substance ontologique du monde est substance parce qu'elle est *relation*. Tous les phénomènes de la réalité sont l'expression de cette relation. C'est à partir de la *relation* que le monde peut exister. L'existence de la réalité démontre justement l'interrelation de tout ; par conséquent, l'ontologie de la réalité du monde va devenir « inter-ontologie » (Estermann, 1998, p. 115).

Le principe de relation de tout avec tout illustre à la perfection l'origine des noyaux d'interrelations qui s'expriment dans la structure de la réalité du monde comme circonstances et événements, comme réalité et phénomène. Chaque événement est l'expression de l'interrelation du monde. Alors, le regard que pose sur la réalité la pensée associée au *Buen Vivir* part d'un ancrage des phénomènes dans le monde. Comme l'affirmait Mauss, chaque phénomène social est un « fait total » (Mauss, 1968). La totalité du monde apparaît dans chaque événement et chaque phénomène. Cependant, il s'agit d'une totalité en *relation*. Ainsi, par exemple, le *Buen Vivir* étudie le phénomène économique à partir du principe de relation et comme condition d'existence de ce phénomène.

Dans la vision du *Buen Vivir*, on entrevoit la logique des sociétés non-modernes qui s'attachent à l'interrelation de tous les phénomènes sociaux et naturels, à partir d'une grille symbolique dont la connaissance du principe de relation est aussi une célébration du monde. Ainsi, la célébration est la réintégration symbolique de la réalité du monde, et cette réintégration relève toujours d'une vision esthétique de la réalité. Cette idée est importante parce qu'elle peut expliquer pourquoi la notion d'accumulation n'existe pas dans les sociétés non-modernes, ou peut expliquer aussi le rôle symbolique de la fête.

La pensée associée aux principes du *Buen Vivir* essaye d'articuler une autre manière de saisir la réalité du monde. C'est pour cela que son champ méthodologique fait généralement référence aux théories de la complexité. En effet, dans la pensée de la complexité, tous les phénomènes de la réalité sont en rapport entre eux. Si la réalité exprime cette interrelation complexe de tout avec tout, alors la connaissance est aussi en relation avec toute la structure de la réalité et, par là, la connaissance peut altérer toute la structure de la réalité. Il n'y a donc pas de « neutralité » dans la connaissance.

Ce principe de relation a des conséquences épistémologiques pour les théories alternatives au développement : (i) toute intervention sur la société est une intervention totale, car la totalité du monde est en interrelation ; (ii) toute société est diverse, plurielle et complexe et, par conséquent, irréductible à toute grille analytique qui procède de l'homogénéité ; (iii) il n'existe pas d'individus et de

sociétés isolées du principe de relation. En effet, être en dehors du principe de relation signifie que l'on n'existe pas, ou qu'il s'agit d'une existence déracinée.

III.3.1.1. Le sujet et la communauté

La plupart des chercheurs et penseurs attachés aux principes du *Buen Vivir* reconnaissent le primat de la *communauté* comme le sujet épistémologique le plus important (Acosta, 2010; Bautista, 2010; Houtart, 2010; Macas, 2010; Albó, 2011; Oviedo Freire, 2011; Estermann, 2012;). Dans ce sens, ils vont à l'encontre des théories modernes qui font de l'individu leur noyau conceptuel, parce qu'ils considèrent que des individus détachés de leur société n'existe pas. Il s'agit en réalité d'une fiction méthodologique de la théorie économique moderne.

Or, il faut considérer la *communauté* moins comme une réalité anthropologique que comme une perspective épistémologique. En fait, le recours épistémologique à la *communauté* introduit le retour sur le principe de *relation*. Ainsi, la *communauté* est l'expression du principe de *relation* dans la société. La *communauté* reflète la convergence des différents vecteurs de la réalité : elle est une « concentration relationnelle » (Estermann, 1998, p. 96).

Cela signifie que l'individu existe en tant qu'individu toujours en relation avec les autres avec qui il partage des intérêts communs, c'est-à-dire, en *communauté*. L'individu détaché de sa société exprime une rupture du principe de *relation* et devient un *non-être*. L'individu est individu en tant qu'il est en rapport avec lui-même et avec les autres dans la *communauté*. On privilégie le concept de *communauté* au détriment de société, parce que celui-là fait référence aux intérêts de tous et de chacun. La *communauté* est aussi un engagement. Elle est la clef de voûte du principe de relation entre les êtres humains et le cosmos, et entre les êtres humains et leur société. La notion de *communauté* en tant que sujet épistémologique à partir duquel on peut dégager d'autres caractéristiques théoriques est centrale dans la pensée du *Buen Vivir*. Avec cette notion, la pensée du *Buen Vivir* se détache radicalement de l'économie moderne et des théories du développement.

Dans l'économie moderne, en effet, le sujet épistémologique est *l'agent représentatif* et son comportement économique, la base pour l'ensemble théorique de l'économie moderne (Blaug, 1990). À partir de l'agent représentatif, l'économie peut bâtir une structure analytique pour comprendre des processus comme la consommation et l'équilibre général. En revanche, la pensée du *Buen Vivir* fait de la communauté son sujet théorique, mais ne présente pas la communauté comme un agent représentatif, car le cadre méthodologique du *Buen Vivir* privilégie les notions de diversité et de pluralité.

On peut donc constater qu'il y a un écart épistémologique entre la théorie économique du *Buen Vivir* et celle de l'économie moderne, et qu'il s'agit d'un écart théorique radical. La pensée du *Buen Vivir* propose un autre type de compréhension des faits économiques.

III.3.1.2. Les dynamiques du sujet et la communauté

Dans les sociétés régies par le principe de relation, les pratiques des individus dans les communautés sont en harmonie avec sa réalité, et cherchent toujours à protéger et restaurer le principe ontologique de *relation*. Pour les sociétés et les comportements individuels attachés au principe de *relation*, la rupture du *principe de relation* équivaut à la vulnérabilité de l'existence humaine. Sans le principe de *relation*, l'unité du monde se fracture, et le futur et l'existence sont mis en péril. Ainsi, les individus en communautés et attachés au principe de relation ont développé plusieurs façons de protéger, conserver et restaurer ce principe ontologique de relation.

Dans la pensée associée au *Buen Vivir*, il y a toujours des références à la réciprocité comme principe de base. Ainsi, pour Medina, la réciprocité représente la quête d'équilibre entre identité et différence (Medina, 2010, p. 101). Pour Estermann, en revanche, le principe de réciprocité exprime d'un point de vue pragmatique le principe de correspondance, par lequel chaque acte correspond comme contribution complémentaire à un acte réciproque (Estermann, 1998, p. 131). Pour Oviedo, la réciprocité s'illustre dans l'acte de co-participation afin de mettre en mouvement la vie et garantir sa reproduction, infinie (Oviedo Freire,

2011, p. 46). Pour Macas, la réciprocité est assimilée à la correspondance entre des volontés qui vont garantir la vie en communauté (Macas, 2010, p. 29).

En ce qui nous concerne, nous proposons d'envisager la réciprocité comme une dimension qui relève du principe inter-ontologique de relation, et qui cherche la conservation et la restauration de ce principe dans l'existence des individus en communautés, à partir de l'engagement de tous dans le bien-être de la société. La réciprocité s'élabore dans la communauté. Cela revient à exclure tout comportement stratégique à l'égard des autres.

Cependant, Estermann considère que la réciprocité, en réalité, est la mise en œuvre du principe de correspondance. Ce principe affirme que toute la réalité est en harmonie avec elle-même. La correspondance n'est pas l'identité de la réalité avec elle-même, elle est plutôt une corrélation mutuelle entre deux champs de la réalité, qui n'est toutefois pas une corrélation analogique ou proportionnelle, mais une correspondance symbolique-représentative (Estermann, 1998, p. 125). Le principe de correspondance est l'expression du principe ontologique de relation. Si tout est en relation avec tout, et de cette relation peut naître la structure de la réalité, alors chaque événement ou chaque phénomène de la réalité doit être en rapport entre eux, sans relation de cause à effet, mais de correspondance. Or, ce rapport de correspondance nous amène au principe de complémentarité dans la structure de la réalité.

À propos du principe de complémentarité, Medina affirme qu'« aucune entité, action ou événement n'existe de manière isolée, solitaire et en soi. Au contraire, toute entité coexiste avec sa complémentarité ; et ensemble font la plénitude et la complétude de l'être... » (Medina, 2010, p. 103). Pour Estermann, le principe de complémentarité renvoie à la spécification des principes de correspondance et de relation. Toutes les entités existent avec leur complément spécifique. Avec ce complément, l'entité est pleine ou complète (Estermann, 1998, p. 126). Pour Oviedo, les éléments contradictoires sont en soi complémentaires (Oviedo Freire, 2011, p. 45) ; idée que partage aussi García Álvarez (García Álvarez, 2013, p. 39). Macas met l'accent sur la « liaison des contraires » dans la complémentarité (Macas, 2010, p. 30).

Ainsi, le principe de complémentarité va plus loin que le principe de contradiction ou le principe d'identité de la pensée moderne. La complémentarité est en accord avec la structure relationnelle du monde, et propose une logique détachée des contraintes de l'identité ou de la contradiction.

Ces dimensions associées à la pensée du *Buen Vivir* ont une portée analytique plus vaste pour la compréhension des phénomènes économiques et du développement des sociétés non-modernes. Le développement est un fait total et complexe. L'intervention sur la réalité au nom du développement altère la structure relationnelle du monde. Les principes que nous avons exposés montrent une réalité plus complexe que celle décrite dans les études d'économie du développement.

La pensée du *Buen Vivir* tend à englober cette complexité, et propose un regard plus éthique à l'égard des sociétés et des peuples non-modernes, dans la perspective de comportements non-stratégiques. Jusqu'à présent, il n'existe pas une perspective analytique pour comprendre ces logiques, non comme dérivations d'une pensée scientifique qui ne prend pas en compte les particularités de ces sociétés. La pensée du *Buen Vivir* cherche à combler ce vide.

III.3.1.3. Le temps cyclique et le sujet

Une autre dimension attachée à la pensée du *Buen Vivir* qui découle de la logique des peuples et sociétés non-modernes, et des comportements non stratégiques, repose sur la vision du temps. Cette temporalité va à l'encontre de celle des économies du développement. En effet, pour l'économie du développement, le temps est exogène et représente une contrainte. Dans la logique du développement, le temps est d'ordre téléologique, parce qu'il représente l'idée du progrès. Autrement dit, dans le temps linéaire s'exprime la finalité de l'histoire moderne qui va toujours en avant. À l'inverse, dans la pensée associée au *Buen Vivir*, en particulier dans le courant indigéniste, le temps est en rapport avec les principes de relation, de réciprocité, de complémentarité et de correspondance. Le temps est donc toujours social. Il n'est pas extérieur aux sociétés, au contraire, tous les événements et phénomènes qui se produisent en société s'établissent dans le temps de la même manière qu'ils s'établissent dans l'espace, et sont en relation et

correspondance. De plus, le temps n'est pas linéaire, et c'est justement pour cela que l'idée du progrès n'existe pas dans les sociétés non-modernes.

Ainsi, pour Estermann, il y a une différence radicale entre le temps des sociétés non-modernes et le temps des sociétés modernes. Pour les sociétés modernes, le temps est unidirectionnel, linéaire et progressif. Dans les sociétés non-modernes, en revanche, le temps est radicalement différent puisqu'il exprime la relation avec l'espace et la vie des communautés, et tend à assimiler le temps à un ordre quantitatif en fonction de la densité, du poids et de l'importance des événements (Estermann, 1998, p. 181). Les principes de relation, de réciprocité, de complémentarité et de correspondance convergent dans la dimension temporelle (Estermann, 2008). Pour Oviedo, c'est le principe du temps cyclique qui prime, dans lequel chaque événement acquière une implication cosmique (Oviedo Freire, 2011, p. 47). Pour Rivera, le temps historique est toujours d'ordre cyclique. L'histoire, le temps et la communauté sont en rapport de continuité (Rivera Cusicanqui, 2008).

Toutefois, pour Ramírez, qui a été identifié à la vision « socialiste » de la pensée sur le *Buen Vivir*, le temps est utile et doit être utilisé de manière efficace. En effet, pour lui, « le Buen Vivir [...] suppose d'avoir du temps libre pour la contemplation et l'émancipation » (Ramírez, 2010, p. 21). Dans les courants associés au post-développement, il n'y a pas une réflexion spécifique sur le temps cyclique, si ce n'est la constatation que dans le *Buen Vivir* le temps est non-linéaire (Guillén & Phélan, 2012).

Dans le cadre de notre recherche, nous allons utilisés la vision circulaire et indigéniste du temps, à partir du critère d'interrelation comme structure ontologique de la réalité du monde. Le temps non-linéaire pose une question importante au développement et à ses alternatives. En premier lieu, le temps non-linéaire implique d'extirper du débat sur le développement la dimension téléologique du progrès. Sans le volet téléologique, le discours du développement perd beaucoup de son attrait. Cependant, dans la recherche d'alternatives au développement, la vision téléologique du temps est symbolique, et partage le

même socle symbolique que les sociétés non-modernes qui envisagent le temps comme non-linéaire.

III.3.1.4. L'unité dans la diversité

Nous avons proposé pour comprendre la pensée du *Buen Vivir* une approche fondée sur l'altérité, et nous avons assumé l'altérité comme un rapport d'extériorité avec une totalité déjà construite, et dans lequel le rapport avec l'Autre en tant qu'Autrui n'existe pas. La vision de l'altérité nous a permis de ranger la pensée du *Buen Vivir* du côté des courants critiques à l'égard du développement et de la théorie économique. Cependant, il faut nuancer cette approche, car dans la pensée du *Buen Vivir*, la notion d'altérité n'existe pas. L'altérité représente la construction d'un discours du pouvoir.

En effet, nous travaillerons l'hypothèse selon laquelle l'altérité est une construction opérée depuis le pouvoir de la raison moderne. Le volet ontologique de la raison moderne est une démonstration de violence à l'égard d'Autrui. Comme le formulait si bien Levinas : « L'ontologie comme philosophie première est une philosophie de la puissance [...] Philosophie du pouvoir, l'ontologie, comme philosophie première qui ne met pas en question le Même, est une philosophie de l'injustice » (Levinas, 1987, pp. 37-38). Ainsi, la dialectique entre le Même et l'Autre, en réalité serait une construction du pouvoir de l'ontologie de la raison moderne.

Le *Buen Vivir*, comme ensemble de théories et de principes qui naissent de la praxis sociale de résistance aux réformes structurelles et politiques de stabilisation du FMI et de la Banque Mondiale, perçoit les théories dominantes sur le développement et l'économie comme des stratégies de domination et de contrôle. Cela signifie que le *Buen Vivir* n'agit pas depuis l'exclusion mais depuis la critique radicale. Le *Buen Vivir* propose un dialogue de savoirs avec les courants dominants du développement et de l'économie, parce qu'il considère qu'il faut changer les rapports de pouvoir liés à la connaissance du monde, et introduire de la diversité et de la pluralité. La pensée du *Buen Vivir* ne veut pas reproduire « l'impérialisme ontologique » (Levinas, 1987) de la raison moderne. La pensée du

Buen Vivir propose de construire l'unité dans la diversité et d'esquisser des réponses plurielles, diverses et complexes à des problèmes complexes et diverses.

L'unité dans la diversité représente le pari théorique du *Buen Vivir* pour sortir de sa condition d'Altérité, sans devenir le Même, mais en comprenant que le monde est la représentation d'autres mondes. De tous les principes associés aux courants du *Buen Vivir*, celui de l'unité dans la diversité a une portée plus vaste parce qu'elle transforme de manière radicale la dialectique entre le Même et l'Autre.

III.3.2. Les écarts épistémologiques

Nous avons vu que les principes théoriques et épistémologiques du *Buen Vivir* sont différents de ceux de la théorie économique dominante et, par conséquent, des théories du développement, mais il s'agit de différences radicales qui ont des conséquences théoriques importantes. Ces différences vont produire des écarts épistémologiques avec la théorie économique dominante:

(1) la théorie du sujet épistémologique du *Buen Vivir* est incompatible avec l'agent représentatif de la théorie économique moderne. Il faut rappeler que le concept d'agent représentatif est fondamental pour définir l'économie comme une science. Dans le *Buen Vivir*, le sujet communautaire ne peut pas prendre de décision sans conséquence pour les autres. Chaque décision individuelle implique un gain ou une perte pour l'ensemble de la communauté. Pour prendre une décision, l'individu doit agir en pensant en premier lieu à sa communauté plutôt qu'à son profit particulier ; c'est ce que nous avons appelé le principe de réciprocité. Cela pose le problème des critères de maximisation de la théorie économique de l'utilité qui sont toujours individualisés. La théorie du *Buen Vivir* établit d'autres critères pour comprendre les pratiques individuelles de satisfaction de l'intérêt : le bien-être de la communauté est le principal. Ainsi, le bien-être des individus est en relation avec le bien-être de tous. Cela nous permet expliquer l'existence d'institutions tels que le travail en commun, la gratuité des biens communs, la solidarité dans les échanges, les logiques non-marchandes dans les échanges marchands, et l'ordre symbolique des rapports économiques qui va au-delà des logiques de maximisation de l'utilité individuelle.

(2) Il n'existe rien de semblable au *principe de relation* dans la théorie économique moderne et les théories du développement. Le concept le plus fort qui sert de base et de structure à la théorie économique moderne et au développement est celui de la croissance. Néanmoins, nous avons analysé la critique produite par la théorie de la décroissance et nous avons vu que la croissance économique est impossible, parce qu'il y a un décalage radical entre les ressources limitées et la croissance comme horizon infini. En somme, la croissance économique n'existe pas. Dans la pensée associée au *Buen Vivir*, l'axe théorique fondamental est le *principe de relation*.

Ce principe nous permet de comprendre le rôle des individus dans la société et souligne ainsi le rapport des individus au monde qui les entoure y compris à la nature. Tandis que pour la pensée moderne, il s'agit d'un rapport d'extériorité dans lequel la nature est l'Autre de la société, pour le *Buen Vivir*, la nature est en relation intrinsèque avec les sociétés. Le principe de relation pour le *Buen Vivir* permet de saisir un autre mode de relation avec la nature : celle de la complémentarité et de la correspondance. L'écart dans les rapports de complémentarité avec la nature va provoquer des dégâts qui nuisent à la nature mais aussi à l'ensemble de la vie humaine. La perspective offerte par le *Buen Vivir* propose des outils plus puissants que ceux de l'économie moderne pour résoudre des problèmes comme le dérèglement climatique.

(3) Les rapports de réciprocité, complémentarité et correspondance sont l'expression du *principe de relation* et la condition d'existence des communautés. L'écart épistémologique avec la pensée économique moderne est important car ces comportements de solidarité et de réciprocité réfutent l'ordre marchand. Cependant, ces comportements non stratégiques sont imbriqués dans les relations économiques des communautés. Ainsi, la théorie économique dominante n'a pas développé les cadres analytiques pour comprendre les comportements non stratégiques et leurs conséquences dans l'ordre marchand, parce qu'elle conçoit les communautés non comme un sujet épistémologique en soi mais comme un agrégat d'individus mobilisés de manière provisoire par un intérêt commun. Ainsi, comprendre la logique économique sans le concept d'agrégats économiques, mais dans la logique des interrelations et interconnexions permet de poser un regard

plus fin sur l'économie et le développement. L'approche du *Buen Vivir* se révèle plus complexe que l'économie moderne.

(4) Pour la théorie libérale de l'économie, le droit et la politique dans l'ordre social sont le résultat de l'action spontanée, libre et autonome des individus. L'action spontanée des individus relève de leur liberté et leur rationalité. Ainsi, la liberté dans les sociétés modernes est le résultat des actions individuelles qui cherchent de manière rationnelle à maximiser leurs gains.

Nous avons proposé une critique des postures épistémologiques et axiologiques de la pensée économique moderne. Les principales conséquences de ces postures sont : (1) la rupture avec l'histoire et la mémoire de chaque société ; (2) l'encadrement de la subjectivité humaine dans une grille arbitraire, en l'occurrence celle de la rationalité instrumentale ; (3) la séparation radicale entre l'économie, le droit, la politique et l'esthétique ; (4) le rapport d'extériorité au temps et à l'espace ; (5) la représentation de la société comme agrégation d'individus ; (6) considérer que l'agir stratégique des individus opposés les uns aux autres est un comportement naturel qui sert de fondement à la société ; (7) que toutes ces logiques et tous ces comportements peuvent être mesurés à partir du principe d'utilité.

La théorie du *Buen Vivir* nous permet de critiquer et, en même temps, de proposer des alternatives à cette façon de penser l'économie et la société. D'abord, la pensée du *Buen Vivir* nous propose d'intégrer le temps dans la structure de la société.

Cela revient à ne plus penser le temps comme une ressource mais comme une condition de possibilité à l'existence de la société. Le temps découle du *principe de relation*. C'est à partir du *principe de relation* que l'on peut mieux comprendre le temps comme élément fondamental de la vie sociale et historique des sociétés.

La manière par laquelle la communauté va tisser le *principe de relation* avec elle-même et avec le monde s'établit à travers le temps. Ainsi, le temps est le rapport cyclique entre le futur et le passé. Dans ce rapport, la rationalité humaine

exprime la complexité du principe de relation. La rationalité humaine est toujours une rationalité sociale et historique. La structure symbolique du *principe de relation* permet de comprendre que la rationalité individuelle et stratégique est une construction *ex professo* établie depuis le pouvoir.

(5) Un des écarts épistémologiques les plus forts entre la pensée associée au *Buen Vivir* et la théorie économique dominante est la méthode scientifique propre à son approche. Pour la théorie économique dominante, la théorie de l'agent représentatif, les théories du comportement humain, les théories de l'utilité, les prix relatifs, les rapports marchands, les modèles de croissance, sont quelques unes des théories qui ont permis de constituer une grille analytique censée comprendre et anticiper les comportements des marchés, des individus et même de l'histoire (North, Wallis, & Weingast, 2009). Par contre, la pensée associée au *Buen Vivir* considère que l'approximation des phénomènes économiques est fractale. Cela signifie qu'au fur et à mesure que la connaissance s'approche de son objet d'étude, plus grande est la complexité et plus difficile est d'établir une grille spécifique et déterminée. Le *Buen Vivir* fait appel aux théories de l'incertitude dans la connaissance. Cette approche découle du principe de relation. Ce principe établit que la structure ontologique du monde, l'*arjé*, s'inscrit dans la *relation*. La connaissance altère la relation au monde. En fin de compte, la connaissance est une autre manière d'être en relation avec le monde.

III.3.3. Buen Vivir et État Plurinational

Nous avons vu que lorsque le *Buen Vivir* est intégré aux politiques étatiques, il se transforme en un discours de pouvoir. Cela va donner naissance à une aporie dans la mesure où le *Buen Vivir* va se convertir en un discours opposé à ses propres contenus et objectifs. Nous avons proposé l'hypothèse selon laquelle une aporie apparaît parce que le *Buen Vivir* est incompatible avec l'État-nation libéral.

Bien que ce débat appartienne à la théorie politique, il faut rappeler que dans la pensée du *Buen Vivir*, le *principe de relation* établit un rapport avec tous les phénomènes sociaux. Reste à répertorier dans la pensée associée au *Buen Vivir* les notions attachées à l'État Plurinational, la forme politique la plus congruente avec le *Buen Vivir*.

Dans la littérature sur le *Buen Vivir*, les réflexions et le débat sur l'État Plurinational est prolifique. Ce concept est né dans le sillage des mouvements sociaux et, notamment du mouvement indigène équatorien. Le concept d'État Plurinational est la réponse apportée par les mouvements sociaux contre un État où s'exerce l'exclusion radicale des indigènes et de toute altérité possible. En effet, dans la première Constitution de l'Équateur en 1830, on peut lire:

« Art. 12. Pour acquérir des droits de citoyenneté, il faut : 1. Être marié ou avoir plus de 22 ans ; 2. Posséder une propriété foncière d'au moins 300 pesos, ou avoir une profession utile, ou une industrie utile, sans sujétion à d'autres comme servante ou journalier ; 3. Savoir lire et écrire. »

« Art. 68. Ce Congrès Constituant nomme les vénérables curés de paroisse tuteurs et pères naturels des indigènes, en recourant à la charité en faveur de cette classe innocente, abjecte et misérable. » (IWGIA, 2010, p. 34)⁸⁵

On peut constater que la construction politique de l'État équatorien s'est réalisée à partir de l'exclusion des indigènes. L'État, au moins en Amérique latine, s'est constitué sur la base d'un régime de domination fondé sur l'idéologie raciale, que Quijano nomme la « colonialité du pouvoir » (Quijano, 2014). En d'autres termes, pour les mouvements sociaux, l'État-nation représente une menace.

La citoyenneté était censitaire et la démocratie excluait. Sous couvert de l'intérêt général, l'État-Nation libéral utilisait la violence contre les peuples indigènes, en leur spoliant leurs territoires, leurs ressources et en détruisant leur culture et leurs institutions ancestrales. Selon la leader indigène Chuji, « pour devenir citoyens, il fallait laisser de côté notre condition ancestrale d'indigènes » (Chuji, 2008, p. 52).

Pour se défendre contre l'État libéral, les mouvements indigènes ont créé la catégorie politique d'État Plurinational, ce qui a provoqué un changement important dans leur structure politique en tant que mouvement social (Dávalos,

⁸⁵ « Art. 12. Para entrar en el goce de los derechos de la ciudadanía, se requiere 1. Ser casado, o mayor de 22 años ; 2. Tener una propiedad raíz, valor libre de 300 pesos, o ejercer alguna profesión, o industria útil, sin sujeción a otro, como sirviente doméstico o jornalero ; 3. Saber leer y escribir. »

« Art. 68. Este congreso constituyente nombra a los venerables curas párrocos por tutores y padres naturales de los indígenas, excitando su ministerio de caridad a favor de esta clase inocente, abyecta y miserable. »

2002). De fait, les mouvements indigènes deviennent « un laboratoire fascinant » de l'invention politique en Amérique latine (Assies, 2009).

L'État Plurinational représente le gouvernement des communautés (Beltrán, 2010), qui s'érige dans un rapport de souveraineté pour choisir leur modèle de vie et leurs institutions (Macas, 2010). Dans les mots de la CONAIE, l'État plurinational représente « le modèle d'organisation politique pour la décolonisation des nations et peuples ancestraux » (CONAIE, 2007, p. 6). Il provoque un changement dans l'imaginaire de la nation et propose d'élargir cet imaginaire à l'idée de l'existence de plusieurs nationalités (Cruz Rodríguez, 2012).

Il s'agit donc d'une reconfiguration de l'État moderne qui doit reconnaître l'existence souveraine des peuples indigènes dans la structure politique moderne (Cordero Ponce, 2012). Ainsi, la déclaration de l'État plurinational « rend possible la continuité historique des peuples indigènes » (Cholango, 2012, p. 116). L'État plurinational est un défi à la construction traditionnelle de l'État-nation car il ouvre l'espace juridique au pluralisme juridique, aux droits des collectivités comme droits de troisième génération, et à la reconnaissance de l'autogouvernement et de l'autodétermination (De Sousa Santos, 2010, p. 81).

Il est important de souligner le fait que dans la pensée du *Buen Vivir*, la structure épistémologique du principe de relation interdit de séparer les phénomènes sociaux. L'État Plurinational est en rapport de correspondance et de complémentarité avec le *Buen Vivir*. L'État Plurinational propose le principe de l'unité dans la diversité dans la sphère politique. Cela nous permet d'expliquer pourquoi pour les mouvements sociaux, et notamment les mouvements indigènes, les revendications du *Buen Vivir* ont toujours été associées à l'exigence d'un changement de régime politique.

III.3.4. Buen Vivir et développement : propositions et alternatives

Le philosophe Boaventura de Sousa Santos nous a averti du fait que nous possédions des cadres théoriques développés au 19^{ème} siècle pour comprendre les phénomènes du 21^{ème} siècle (De Sousa Santos, 2000). Bien que les concepts développés par les sciences humaines, dont l'économie du développement, aient

une certaine pertinence pour analyser la réalité du 21^{ème} siècle, il est vrai qu'il faut encore développer d'autres outils théoriques, épistémologiques et méthodologiques afin de mieux saisir les phénomènes contemporains. Nous pouvons énumérer quelques uns de ces phénomènes sociaux:

- Les coûts marginaux zéro de la société de l'information et la démocratisation et l'accès universel aux connaissances en réseau ;
- Les monnaies locales et l'intégration des circuits de production locale soutenable et démocratique ;
- Les biens communs et le travail gratuit ;
- Le *fair trade* (le commerce équitable, ou commerce juste) ; et les logiques du juste prix ;
- Le réchauffement climatique ;
- L'emploi comme liaison et responsabilité sociale.

La plupart de ces phénomènes sont en rapport direct avec la pensée du *Buen Vivir*, parce qu'il offre des outils théoriques pour mieux saisir la complexité des ces phénomènes. Par exemple, en ce qui concerne les coûts marginaux zéro, le *Buen Vivir* accueille en son sein la logique des biens gratuits, des biens communs, et les logiques de réciprocité et de complémentarité (Mason, 2015). De même pour les monnaies locales, qui expriment des rapports sociaux médiatisés par la solidarité, l'éthique envers Autrui en tant qu'Autrui, et l'esthétique d'un monde partagé avec tous. En fait, les monnaies locales expriment dans l'économie le sujet communautaire proposé par le *Buen Vivir*. C'est à partir des logiques du don et de la communauté que les monnaies locales peuvent se développer.

Dans le cas du dérèglement climatique, l'approche de l'économie dominante a développé les marchés du carbone, mais cela n'a pas stoppé le réchauffement climatique. L'unique manière de résoudre le dérèglement climatique est en changeant le rapport entre les être humains et la nature, comme le propose le *Buen Vivir*. Le principe de relation, avec les principes associés de réciprocité, complémentarité, correspondance, et la perspective éthique de l'unité dans la diversité, peuvent être des réponses apportées au dérèglement climatique.

Cette même logique vaut aussi pour l'emploi. Jusqu'à présent l'emploi dépendait des rouages de l'accumulation de capital. Cependant, l'emploi doit être abordé d'une autre manière, en dehors des mécanismes de marché. L'emploi, dans la conception du *Buen Vivir*, est une responsabilité qui échoit à toute la société, parce que l'emploi et le travail, sont un des moyens d'entrer en relation avec les autres. L'emploi est moins une affaire économique que sociale. Si l'emploi est une question sociale, ce n'est pas grâce à la croissance que l'on va résorber le chômage, mais par l'engagement de toute la société pour reconstruire l'idée de l'emploi comme principe de relation. Latouche affirme qu'il faut sortir de l'économie pour résoudre nos problèmes (Latouche, 2010) et le *Buen Vivir* se présente comme la meilleure opportunité pour le faire.

CONCLUSIONS DU CHAPITRE

Tout au long de ce chapitre, nous avons analysé la structure épistémologique qui relève du volet prescriptif et normatif des politiques du développement. Cette structure épistémologique postule que : (i) l'ordre social est une production spontanée, fruit des volontés des individus qui agissent dans leur propre intérêt, et qui ne sont pas conscients de l'ordre qu'ils créent ; (ii) il existe une liberté chez les individus dans cet ordre social, et les rapports marchands sont l'espace dans lequel cette liberté s'exprime et se réalise ; (iii) la rationalité économique des individus oscille entre les « préférences révélées » et l'aversion au risque qui est toujours en rapport avec l'ordre spontané et les libertés des marchés ; (iv) dans l'ordre spontané, l'économie se détache radicalement de la politique, l'éthique et la justice ; (v) l'ordre économique est aussi un ordre spontané soumis à des lois naturelles contre lesquelles on ne peut rien ; (vi) liberté et rationalité vont converger dans l'ordre marchand, lui aussi détaché de toute contrainte politique et soumis à des régularités qui sont extérieures à la société.

Ce cadre théorique est censé structurer les volets prescriptifs et normatifs des réformes structurelles mises en place dans plus de 170 pays du monde, à travers plus de douze mille projets sectoriels. Nous avons opté pour qualifier cette entreprise de « grande transformation », en référence à Karl Polanyi et ses études sur la naissance de l'ordre marchand et le libéralisme (Polanyi, 1983). Nous avons aussi souligné que le cadre théorique dominant se protégeait de toute critique éthique parce qu'il donnait raison *ex ante* aux interventions menées par les projets sectoriels.

Cependant, ce cadre théorique a été l'objet d'une très forte critique. En premier lieu, nous avons examiné la critique menée par le post-développement. Il s'agit d'un ensemble de recherches et de revendications formulé par des théoriciens de plusieurs domaines théoriques, qui ont utilisé le cadre méthodologique développé par le philosophe d'origine palestinienne, E. Saïd, pour montrer que de la même façon que le discours que l'Occident a créé un rapport à l'Orient ne comportant aucune vraisemblance avec l'Orient réel, le discours du développement n'est aucunement en accord avec la situation des pays et des régions dits sous-développés. En réalité, le discours du développement est un ensemble de textes qui cherchent à décrire une situation créée par les rapports de pouvoir géopolitiques. Ces rapports de pouvoir géopolitiques sont hiérarchiques et verticaux. Ils font état du Nord qui « sait » comment mettre en place le développement, et du Sud qui doit obéir et procéder comme le Nord l'indique. Le post-développement critique cette position qu'il identifie comme « l'imaginaire géopolitique ». Dans cet imaginaire, le Nord est porteur d'une tâche civilisatrice pour mener le Sud à la croissance et au développement. Cette dérive téléologique est critiquée par le post-développement. Pour le post-développement, tout le discours sur le développement, en réalité, est un discours du pouvoir.

Aux critiques menées par le post-développement s'ajoutent celles de la décroissance. En fait, le noyau dur de toute la stratégie du développement est de créer les conditions de possibilité pour stimuler la croissance économique. L'école de la décroissance, à partir d'une analyse opérée depuis l'écologie politique, démontre que la croissance n'existe pas. L'utilisation irrationnelle des ressources qui n'a rien à voir avec la satisfaction des besoins humains, mais bien plutôt celles du marché, est elle un fait clair. Cette utilisation irrationnelle provoque des dégâts importants et met toute l'humanité en danger. Ainsi, la décroissance démontre que la croissance en réalité est un outil idéologique mis au service de l'enrichissement d'un petit secteur de la société.

Le *Buen Vivir*, enfin, s'insère dans ces courants critiques. Notre recherche s'est proposée d'atténuer les dimensions anthropologiques, ethniques et culturelles du *Buen Vivir* pour en conserver le volet plus théorique et épistémologique, en l'occurrence, celui qui fait appel à l'altérité. La notion d'altérité

permet de comprendre en quoi les sociétés et les comportements non-modernes sont en condition d'extériorité par rapport au développement. Le discours du développement les a confinés à une région obscure, d'après Lewis. Cependant, il a fallu saisir dans toutes ces dimensions le processus de naissance, de constitution et le cadre institutionnel du *Buen Vivir*. Il s'agit d'un ensemble de notions qui prennent racine dans le contexte des pays andins dans le creuset des mobilisations sociales qui résistent aux réformes structurelles de la Banque Mondiale et aux programmes d'ajustement du FMI. La compréhension de ces processus sociaux permet d'appréhender le volet social et politique du *Buen Vivir*. En fait, moins qu'un discours théorique *ex ante*, il est plutôt le résultat d'une praxis sociale.

Nous avons aussi analysé les différents courants présents dans le *Buen Vivir* : indigéniste, socialiste et post-développement. De même, nous avons présenté les principes qui structurent le *Buen Vivir*. Le tout premier principe est celui de la relation au monde. Le principe de relation, ou principe holistique, établit que l'*arjé* (le commencement) de la réalité du monde repose sur l'interrelation. C'est dans la relation que naît la réalité. Il n'existe pas de réalité en dehors du principe de relation. Ce principe a une portée ontologique dans la mesure où il permet de constituer une structure à la réalité en tant que réalité. Par là, la pensée du *Buen Vivir* est une pensée structurée ontologiquement. La pensée associée au *Buen Vivir* a construit ces principes à partir de la compréhension des sociétés non-modernes, notamment des peuples indigènes. Dans le principe de relation s'élaborent des logiques comme celle de la réciprocité qui va établir les rapports humains dans la communauté comme le nouveau sujet épistémologique. La communauté exprime l'engagement des individus dans le bien-être de tous, par lequel l'action de chacun se répercute directement sur l'ensemble de la société ; cela signifie qu'il n'existe aucun principe de maximisation des utilités individuelles, comme l'affirme la théorie économique moderne.

Avec la réciprocité, la communauté exprime aussi sa relation au monde à partir des principes de complémentarité et de correspondance. L'application de ces principes voit disparaître le rapport d'extériorité à la nature et aussi à l'altérité. La pensée associée au *Buen Vivir* propose, en somme, une autre éthique basée sur

le principe de l'unité dans la diversité. Or, la reconnaissance de l'unité dans la diversité implique aussi la disparition du rapport d'extériorité de l'Autre en rapport au Même.

Ces principes sont corrélés avec des dynamiques sociales propres au *Buen Vivir* telles que la solidarité, le travail en commun, la gratuité des biens communs, l'agir non-stratégique, les logiques non-marchandes dans les espaces économiques, la vision de la communauté comme sentiment d'appartenance.

Suivant l'argumentation théorique du *Buen Vivir*, nous avons proposé un nouveau modèle éthique du développement, qui se propose de sortir du rapport moyens/fins et d'intégrer la reconnaissance de l'Autre en tant qu'Autrui. Dans ce chapitre, nous avons souligné les phénomènes socioéconomiques qui peuvent être attachés au *Buen Vivir*, comme les coûts marginaux zéro, le dérèglement climatique, les monnaies locales, les biens gratuits, entre autres.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous avons analysé au cours de cette recherche un processus global et historique, celui de la construction de la géopolitique de la mondialisation et de l'asymétrie Nord-Sud.

Ainsi, le développement est apparu comme un champ de rapports de force et de domination à une échelle mondiale. Les discours issus de cette confrontation ne cherchent pas le bien-être des sociétés, mais des positions spécifiques de contrôle et de domination. L'épistémologie économique des discours du développement devient un discours à géométrie variable.

Nous avons défini ce comportement comme l'agir stratégique par lequel les discours vont garantir et légitimer des stratégies concrètes et toujours liées aux rapports de pouvoir.

D'abord, nous avons relevé l'agir stratégique du FMI dans la crise de la dette extérieure latino-américaine des années 1980. Dans l'agir stratégique du FMI sont créés des répertoires discursifs pour légitimer une stratégie déterminée qui va au-delà de la crise de la dette : à partir des mesures imposées, le FMI, en réalité, refaçonnait le monde à son image. L'Amérique latine a été le scénario de changements mondiaux. Dans les politiques d'ajustement mises en place dans la région, l'enjeu central réside dans l'émergence d'un marché financier dérégulé et la réduction du rôle des États pour le contrôler et le réguler.

Il s'agit d'un changement dans la structure des marchés mondiaux. Dans ce contexte, le capitalisme se convertit en un capitalisme à dominante financière. Les enjeux spéculatifs prennent le dessus sur l'industrialisation et les banques privées transnationales deviennent de puissants acteurs dans la mondialisation.

Le FMI a modifié son rôle de stabilité des échanges mondiaux pour devenir le prêteur en dernier ressort qui assure et protège la spéculation financière globale. Cette transformation prend racine dans le contexte latino-américain.

En effet, il y avait d'autres façons de gérer la crise de la dette extérieure en protégeant les populations des ravages des politiques d'ajustement. Cependant, le FMI a opté pour la solution la plus difficile pour les sociétés. Les pays ont dû réaliser des macro-dévaluations de leurs monnaies, fixer les taux d'intérêts à des niveaux sidérants, diminuer les dépenses publiques dans le secteur social au minimum. La pauvreté a augmenté partout alors que l'emploi s'est précarisé. L'inflation s'est envolée, l'industrialisation a été cassée et la redistribution des revenus est devenue plus inégale. Malgré tout, le FMI n'a, à aucun moment, changé le cap de ses politiques d'ajustement malgré les dégâts qu'elles engendraient. Le FMI a promu la récession partout et a été couronné de succès. Cependant, selon le FMI, la récession a gagné du terrain du fait d'un manque de discipline dans l'austérité budgétaire, les privatisations, la dérégulation des marchés, et la flexibilisation de marché de travail.

L'Amérique latine a payé cher ces mesures par deux décennies de crise, de pauvreté et d'inégalité dans la distribution des revenus. C'est ce que l'on a appelé la « décennie perdue ». Nous avons aussi examiné les spécificités de ce processus. Nous avons expliqué comment la dette extérieure latino-américaine s'est greffée sur le modèle de développement mis en place dans la région, et finalement l'a fait exploser. Le phénomène de la dette extérieure n'avait aucun rapport avec le financement au développement pour les pays du Sud. *A contrario*, ce phénomène exprimait de profonds bouleversements dans le système capitaliste comme conséquence de la crise de Bretton Woods et la montée en puissance du capital financier et spéculatif.

Cependant, reste à savoir pourquoi le FMI est-il tellement attaché aux politiques d'ajustement ? Pourquoi n'a-t-il jamais revu son cadre analytique étant donné ses conséquences sociales désastreuses ? Pour y répondre, nous avons proposé l'hypothèse selon laquelle le FMI partait de réponses toutes faites dérivant du cadre néoclassique qui privilégiait l'équilibre général et la capacité des agents économiques à maximiser leur fonction d'utilité dans les marchés libres. Nous avons aussi tenté de critiquer cette position théorique.

Le modèle d'industrialisation par substitution des importations, modèle par excellence des politiques de développement en Amérique latine va se confronter à la nouvelle réalité du système capitaliste. Finalement, ce modèle d'industrialisation va s'avérer un obstacle pour flexibiliser les marchés du travail, libéraliser les marchés des capitaux et des taux de change, privatiser le secteur public et assurer l'austérité budgétaire.

Les politiques d'ajustement du FMI expriment en réalité la confrontation entre deux modèles de société : celui de la libération accrue prônée par le néolibéralisme du FMI, et celui du protectionnisme et du rôle déterminant de l'État dans le financement et la planification du développement prônée par le structuralisme latino-américain.

Le structuralisme mettait l'accent sur les échanges inégaux dans le commerce mondial, et le besoin de se protéger des investissements étrangers directs. Dans ce sens, le marché mondial représentait moins une opportunité qu'une menace. Bien que le structuralisme partageât la vision de la dualité des théoriciens du développement, c'est-à-dire l'écart entre le secteur traditionnel et le secteur moderne, il comprenait aussi que le marché mondial proposait l'industrialisation comme une manière de créer de la valeur ajoutée et de diminuer l'écart avec les pays industrialisés.

La création de valeur ajoutée était perçue par le structuralisme comme une stratégie de développement de longue haleine impliquant la participation de l'État, surtout dans la création d'un marché intérieure et la régulation des dynamiques épargne/investissement, et revenus/emplois. L'État représentait un acteur crucial pour construire le développement et l'architecture institutionnelle nécessaire à sa pérennité.

Dans les politiques d'ajustement, il ne s'agissait pas seulement de garantir les équilibres macroéconomiques de balance des paiements. En réalité, l'enjeu était le changement radical de toute la structure institutionnelle. L'agir stratégique du FMI a profité de la crise de la dette pour redéfinir tous les cadres institutionnels et les convertir en garants de la mondialisation.

Le FMI n'a pas seulement cassé les économies de la région, il a aussi cassé leurs systèmes politiques et la confiance des sociétés à l'égard de la démocratie et de leurs gouvernements. Les politiques d'ajustement ne sont pas des politiques démocratiques.

Lorsque nous avons examiné l'approche monétaire de la balance des paiements du FMI en démontrant la manière par laquelle le FMI met en rapport les monnaies locales et les soldes des balances des paiements, il s'agissait de comprendre la mondialisation et l'emprise des mécanismes financiers et spéculatifs dans le contrôle des politiques monétaires de la région. De même, lorsque nous avons étudié les programmes d'ajustement et de stabilisation macroéconomique et leurs conséquences sur la privatisation, la dérégulation, la libéralisation, et la flexibilisation des marchés du travail.

Pour expliquer la façon par laquelle les élites latino-américaines se sont rangées du côté du néolibéralisme et sont devenues les relais du FMI dans la région, nous avons proposé une hypothèse qui tente d'expliquer cette contradiction. Notre hypothèse fait référence à l'intervention sur le taux de change et les dévaluations contractives provoquées par les politiques d'ajustement. Dès lors, les dévaluations provoquaient une rente additionnelle pour les secteurs exportateurs qui pouvaient l'ajouter aux taux de profit de leurs activités économiques ; cette rente pouvait être placée sur les marchés intérieurs dans les banques privées et ainsi assurer le contrôle des marchés par les groupes économiques liés aux activités d'exportation. Ainsi, le pouvoir économique va être transféré des groupes économiques associés à l'industrialisation et au contrôle de l'État, vers les nouveaux groupes économiques liés à l'exportation, aux banques et à la spéculation financière.

Nous avons montré par ailleurs qu'il n'y a jamais eu de discussion théorique sur les modèles de développement. Le FMI a contribué à éviter tout débat sur les alternatives au développement parce qu'il a fait du modèle d'industrialisation le coupable des déséquilibres économiques. Ce faisant, le FMI a détourné les responsabilités des changements géopolitiques du capitalisme dans la crise de la dette et a fait passer le modèle d'industrialisation de victime de ces changements géopolitiques en responsable direct de la crise. Ainsi, les politiques d'ajustement du FMI vont provoquer la restauration des équilibres économiques ébranlés par un modèle d'industrialisation qui provoquait des déséquilibres macroéconomiques. Ce détournement du débat implique d'insérer les politiques d'ajustement dans l'économie du développement.

Ainsi, le regard que nous avons posé sur les politiques d'ajustement et de stabilisation macroéconomique est de caractère critique dans la mesure où il cherche à comprendre les changements sociaux et économiques provoqués par la mondialisation. Cela revient à comprendre les politiques d'ajustement du FMI d'un point de vue complexe, parce qu'elles agissent sur le long terme. Pour le FMI, il s'agissait de stimuler la croissance économique après avoir réglé les déséquilibres macroéconomiques provoqués par des décisions incorrectes prises par des gouvernements populistes. Il s'agissait de mesures de choc nécessaires pour relancer la croissance. Dans le premier chapitre, nous avons montré qu'en réalité il s'agissait de mettre en place des privatisations, des dérégulations et plus de flexibilisation.

Cette première étape de la mondialisation est qualifiée de « réformes de première génération ». Nous avons remarqué que ces réformes de première génération comportaient un volet macroéconomique et visaient les politiques économiques fiscales et monétaires. Cependant, les réformes de première génération étaient un pré-requis pour des réformes plus approfondies et plus vastes, connues comme « réformes de seconde génération ». L'enjeu de ces réformes était de provoquer des transformations radicales dans la structure de l'État ; mais aussi dans les sociétés. Nous les avons nommées « réformes structurelles ». Pour mieux comprendre ces réformes structurelles, nous avons suivi et repris les discours de la Banque Mondiale et de la coopération internationale au développement. L'étude de la Banque Mondiale nous a menés au cœur des réformes structurelles. Tout d'abord, nous avons identifié un vaste et complexe ensemble de politiques d'intervention sur la structure institutionnelle des États et sur la société et les organisations sociales.

Le recours au néo-institutionnalisme économique de la part de la Banque Mondiale représentait une exigence des enjeux géopolitiques plutôt qu'un besoin théorique. Les transformations étatiques et sociales suites aux réformes de première génération ont eu besoin d'un cadre théorique plus large que celui du monétarisme et de la macroéconomie de l'ajustement économique. Les réformes de seconde génération avaient besoin de leur propre cadre théorique. La théorie économique des institutions sert à mieux encadrer les transformations institutionnelles entreprises par la Banque Mondiale et ses alliés.

Ainsi, nous avons proposé une hypothèse générale à partir de trois hypothèses complémentaires : d'abord l'hypothèse de la transition institutionnelle et la mise en place des institutions économiques du capitalisme pour lancer et consolider les réformes de libre marché dont la mondialisation a besoin ; l'hypothèse de l'intervention prescriptive à partir de la coopération au développement et la mise en chantier des programmes spécifiques de transformations institutionnelles, dont la Banque Mondiale et la Coopération Internationale au Développement sont les acteurs stratégiques ; et finalement, l'hypothèse des réformes structurelles « invisibles » contenues dans le concept de « capital humain » qui relève de l'économie du comportement humain.

Pour alimenter ces hypothèses, nous avons étudié les concepts épistémologiques qui servent de charnière à toutes les réformes structurelles : celle de la théorie des institutions, pour comprendre la portée réelle du changement institutionnel proposé par la Banque Mondiale ; puis, celle des méthodes de la *corporate governance* pour comprendre leur « agir stratégique » ; et, finalement, celle du « capital humain » pour saisir l'emprise des rapports marchands sur la vie quotidienne des êtres humains.

De même, nous avons suivi le sentier tracé par la Banque Mondiale, en considérant le développement comme une stratégie d'imposition prescriptive et normative des changements institutionnels dans plusieurs pays du monde. Dans ce sens, nous avons analysé comme cadre heuristique les outils développés par la Banque Mondiale au Mexique, aux Philippines, en Bolivie et au Bangladesh, et connus sous le nom de *Country Assistance Strategy* (CAS) et *Country Partnership Strategy* (CPS).

L'étude de ces instruments de développement nous a donné à voir les discours de la lutte contre la pauvreté, de la bonne gouvernance des institutions, de la participation citoyenne, de l'action collective, de la transparence et de la lutte contre la corruption, comme des discours stratégiques qui ont pour but de légitimer des stratégies d'intervention directe sur l'architecture institutionnelle des pays ciblés. Ces discours, bien que comportant un volet éthique, ont en réalité permis l'intervention directe sur les pays au nom du développement sans susciter d'opposition et de contestation.

Or, dans la réforme structurelle et les stratégies d'intervention directe, nous avons démontré l'existence de projets sectoriels de développement comme l'enjeu central des réformes structurelles. En effet, ces projets de développement sectoriel ont

permis la mise en place de politiques autour de concepts spécifiques propre au changement institutionnel, tels que la *corporate governance* et le capital humain. Les projets de développement sectoriel issus des cadres plus élargis d'assistance pays de la Banque Mondiale vont se déployer sur l'ensemble de la structure étatique et, dans certains cas, sur les organisations de la société civile. Nous avons vu que ces projets de développement sectoriel étaient capables de mobiliser l'ensemble de la coopération au développement, même dans le cadre des plus petits programmes d'aide. Pour mettre en place les projets de développement sectoriel, la Banque Mondiale a stimulé la création d'organisations non-gouvernementales, comme secteur charnière entre l'État, la société et la Banque Mondiale. Les ONG vont se convertir en relais de la Banque Mondiale et vont assumer des fonctions dans la définition des politiques publiques, de telle sorte que les ONG vont déplacer l'État et le secteur public dans la définition des politiques publiques. Nous avons souligné l'agir stratégique hautement coordonné entre les ONG, les institutions de la coopération internationale au développement, et le FMI et la Banque Mondiale. Cette articulation stratégique est fondamentale pour la réussite des réformes structurelles. Ainsi, les projets de développement sectoriel sont au carrefour des politiques d'ajustement du FMI, des politiques de réforme structurelle de la Banque Mondiale, et des politiques d'intervention sur les sociétés.

Nous avons répertorié 12.657 projets de développement sectoriel entrepris par la Banque Mondiale dans 173 pays du monde pour 2016, dont 2.363 projets avaient été mis en œuvre en Amérique latine, et 3.938 projets sectoriels pour l'Afrique. Il s'agit d'une intervention tellement importante que nous l'avons nommé la « grande transformation ». Ainsi, les réformes structurelles de seconde génération sont la plus grande opération de développement jamais entreprise. Les réformes de seconde génération doivent être regardées comme une vaste transformation historique associée à la mondialisation de l'économie.

Néanmoins, il faut souligner le fait que dans ces projets de développement sectoriel, il y a des projets de développement dont le but est l'intervention directe sur la société. En effet, plusieurs projets sectoriels visaient l'éducation et la santé dans le sens du concept de capital humain. Pour saisir la portée et les conséquences de cette intervention sur les subjectivités des individus et des communautés, nous avons fait appel dans la recherche à des concepts de la philosophie, notamment celui de « colonisation du monde vécu ». Le monde vécu, ici, est l'ensemble des expériences

issues du quotidien des personnes, et la colonisation du monde vécu représente l'intervention sur cette vie quotidienne et ses cadres subjectifs. Le développement entrepris par la Banque Mondiale va au-delà des politiques d'ajustement du FMI et des concepts de la macroéconomie moderne. Notre recherche aura tenté de saisir les enjeux contenus dans les réformes structurelles de la Banque Mondiale.

L'agir stratégique de la Banque Mondiale et du FMI a été encadré par la théorie économique moderne. Les concepts économiques utilisés par le FMI et la Banque Mondiale ont permis l'articulation entre la dimension analytique et le volet pragmatique et prescriptif. Le monétarisme et la théorie économique des institutions sont liées par un même cadre épistémologique. Ce cadre a comme base commune une série de postulats : (1) l'ordre social est spontané et il naît des interactions individuelles, autonomes et rationnelles des individus. La société est le produit des décisions individuelles. Dans ce sens, la société en tant que société n'existe pas, mais des individus avec des intérêts spécifiques. Ainsi, dans cet ordre social l'économie est séparée de la politique, du droit, de l'éthique et de l'esthétique. Les individus sont séparés de leur mémoire historique et de toute appartenance sociale ; (2) les décisions individuelles peuvent réguler l'économie mais pas la société ; (3) l'ordre économique est soumis à des lois naturelles contre lesquelles on ne peut rien, comme par exemple la rareté des ressources ; (4) le comportement humain peut être soumis à une grille analytique prédéterminée ; (5) la liberté humaine est une liberté de choix, et le locus de cette liberté est le marché ; (6) la liberté humaine dans le marché exprime toujours la rationalité humaine, et cette rationalité est éthique parce qu'elle relève de l'adéquation entre moyens et fins.

Ainsi, critiquer les pratiques de la Banque Mondiale et du FMI amène à critiquer le cadre théorique qui les soutient et les structure, en l'occurrence, la théorie économique moderne. La critique de la Banque Mondiale et du FMI est la critique de la pensée économique moderne. Cependant, tous ces concepts sont harmonisés autour de deux prédicats clés : le développement en tant que processus historique, universel, téléologique, nécessaire et éthique ; et la croissance économique en tant que processus infini qui peut résoudre tous les problèmes humains.

Dans le cadre de notre recherche, nous avons sélectionné deux dimensions de la critique au développement : celle du post-développement et celle de la décroissance. Nous avons considéré qu'avant d'exposer un cadre alternatif au développement, il était

nécessaire de revenir sur les critiques les plus radicales formulées à l'égard du développement économique. La critique du post-développement et celle de la décroissance nous aura permis de localiser les références de base pour toute alternative au développement.

D'abord, la critique du post-développement perçoit le développement comme un « récit » propre à une société déterminée et à des conditions historiques spécifiques. En tant que récit, le discours du développement économique doit inventer son propre champ analytique et ses propres catégories épistémologiques. Cependant, le discours du développement a omis le fait que ces concepts et cadres théoriques sont une invention qui parfois ne correspond pas à la réalité. Pour montrer cette dérive, la critique du post-développement considère importante la démarche postcoloniale de E. Saïd. En effet, il démontre que tous les discours émis depuis l'Occident sur l'Orient, n'ont rien à voir avec l'Orient réel. L'Occident a mystifié l'Orient et a cru que cette mystification était plus réelle que l'existence de l'Orient lui-même. Mais, cette invention a des conséquences pratiques parce qu'à partir de là l'Occident a mis en œuvre toute une stratégie de colonisation de l'Orient. L'Orientalisme est, en définitive, un discours de colonisation de l'Orient.

Dans le même ordre d'idée, le développement est aussi une invention du Nord. La téléologie du développement est une construction imaginaire du Nord. Le développement est né dans la réalité d'un système social déterminé, en l'occurrence, le capitalisme. Les régions qui ont pu se « développer » l'on fait pour des raisons géopolitiques. Le développement doit créer ses propres instruments, indicateurs, et univers symboliques pour convaincre de sa pertinence.

Ainsi, le développement est un discours qui accompagne la géopolitique du capitalisme. Le développement est en réalité un discours de pouvoir qui découpe le monde entre un Nord qui est le sujet de l'histoire et le Sud son objet. Le Nord invente un discours sur le monde, et dans son invention le Sud est en décalage radical par rapport au Nord. A travers ce discours, le Nord réinvente aussi le Sud. Le Nord considère que ses points de repère sur l'histoire sont universels et qu'il n'existe pas d'autres références que les siennes. Le discours du développement n'est ni universel ni nécessaire, il n'est pas non plus éthique, parce qu'il n'y a aucune place pour l'Autre en

tant qu'Autre. En définitive, il ne pourra jamais résoudre les problèmes du Sud, car c'est bien lui le problème.

Pour la critique de la décroissance, c'est la croissance économique qui n'existe pas. Tandis que la critique du post-développement visait le développement comme discours de pouvoir qui invente son propre champ analytique et prescriptif, la critique de la décroissance vise le noyau dur du discours économique, celui de la croissance économique. Tout d'abord, la critique de la décroissance reprend les études qui démontrent l'impossibilité physique d'une croissance infinie dans un monde fini. Il existe bel et bien des limites réelles à la croissance. Le concept de « limite naturelle » installe la croissance économique sur une ligne de démarcation épistémologique qui n'appartient pas à son champ analytique et pour lequel il n'a pas de réponse. Cela soustrait le concept de croissance économique de son champ théorique spécifique (le discours économique) et le met en rapport à ses conditions naturelles et matérielles spécifiques (l'écologie critique). Alors, dans la démarche de la décroissance, le concept de croissance économique qui était extérieur à sa propre réalité physique, devient endogène à ses conditions matérielles, pour démontrer l'impossibilité de cette relation. La croissance devient un concept idéologique. La critique de la décroissance va démontrer que la croissance économique n'a pas de rapport avec l'ordre matériel de la réalité humaine. Les coûts associés à la croissance économique sont plus importants que leurs gains. La croissance est en réalité un jeu à somme nulle. Si l'on ajoute les coûts externes ou externalités négatives, la croissance disparaît. La critique écologique du concept de croissance économique implique une critique des univers symboliques et idéologiques qui lui sont attachés. La critique écologique va se transformer en écologie politique, car le concept de croissance économique est censé justifier et légitimer tout le système économique. Cela suppose que la portée réelle de la croissance est plus politique qu'économique.

Les critiques menées par la décroissance et par le post-développement nous a permis d'ouvrir une voie pour situer le discours critique du *Buen Vivir*. Ce concept appartient à la cosmologie des peuples indigènes et a été repris par les mouvements sociaux latino-américains en réponse aux politiques d'ajustement du FMI et de réforme structurelle de la Banque Mondiale. Ce concept est réapparu à partir des réformes constitutionnelles en Équateur et en Bolivie. Le *Buen Vivir* est un concept qui a été utilisé comme cadre alternatif au développement économique. Nous avons utilisé le

terme comme cadre de référence de tous les comportements sociaux non-modernes ou en-dehors des cadres de l'économie moderne, comme sont les logiques de la réciprocité, la solidarité et les échanges marchands sans but lucratif. Pour ce faire, nous avons proposé une démarche méthodologique qui tranche avec les dimensions anthropologiques et ethniques associées au concept de *Buen Vivir*. Ici, le *Buen Vivir* est le nom donné aux logiques et comportements des sociétés non-modernes.

Notre recherche visait, de ce fait, à dégager les principes théoriques et économiques d'une autre économie, en l'occurrence, celle qui découle des sociétés non-modernes. L'objectif a consisté à confronter les principes théoriques de l'économie moderne et du développement avec les principes du *Buen Vivir*. Nous avons étudié la naissance et le parcours historique de ce concept, et les courants qui y sont associés (post-développement, socialisme et indigénisme). Cependant, tous ces courants partagent des éléments épistémologiques communs.

Le tout premier principe que nous avons identifié dans le *Buen Vivir* et qui pourrait servir à encadrer une « autre économie » est le principe de relation. Pour comprendre le principe de relation, nous avons proposé une démarche philosophique et épistémologique autour des théories de la complexité. En fait, pour saisir les principes du *Buen Vivir*, il faut considérer la société comme un fait complexe tout en définissant le concept de complexité. Or, nous avons vu que le principe de relation est un principe ontologique dans la mesure où il s'intéresse à la relation des individus avec leur réalité, matérielle et naturelle. Nous avons étudié les conséquences du principe de relation, et nous avons vu qu'il rejette la distance des individus à l'égard de leur réalité et de leur société. Dans le principe de relation, il n'y a pas d'individus isolés. Tous les individus appartiennent à une société, dans une relation de complexité.

L'étude du principe de relation nous a amené à la compréhension d'autres principes qui lui sont attachés. Nous avons donc étudié les principes de correspondance, de réciprocité et de complémentarité. Nous avons aussi considéré que le sujet du principe de relation est la communauté, et mis l'accent sur des phénomènes complexes comme le temps cyclique et l'État Plurinational.

Nous avons ensuite essayé de mettre en rapport ces principes avec les principes théoriques de l'économie moderne et les théories du développement, et nous avons

constaté qu'il existe effectivement des distances épistémologiques insurmontables. Pour conclure notre recherche, nous proposons un cadre alternatif pour comprendre des phénomènes sociaux très complexes. Nous avons répertorié les phénomènes sociaux suivants qui peuvent être étudiés à partir de la grille théorique qui découle des principes du *Buen Vivir* :

- Les coûts marginaux zéro de la société de l'information ainsi que la démocratisation et l'accès universel aux connaissances en réseau ;
- Les monnaies locales et l'intégration des circuits de production locale soutenable et démocratique ;
- Les biens communs et le travail gratuit ;
- Le *fair trade* (le commerce équitable, ou commerce juste) et les logiques du juste prix ;
- Le réchauffement climatique ;
- L'emploi comme liaison et responsabilité sociale.

La plupart de ces phénomènes, en effet, sont en rapport direct avec la pensée du *Buen Vivir*, parce qu'elle offre des outils théoriques pour mieux saisir la complexité des ces phénomènes. Le *Buen Vivir* représente, par conséquent, l'opportunité d'envisager d'une manière plus complexe une autre économie et un autre développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Abed, G., & Gupta, S. (2002). *Governance, Corruption, & Economic Performance* . Washington DC: International Monetary Fund.
- Acosta, A. (abril-junio de 2010). El buen vivir, una utopía por (re)construir. *Boletín ECOS*(11), 1-19.
- Acosta, A. (Mayo de 2010). Las tribulaciones de la Iniciativa Yasuní-ITT. *Letras Verdes*(5), 19-22.
- Acosta, A. (2014). *Le Buen Vivir. Pour imaginer d'autres mondes*. Paris: Utopie.
- Acosta, A., Gudynas, E., Martínez, E., & Vogel, J. (2009). Dejar el crudo en tierra o la búsqueda del paraíso perdido. Elementos para una propuesta política y económica para la Iniciativa de no explotación del crudo del ITT. *Polis*, 8(23), 429-452.
- Acuña, C., & Tommasi, M. (1999). Some Reflections on the Institutional Reforms Required for Latin America . Buenos Aires, Argentina.
- Aglietta, M., & Rebérioux. (2004). *Dérives du capitalisme financier*. Paris: Albin Michel.
- Aglietta, M., Ponsot, J., & Ould Ahmed, P. (2016). *La Monnaie: Entre dettes et souveraineté*. Paris: Odile Jacob.
- Albó, X. (2011). Suma qamaña = convivir bien. ¿Cómo medirlo? En I. Farah H., & L. (. Vasapollo, *Vivir bien: ¿Paradigma no capitalista?* (págs. 133-144). La Paz: CIDES-UMSA-Sapienza università di Roma-Oxfam.

- Almeida, I. (6 de marzo de 2012). *El Estado Plurinacional y el Sumak Kawsay*. Recuperado el 30 de 09 de 2016, de www.redciecuador.wordpress.com: <http://redciecuador.wordpress.com/2012/03/06/el-estado-plurinacional-y-el-sumak-kausay/>
- Altmann, P. (2013). El Sumak Kawsay en el discurso del movimiento indígena ecuatoriano . *Indiana*(30), 283-299 .
- Arceo, E. (2009). América Latina. Los límites de un crecimiento exportador sin cambio estructural. En A. E. (Comp), *Los condicionantes de la crisis en América Latina Inserción internacional y modalidades de acumulación* (págs. 61-118). Buenos Aires, Argentina: CLACSO.
- Arendt, H. (1962). *The Origins of Totalitarianism*. Cleveland and New York: THE WORLD PUBLISHING COMPANY.
- Ariès, P. (2012). *Le socialisme gourmande. Le Bien-Vivre, un nouveau projet politique*. Paris: La Découvert.
- Arruda, M. (2000). *External Debt. Brazil and the International Financial Crisis*. Recuperado el 02 de 07 de 2016, de Pluto Books: Retrieved from <http://www.jstor.org/stable/j.ctt18fs3gp>
- Asamblea Legislativa Plurinacional de Bolivia. (2008). *Constitución Política del Estado Plurinacional de Bolivia*. La Paz: Asamblea Legislativa plurinacional.
- Asamblea Nacional del Ecuador. (2008). *Constitución de la República del Ecuador*. Asamblea Nacional del Ecuador. Quito: ANE.
- Assies, W. (2009). Pueblos indígenas y sus demandas en los sistemas políticos. *CIDOB d'Afers Internacionals* (85-86), 89-107.
- Baker III, J. (1985). *Statement by the Governor on the Fund and the Bank for the United States*. Washington DC: International Monetary Fund.
- Barzilai, J. (2014). Demand theory is founded on errors . *Real-World Economics Review* (68), 62-65 .

- Bataille, G. (2011). *La Part Maudite. La notion de dépense*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Bautista, R. (2010). *Hacia una constitución del sentido significativo del "Vivir Bien"*. La Paz: Reflexiones urgentes.
- Bayon, D., Flipo, F., & Schneider, F. (2010). *La Décroissance: 10 Questions pour comprendre et en débattre*. Paris: La Découverte.
- Beauzamy, B. (2004). Le contre-sommet, une action directe contre la mondialisation. *Journal des anthropologues*(96-97), 12-22.
- Becker, G. (1995). Irrational Behavior and Economic Theory. En R. Febrero, & P. Schwartz, *The Essence of Becker* (págs. 18-35). California: Stanford University, Hoover Institution Press.
- Becker, G. (1995). Investment in Human Capital: A theoretical Analysis. En R. Febrero, & P. (. Schwartz, *The Essence of Becker* (págs. 36-90). California: Stanford University, Hoover Institution Press.
- Beeson, M., & Islam, I. (February de 2005). Neo-liberalism and East Asia: Resisting the Washington Consensus. *The Journal of Development Studies*, 41(2), 197 – 219.
- Beltrán, B. (marzo de 2010). Fundamentos de la plurinacionalidad. *América Latina en movimiento*, XXXIV(453), 19-21.
- Berglöf, E., & Claessens, S. (January de 2006). Enforcement and Good Corporate Governance in Developing Countries and Transition Economies. *The World Bank Research Observer*, 21(1), 123–150.
- Berle, A., & Means, G. (1932). *UNZ.org - Periodicals, Books, and Authors*. Recuperado el 26 de 08 de 2016, de The Modern Corporation and Private Property: <http://www.unz.org/Pub/BerleAdolf-1932>
- Bernal, A. (2013). The Law and Politics of the "Good Life" in Ecuador. Sumak Kawsay, Extractivism and the Naturalization of Sovereignty. *Latin American Studies Association Meeting* (págs. 1-18). EEUU: LASA.

- Bernard, M., Cheynet, V., & Clémentin, B. (2003). *Objectif décroissance: vers une société harmonieuse*. Lyon: Parangon.
- BIS. (2015). *Statistical release OTC derivatives statistics at end-June 2015*. BIS. Basel: BIS.
- Blaug, M. (1990). *Economic Theory in Retrospect*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Boughthon, J. (2011). Jacques J. Polak and the Evolution of the International Monetary System. *Economic Review*, 379-399.
- Bourdieu, P. (Mars de 1998). L'essence du néolibéralisme. *Le Monde Diplomatique*, pág. 3.
- Bretón, V. (2014). Développement, ethnicité et "ethnophagie" dans les Andes septentrionales (Équateur). *Actuel Marx*(56), 62-73.
- Burki, S., & Perry, G. (1997). *The Long March: A Reform Agenda for Latin America and the Caribbean in the next Decade*. Washington DC: World Bank.
- Bustillo, I., & Velloso, H. (2014). De bonos Brady a bonos globales: el acceso de América Latina y el Caribe a los mercados internacionales desde la década de 1980. En J. Ocampo, B. Stallings, I. Bustillo, H. Velloso, & R. Frenkel, *La crisis latinoamericana de la deuda desde la perspectiva histórica* (págs. 83-118). Santiago de Chile: CEPAL.
- CAIC. (2008). *Informe Final de la auditoría integral de la deuda ecuatoriana*. Comisión para la auditoría integral del crédito público. Quito: CAIC.
- Caillé, A. (2005). *Dé-penser l'économie. Contre le fatalisme*. Paris: La Découverte-MAUSS.
- Cardoso, E., & Fishlow, A. (March de 1992). Latin American Economic Development: 1950–1980. *Journal of Latin American Studies*, 24(S1), 197-218.
- Castoriadis, C. (1999). *L'institution imaginaire de la société*. Paris: Éditions Points.

- Cecchini, S., & Madariaga, A. (2011). *Programas de transferencias condicionadas: balance de la experiencia reciente en América Latina y el Caribe*. Santiago de Chile: CEPAL.
- CEPAL. (1985). *Estudio Económico para América Latina*. Santiago de Chile: CEPAL.
- CEPAL. (1986). The economic crisis: Policies for adjustment, stabilization and growth: Santiago de Chile, Chile: CEPAL.
- CEPAL. (2002). *Estudio Económico 2002*. CEPAL. Santiago de Chile: CEPAL.
- CEPAL. (2016). *Programas de transferencias condicionadas. Base de datos de programas de protección social no contributiva en América Latina y el Caribe* . Recuperado el 30 de 08 de 2016, de Cepal.org: <http://dds.cepal.org/bdptc/#es>
- Chavagneux, C. (Juin de 2001). Lutte contre la pauvreté ; les enjeux politiques d'un slogan. *Politique africaine*(82), 161-168.
- Chesnais, F. (1996). *Mondialisation financière: genèse, coûts et enjeux*. Paris: Syros.
- Cholango, H. (2012). Movimiento indígena del Ecuador, su participación en la Asamblea Constituyente de Montecristi y la lucha por el Estado Plurinacional. *Tesis previa a la obtención de licenciatura en gestión del desarrollo sostenible*. Quito.
- Chossudovsky, M. (1998). *La mondialisation de la pauvreté*. Montréal: Éditions Ecosociété.
- Chuji, M. (Marzo-Abril de 2008). Políticas ambientales: los límites del desarrollismo y la plurinacionalidad. *La Tendencia*(7), 49-55.
- Cling, J.-P., Razafindrakoto, M., & Roubaud, F. (Mai de 2002). La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté : tout changer pour que tout reste pareil ? *DIAL Développement et Insertion Internationale Document de Travail*(09).
- Coase, R. (November de 1937). The nature of the Firm. *Economica*, IV(16), 386-405.
- Colleti, L. (1978). *El marxismo y el "derrumbe" del capitalismo*. México: Siglo XXI Editores.

- CONAIE. (2007). *Propuesta de la CONAIE frente a la Asamblea Constituyente*. CONAIE. Quito: CONAIE.
- CONAIE. (2011). *Proyecto Político*. Quito: CODENPE.
- Corbridge, S. (1998). Development Ethics: Distance, Difference, Plausibility. *Philosophy & Geography*, 1(1), 35-53.
- Cordero Ponce, S. (julio-agosto de 2012). Estados plurinacionales en Bolivia y Ecuador Nuevas ciudadanías, ¿más democracia? *Nueva Sociedad*(240), 134-148.
- Cortés Conde, R. (2003). La crisis argentina de 2001-2002. *Cuadernos de Economía*, 40(121), 762-767.
- Cruz Rodríguez, E. (2012). Redefiniendo la Nación: Luchas indígenas y Estado Plurinacional En Ecuador (1990-2008). *Crítica de Ciencias Sociales y Jurídicas*(Especial sobre América Latina), 1-23.
- Cubillo, A., Hidalgo-Capitán, A., & Domínguez, J. (2014). El pensamiento sobre el Buen Vivir: entre el indigenismo, el socialismo y el posdesarrollo. *Reforma y Democracia*(60), 27-58.
- Cúneo, M., & Gascó, E. (2013). *Crónicas del estallido. Viaje a los movimientos sociales que cambiaron América latina*. Barcelona: Icaria.
- Damill, M., Frenkel, R., & Juvenal, L. (Septiembre de 2003). Las cuentas públicas y la crisis de la convertibilidad en la Argentina. *Desarrollo Económico*, 43(170), 203-230.
- Danaher, K. (1994). *50 Years is Enough: The Case Against the World Bank and the International Monetary Fund*. South End Press.
- Dávalos, P. (2002). Movimiento indígena ecuatoriano: construcción política y epistémica. En D. Mato , *Estudios y Otras Prácticas Intelectuales Latinoamericanas en Cultura y Poder* (págs. 89-98). Buenos Aires: CLACSO.
- Dávalos, P. (2011). *La Democracia Disciplinaria*. Bogotá: Desde Abajo.
- Davis, M. (2006). *Le pire des mondes possibles. De l'explosion urbaine au bidonville global*. Paris: La Découverte.

- De Sousa Santos, B. (2000). *Crítica de la razón indolente. Contra el desperdicio de la experiencia*. Bilbao: Desclée.
- De Sousa Santos, B. (2010). *Refundación del Estado en América Latina Perspectivas desde una epistemología del Sur*. Lima: Instituto Internacional de Derecho y Sociedad-Programa Democracia y Transformación Global .
- Desai, M. (1989). *El Monetarismo a prueba*. México: FCE.
- Devlin, R. (1983). *Deuda crisis y renegociación: el dilema latinoamericano* . CEPAL. Santiago de Chile: CEPAL.
- Devlin, R., & Ffrench-Davis, R. (julho-setembro de 1995). The great Latin America debt crisis: a decade of asymmetric adjustment. *Revista de Economía Política*, 15(3 (59)), 117-142.
- Díaz-Polanco, H. (2007). *La rebelión zapatista y la autonomía*. México: Siglo XXI Editores.
- Dorman , P. (October de 2008). What Would a Scientific Economics Look Like? . *Real-World Economics Review* , 47(3), 166-172 .
- Dubresson, A., & Fauré, Y. (Janvier-Mars de 2005). Décentralisation et développement local: un lien à repenser. *Revue Tiers Monde*, XLVI(181), 7-20.
- Dumez, H. (1985). *L'économiste, la science et le pouvoir. Le cas Walras*. Paris: PUF.
- Dussel, E. (1994). 1492 *El encubrimiento del Otro. Hacia el origen del "mito de la Modernidad"*. La Paz: Plural.
- Easterly , W. (2000). *The Effect of IMF and World Bank Programs on Poverty*. Recuperado el 02 de 08 de 2016, de Social Science Research Network Electronic Paper Collection: http://papers.ssrn.com/paper.taf?abstract_id=256883
- Edwards, S. (1989). *The International Monetary Fund and the Developing Countries: A Critical Evaluation*. National Bureau of Economic Research. Cambridge: NBER Working Paper Series.

- Escobar, A., & Alvarez E., S. (1993). *The Making of Social Movements in Latin America Identity, Strategy, and Democracy*. Boulder • San Francisco • Oxford: Westview Press.
- Escobar, A. (Nov. de 1999). The invention of development. *Current History*, 98(631), 382-386.
- Escobar, A. (1996). Construction Nature. Elements for a post-structuralist political ecology. *Futures*, 28(4), 325-343.
- Escobar, A. (2004). Development, Violence and the New Imperial Order. *Development*, 47(1), 15–21.
- Escobar, A. (2005). El “postdesarrollo” como concepto y práctica social. En D. Mato, *Políticas de economía, ambiente y sociedad en tiempos de globalización* (págs. 17-31.). Caracas: Universidad Central de Venezuela.
- Escobar, A. (2006). Post-Development. En D. Clark, *The Elgar Companion to Development Studies* (págs. 447-451). UK-USA: Edward Elgar Publishing Limited.
- Escobar, A. (2007). *La invención del Tercer Mundo. Construcción y deconstrucción del desarrollo*. Caracas: Editorial el perro y la rana.
- Escobar, A. (January de 2010). Latin America at a Crossroad Alternative modernizations, post-liberalism, or post-development? *Cultural Studies*, 24(1), 1-65.
- Esser, K. (mayo-junio de 1993). América Latina. Industrialización sin visión. *Nueva Sociedad*(125), 27-46.
- Estermann, J. (1998). *Filosofía Andina. Estudio intercultural de la sabiduría autóctona indígena*. Quito: Abya-Yala.
- Estermann, J. (2008). *Si el Sur fuera el Norte. Chakanas interculturales entre Andes y Occidente*. Quito: Abya-Yala.
- Estermann, J. (2012). Crisis civilizatoria y Vivir Bien: una crítica filosófica al modelo capitalista desde el allin kawsay/suma qamaña andino. *Polis*(33), 2-18.

- Estermann, J., & Peña, A. (1997). *Filosofía Andina*. Chile: IECTA-CIDSA.
- Evans, A. (2000). *Poverty Reduction in the 1990s: An Evaluation of Strategy and Performance*. Washington DC: World Bank Independent Evaluation Group Studies.
- Fajnzylber, F. (1990). *Industrialización en América Latina: De la "Caja Negra" al "Casillero Vacío"*. CEPAL. Santiago de Chile: CEPAL.
- Ferguson, J., & Lohmann, L. (September-October de 1994). The Anti-Politics Machine: "Development" and Bureaucratic Power in Lesotho. *The Ecologist*, 24(5), 176-181.
- Fernández, R. (1985). The expectations management Approach to Stabilization in Argentina during 1976-82. *World Development*, 13(8), 871-892.
- Ffrench-Davis, R. (2000). *Reforming the Reforms in Latin America : Macroeconomics, Trade, Finance* . London: MACMILLAN/PALGRAVE.
- Ffrench-Davis, R., & Devlin, R. (enero de 1993). Diez años de crisis de la deuda latinoamericana. *Comercio Exterior*, 4-20.
- Filgueiras, L., & Rodrigues Pinheiro, B. (2009). Bloque de poder dominante y vulnerabilidad externa de la economía brasileña. En E. Arceo, & E. Basualdo (Comp), *Los condicionantes de la crisis en América Latina. Inserción internacional y modalidades de acumulación* (págs. 119-138). Buenos Aires, Argentina: CLACSO.
- Fistetti, F. (2007). *Justice Sociale, justice globale et obligation de donner*. Paris: MAUSS.
- FMI. (1986). *Aspectos teóricos del diseño de los programas de ajuste respaldados por el Fondo*. Fondo Monetario Internacional. Washington: FMI.
- Foucault, M. (1975). *Surveiller et Punir*. Paris: Gallimard.
- Foucault, M. (1994). *Dits et Écrits. (1976-1979)*. Paris: Gallimard.

- Foucault, M. (2004). *La naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978-1979)*. Paris: Gallimard-Seuil.
- Freeman, R. (1992). Labor Market Institutions and Policies: Help or Hindrance to Economic Development? *The World Bank Economic Review, Suppl 1*(6), 117-144.
- Frenkel, R. (juin de 2005). Trois décennies de mondialisation financière en Amérique latine. *Revista de la CEPAL Numéro Spécial*, 111-125.
- Frenkel, R., & Avenburg, A. (2009). Los cambiantes roles del Fondo Monetario Internacional y América Latina. *Desarrollo Económico*, 49(194), 179-201.
- Friedman, M. (1966). The Methodology of Positive Economics. En M. Friedman , *Essays In Positive Economics* (págs. 30-43). Chicago: University of Chicago Press.
- Friedman, M. (March de 1968). The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*, 58(1), 1-17.
- Friedman, M. (1987). Quantity Theory of Money. En J. Eatwell, M. Milgate, & P. Newman, *The New Palgrave: A Dictionary of Economics* (págs. 3-20). New York: Palgrave- Macmillan.
- Friedman, M., & Friedman, R. (1980). *La liberté de choix*. Paris: Belfond.
- Friedman, M., & Schwartz, A. (1982). *Monetary Trends in the United States and United Kingdom: Their Relation to Income, Prices, and Interest Rates, 1867-1975*. Chigago: University of Chicago Press.
- Fullbrook, E. (2005). De la domination néo-classique et des moyens d'en sortir. *Alternatives économiques | L'Économie Politique*, 4(28), 78- 91.
- Galvez, J., & Tybout, J. (1985). Microeconomic adjustments in Chile during 1977-81. *World Development*, 13, 969-994.
- Ganesh, G. (1998). *Privatisation. Experience around the World*. New Delhi: Mittal Publications.

- García Álvarez, S. (2013). *Sumak kawsay o buen vivir como alternativa al desarrollo en Ecuador. Aplicación y resultados en el gobierno de Rafael Correa (2007-2011)*. Universidad Complutense de Madrid. Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales , Departamento de Economía Aplicada I. Madrid: Universidad Complutense de Madrid.
- Gaudichad, F. (2011). *El Volcán latinoamericano. Izquierdas, movimientos sociales y neoliberalismo al sur del Río Bravo*. Chile: Ediciones Escaparate.
- Ghosh, A., Christofides, C., Kim, J., Papi, L., Ramakrishanan, U., Thomas, A., y otros. (2005). The Design of the IMF-Supported Programs. *Ocasional Papers IMF*(241).
- Global Water Partnership. (2002). *Bolivia: The water war to resist privatisation of water in Cochabamba (#157)*. Recuperado el 15 de 10 de 2016, de Global Water Partnership: <http://www.gwp.org/en/ToolBox/CASE-STUDIES/Americas--Caribbean/Bolivia-The-water-war-to-resist-privatisation-of-water-in-Cochabamba-157/>
- Goldstein, M. (February de 2003). *Debt Sustainability, Brazil, and the IMF*. Recuperado el 01 de 07 de 2016, de Social Science Research Network: <http://ssrn.com/abstract=384022>
- Griffiths, T. (2005). *Indigenous Peoples and the World Bank: experiences with participation*. UK: Forest Peoples Programme.
- Guasch, L. (1999). *Labor market reform and job creation: The unfinished agenda in Latin American and Caribbean countries*. Washington DC: World Bank.
- Gudynas, E. (2011). Buen vivir: Today's Tomorrow. *Development*, 54(4), 441-447.
- Gudynas, E. (2011). Buen Vivir: Today's Tomorrow. *Development*, 54(4), 441-447.
- Guerrien , B., & Gun , O. (March de 2011). Efficient Markets Hypothesis: what are we talking about? . *Real-World Economics Review* , 56(11), 19-30.
- Guillén, A., & Phélan, M. (2012). Construyendo el Buen Vivir. En A. Guillén García, & M. Phélan Casanova, *Construyendo el Buen Vivir* (págs. 17-30). Cuenca: PYDLOS-Universidad de Cuenca.

- Gunder Frank, A. (1979). *Dependent Accumulation and Underdevelopment*. New York: Monthly Review Press.
- Gupta, S., Davoodi, H., & Tiongson, E. (2002). Corruption and the Provision of Health Care and Education Services. En G. Abed, & S. Gupta, *Governance, Corruption, & Economic Performance*. Washington DC: International Monetary Fund.
- Gutiérrez, R., & Escárzaga, F. (2006). *Movimiento indígena en América Latina: resistencia y proyecto alternativo. Vol II*. México: CEAM-Universidad Autónoma de Puebla-JP.
- Habermas, J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel*. Paris: Fayard.
- Haggard, S. (1985). The politics of adjustment: lessons from the IMF's Extended Fund Facility. *International Organization*, 39(03).
- Hanson, J. (Dec. de 1980). The Short-Run Relation between Growth and Inflation in Latin America: A Quasi-Rational or Consistent Expectations Approach. *The American Economic Review*, 70(5), 972-989.
- Haq, K., & Massad, C. (. (1984). *Adjustment with growth: A Search for an Equitable Solution*. Islamabad, Pakistan: North South Roundtable.
- Hardin, G. (Dec. de 1968). The Tragedy of the Commons. *Science*, 162(3859), 1243-1248.
- Hardt, M., & Negri, A. (2004). *Multitude. War and Democracy in the age of empire*. New York: Penguin Books.
- Harpagès, D., & Latouche , S. (2010). *Le temps de la décroissance*. Paris: Thierry Magnier.
- Hayek, F. (1960). *The Constitution of Liberty*. University of Chicago Press.
- Hegel, G. (1940). *Principes de la philosophie du droit*. Paris: Gallimard.
- Hegel, G. (2009). *Leçons sur la philosophie de l'histoire*. Paris: LGF Collection La Pochothèque.

- Hicks, J. (1956). *A Revision of Demand Theory*. Oxford: Clarendon Press.
- Hidalgo-Capitán, A., & Cubillo, A. (enero de 2013). Seis debates abiertos sobre el sumak kawsay . *Iconos*(48), 25-40.
- Hidalgo-Capitán, A., Guillén García, A., & Deleg, N. (2014). *Antología del Pensamiento Indigenista Ecuatoriano sobre el Sumak Kawsay*. Huelva: CIM-PYDLOS.
- Hilferding, R. (1970). *Le capital financier : étude sur le développement récent du capitalisme*. Paris: Éditions de Minuit.
- Holloway, J. (2007). *Changer le monde sans prendre le pouvoir* . Paris: Syllepse-Lux .
- Houtard, F. (2005). *Le sens de la "lutte contre la pauvreté" pour le néolibéralisme*. CADTM. Bruxelles: CADTM.
- Houtart, F. (2010). La crisis del modelo de desarrollo y la filosofía del sumak kawsay . En SENPLADES, *Los nuevos retos de América latina: socialismo y Sumak Kawsay* (págs. 91-98). Quito: SENPLADES.
- Houtart, F., & Polet, F. (2000). *The Other Davos: Globalization of Resistances and Struggles*. Louvain la Neuve, Belgium: CETRI.
- Ilich, I. (2004). *Oeuvres Complètes. La Convivialité*. Paris: Fayard.
- IMF. (1997). The ESAF at Ten Years Economic Adjustment and Reform in Low-Income Countries. *Ocasional Papers*(156), s.n.
- IMF. (2016). *The IMF and Good Governance*. International Monetary Fund. Washington DC: IMF.
- IMF and World Bank. (2002). *Civil Service Reform: Strengthening World Bank and IMF Collaboration*. Washington DC: World Bank.
- IWGIA. (2010). *Ecuador: Derechos colectivos de los pueblos y nacionalidades. Evaluación de una década 1998-2008*. Quito: IWGIA.
- Jayarajah, C., Branson , W., & Sen, B. (1996). *Social dimension of adjustment: World Bank experience, 1980-93*. Washington DC: Oxford University Press.

- Jiménez, F. (2001). El modelo neoliberal peruano: límites, consecuencias sociales y perspectivas. En E. Sader, *El Ajuste estructural en América Latina. Costos Sociales y alternativas* (págs. 145-170). Buenos Aires, Argentina: CLACSO.
- Johnson, C. (2009). *Arresting Development The power of knowledge for social change*. Arresting Development The power of knowledge for social change: Routledge.
- Kakarot-Handtke, E. (2013). Crisis and methodology: some heterodox misunderstandings. *Real-World Economics Review* (63), 98-117.
- Kahneman, D., & Tversky, A. (March de 1979). Prospect Theory: An Analysis of Decision under Risk. *Econometrica*, 47(2), 263-292.
- Kaletsky, A. (September de 2009). "Goodbye, homo economicus", . *Real-World Economics Review* , 50(8), 151-156.
- Kay, C. (2011). *Latin American Theories of Development and Underdevelopment*. New York: Routledge Taylor & Francis Group.
- Kennen, P. (2003). Refocusing the Fund: A Review of James M. Boughton's Silent Revolution. The International Monetary Fund 1979-1989. *IMF Staff Papers*, 50(2), 291-319.
- Kessler, A. (2010). Cognitive dissonance, the Global Financial Crisis and the discipline of economics . *Real-World Economics Review* (54), 2-18 .
- Kessides, I. (april de 2004). *Reforming Infrastructure: Privatization, Regulation, and Competition*. Washinton DC: World Bank.
- Keynes, J. (2008). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. New Delhi: Atlantic Publishers & Distributors.
- Khan, M., Montiel, P., & Haque, N. (January de 1990). Adjustment with growth: Relating the analytical approaches of the IMF and the World Bank. *Journal of Development Economics*, 32(1), 155-179.
- Klein, N. (20 de 01 de 2010). *La strategie du choc - Naomi Klein.pdf*. Recuperado el 20 de 07 de 2016, de <https://www.fichier-pdf.fr/2015/06/30/la-strategie-du-choc->

naomi-klein/: <https://www.fichier-pdf.fr/2015/06/30/la-strategie-du-choc-naomi-klein/>

Kusch, R. (2012). *El pensamiento indígena y popular en América y la negación del pensamiento popular*. Córdoba, Argentina: Fundación Ross.

Lancaster, K., & Lipsey, R. (1956). The General Theory of Second Best. *Review of Economic Studies*, 24(1), 11-32.

Lander, E. (2000). *La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales*. Buenos Aires: CLACSO.

Latouche, S. (2001). *Décoloniser l'imaginaire: la Pensée créative contre l'économie de l'absurde*. Paris: Albin Michel.

Latouche, S. (2001). *La Dérison de la raison économique: Du délire d'efficacité au principe de précaution*. Paris: Albin Michel.

Latouche, S. (2004). *Survivre au développement: De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative*. Paris: Mille et Une Nuits.

Latouche, S. (2005). *L'invention de l'économie*. Paris: Albin Michel.

Latouche, S. (2006). *Le pari de la décroissance*. Paris: Fayard.

Latouche, S. (2010). *Pour sortir de la société de consommation: Voix et voies de la décroissance*. Paris: Les Liens qui Libèrent.

Latouche, S. (2013). *acquies Ellul contre le totalitarisme technicien*. Neuvy-en-Champagne: Le Passager clandestin.

Lavoie, M. (1986). L'endogénéité de la monnaie chez Keynes. *Recherches Économiques de Louvain / Louvain Economic Review*, 52(1), 67-84 .

Le Monde Diplomatique. (1998). *Accord Multilatérale des Investissements*. Recuperado el 15 de 10 de 2016, de AMI: <http://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/accordmultilateralsurlinvestissement>

- Le Quang, M. (Mayo de 2011). La Iniciativa Yasuní-ITT en los debates europeos. *Letras Verdes*(9), 89-96.
- Levinas, E. (1987). *Totalité et Infini. Essai sur l'extériorité*. Paris: Le livre de Poche.
- Lewis, A. (1955). *The Theory of Economic Growth*. Illinois: Homewood.
- Lipovetsky, G. (2009). *Le bonheur paradoxal. Essai sur la société d'hyperconsommation*. Paris: Gallimard Folio Essais.
- Little, J. (1949). A Reformulation of the Theory of Consumers' Behaviour. *Oxford Economic Papers*(1), 90-99.
- Litvack, J., Ahmad, J., & Bird, R. (1998). Rethinking Decentralization in Developing Countries. *Sector Studies Series World Bank*.
- López Maya, M., & Lander, L. (2001). Ajustes, costos sociales y la agenda de los pobres en Venezuela: 1984 – 1998. En E. Sader, *el ajuste estructural en América Latina costos sociales y alternativas* (págs. 231-254). Buenos Aires: CLACSO.
- Lora, E. (2012). *Las reformas estructurales en América Latina: Qué se ha reformado y cómo medirlo (Versión actualizada)*. BID. Washington DC: BID.
- Lucero, J. (2008). *Struggles of Voice. The politics of indigenous representation in the Andes*. Pittsburgh: University Pittsburgh Press.
- Lustig, N. (October de 1990). Economic crisis, adjustment and living standards in Mexico, 1982-85. *World Development* (10), 132-1342.
- Macas, L. (Julio de 2010). El Sumak Kawsay. *Yachaycuna Saberes*(13), 13-39.
- Maher, M., & Andersson, T. (1999). *Corporate Governance: Effects on Firm Performance and Economic Growth*. OECD Secretariat. OECD.
- Maldonado, C. (2016). *Complejidad de las ciencias sociales. Y de otras ciencias y disciplinas*. Bogotá: Desde Abajo.
- Manrique Campos, I. (2001). México: Modernización financiera integral en la condicionalidad de las políticas de ajuste estructural. En E. Sader, *El Ajuste*

- Estructural en América Latina. Costos sociales y alternativas* (págs. 11-28). Buenos Aires, Argentina: CLACSO.
- Martínez Alier, J. (2008). Decrecimiento sostenible: París abril del 2008. *Ecología Política*(35), 51-58.
- Mason, P. (2015). *Postcapitalism*. New York: Penguin Books.
- Mauss, M. (1968). *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris: Les Presses Universitaires de France.
- Meadows, D., Randers, J., & Meadows (dir.), D. (2004). *Limits to Growth. The 30-Year Update*. Chelsea: Green.
- Medina, J. (2010). *Mirar con los dos ojos. Insumos para profundizar el proceso de cambio como un diálogo de matrices civilizatorias*. La Paz: La mirada salvaje.
- Meller, P. (abril de 1989). Críticas y sugerencias en torno a la (eventual) doble condicionalidad del FMI y del Banco Mundial. (CIEPLAN, Ed.) *CIEPLAN Notas Técnicas*(128), 1-48.
- Meltzer, A. (2000). *The Report of the International Financial Institution Advisory Commission: Comments on the Critics*. Carnegie Mellon University, Tepper School of Business. Cambridge: Carnegie Mellon University.
- Michels, R. (1962). *Political parties. A sociological study of the oligarchical tendencies of modern democracies*. New York: Collier Books.
- Mignolo, W. (2001). Géopolitique de la connaissance, colonialité du pouvoir et différence coloniale. *Multitudes*(6), 56-71.
- Mill, J. (2013). *Principles of Political Economy*. New York: Kindle Edition.
- Miller, J. (2001). Solving the Latin American Sovereign Debt Crisis. (U. o. Pennsylvania, Ed.) *Journal of International Law*, 22(3), 677-708.
- Morin, E. (1988). Le défi de la complexité. *Chimères*(5-6), 1-18.
- Mosley, P., Harrigan, J., & Toye, J. (2001). *Aid and Power. The World Bank and Policy-based Lending*. (Vol. 1). London-New York: Routledge.

- Mussa, M., Masson, P., Swoboda, A., Jadresic, E., Mauro, P., & Berg, A. (2000). Exchange Rate Regimes in an Increasingly Integrated World Economy. *Ocasional Paper*(193).
- Naím, M. (October de 1994). Latin America: The Second Stage of Reform. *Journal of Democracy*, 5(4), 32-48.
- Naím, M. (2000). Fads and fashion in economic reforms: Washington Consensus or Washington Confusion? *Third World Quarterly*, 21(3), 505-528.
- Navia, P., & Velasco, A. (2003). The Politics of Second-Generation Reforms. En P. Kuczynski , & J. Williamson, *After the Washington Consensus: Restarting Growth and Reform in Latin America* (págs. 265-303). Washington DC: Institute for International Economics.
- Nelson, J. (1990). *Economic Crisis and Policy Choice. The Politics of Adjustment in the Third World*. New Jersey: Princeton University Press.
- North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- North, D., Wallis, J., & Weingast, B. (2009). *Violence and Social Orders. A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*. New York: Cambridge University Press.
- Ocampo, J. (2014). La crisis latinoamericana de la deuda a la luz de la historia. En O. e. alt, J. Ocampo, B. Stallings, I. Bustillo, H. Velloso , & R. Frenkel, *La crisis latinoamericana de la deuda desde la perspectiva histórica* (págs. 19-52). Santiago de Chile.
- Orléan, A. (2009). *De l'euphorie à la panique: Penser la crise financière*. Paris: CEPREMAP- Éditions Rue d'Ulm.
- Ostrom, E. (2015). *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*. Cambridge U.K.: Cambridge University Press.
- Oviedo Freire, A. (2011). *Qué es el Sumakawsay. Más allá del capitalismo y el socialismo. Camino alter-nativo al desarrollo. Una propuesta para los*

- “indignados” y demás desencantados de todo el mundo . Quito: Sumak Editores.
- Oviedo Freire, A. (2012). El posmoderno Buen Vivir y el ancestral sumakawsay. En A. Guillén, & M. (. Phélan C., *Construyendo el Buen Vivir* (págs. 49-81). Cuenca, Ecuador: PYDLOS-Universidad de Cuenca.
- Pålsson Syl , L. (December de 2010). “What is (wrong with) economic theory?”. *Real-World Economics Review* , 56(17), 23-57 .
- Pålsson Syll , L. (December de 2012). Rational expectations – a fallacious foundation for macroeconomics in a non-ergodic world . *Real-World Economics Review* , 62 (15), 34-50 .
- Pastor, M. (1987). The Effects of IMF Programs in the Third World: Debate and Evidence from Latin America. *World Development.*, 15(2), 249-262.
- Pastor, M. (Winter de 1989). Latin America, the Debt Crisis, and the International Monetary Fund . *Latin American Perspectives* , 16(1), 79-110.
- Pastor, M., & Wise , C. (July de 1999). The Politics of Second-Generation Reform. *Journal of Democracy*, 10(3), 34-48.
- Peñafiel, R. (2000). L’analyse du discours de lutte contre la pauvreté émanant de la Banque Mondiale. En B. Campbell, *Gouvernance, reconceptualisation du rôle de l’État et émergence de nouveaux cadres normatifs dans le domaine social, politique et environnemental* (págs. 97-125). Montréal: Centre d’études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM).
- Perreault, T. (January de 2006). From the Guerra Del Agua to the Guerra Del Gas: Resource Governance, Neoliberalism and Popular Protest in Bolivia. *Antipode. A Radical Journal of Geography*, 38(1), 150–172.
- Phillips, R. (Summer de 1983). The Role of the International Monetary Fund en the Post-Bretton Woods. *Review of Radical Political Economics*, XV(2), 59-81.
- Pieper, U., & Taylor, L. (January de 1998). The Revival of the Liberal Creed: The IMF, the World Bank, and Inequality in a Globalized Economy. *CEPA Working Paper Series I(4)*, 1-48.

- Piketty, T. (2013). *Le capital au XXI^e siècle*. Paris: Seuil.
- Polanyi, K. (1983). *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard.
- Ponsot, J.-F. (2003). The Obsession of Credibility: A Historical Perspective on Full Dollarization and Currency Boards . *International Journal of Political Economy*, 33(1), 83-99 .
- Pradhan, M., & Ravallion, M. (2000). Measuring Poverty Using Qualitative Perceptions of Consumption Adequacy. *The Review of Economics and Statistics*, 82(3), 462-471.
- Prebisch, R. (2012). *El desarrollo económico de la América Latina y algunos de sus principales problemas*. Santiago de Chile: CEPAL.
- Purcel, M., & Heredia, C. (May de 1999). The wrong path: The World Bank's Country Assistance Strategy for Mexico. *Development in Practice*, 7(2), 172-175.
- QIN, H. (Octubre de 2003). ONG en Chine Émergence d'un tiers secteur . *Economie & Humanisme*(366), 59-62.
- Quijano, A. (Diciembre de 2011). “Bien vivir”: entre el “desarrollo” y la des/colonialidad del poder* Aníbal Quijano. *Ecuador Debate*(84), 77-88.
- Quijano, A. (2014). *Antología esencial: De la dependencia histórico-estructural a la Colonialidad-Descolonialidad del poder*. Buenos Aires: CLACSO.
- Quiroga, D. (2009). Sumak Kawsay: hacia un nuevo pacto social con la naturaleza. En A. Acosta, & E. Martínez, *El Buen Vivir: una vía para el desarrollo* (págs. 103-114). Quito: Abya-Yala.
- Radcliffe, S. (2012). Development for a postneoliberal era? Sumak kawsay, living well and the limits to decolonisation in Ecuador. *Geoforum*(43), 240-249.
- Ramírez, R. (2010). Socialismo del sumak kawsay o biosocialismo republicano. En SENPLADES, *Los nuevos retos de América Latina: Socialismo y Sumak Kawsay* (págs. 55-76). Quito: SENPLADES.

- Ramos, J. (agosto de 1997). Un balance de las reformas estructurales neoliberales en América Latina. *Revista de la CEPAL*(62), 15-38.
- Ratna, S., & Végh, C. (1996). Stabilization and Growth in Transition Economies: The Early Experiencie. *IMF Working Papers*(96/31), 1-32.
- Ravallion, M. (1995). Growth and poverty: Evidence for developing countries in the 1980s. *Economics Letters*, 48(3-4), 411–417.
- Ravallion, M. (Sep. de 1996). Issues in Measuring and Modelling Poverty . *The Economic Journal*, 106(438), 1328-1343 .
- Reagan, R. (1986). *Adress by the President of the United States*. International Monetary Fund. IMF Anual Meeting.
- Remmer , K. (Oct. de 1986). The Politics of Economic Stabilization IMF Standby Programs in Latin America, 1954-1984 . *Comparative Politics* , 19(1), 1-24.
- Remmer, K. (4 de 1990). Democracy and economic crisis: the Latin American experience. *World Politics*, 42(03), 315-335.
- Remmer, K. (1991). New Wine or Old Bottlenecks? The Study of Latin America Democracy. *Comparative Politics*, 23(4), 479-495.
- Ricardo, D. (2016). *On the Principles of Political Economy and Taxation*. Recuperado el 22 de 9 de 2016, de Library Economics Liberty: <http://www.econlib.org/library/Ricardo/ricP.html>
- Rist, G. (August de 2007). Development as a buzzword. *Development in Practice*, 17(4–5), 485-491.
- Rivera Cusicanqui, S. (2008). *Gestión Pública Intercultural. Pueblos originarios y Estado*. La Paz: INAP.
- Robbins, L. (1932). *An Essay on the Nature & Significance of Economic Science*. London: Macmillan & Co. Limited.
- Rodríguez, E. (1991). *La crise de la dette: une décennie perdue*. Ottawa: Le CRDI Explore.

- Rodríguez, O. (2006). *El estructuralismo latinoamericano*. México DF: Siglo XXI-CEPAL.
- Rodrik, D. (2002). After Neoliberalism, what? *Conference on Alternatives to Neoliberalism*, (págs. 1-12). Washington DC: New Rules for Global Finance Coalition .
- Rodrik, D. (2004). Rethinking Growth Policies in the Developing World. *Luca d'Agliano Lecture in Development Economics*. Harvard: Harvard University.
- Rostow, W. (1990). *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesto*. New York: Cambridge University Press.
- Saavedra, J. (2012). “Se nos trata de minimizar a los pueblos indígenas” El TIPNIS y la crítica indígena de las políticas desarrollistas. En N. Velardi, & M. Zeisser Polatsik, *Anales Seminario Internacional Desarrollo territorial y extractivismo. luchas y alternativas en la Región Andina* (págs. 127-166). Cusco: Centro de Estudios Regionales Andinos Bartolomé de Las Casas, CooperAcción, GRET.
- Sachs, J., Tornell, A., & Velasco, A. (November de 1996). The Mexican peso crisis: sudden death or death foretold? *Journal of International Economics*, 41(3-4), 265-283.
- Sachs, W. (2010). *The Development Dictionary: A guide to Knowledge as Power*. London-New York: Zed Books.
- Sader, E. (2001). *El ajuste estructural en América Latina. Costos sociales y alternativas* . Buenos Aires, Argentina: CLACSO.
- Sader, E. (2008). *Posneoliberalismo en América latina*. Buenos Aires: CTA-CLACSO.
- Sadi, N.-E. (2005). *La privatisation des entreprises publiques en Algérie*. Paris-Grenoble: L'Harmattan.
- Said, E. (1977). *Orientalism*. London: Penguin.
- Samuelson, P. (1938). A Note on the Pure Theory of Consumers'Behaviour. *Economica*(5), 61-71.

- Sánchez-Parga, J. (Diciembre de 2011). Discursos retrovolucionarios: *sumak kawsay*, derechos de la naturaleza y otros pachamamismos. *Ecuador Debate*(84), 31-50.
- Santaella, J. (September de 1996). Stylized Facts Before IMF-Supported Macroeconomic Adjustment. *IMF Staff Papers*, 43(3), 502-544.
- Scheetz, T. (August de 1987). Public sector expenditures and financial crisis in Chile. *World Development* (8), 1053-1075.
- Schwartz, A. (September de 1995). Why Financial Stability Depends on Price Stability. *Economic Affairs*, 15(4), 21-25.
- Sen, A. (2005). *Rationalité et liberté en économie*. Paris: Odile Jacob.
- SENPLADES. (2009). *Plan Nacional para el Buen Vivir 2009-2013*. Quito: SENPLADES.
- Seoane, J. (2006). Movimientos sociales y recursos naturales en América Latina: resistencias al neoliberalismo, configuración de alternativas. *Sociedade e Estado*, 21(1), 1-25.
- Smith, A. (1991). *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Paris: Flammarion.
- Smith , R. (2010). Beyond growth or beyond capitalism? . *Real-World Economics Review* (53), 28-42 .
- Söderbaum , P. (2009). A financial crisis on top of the ecological crisis: Ending the monopoly of neoclassical economics . *Real-World Economics Review* (49), 8-19
- Sousa Santos, B. (Julio-Septiembre de 2011). Epistemologías del Sur. *Utopía y Praxis Latinoamericana*, 16(54), 17-39.
- Spedding Pallet, A. (2010). Suma qamaña' ¿kamsañ muni? (¿Qué quiere decir 'vivir bien'? . *Fe y Pueblo, Suma qamaña. Miradas críticas al vivir bien* (17), 4-38.
- Stallings, B. (2014). La economía política de las negociaciones de la deuda: América Latina en la década de los ochenta. En J. Ocampo, B. Stallings, I. Bustillo, H. Velloso, & R. Frenkel, *La crisis latinoamericana de la deuda desde la perspectiva histórica* (págs. 53-82). Santiago de Chile: CEPAL.

- Stallings, B., & Peres, W. (2000). *Growth, Employment and Equity. The impact of the Economic Reforms in Latin America and the Caribbean*. Washington D.C.: Brookings Institution Press.
- Stefanoni, P. (2010). *¿Adónde nos lleva el pachamamismo?* Recuperado el 15 de 10 de 2016, de rebellion.org: www.rebellion.org
- Stiglitz, J. (2002). *Globalization and Its Discontents*. New York: W.W. Norton.
- Stiglitz, J. (2004). *The Roaring Nineties: A New History of the World's Most Prosperous Decade*. New York and London: W.W. Norton & Company.
- Stiglitz, J. (Juin de 2005). Le cap des réformes. Vers un nouveau programme pour l'Amérique latine. (CEPAL, Ed.) *Revista de la CEPAL Numéro Spécial*(80), 7-37.
- Sunkel, O., & Paz, P. (2004). *El subdesarrollo latinoamericano y la teoría del desarrollo*. México: Siglo XXI Editores.
- Tavernier, Y. (2000). *Rapport d'information Commission des Finances, de l'Économie Générale et du Plan, sur les activités et le contrôle du Fonds Monétaire Internationale et de la Banque Mondiale*. Paris: Asssemblée Nationale France.
- Taylor, L. (1988). *Varieties Of Stabilization Experience: Towards Sensible Macroeconomics In The Third World*. Oxford: Oxford University Press.
- Taylor, L., & von Arnim, R. (2006). *Modelling the Impact of Trade Liberalisation: A Critique of Computable General Equilibrium Models*. Oxford, UK: OXFAM.
- Terán, J. (2007). *La infraestructura como necesidad y los pobres como pretexto. Condicionamientos multilaterales, financiamiento privado y gobiernos locales*. Quito, Ecuador: Universidad Andina Simón Bolívar.
- Thatcher, M. (23 de Sep de 1987). "There is no such thing as society." . *Interview for Woman's Own*.
- Thatcher, M. (22 de March de 2002). A lifetime of public speaking. *BBC News*, pág. 1.
- Todorov, T. (1982). *La conquête de l'Amérique. La question de l'autre*. Paris: Seuil.

- Torre, J. (1997). *Las dimensiones políticas e institucionales de las reformas estructurales en América Latina*. Santiago de Chile: CEPAL.
- UNCTAD. (2016). *Trade and Development Report 2016. Structural transformation for inclusive and sustained growth*. New York and Geneva: United Nations.
- Viola, A. (2011). Desarrollo, bienestar e identidad cultural: del desarrollismo etnocida al Sumaq Kawsay en los Andes. En P. Palenzuela, & A. Olivi, *Desarrollo y etnicidad en los Andes* (págs. 255-302). Sevilla: Universidad de Sevilla.
- Vitali, S., Glattfelder, J., & Battiston, S. (2011). *The network of global corporate control*. Recuperado el 10 de 08 de 2016, de NCBI: <https://arxiv.org/pdf/1107.5728>
- von Haldenwang, C. (Abril de 2005). Gobernanza sistémica y desarrollo en América Latina. *Revista de la CEPAL*(85), 35-52.
- Wallerstein, I. (2004). *World-Systems Analysis: An Introduction*. Durham and London: Duke University Press.
- Walras, L. (1988). Éléments d'économie politique pure, ou théorie de la richesse sociale. En L. Walras, *Œuvres économiques complètes VIII*. Paris: Économica.
- Walras, L. (1990). De la nature de la richesse et de l'origine de la valeur. En L. Walras, *Œuvres économiques complètes V*. Paris: Economica.
- Walsh, C. (2010). Development as Buen Vivir: Institutional arrangements and (de)colonial entanglements. *Development*, 53(1), 15-21.
- Wilhelmi, M. (jan./jun. de 2013). Hacia una justicia social, cultural y ecológica: el reto del Buen Vivir en las constituciones de Ecuador y Bolivia. *Meritum*, 8(1), 279-311.
- Williamson, J. (2002). What Washington Means by Policy Reform. En J. Williamson, *Latin American Adjustment: How Much Has Happened?* Washington DC: Peterson Institute for International Economics.
- Williamson, J. (2003). An Agenda for Restarting Growth and Reform. En P. Kuczynski, & J. Williamson, *After the Washington Consensus: Restarting Growth and*

- Reform in Latin America* (págs. 1-19). Washington DC: Institute for International Economics.
- Williamson, J. (2003b). Our Agenda and the Washington Consensus. En P.-P. Kuczynski, & J. Williamson, *After the Washington Consensus: Restarting Growth and Reform in Latin America* (págs. 323-331). Washington DC.
- Williamson, O. (1985). *The Economic Institutions of Capitalism*. New York: The Free Press.
- Williamson, O. (1989). Transaction cost economics. En R. Schmolensee, & R. Willig, *Handbook of Industrial Organization* (Vol. 1, págs. 135–182). Holland: North-Holland.
- Wolfe , A. (December de 2008). Hedonic man: The new economics and the pursuit of happiness . *Real-World Economics Review* , 48(6), 351-366.
- Woods, N. (2006). *The globalizers. The IMF, the World Bank, and their Borrowers*. New York: Cornell University Press.
- World Bank - IMF. (10 de 08 de 2016). *Structural Adjustment Participatory Review International Network*. Recuperado el 10 de 08 de 2016, de Saprín: <http://www.saprin.org/>
- World Bank. (1989). *World Development Report 1989. Financial Systems and Development*. World Bank. Washington DC: World Bank.
- World Bank. (1990). *World Development Report 1990 Poverty*. World Bank. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (1991). *World Development Report 1991: The Challenge of Development*. World Bank. Washington DC: World Bank.
- World Bank. (1992). *Governance and Development*. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (1992). *World Development Report 1992 Development and the Environment*. Washington DC: Oxford University Press.

- World Bank. (1993). *World Development Report 1993 : Investing in Health*. World Bank. Oxford: Oxford University Press.
- World Bank. (1992). *Governance and Development*. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (1992). *World Development Report 1992 Development and the Environment*. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (1993). *World Development Report 1993 : Investing in Health*. World Bank. Oxford: Oxford University Press.
- World Bank. (1995). *World Development Report 1995 Workers in an Integrating World*. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (1996). Liberalization, Stabilization and Growth. En World Bank, *World Development Report 1996* (págs. 22-43). Washington DC: World Development Press.
- World Bank. (1997). *World Development Report 1997 The State in a Changing World*. World Bank. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (1997). *World Development Report 1997: The State in a Changing World*. World Bank. Washington DC: World Bank.
- World Bank. (1998). *World Development Report 1989. Financial Systems and Development*. Washington DC.
- World Bank. (2001). *Adjustment from within - lessons from the Structural Adjustment Participatory Review Initiative*. World Bank. Washington DC: World Bank.
- World Bank. (2001). *World Development Report 2000-2001 Attacking Poverty*. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (2002). *World Development Report 2002: Building Institutions for Markets*. World Bank. Washington DC: World Bank Press.
- World Bank. (2010). *Country Assistance Strategy for The People's Republic of Bangladesh for the period FY11-14*. Washington DC: World Bank.

- World Bank. (2011). *Country Partnership Strategy for the Plurinational State of Bolivia for the period FY 2012-2015*. Washington DC: World Bank.
- World Bank. (2013). *Country Partnership Strategy for the United Mexican States for the period FY 2014-2019*. World Bank. Washington DC: World Bank.
- World Bank. (2014). *Country Partnership Strategy for The Republic of Philippines for the period FY 2015-2018*. Washington DC: World Bank.
- World Bank. (2015). *World Development Report 2015. Mind, Society, and Behavior*. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (2016). *Country Strategies*. Recuperado el 10 de 08 de 2016, de The World Bank: <http://www.worldbank.org/en/projects-operations/country-strategies>
- World Bank. (2016). *The World Bank Group A to Z 2016*. Washington DC: Oxford University Press.
- World Bank. (2016b). *Indicateurs de gouvernance mondiaux* . Recuperado el 30 de 08 de 2016, de World DataBank : <http://databank.banquemondiale.org/data/reports.aspx?source=Indicateurs-de-gouvernance-mondiaux>
- World Bank. (2016b). *Doing Business 2016 Measuring Regulatory Quality and Efficiency*. The World Bank, Washington DC.
- World Bank. (2016d). *World Bank Projects*. Recuperado el 30 de 08 de 2016, de Projects & Operations: <http://www.worldbank.org/projects>.
- Ziai, A. (2013). The discours of "development" and why the concept should be abandoned. *Development in Practice*, 23(1), 123-136.

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Figures

Figure 1 : Dette extérieure de l'Amérique Latine 1978-1990	45
Figure 2 : Croissance de la dette extérieure de l'Amérique Latine 1975-1990	45
Figure 3 : PIB et dette extérieure totale. Amérique Latine 1973-1983.	47
Figure 4 : Rapport entre dette extérieure et Formation Brute de Capital Fixe (FBCF),	48
Figure 5 : Ratio d'endettement auprès des euromarchés par régions	49
Figure 6 : Évolution de l'inflation en Amérique Latine : 1970-1988	67
Figure 7 : Indicateur des réformes structurelles pour 19 pays d'Amérique latine	114
Figure 8 : Le modèle d'engagement des pays pour les réformes structurelles de seconde génération.....	161
Figure 9 : Carte cognitive du courant socialiste du Buen Vivir	296
Figure 10 : Carte cognitive du courant du post-développement du Buen Vivir	297
Figure 11 : Carte cognitive du courant indigéniste du Buen Vivir	298

Tableaux

Tableau 1: Dette extérieure des pays d'Amérique Latine et de tous les LDCs - 1973-1982	41
Tableau 2 : Amérique Latine : Dette extérieure 1975-1980 (en millions de dollars américains).....	42
Tableau 3 : Amérique Latine : dette extérieure totale, valeurs en milliers d'USD..	44
Tableau 4 : PIB, dette et taux de croissance du PIB, Amérique latine	46
Tableau 5 : Dette extérieure totale : privée et multilatérale	47
Tableau 6 : Pays de l'Amérique latine avec crédits auprès du FMI 1982-1983.....	51
Tableau 7 : Relation entre le <i>Washington Consensus</i> et l' <i>Augmented Washington Consensus</i>	126
Tableau 8 : Les deux étapes de la libéralisation économique: du changement des règles au changement des institutions.....	127
Tableau 10: Domaines thématiques CPS 2008-2013, Mexique.	168
Tableau 11 : Domaines thématiques CPS 2008-2013 :.....	169
Tableau 12 : Domaines thématiques CPS 2008-2013 : Projets sectoriels de réforme structurelle pour la mise en place des réformes du secteur financier (Mexique)	169

Tableau 13: Good Governance Design in Projects Approved/Prepared during the CAS period 2010-13.....	175
Tableau 14 : Projets sectoriels de la Banque Mondiale en Amérique latine, 2016	189
Tableau 15 : Projets sectoriels de la Banque Mondiale en Afrique, 2016	189
Tableau 16 : PTCM Amérique Latine, 2016	196

Table des matières

Remerciements	8
Sommaire	10
Liste des Acronymes et Abréviations	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	16
Chapitre 1 Néolibéralisme et ajustement économique en Amérique latine: Le développement impossible	34
<i>INTRODUCTION</i>	<i>34</i>
<i>Section I LA CRISE DE LA DETTE LATINO-AMÉRICAINE ET L'AJUSTEMENT ÉCONOMIQUE</i>	<i>39</i>
I.1. La crise de la dette	40
I.1.1. Crise de la dette et géopolitique	41
I.1.2. Dette et ajustement	43
I.1.3. Euromarchés et dette extérieure	46
I.2. Les programmes d'ajustement en Amérique latine.....	52
I.1.3. Ajustement, stabilité macroéconomique et équilibre général.....	55
I.1.4. Les enchaînements entre l'ajustement et la stabilisation.....	62
<i>Section II L'ÉCONOMIE POLITIQUE DU MONÉTARISME.....</i>	<i>65</i>
II.1. Inflation et retour de l'approche monétariste	66
II.2. Le FMI et la portée stratégique de l'inflation	69
II.2.1. La privatisation de la monnaie ?	71
II.2.2. La libération des taux d'intérêts	72
II.2.3. Les enjeux des taux de change.....	73
II.2.4. L'économie politique des taux de change	74
II.2.5. Taux de change et offre monétaire : une liaison géostratégique	75
II.3. Le monétarisme : l'approche monétariste des échanges mondiaux	76
II.3.1. La libéralisation des balances des capitaux	77

II.3.2. Le modèle monétariste du FMI.....	78
II.3.3. Le détour idéologique du modèle monétariste	82
II.3.4. Le rapport entre le monétarisme et le néolibéralisme	87
II.4. Les hypothèses de base du discours néolibéral.....	87
II.4.1. Le néolibéralisme comme discours fort	89
II.4.2. « La société n'existe pas »	90
II.4.3. Le discours de la guérison	91
II.4.4. Le discours de l'excès et la responsabilité sociale de la crise	92
II.4.5. Néolibéralisme et État : la liaison nécessaire.....	93
<i>Section III LES ENJEUX DE LA RÉFORME STRUCTURELLE :</i>	96
<i>VERS LE NOUVEAU PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT</i>	96
III.1. Le rôle de la Banque Mondiale dans la stratégie néolibérale du développement	97
III.1.1. La réforme structurelle comme enjeu politique	99
III.1.2. La pauvreté comme phénomène strictement économique.....	100
III.1.3. Bonne gouvernance et réforme structurelle.....	103
III.1.4. La privatisation comme un enjeu éthique	104
III.1.5. Les dimensions stratégiques de la réforme structurelle.....	105
III.1.5.1. Privatisation	105
III.1.5.2. Déréglementation	106
III.1.5.3. La décentralisation	108
III.1.5.4. La flexibilisation du travail	109
III.1.5.5. La libéralisation	110
III.1.5.6. La participation citoyenne	111
III.1.5.7. La modernisation de l'État	112
<i>CONCLUSION DU CHAPITRE ET ARTICULATION AVEC LE CHAPITRE 2</i>	115
Chapitre 2 <i>corporate governance</i>,	124
institutions et capital humain : la banque mondiale	124
et la grande transformation	124
<i>INTRODUCTION</i>	124
<i>Section I LA MISE EN CHANTIER DES INSTITUTIONS ÉCONOMIQUES DE LA</i> <i>MONDIALISATION</i>	133
I.1. Le rôle stratégique de la Banque Mondiale.....	133
I.1.1.. La cross-conditionality entre la Banque Mondiale et le FMI	133
I.1.2. La redécouverte de l'État et la market-friendly approach.....	136
I.1.3. L'infrastructure institutionnelle de la réforme structurelle	138

I.1.4. L'agir stratégique : les contradictions entre stabilisation et lutte contre la pauvreté	139
I.1.5. Pauvreté et inflation : différences et réfutations	141
I.2. Institutions et changement institutionnel	143
I.2.1. La démarche théorique des institutions : externalités et marché	144
2.2.1.1. Les coûts de transaction	145
I.2.1.2 La rationalité limitée des agents économiques	146
I.2.1.3. Les institutions comme les règles du jeu	146
I.2.1.4. Institutions économiques et État	148
I.2.1.5. État et droits de propriété	148
I.2.1.6. L'approche institutionnelle de l'économie et l'État minimal	149
I.2.1.7. Institutions et Banque Mondiale	150
<i>Section II Corporate governance, réforme structurelle et développement</i>	<i>152</i>
II.1. <i>Good Governance</i> et microéconomie du changement institutionnel	152
II.2 Governance, good governance et corporate governance	154
II.3. Gouvernance et développement	155
II.3.1. Good Governance et les dimensions du développement	156
<i>Section III Les stratégies d'intervention : le Country Engagement Model (CEM)</i>	<i>160</i>
III. 1. Le modèle d'engagement avec les réformes structurelles	160
III.1.1. La structure des Country Partnership Framework CPF	162
III.1.1.1 CPF et projets sectoriels	164
III.1.1.2. Des cas spécifiques de CPF	165
III.2. Expériences spécifiques de Country Partnership Framework	166
III.2.1. Le Country Partnership Strategy (CPS) au Mexique, 2014-2019	167
III.2.2. Le CPS aux Philippines 2015-2018	174
III.2.3. Le CAS au Bangladesh : 2011-2014	177
III.2.4. Le CPS en Bolivie 2012-2015	182
<i>Section IV Les projets sectoriels de réforme structurelle</i>	<i>188</i>
IV.1. Le champ d'intervention des projets sectoriels	190
IV.2. La méthodologie de la réforme sectorielle	192
IV.2.1. Les activités AAA (Analytical and Advisory Activities)	193
IV.2.2. Le rôle des ONG : l'émergence du tiers secteur	193
IV.2.3. Concepts et pratiques dans les projets sectoriels	195
IV.2.3. Les Programme de Transferts Monétaires Conditionnées (PTMC)	195
IV.3. Le cadre institutionnel des réformes de seconde génération	197
IV.3.1. La Coopération Internationale au Développement et les projets sectoriels	198
IV.3.2. Gouvernance et Coopération internationale au développement	199
IV.3.3. Le cadre institutionnel de la coopération au développement	200

IV.3.4. Coopération au développement et enjeux politiques	202
IV.3.5. L'articulation institutionnelle dans la réforme structurelle	203
IV.3.6. Les niveaux stratégiques d'articulation de la coopération au développement	204
IV.3.6.1. Le niveau central : FMI et Banque Mondiale	204
IV.3.6.2. Le niveau périphérique : la Coopération Internationale au Développement ...	204
IV.3.6.3. Le niveau local : les ONG et les experts.....	205
IV.3.7. L'articulation institutionnelle stratégique pour la réforme structurelle	206
IV.3.7.1 Conflits et résistances dans la coopération au développement.....	206
IV.3.7.2 Le rôle heuristique des résistances sociales dans l'articulation institutionnelle du développement	207
IV.3.7.3. Développement, transformation sociale et acteurs engagés	207
IV.3.7.4. Le développement comme discours légitimant.....	208
IV.3.7.5. La coopération Nord-Sud comme rapport géopolitique	209
<i>Section V Capital humain, aliénation et l'hypothèse de la « colonisation du monde vécu »</i>	<i>210</i>
V.1. Capital humain et réforme structurelle : enjeux théoriques	212
V.1.1. La transformation de l'homo œconomicus en capital humain	213
V.1.2. Le critère de l'utilité comme valeur.....	214
V.1.3. Les apories du concept de capital humain.....	215
V.1.4. Les apories de la liberté de choix dans le capital humain	216
V.1.5. Régimes d'intervention dans le capital humain	217
V.2. La « colonisation du monde vécu » et le capital humain	218
V.2.1. Habermas et le concept du monde vécu.....	219
V.2.2. Monde vécu et systèmes de rationalisation du monde.....	220
V.2.2.1. Réforme sectorielle et colonisation du monde vécu	221
V.2.2.2. Le développement comme système de rationalisation du monde.....	222
<i>Conclusion du chapitre et articulation avec le chapitre 3</i>	<i>223</i>
L'éthique du développement.....	225
Le rôle stratégique de la Banque Mondiale : la grande transformation	226
Chapitre 3	230
L'autre Développement: Le <i>Buen Vivir</i> (<i>Sumak Kawsay</i>)	230
<i>INTRODUCTION</i>	<i>230</i>
<i>Section I L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT OU L'INGÉNIERIE DU SOCIAL.....</i>	<i>236</i>
I.1. Les concepts de base et leur rapport au <i>mainstream</i> économique	237
I.1.1 L'économie comme un ordre spontané	240
I.1.2. Les « lois naturelles » de l'économie : la rareté	244
I.1.3. Les hypothèses de liberté et rationalité dans l'individu et l'économie	247
I.1.3.1. Rationalité économique et individus	248

I.1.3.2. Consommation et maximisation	250
I.1.3.3. Liberté de choix.....	251
I.1.3.4. Liberté et rationalité : une approche critique.....	253
<i>Section II Les courants critiques : le post-développement et la décroissance.....</i>	<i>256</i>
II.1. La critique du post-développement.....	257
II.2.1. Le post-développement, la critique postcoloniale et le poststructuralisme	258
II.2. La décroissance : les limites de la raison quantitative.....	263
II.3. Le post-développement : une évaluation critique	269
<i>Section III Les alternatives :</i>	<i>272</i>
<i>Le Buen Vivir (Sumak Kawsay)</i>	<i>272</i>
III.1. La procédure épistémologique du <i>Buen Vivir</i> : altérité et complexité	273
III.1.1. Altérité, complexité et diversité dans le <i>Buen Vivir</i>	276
III.1.2. Le <i>Buen Vivir</i> comme cadre théorique général des logiques différenciées	278
III.1.2.1. Institutions, diversité et complexité	279
III.1.2.2. <i>Buen Vivir</i> : une conceptualisation nécessaire	280
III.1.2.3. Le <i>Buen Vivir</i> et le post-développement.....	283
III.1.2.4. Les nouvelles postures épistémologiques.....	285
III.1.3. Le contexte historique du <i>Buen Vivir</i>	286
III.1.4. Le cadre institutionnel du <i>Buen Vivir</i>	292
III.1.4.1. Le <i>Buen Vivir</i> dans les Constitutions de l'Équateur et la Bolivie	294
III.1.4.2. Apories et contradictions sociales du <i>Buen Vivir</i>	296
III.2. Les courants théoriques associés au concept du <i>Sumak Kawsay</i>	300
III.3. Les principes théoriques du <i>Buen Vivir</i>	309
III.3.1. Le principe de relation	311
III.3.1.1. Le sujet et la communauté	313
III.3.1.2. Les dynamiques du sujet et la communauté	314
III.3.1.3. Le temps cyclique et le sujet.....	316
III.3.1.4. L'unité dans la diversité	318
III.3.2. Les écarts épistémologiques.....	319
III.3.3. <i>Buen Vivir</i> et État Plurinational.....	322
III.3.4. <i>Buen Vivir</i> et développement : propositions et alternatives.....	324
<i>Conclusions du chapitre.....</i>	<i>327</i>
CONCLUSION GÉNÉRALE	331
<i>Bibliographie.....</i>	344
Liste des Tableaux et Figures.....	372

Résumé

La crise de la dette externe latino-américaine des années 1980 a consacré le passage du modèle d'industrialisation par substitution des importations à un modèle de développement fondé sur la libéralisation de l'économie. La transition est provoquée par les politiques d'ajustement et de stabilisation macro-économique du FMI. Ces mesures vont être poursuivies, consolidées et approfondies par la Banque Mondiale et la coopération internationale au développement, à travers des réformes structurelles qui vont provoquer des bouleversements au sein des Etats et des sociétés. Cela a généré un malaise social qui s'est traduit par des mobilisations dans presque tous les pays de la région. Ces mobilisations sociales contre l'ajustement et la réforme structurelle néolibérale ont donné lieu à de nouveaux discours politiques. Parmi eux, le *Buen Vivir* qui a été incorporé aux Constitutions bolivienne et équatorienne en 2008. Le *Buen Vivir* rassemble et synthétise les revendications pour un modèle de développement solidaire, écologique et dans lequel les droits fondamentaux des êtres humains, parmi lesquels le droit à la différence radicale, sont respectés. Le discours du *Buen Vivir* récupère les critiques formulées par le post-développement et la décroissance en les intégrant en une nouvelle dimension qui donne une nouvelle place à l'altérité en économie.

Mots clés : Néolibéralisme, ajustement et stabilisation macroéconomique, monétarisme, réformes structurelles, Buen Vivir, décroissance

Abstract

The crisis of the Latin American external debt of the eighties meant the change of the model of industrialization by substitution of imports towards a model of sustained development in the liberalization of the economy. The transition was triggered by IMF macroeconomic adjustment and stabilization policies. These measures were continued, consolidated and deepened by the World Bank and International Development Cooperation, through structural reforms that brought about changes in the State and society. This generated social unrest that was expressed in mobilizations, claims and rejections in almost all countries in the region. These social mobilizations against neoliberal structural adjustment and reform gave rise to new political discourses. One of them is the Good Living (*Buen Vivir*), that was incorporated into the Political Constitution of Ecuador and Bolivia in 2008. *Buen Vivir* collects the demands for a model of friendly, supportive development, friendly to nature and in which the fundamental rights of human beings, including the right to radical difference, are respected. The discourse of Good Living reflects the criticisms of development made by post-development and decline, and integrates them into a new dimension, which refers to otherness in the economy.

Key-words : Neoliberalism, adjustment and macroeconomic stabilization, monetarism, structural reforms, Good Living, degrowth

Resumen

La crisis de la deuda externa latinoamericana de los años ochenta significó el cambio del modelo de industrialización por substitución de importaciones hacia un modelo de desarrollo sustentado en la liberalización de la economía. La transición fue provocada por las políticas de ajuste y estabilización macroeconómica del FMI. Esas medidas fueron continuadas, consolidadas y profundizadas por el Banco Mundial y la Cooperación Internacional al Desarrollo, a través de reformas estructurales que provocaron cambios en el Estado y la sociedad. Esto generó malestar social que se expresó en movilizaciones, reclamos y rechazos en casi todos los países de la región. Esas movilizaciones sociales contra el ajuste y la reforma estructural neoliberal dieron origen a nuevos discursos políticos. Uno de ellos es el Buen Vivir que fue incorporado a la Constitución Política de Ecuador y Bolivia en el año 2008. El Buen Vivir recoge las demandas por un modelo de desarrollo convivial, solidario, amigable con la naturaleza y en el cual los derechos fundamentales de los seres humanos, entre ellos el derecho a la diferencia radical, sean respetados. El discurso del Buen Vivir recoge las críticas al desarrollo hechas por el post-desarrollo y el decrecimiento, y los integra en una nueva dimensión, que hace referencia a la alteridad en la economía.

Palabras claves: Neoliberalismo, ajuste y estabilización macroeconómica, monetarismo, reformas estructurales, Buen Vivir, decrecimiento